

---

# ELLE N'ÉTAIT PAS INVITÉE...

---

DERNIÈRE PARTIE (1)

---

## CONSTATATIONS JUDICIAIRES

UN suicide? Pourquoi la star se serait-elle tuée en plein succès, en pleine jeunesse, et dans tout l'éclat d'une beauté reconnue jusqu'en Amérique où, sur ses portraits, les firmes les plus célèbres la réclamaient? C'est la réflexion qui jaillit ou qui jaillirait de toutes les bouches, si le docteur ne l'avait prévue et ne la brisait sans retard :

— Suicide inévitable. Restez donc, M. d'Aigues, et écoutez comme tout le monde. Personne n'a le droit de monter vers elle sans ma permission. Pendant tout le dîner, j'avais observé M<sup>lle</sup> Villevert. Elle montrait une nervosité malade. L'odeur des fleurs sur la table, à peine sensible à nos narines à cause du plein air, lui était insupportable. Elle ne pouvait tenir en place et sa tête retombait de droite et de gauche presque mécaniquement. Elle était la proie d'une idée fixe. Elle faisait de la mélancolie anxieuse, à n'en pas douter. Mon diagnostic est en la circonstance infaillible. Je lui avais proposé une visite à ma clinique. Déjà, c'était trop tard. J'avais signalé son cas à ma voisine, M<sup>lle</sup> de Maur.

— C'est exact, reconnaît Claire.

— Je vous ai même dit textuellement : cette femme est dangereuse et il conviendrait de la surveiller.

— En effet, vous me l'avez dit, mais je n'y attachai pas d'importance.

*Copyright by Henry Bordeaux, 1930.*

(1) Voyez la *Revue* des 1<sup>er</sup> et 15 novembre.

— J'avais remarqué pareillement sa fébrilité, approuve M. Hilden, qui était placé, à table, à sa droite.

— Vous voyez combien j'avais raison, conclut le docteur. Je ne croyais pas avoir raison si vite.

Il triomphe sans retenue, avec ostentation. C'est pour lui, mais pour lui seul, un réconfort dans un malheur qui ne le touche pas directement et lui vaudra une réputation de prophète. Au contraire, la comtesse de Foix se sent personnellement atteinte par ce fait divers imprévu : elle avait invité un numéro sensationnel pour corser l'intérêt de sa soirée, et ce numéro sensationnel a poussé l'indiscrétion jusqu'à dépasser tout ce qu'on en pouvait attendre. Cette *murder-party* qui finit en catastrophe, quand elle en pensait retirer un surcroît de renommée mondaine, quelle malechance ! Elle aurait dû se renseigner sur la santé de ses hôtes. Mais aussi, l'on n'accepte pas d'invitation, quand on traverse une crise de neurasthénie aiguë. Ainsi juge-t-elle sans pitié la fameuse victime authentique.

Cependant, une poussée se produit vers la porte. On veut sans retard voir la morte véritable, après avoir tant admiré la fictive. Ainsi la perfection qu'elle avait montrée sur le lit funèbre ne provenait-elle que de la réalité ! Devançant Georges d'Aigues-soucieux, qui semble avoir renoncé à forcer le passage, les Américains et les Japonais sont parmi les premiers que tente la pathétique comparaison. Mais le comte de Foix, sur un ton sans réplique, arrête le flot déferlant :

— Que personne ne monte ! ordonne-t-il. Ce n'est plus un spectacle. La chambre doit demeurer en l'état jusqu'aux constatations judiciaires. Seul le docteur, s'il le veut bien, gardera la malheureuse, avec une de ces dames, s'il est parmi elles une infirmière accoutumée à la vue de la mort.

M<sup>me</sup> de Maur se propose. Elle a servi dans un hôpital de Boulogne pendant la guerre, avant de rejoindre son mari qui était demeuré à l'ambassade de Londres avec M. Paul Cambon. C'est une de ces femmes sans brillant, ménagères avant tout, mais qui excellent dans les rôles subalternes et sont toujours prêtes à rendre service humblement sans en tirer avantage.

— Je prierai à côté d'elle, a-t-elle ajouté.

— Rien ne presse, approuve le clinicien qui ne se soucie guère de veiller un cadavre. J'ai tout essayé pour la ranimer. La mort a dû être instantanée : la balle a pénétré dans la



région du cœur. Il s'étend sur quelques détails techniques destinés à montrer, à étaler sa compétence, et qui font tressaillir ces dames.

— Qu'allez-vous faire ? demande la comtesse, très contrariée et offusquée, à son mari sur qui l'assistance a maintenant les yeux fixés, comme s'il était le chef et dût conduire les opérations. Nous ne pouvons conserver indéfiniment cette... cette pauvre femme.

— Eh bien ! mais, explique Roger-Bernard, je vais téléphoner à la gendarmerie de Saint-Julien de venir immédiatement constater le décès. Émile, le valet de chambre, l'appelle en ce moment pour moi. Ensuite, il ira réveiller le maire de Bossey, notre commune.

— Pourquoi ?

— Pour qu'il donne le permis d'inhumer. Puis je téléphonerai encore au département de la police de Genève, afin qu'on envoie cette nuit même, s'il est possible, une voiture d'ambulance ou un fourgon automobile. Ainsi M<sup>me</sup> Clarisse Villevert pourra-t-elle, je l'espère, être ramenée dans la nuit.

— A-t-elle chez elle une parente à qui il conviendra d'annoncer sa mort avec ménagement ?

— Je l'ignore.

— Une mère, intervient M. Hilden. Et même deux.

— Comment deux ?

C'est la première occasion de détente depuis la fatale nouvelle. Des sourires, dont tous ces visages tendus avaient grand besoin, s'esquissent comme une vague éclaircie dans un jour pluvieux.

— Oui, développe le journaliste américain, je suis allé interviewer à sa villa des Eaux-Vives M<sup>me</sup> Clarisse Villevert pour lui demander ses impressions d'Amérique.

— Avant le départ ?

— Sans doute. S'il fallait attendre le débarquement, je serais en retard. La première fois, j'ai été reçu par une vieille dame corpulente qui m'a dit être sa mère et qui m'a éconduit. La seconde, c'était une autre vieille dame maigre et distinguée qui m'a introduit et m'a pareillement décliné sa maternité. J'ai demandé à la star : « Laquelle ? » Elle m'a répondu : « La seconde. J'ai dû renvoyer la première : elle buvait. » Nous avons ri ensemble. Mais j'oublie mes obligations.

Il se lève et réclame le téléphone. Le comte l'occupe : il a au bout du fil la gendarmerie de Saint-Julien à qui il explique en peu de mots clairs ce qui s'est passé.

— C'est bien, dit-il, après avoir raccroché l'appareil : l'adjudant vient en personne avec un brigadier. Saint-Julien n'est qu'à six ou huit kilomètres. Sur leurs motocyclettes ils ne tarderont pas à arriver. Ils prendront en passant le maire de Bossey. Dans une demi-heure à peine ils seront tous ici.

— Voulez-vous me permettre ? demande M. Hilden, qui s'est approché et veut succéder au comte de Foix dans le petit cabinet téléphonique placé dans le hall.

— Non, non, j'en ai besoin maintenant pour la police de Genève.

— Laissez-moi passer avant vous.

— Mais pourquoi donc, je vous prie ?

— Je désire appeler ma secrétaire et lui dicter quelques dépêches pour mes journaux d'Amérique.

— C'est bien assez tôt demain. Inutile d'ébruiter si vite cette affaire.

— Mille regrets, mais je suis obligé. Il y a trop d'intérêts en jeu.

— Quels intérêts ?

— Ceux des grandes firmes cinématographiques. M<sup>me</sup> Clarisse Villevert décédée, et décédée en de si tragiques circonstances à la fin d'une *murder-party*, ce qui augmente la valeur de la publicité, les films où elle a joué prennent instantanément une valeur exceptionnelle. Je tiens à prévenir l'une ou l'autre.

— Où vous avez des actions.

— Sans doute. Déjà pour Rudolph Valentino l'opération a merveilleusement réussi.

— Il est possible, monsieur, mais je ne puis vous prêter mon téléphone cette nuit pour un tel usage.

— Oh ! comme vous êtes arriéré ! Alors, je vais partir immédiatement. Voulez-vous prier qu'on avertisse mon chauffeur ?

— Je le regrette encore, mais je ne puis vous laisser partir.

Et se tournant vers l'assistance qui, en majorité, l'approuve, il ajoute dans un sourire qui montre à quel point il garde son sang-froid et sa lucidité :

— Vous êtes tous mes prisonniers. Excusez-moi. La justice

doit trouver ici tous les témoins sans exception, afin de reconstituer, si elle le désire, la suite des événements au cours de cette soirée.

— Mais puisque c'est un suicide, s'étonne le docteur Dominant qui, lui aussi, désirerait se retirer.

— Ou un accident.

— Non, non, aucun doute ne peut subsister.

— Suicide ou accident, il s'agit de mort violente. La gendarmerie, pour se rendre compte, peut interroger les uns ou les autres au besoin. Mais dites-moi, docteur, tenez-vous essentiellement au suicide? N'accepteriez-vous pas, pour le public et la justice, la version de l'accident? M<sup>lle</sup> Villevert qui, d'après le scénario, doit se tuer, joue avec une arme à feu dont elle connaît mal le maniement bien qu'elle assurât le connaître à merveille. Elle tourne cette arme contre elle pour se préparer à la pose qu'elle doit prendre avant de tirer par la fenêtre et le coup part sans qu'elle ait cru presser la détente.

Il donne ces explications avec détachement, comme s'il ne tenait pas, outre mesure, à les imposer.

— Pourquoi farder la vérité? riposte l'intransigeant docteur.

— Pour diminuer le tragique de l'aventure, pour ne pas attrister une famille.

— Les deux mères. Non, non, la vérité, toute la vérité.

— Soit, accepte le comte presque indifférent.

— Cette demoiselle, ajoute la comtesse qui accepte mal le dénouement inattendu de sa *murder-party*, aurait pu se tuer ailleurs que chez moi.

— Vous lui en offriez une trop belle occasion, madame, intervient lord Musgrave, qui a peu goûté le jeu et ne l'aurait même pas goûté du tout sans la présence de M<sup>lle</sup> de Maur.

Claire, affectueusement, s'est approchée d'Isabelle qui, le cœur blessé par sa mésestimate, apparue aux yeux de tous, avec son fiancé, — mésestimate qui a dû suivre immédiatement le diner, — s'est trouvée plus désemparée devant l'événement tragique et en a été plus bouleversée. Mais la jeune fille se dérobe à son amicale étreinte, comme si elle était hantée d'une préoccupation unique. Elle s'est glissée auprès de son père et lui murmure :

— Georges n'est pas là.

— Ah!

Le comte fait le tour de la pièce d'un regard perçant et prompt et s'adresse à M<sup>me</sup> de Maur :

— Vous voulez bien monter vers la morte, madame.

— J'y allais. J'ai pris mon chapelet dans mon manteau.

— Et vous, docteur ?

— Je conduirai Madame l'ambassadrice, afin de la rassurer. Et je resterai avec elle, si toutefois elle l'exige.

— Je n'aurai besoin de personne, docteur. Ceci me tiendra compagnie.

Et elle montre les grains de bois noir.

— Je vais avec vous, dit le comte.

Mais il se ravise. Georges d'Aigues est rentré. Par où ? Depuis quand ? Il s'avance vers lui. Justement, le jeune homme venait à sa rencontre. Il est pâle, contracté, livide. Est-il impressionnable à ce point ? Les deux hommes se regardent dans les yeux. Ils se détestaient, ils se haïssent.

— Je désire vous parler, monsieur, dit Georges d'Aigues à voix basse.

— Ce n'est pas le moment, répond le comte, presque ironique, en l'entraînant toutefois dans un coin du salon.

— Oh ! un mot suffira.

— Dites.

— Le revolver a été changé.

Roger-Bernard a pris une seconde pour répliquer :

— Vous venez de la chambre de Clarisse ? De quel droit ?

— Du droit de l'amant. Je n'ai plus rien à cacher.

— C'est très grave. Vous avez touché l'arme. Et si l'on vous accuse ?

— Je vous dénoncerai.

— Vous êtes fou.

Puis, avec désinvolture, le comte ajoute :

— Dénoncez.

Suit un lourd silence. Georges d'Aigues conclut :

— Je me tairai devant les gendarmes pour ne pas faire d'esclandre. Mais je veux une explication.

— Inutile.

— Et une sanction.

— Oh ! oh ! vous plaisantez !

— Si. Je les veux. Je rentrerai quand les autres seront partis.

— Soit. Aussi bien convient-il de régler votre rupture avec Isabelle.

— Il ne s'agit plus d'Isabelle.

— Pour moi, il s'agit toujours de ma fille.

De loin, les hôtes désœuvrés du château, — la pièce n'est-elle pas finie ? la bonne, c'est-à-dire le scénario imaginé par la comtesse et Pierre Bussy, parce que l'autre, qui ne contient pas d'énigme à déchiffrer, n'est guère intéressante, — ont suivi le dialogue sans l'entendre. Mais n'est-il pas aisé d'en rétablir le sens ? Georges d'Aigues a voulu justifier auprès de son futur beau-père son désaccord avec Isabelle. C'est une justification qui lui tient au cœur étrangement, à en juger par l'émotion de son visage, le feu de son regard, toute la violence à peine réprimée de son attitude, tandis que le comte garde cette possession de soi, cet air un peu méprisant, cette autorité qui portent la marque du grand seigneur.

Isabelle, plus que tout autre, s'est passionnée pour cette scène qu'elle ne pouvait surprendre. Quoi de plus naturel ? Ses fiançailles, sans doute, sont en jeu. Le désaccord est plus grave que les habituelles querelles amoureuses. Claire de Maur, que son douloureux amour rend clairvoyante et compréhensive pour toutes les peines sentimentales, fait une seconde tentative auprès de sa jeune amie.

— Isabelle, vous êtes distraite, écoutez-moi.

— Oh ! pardon, Claire.

— Conduisez-moi dans votre jardin.

— La nuit ?

— La lune n'est pas couchée. Nous y verrons comme en plein jour, ou presque. Et nous y cueillerons des fleurs pour recouvrir le corps de cette malheureuse.

— Je veux bien.

Et les deux jeunes filles disparaissent ensemble. Le jardin est près du château, au-dessus des vignes qui descendent vers la ferme de l'Hôpital et la plaine de Genève. Il y fait clair en effet. C'est une clarté atténuée, adoucie, plus mystérieuse et légère que celle du jour. Elle caresse les objets au lieu de les profaner. Elle semble ne pas avoir assez de force pour les pénétrer et se contente de les effleurer délicatement. Les étoiles sont à peine visibles, à cause de cette lumière de la lune qui fond l'éclat de leurs petites lampes suspendues, mais les feux

de la terre, ceux de la ville des Nations au loin, s'opposent avec avantage à ceux du ciel.

— Oh ! des roses, des roses, soupire Claire enivrée.

Elle se souvient d'en avoir cueilli dans les parcs de Richmond et de Kew, en compagnie de celui à qui elle a dédié sa vie sans jamais pouvoir la lui offrir toute.

Des roses de toutes sortes, de toutes nuances, de toutes odeurs, et aussi de hauts glaïeuls en forme de roseaux ou de lances, violets ou roses, jaunes ou rouges, et encore des capucines, des anémones mauves et blanches : elles peuvent charger leurs bras nus de cette offrande pour la jeunesse et la beauté de la morte.

Au salon, l'attente se prolonge, s'éternise et, après le vif divertissement de cette *murder-party* si ingénieusement combinée, après l'agitation provoquée par le décès subit de la star, après cette série de sensations qui ont brutalement secoué ces gens du monde, si vite blasés et amateurs de jeux violents où ils pensent rencontrer précisément cette secousse, on commence de s'ennuyer. Ces gendarmes devraient bien arriver tout de suite afin qu'on puisse décemment prendre congé. L'inquiétude gagne aussi l'un ou l'autre. Le voisinage d'un cadavre est pénible à supporter, même hors de vue. Et ces chouettes qui jettent près des fenêtres leurs appels lugubres ! M. Hilden s'énerve : il tient à ses dépêches et à ses opérations financières. Le sous-préfet de Saint-Julien se demande si le bruit que ne manquera pas de faire cette aventure ne risque pas de nuire à son avancement. Lord Robert Musgrave, depuis la sortie de Claire, est mélancolique. La comtesse de Foix est outrée du manque d'égards que représente ce suicide dans son château.

En vain, sir Brian Daffodil, si loquace à son habitude et que le voisinage même de la mort ne peut retenir, entreprend-il une petite conférence de circonstance sur ce Thomas de Quincey qui composa un traité en l'honneur de *l'Assassinat considéré comme un des Beaux-Arts*. Il en est resté à la *murder-party* et le drame fictif, plus que le réel, l'occupe encore.

— L'assassinat, développe-t-il devant Mrs Harriett Rowsell, les Gregory et les deux Japonais, peut atteindre la perfection de l'art. C'est la thèse de Thomas de Quincey. Surtout l'assassinat politique. Il y a trois siècles, ce fut une épidémie comparable à une constellation. Mon audacieux compatriote nous

parle  
d'Ora  
et Ho  
et cel  
Adolp  
pas à  
meun  
sinat  
l'œu  
—  
rede  
avec  
anno  
ma  
—  
van  
—  
M.  
pro  
—  
déc  
qui  
—  
rev  
par  
lop  
car  
d'e  
éla  
au  
de  
—  
vo  
Ga  
do  
so  
—  
à

parle de sept splendides ouvrages : les assassinats de Guillaume d'Orange, des trois Henri français, le duc de Guise, Henri III et Henri IV, du duc de Buckingham, celui de Gustave-Adolphe et celui de Wallenstein. A vrai dire, il ajoute celui de Gustave-Adolphe qui fut tué à la bataille de Lutzen. Mais il n'en est pas à un meurtre près. Meurtre, quel mot impropre ! Un meurtre n'est pas préparé, il est grossier et spontané ; l'assassinat réclame des combinaisons. C'est par là qu'il touche à l'œuvre d'art.

— Que parlez-vous d'assassinats ? intervient le docteur qui redescend de la chambre mortuaire où il a laissé M<sup>me</sup> de Maur avec son chapelet. C'est un suicide. Un suicide que j'avais annoncé, que j'aurais évité si cette dame s'était présentée à ma clinique il y a quelques semaines, ou même quelques jours.

— Pardon, docteur, réplique sir Brian, elle avait auparavant tué M<sup>me</sup> Aisery.

— Ah ! vous parlez de la *murder-party*.

— Sans doute. De quoi voudriez-vous que nous parlions ?

De nouveau la conversation retombe. Quelqu'un, — et c'est M. Hilden agacé qui ne sait comment calmer ses nerfs, — propose un bridge.

— Vous avez déjà le mort, coupe net le comte de Foix qui, décidément, garde assez de scepticisme pour faire des mots, et qui règne sur ses prisonniers.

Les deux jeunes filles apportent quelque distraction en revenant, leurs bras nus chargés de gerbes de fleurs. Les parfums du jardin pillé et la fraîcheur de la nuit les enveloppent invisiblement. Elles sont restées comme imprégnées et caressées par le clair de lune. Leurs robes blanches et vert d'eau, leurs cheveux blonds, leurs démarches pareillement élancées, s'harmonisent pour composer une diversion heureuse aux pensées de deuil, bien que leurs visages soient empreints de mélancolie.

— Oh ! s'écrie le professeur d'Oxford en les voyant entrer, voici le printemps de Botticelli. Quels modèles pour un Dante-Gabriel Rossetti ou pour un Burne Jones ! Sur quel autel domestique déposerez-vous cet hommage naturel ? Les dieux sont morts.

— Sur une morte, répond Claire de Maur pour le ramener à la réalité.



Mais, comme elle invite son amie à monter avec elle dans la chambre où repose Clarisse Villevert, Isabelle, trop sensible, refuse. Elle n'est donc plus la fière amazone au cabriolet rouge et gris ?

— Non, non, je vous laisse aller seule.

Son père, qui semble toujours la couvrir des yeux, vient à son secours :

— Posez ces fleurs sur un divan, mademoiselle. Après les constatations, vous pourrez entrer dans la pièce et parer la malheureuse.

— Allons fumer dehors, propose au consul italien M. Hilden qui tourne comme un fauve en cage.

Les deux hommes s'apprêtent à sortir quand le ronronnement assourdissant des motocyclettes annonce l'arrivée de la gendarmerie. Le valet de chambre introduit en effet l'adjudant et le brigadier, et entre eux, comme un malfaiteur surpris, le maire de Bossey, Eugène Replumaz, paysan timide et gauche, tiré du lit où il dormait à poings fermés après une rude journée au service de la batteuse. Les soldats ont sur le corps toutes leurs buffleteries et le maire, autour de la ceinture, son écharpe tordue et mal nouée. En service commandé, les premiers ont gardé leur képi sur la tête, mais le maire quitte et remet sans cesse son chapeau dont il ne sait que faire. Tous trois se sentent gênés parmi ces habits et ces robes de soie, ces plastrons et ces épaules nues, bien plus encore un peu plus tard lorsque leur hôte leur aura décliné les noms et qualités de l'assistance, ambassadeur, ministre, consul, académicien, étrangers de toutes nations, sans compter leur sous-préfet qu'ils reconnaissent avec plaisir parmi tant de visages nouveaux.

— Quel beau film ! murmure Hilden. Un crime dans le grand monde.

Le docteur Dominant qui a entendu le foudroie du regard :

— Un suicide, monsieur.

— Mais je pense à un film, docteur.

— Il ne convient pas d'y penser en ce moment.

Le suicide est son œuvre propre, sa création pour ainsi dire. Personne n'a le droit d'y toucher. Déjà, le comte de Foix s'est permis de parler d'accident. Pourvu qu'il n'ait pas la malencontreuse idée de faire naître un doute dans l'esprit de la gendarmerie ! Les présentations faites, le maître de maison,

s'étant approché de ses nouveaux hôtes avec sa courtoisie habituelle, les invite à se rafraîchir après leur course nocturne. Mais ceux-ci ne veulent rien accepter. Ils ont hâte de se débarrasser de leur corvée. Le comte de Foix va donc droit au but :

— Avant de vous conduire auprès du cadavre, je dois, messieurs, vous mettre au courant des faits.

Il explique le mécanisme d'une *murder-party* et, si claires que soient ses explications, elles rencontrent un terrain défavorable. Un tel jeu dépasse l'imagination de ces simples gens à qui suffit leur tâche quotidienne, et qui ne savent pas raffiner. Tout de même, l'adjudant, qui a le jugement sain et direct, se rend compte que ce n'est point là un passe-temps très catholique. M<sup>lle</sup> Clarisse Villevert, célèbre au cinéma, devait prendre part au jeu. On l'a trouvée morte sur le lit où elle était censée représenter une morte en effet. La fiction s'était changée en réalité. La jeune actrice s'était tuée avec l'arme dont elle devait tirer un coup par la fenêtre ouverte.

— Il ne faut pas jongler avec les armes à feu, conclut l'adjudant.

C'est un blâme pour ce divertissement mondain qui côtoie le danger.

— Un simple hasard malencontreux, réplique le comte, et que je vous expliquerai tout à l'heure, sur les lieux.

Cependant l'adjudant ajoute cette réflexion :

— Il faudrait un médecin, ici. Vous m'avez téléphoné, monsieur, qu'il y en avait un dans l'assistance.

Le docteur Dominant se fraie un passage, se pousse au premier rang. Il guettait l'occasion :

— C'est moi. M<sup>lle</sup> Villevert était une malade, une obsédée, une mélancolique anxieuse. Pendant toute la soirée, elle n'a pas cessé de donner les signes les plus révélateurs de ses troubles mentaux, au point que j'avais prédit ce malheur. Mes voisins de table en peuvent témoigner.

Claire de Maur et M. Hilden ne font aucune difficulté pour l'appuyer.

— Alors, dit l'adjudant qui décidément ne s'en laisse pas accroire, vous n'auriez pas dû permettre à cette demoiselle de garder une arme.

Le médecin, furieux de cette leçon, répond aigrement :

— Elle ne m'avait pas demandé mes soins. Au contraire, elle les avait repoussés.

— Ce n'est pas une raison.

Poursuivant son enquête, l'adjudant continue son questionnaire :

— Qui a vu le dernier cette dame avant le suicide ?

M. et M<sup>me</sup> Aisery expliquent avec clarté la scène de la *murder-party* qui s'est passée dans la chambre de la comtesse de Foix. De là Clarisse Villevert, après avoir tiré le premier coup de revolver, s'était sauvée en hâte, paraissant très agitée. M. d'Aubré, après avoir rappelé son titre à l'ambassade de Berne, raconte à son tour que la star devait le conduire dans la chambre où elle simulerait la mort. Elle ne l'avait pas attendu, déjà fébrile en effet. Il n'avait pu la rejoindre qu'au moment où elle venait de tirer le second coup de feu. Il lui avait parlé, croyant qu'elle jouait son rôle, mais elle n'avait pas répondu, ce dont il ne s'était pas inquiété, n'ayant aucun soupçon.

— Vous ne vous êtes pas approché d'elle ?

— Ma foi non !

Le maire, qui voudrait bien ne pas voir se prolonger une si ennuyeuse visite, propose d'aller voir. Et le cortège monte l'escalier pour gagner la chambre mortuaire, le comte de Foix en tête, suivi des gendarmes dont les bottes font craquer les marches, du maire et du docteur Dominant. Mais voici que toute l'assistance les accompagne, et même les accompagne en se bousculant, sauf Claire de Maur et lord Robert Musgrave qui demeurent en arrière, cherchant la solitude à deux, et Isabelle qui, le cœur à vif, ne peut supporter ce spectacle et reste avec les fleurs. Georges d'Aigues, cette fois, s'est glissé en bonne place, serré de près par les Japonais, les Américains, l'Italien, les Albanais. La comtesse de Foix suit la troupe sans plaisir avec Mrs Rowsell et sir Brian, dont la verve s'est éteinte et dont la curiosité ne s'attache volontiers qu'aux images agréables. Elle déplore une fois de plus cette inopportune aventure qui clôt si mal une séance récréative. Pierre Bussy, l'auteur dramatique, pense à l'utilisation opportune de l'aventure pour une prochaine pièce et n'en veut rien perdre. Ainsi les invités se pressent-ils derrière les personnages de justice et d'état civil.

Dans la chambre, à la clarté d'une lampe atténuée par

l'abat-jour, M<sup>me</sup> de Maur, tranquillement assise auprès du lit, égrène son chapelet et prie pour cette âme légère envolée d'un si beau corps. C'est elle que l'on voit en premier lieu. Impitoyable, l'adjudant tourne le commutateur, et la lumière du lustre tombe, comme une pluie de feu, sur la star étendue dans sa robe grenat où les taches de sang sont à peine visibles, mais qui a été un peu brûlée par la poudre. La petite déchirure, dans la région du cœur, n'aurait pas causé grand dégât apparent sans cette brûlure de l'étoffe. Tournée un peu de côté, le visage aux traits purs, qui fut la gloire de l'écran, a gardé son fard ; mais ce fard est réduit à deux ronds presque rouges sur les joues. Une pâleur de cire a déjà gagné le front, le cou, les bras, les beaux bras nus. De la bouche maquillée sort un peu de bave. Les yeux mi-clos n'ont plus d'expression. A travers les paupières se distingue un peu de blanc. Comment, tout à l'heure, a-t-on pu croire à une comédie, même admirablement jouée, à une imitation, même parfaite, et d'ailleurs facilitée par la réduction de l'éclairage ? La mort est inimitable, et les plus grandes tragédiennes n'en donnent qu'une transposition théâtrale qui sent l'artifice. Elle est autrement crue et dure quand elle a été violemment projetée dans un être. Un arbre foudroyé garde le signe de l'orage.

Cependant une sorte de hoquet fait retourner le comte de Foix qui fixe dans les yeux son futur gendre, Georges d'Aigues, atterré. Nul autre n'y a pris garde, tant la vision est obsédante et cruelle. Le docteur Dominant est déjà à sa place, la première, fournissant au maire et aux gendarmes les raisons médicales et les preuves matérielles du suicide, leur expliquant ensuite la pose de la main et le trajet de la balle. Avec l'aide de l'adjudant impassible, il soulève le corps inerte.

— Voyez, ajoute-t-il, comme la main tient l'arme. La déflagration de la balle tirée à bout portant est visible sur la robe et même sur la peau. Sans quoi on distinguerait à peine la blessure. Le revolver est de petit calibre, d'un usage facile.

L'adjudant de gendarmerie examine l'arme avec attention.

— C'est un brownie, dit-il, on a tiré deux balles sur six.

— En effet, intervient le comte de Foix qui ne détache pas son regard des yeux de Georges d'Aigues, la première balle a été tirée par M<sup>lle</sup> Villevert dans la chambre de ma femme occupée par M<sup>me</sup> Aisery. M<sup>me</sup> Aisery figurait dans la pièce

la première victime. La balle a été tirée par la fenêtre.

— C'est parfait, approuve l'adjudant. Mais vous ne devriez tout de même pas vous servir pour votre charade d'un revolver chargé.

— Vous avez mille fois raison, répond encore le comte. Le malheur aurait pu être évité...

— Il était inévitable, coupe le médecin.

— Voici ce qui s'est passé. Le revolver à barillet qui devait servir avec des cartouches à blanc n'a pas été retrouvé au dernier moment. Il a fallu lui substituer celui-ci, un browning qui ne tire qu'à balle. J'ai hésité avant de le confier à M<sup>lle</sup> Villevert, mais elle m'assurait en riant qu'elle en connaissait à merveille le maniement, par les scènes de violence et de meurtre qu'elle avait jouées dans ses films où l'on ne prenait pas tant de précautions, et par l'obligation où elle était d'être armée pour rentrer à la campagne.

— Oh! recommence le docteur Dominant, ces sortes de malades sont ma spécialité professionnelle. Sans le revolver, elle se serait jetée par la fenêtre. Quand l'idée du suicide les hante, rien ne peut les arrêter.

L'adjudant de gendarmerie a suivi toute la discussion d'une oreille attentive. Sa responsabilité est couverte par tous les témoignages et par la démonstration du médecin. Il se tourne donc vers le maire qui voudrait bien s'en aller mettre au lit:

— M. le maire, vous pouvez donner le permis d'inhumer. M. le docteur signera.

Et les autorités judiciaires sortent de la chambre. Les constatations sont terminées. L'assistance s'est déjà enfuie devant la mort véritable. Elle n'a pas attendu les explications techniques. Elle a laissé le comte de Foix et le professeur Dominant les donner aux gendarmes. Une mort de théâtre lui aurait suffi. Seul, Georges d'Aigues a écouté jusqu'au bout le comte de Foix sans perdre un seul mot.

Au bas de l'escalier, la comtesse s'excuse du dérangement causé. Mais les gendarmes la rassurent:

— Oh! Madame la comtesse, cela nous arrive souvent. De jour ou de nuit.

— Souvent?

— Une fois par mois environ, pour des gens de Genève qui se tuent au Salève. Ils dégringolent d'un rocher.

Involontairement ou volontairement. L'autre nuit, tenez...

Ils se lancent dans les faits divers. Le suicide du château de Crevin n'a rien que de banal. Il ne tire son importance que des lieux et de la personnalité de la star. Sans quoi il passerait inaperçu.

— J'ai téléphoné au département de justice et police à Genève, reprend le comte de Foix. Il réclame le permis d'inhumer avant d'envoyer chercher le corps. Auriez-vous l'obligeance de le confirmer par le téléphone, afin qu'on vienne cette nuit même. M<sup>me</sup> Clarisse Villevert ne peut rester dans la chambre de ma fille.

— Ah ! non, appuie sa femme, qui a hâte d'être débarrassée d'un hôte aussi incommode.

— Il y a des difficultés, à cause de la douane et de l'heure. Bientôt minuit. Cependant le commissaire de police qu'on a réveillé et qui me connaît m'a promis de laisser passer au fourgon la frontière suisse, sous réserve de l'approbation du Conseil. Il prévendra lui-même les Pompes funèbres de Genève qui expédieront un convoi et transporteront la malheureuse...

— Chez elle ? Dans sa villa ?

— Non, dans la chambre mortuaire du cimetière de Plainpalais où le garde de nuit sera alerté.

— Parfait, Roger-Bernard ! Je vous reconnais là. Vous vous débrouillez à merveille dans les circonstances difficiles. Il vous aurait fallu de grandes charges pour mettre en évidence votre valeur. Cela, je l'ai toujours pensé...

Car elle a hâte d'être débarrassée d'un si lourd voisinage. Il sourit, un peu tristement, comme s'il avait conscience d'avoir mérité ce compliment conjugal, et même comme s'il planait bien au-dessus.

Pendant cette conversation dans le hall, Claire de Maur apparaît avec toutes les fleurs cueillies dans le jardin. Son visage émerge à peine de leurs gerbes, car Isabelle s'est une fois de plus refusée à la suivre. Pendant que sa mère que le flot vite retiré des visiteurs n'a point troublée continue de prier, elle dispose les glaïeuls et les roses, les capucines et les anémones autour du corps étendu, et jusque sur les pieds et la poitrine. Après quoi, elle se penche et baise pieusement le front déjà glacé. Puis, elle éteint le plafonnier, pour ne plus laisser que la lueur faible de la lampe sur la jeune morte ainsi parée.

Les motocyclettes sont reparties dans un grand vacarme. C'est un soulagement pour le château. Maintenant enfin chacun est libre de prendre congé. Aussitôt les appels des chauffeurs se succèdent. Une à une, les automobiles viennent se ranger devant le portail. M. Hilden s'est précipité le premier, enlevant sa femme au milieu d'un discours de sir Brian choqué. Cette nuit même, l'Amérique sera informée du suicide de la star célèbre et aussi de la plus-value des films où elle a joué. M<sup>me</sup> Aisery a fait signe à M. d'Aubré de prendre place entre elle et son mari. Lord Musgrave a offert de reconduire Claire de Maur, mais l'ambassadeur a refusé, d'ailleurs avec un sourire aimable et diplomatique. Le lord malheureux en est réduit à la société de sir Brian qui a évité soigneusement Mrs Harriett Rowsell.

— Je vous plains, dit celle-ci à la comtesse de Foix.

— Pourquoi donc ?

— A cause de cette demoiselle qui vous reste pour compte.

— On va venir de Genève la chercher cette nuit même.

— Ah ! tant mieux ! Quel débarras ! Mais qu'elle était donc jolie avec toutes ces fleurs qu'a répandues sur elle, comme un parfum, Claire de Maur ! Je suis retournée la voir à cause de la poésie. La beauté ne protège pas du malheur, ni l'amour qu'on laisse échapper dans sa jeunesse.

Elle pense au fuyant sir Brian qu'elle ne rattrapera jamais. Le docteur Dominant qui la doit emmener s'impatiente, car il a vingt ou trente visites inscrites pour le lendemain.

— Venez-vous ? demande-t-il à Georges d'Aigues.

Mais le jeune homme refuse. Il a sa conduite intérieure. Il rentrera à Genève par ses propres moyens.

— C'est bien ! c'est bien ! appuie le médecin un peu lourdement, pour bien montrer qu'il a compris.

Nul n'a pu ignorer, au cours de la soirée, la brouille des deux fiancés ; une dernière tentative de réconciliation suivra sans nul doute le départ du dernier invité.

Les voilà partis.

— Vous êtes enfin délivrée, dit Roger-Bernard à sa femme.

— Pas encore. Je les aurais volontiers tous gardés jusqu'à l'arrivée du fourgon de Genève.

— Il faut compter près d'une heure encore.

— Cette morte à mon étage me dérange odieusement.



— Oh ! sa chambre est éloignée et je ne vous savais pas si impressionnable.

— Je ne suis pas impressionnable et je vais me coucher. Ce dénouement de notre *murder-party* si bien machinée m'a coupé bras et jambes.

— Et Isabelle ?

— Eh bien ! cédez-lui pour cette nuit votre chambre. Et, si vous le voulez bien, je vous offrirai l'hospitalité dans la mienne.

— Volontiers, chère amie. Je fume un cigare avec Georges d'Aigues en attendant le convoi.

— Ne vous disputez pas ; il a eu, toute la soirée, une attitude si étrange !

— Oui, les choses vont mal entre eux. J'arrangerai cela. Et si c'est la rupture, tant pis. Isabelle vous tiendra compagnie si vous le désirez.

— Non, non : je suis lasse et me couche. Qu'elle en fasse autant.

Georges et Isabelle, en tête-à-tête, ne s'adressent pas la parole. Roger-Bernard s'approche de leur groupe :

— Venez-vous, propose-t-il à Georges presque aimablement.

Pour une fois, il semble désirer de ne pas lui être désagréable.

— Je vous attendais, monsieur.

Isabelle, les yeux presque égarés, les voit s'éloigner ensemble. Ils font le tour du rond-point, ils franchissent la grille, ils disparaissent sous les arbres. Peu à peu les lumières du château s'éteignent, sauf celles de la chambre où la comtesse harassée et agacée ensemble se déshabille, et celle où dort sans réveil Clarisse Villevert dans la dernière parure que lui composent toutes les fleurs coupées au jardin. Mais le corps de logis réservé à l'office retentit de bruits de vaisselle, de rires et de commentaires. On y passe au crible les événements. Une *murder-party* n'inspire pas le respect des patrons.

La demie de minuit a sonné à l'église de Bossey. Une *murder-party* n'est jamais très longue, même avec un dénouement modifié. La lune n'est pas encore couchée. C'est une nuit claire, infiniment douce, une nuit de légende, une nuit où les chouettes s'appellent tristement.

## DIALOGUE AU CLAIR DE LUNE

Le comte de Foix, suivi de Georges d'Aigues, s'est engagé sur le sentier qui longe la mare et aboutit à la clairière où Ferdinand Lassalle fut blessé pour le caprice d'Hélène de Dönniges.

— Où allons-nous? a protesté le jeune homme en faisant mine de s'arrêter.

— Loin du monde, a répondu Roger-Bernard toujours au bord de l'ironie.

— C'est assez. Je veux parler.

— Non, non, personne ne doit nous entendre.

— Vous avez peur?

— De vous? Ne dites donc pas de sottises.

Ils parviennent ainsi au lieu choisi par le comte. Dans la clairière, la table a été mal desservie. La nappe qui est restée se découpe en carré blanc sous la clarté de la lune, avec son surtout de fleurs qui se fanent et les coupes oubliées. Sans doute, les serviteurs ont-ils été distraits par le drame du château, le double drame, le faux et le vrai. Ce décor vide revêt la sorte de mélancolie qui s'attache aux lendemains ou aux débris de fêtes. Le reflet des branches de sapin ou de chêne dessine des ombres fantastiques sur ce carré lumineux. Un feu d'herbes sèches et de bois mort achève de s'éteindre à l'autre bout de la prairie.

— Maintenant, déclare Georges, comme son guide suspend la marche, je puis, je veux parler.

— Ah! non, monsieur, vous commencerez par répondre à mon interrogatoire.

— Je n'ai que deux mots à dire. Clarisse ne s'est pas tuée. On l'a tuée, et vous êtes l'assassin.

Le comte, ainsi interpellé et accusé, garde tout son calme, n'esquisse même pas un geste de protestation et répond de son ton le plus naturel, comme s'il était à son cercle et qu'il entendit critiquer la pièce à la mode :

— Que vous êtes donc pressé, monsieur! Nous parlerons de cela tout à l'heure. Répondez-moi.

— Non, non. Le revolver a été changé.

Soudainement, Roger-Bernard lui prend le bras d'une

étreinte violente et de tout près lui jette dans la figure à voix presque basse, mais autoritaire :

— Taisez-vous, monsieur. Tout à l'heure, devant les gendarmes, vous avez gardé le silence. Si vous aviez eu la conscience nette, vous eussiez parlé. Vous savez très bien que vous êtes le coupable.

— Le coupable, moi ? se défend Georges, surpris par ce brusque changement d'attitude.

— Oui, vous. Et en voilà assez. Je vous ordonne de me répondre. Sans quoi, c'est moi qui ferai justice.

— Vous n'avez plus votre revolver.

— Qu'en savez-vous ?

Et il joue avec une arme qu'il tire à demi de la poche.

— Oh ! celui-ci n'est pas dangereux !

Georges d'Aigues voudrait ricaner, mais les yeux de son adversaire, dans la nuit claire à demi, ont un regard si terrible qu'il se sent malgré lui médusé. Et déjà le comte l'enserme avec ses questions pressées.

— Quand je vous ai rencontré dans la galerie où je commençais à m'inquiéter de l'absence de ma fille, vous sortiez de la chambre d'Isabelle, n'est-il pas vrai ?

— Oui. Et après ?

— Vous aviez le visage décomposé comme si vous veniez de commettre un crime, le vrai crime.

— Un crime, moi ? Ah ! n'intervertissons pas les rôles.

— Contentez-vous de répondre. Que s'était-il passé entre Isabelle et vous ? J'ai le droit de le savoir.

— Ce qui s'était passé ? Une scène de votre fille.

— Pourquoi ? pour quelle raison ? Parlez. Je connais ma fille. Elle est aussi raisonnable qu'ardente. Elle est incapable de vous avoir adressé des reproches sans motif. Expliquez-vous donc.

— Je n'ai rien à ajouter. Je n'ai pas à subir cet interrogatoire.

— Vous le subirez et vous répondrez, reprend le comte, dont l'ascendant croit à chaque résistance de son interlocuteur. Je vous contraindrai bien à répondre.

— Avec ce revolver chargé de cartouches à blanc ?

— A coups de poing, s'il le faut.

— Assez, monsieur.

— Alors, si vous refusez de parler, écoutez, et je saurai

bien interpréter votre visage, si déloyal et fourbe qu'il soit, ce visage qui a séduit ma chère fille abusée. Je la regardais pendant le dîner; elle vous buvait des yeux, la malheureuse. Elle n'avait pas voulu me croire quand je la suppliais de se défier de vous. Et voilà où nous en sommes aujourd'hui. Mais il s'agit de voir clair, et je verrai clair. Après le dîner, tout a changé entre Isabelle et vous. Pourquoi? Dites-moi donc pourquoi? Faut-il que je vous prenne à la gorge pour en faire jaillir des paroles? Ou faut-il que je vous crie à la face le complot que vous aviez formé avec votre maîtresse pour la dépouiller?

Pendant cette rafale, Georges s'est ressaisi :

— Assez de menaces, monsieur! Je suis de taille à me défendre, s'il est nécessaire. Vous ne m'obligerez pas à parler davantage. Ce qui s'est passé entre Isabelle et moi, vous devez le savoir, puisque c'est à cause de cela que vous avez tué.

Le comte de Foix est-il frappé de l'argument? Un instant c'est lui qui semble désarçonné, immobile, inquiet, les yeux et les oreilles aux aguets comme s'il croyait percevoir ou entendre le glissement d'une ombre à travers les arbres.

— Taisez-vous, ordonne-t-il, écoutez.

Mais le jeune homme a deviné qu'il reprenait avantage et il n'entend pas lâcher l'offensive :

— A moins que ce ne soit par jalousie et par haine. Vous aussi, vous avez été l'amant de Clarisse.

— Taisez-vous donc.

— Oui, son amant avant moi. Je vous ai supplanté.

— Pauvre garçon! Après beaucoup d'autres! Et vous pensiez me supplanter avec mon argent, avec la dot de ma fille. Pourquoi donc ne m'avez-vous pas dénoncé, si je suis le meurtrier? Pourquoi? Je vais vous le dire.

— Parce que vous êtes le père d'Isabelle.

— Allons donc! Parce que le coupable, c'est vous. Parce que vous savez très bien que vous êtes à ma merci, et que je puis, quand il me plaira, vous livrer à la justice.

— Moi?

— Oui, vous-même. Quel intérêt avais-je à supprimer cette femme? Tandis qu'elle venait de vous défendre d'épouser Isabelle. Elle contrecarrait vos ambitions, elle se mettait en travers de votre destin. Elle disparue, la plus belle alliance de nom et de fortune vous était acquise. A qui profitait donc

le crime, sinon à vous seul? Le plus sot juré le comprendrait. Vous êtes sorti le dernier de la chambre où Clarisse se préparait à son rôle.

Cette fois, c'est Georges d'Aigues qui se défend :

— Quand j'en suis sorti, Clarisse n'y était pas.

— Où était-elle donc?

— Où son rôle l'appelait. Chez M<sup>me</sup> Aisery, à l'autre bout du château.

— Mais elle devait revenir.

— Je n'étais plus là.

— Qui le saura?

— Je suis redescendu. Je ne l'ai plus revue que morte.

— Toutes les circonstances vous désignent. Je les assemblerai pour vous confondre, si vous prétendez m'appeler en justice.

Mais le jeune homme, loin de s'avouer vaincu, affiche de la magnanimité :

— Je ne vous dénoncerai pas, monsieur, je vous le répète, parce que vous êtes le père d'Isabelle. Ne cherchez pas plus longtemps à me donner le change. Car vous vous êtes dénoncé vous-même. C'est votre revolver qui a servi au meurtre. Vous l'avez substitué à celui que j'ai vu, de mes yeux vu, chez Clarisse et qu'elle m'a montré, dont elle m'a menacé même en riant.

— Quelle erreur!

— Le sien, dont elle devait faire usage en tirant par la fenêtre, deux fois, une chez M<sup>me</sup> Aisery, une dans la chambre qu'elle occupait, était un revolver à barillet, chargé de cartouches à blanc inoffensives, comme vous avez dit au gendarme que c'était l'usage pour ces *murder-parties*. Ah! que vous avez donc bien expliqué tout cela à l'adjudant! Je vous écoutais, confondu de tant d'habileté immédiate. Votre arme à vous, c'était un browning qui ne se charge en effet qu'avec des balles. Vous l'avez mis en place quand vous êtes monté le premier chez la morte, vous l'avez mis entre ses doigts inertes, avant d'appeler le docteur Dominant.

— Quelle imagination vous avez, monsieur!

— Imagination? Pourquoi le gendarme a-t-il constaté qu'on avait tiré deux balles avec l'arme laissée aux mains de Clarisse?

— Une chez M<sup>me</sup> Aisery et une autre contre elle-même.

— Vous oubliez une troisième, celle que vous avez tirée ici, dans cette clairière, à la fin du dîner pour effrayer un contrebandier. Sortez donc de votre poche le revolver à barillet qui devait servir à la *murder-party* et vous constaterez, j'en suis certain, qu'il y manque une cartouche à blanc, celle tirée par la morte chez M<sup>me</sup> Aisery. Vous voyez bien que je vous tiens, monsieur, j'ai la preuve.

— Où la prendrez-vous? Essayez donc de la venir chercher. Et je vous défie d'oser me dénoncer, car vous serez arrêté avant moi.

Est-ce un aveu du crime? L'ombre qui glissait entre les arbres et dont le comte de Foix, depuis quelques instants, redoutait la présence, gêné par cette intuition dans la lutte, surgit brusquement dans la clarté pâle de la lune inclinée sur l'horizon. Isabelle est maintenant à côté de son père, tout près.

— Toi, va-t-en, lui dit-il brutalement. Tu n'as rien à faire ici.

Elle n'a pas répondu. Mais elle tend à Georges d'Aigues l'arme qu'elle vient de retirer du smoking de son père. Va-t-elle trahir celui-ci au profit de son fiancé?

— Tenez, monsieur. Voici votre preuve. C'est moi qui ai tué cette femme.

— Tais-toi.

— A quoi bon se taire? La justice est là, tôt ou tard.

Puis elle se tourne, méprisante, vers celui qu'elle aimait :

— Courez vite m'accuser, monsieur. Hâtez-vous si vous voulez en avoir le bénéfice. Parce que je compte y aller ce matin.

— Malheureuse enfant!

Georges interdit a reçu l'arme.

— Isabelle, murmure-t-il enfin. Pourquoi me traitez-vous ainsi?

Il s'éloigne de quelques pas, comme s'il acceptait en effet d'emporter l'arme compromettante. Le père et la fille entendent le bruit d'un caillou ou d'un objet lourd qui troue la surface liquide. Le revolver a été jeté dans la mare qui borde la clairière et dont les eaux noires sont profondes.

— Monsieur, dit Georges au retour, en lui désignant Isabelle, vous saurez la garder.

Et à la jeune fille :

— Adieu, Isabelle. En une nuit j'ai tout perdu.

« Sa maîtresse et sa fiancée, quand il pensait les garder

toutes deux ! » interprète intérieurement avec dédain le comte de Foix.

Que toutes choses peuvent changer en un instant, et les pensées et les cœurs ! Isabelle l'a laissé partir. Puis elle se jette dans le sentier où il a disparu. La lune est déjà si près de l'horizon que ses lueurs percent mal par endroits la voûte plus ou moins épaisse des branches. A plusieurs reprises la jeune fille appelle :

— Georges ! Georges !

Mais il ne répond pas. Il ne revient pas en arrière, soit qu'il n'ait pas entendu ces appels réitérés qui retentissent dans la paix nocturne, soit que le sang de Clarisse, trop frais versé, les sépare.

Roger-Bernard a rejoint sa fille :

— Laisse-le donc. C'est lui le coupable, et non toi. Lui et moi.

— Père ! soupire-t-elle en s'appuyant contre lui, son suprême refuge dans sa détresse. Vous vous laissiez accuser pour moi ! Demain vous m'accompagnerez.

— Où ?

— A la justice.

— Non, petite fille, non. Ou je prendrai le meurtrier à mon compte, ou tu garderas le silence.

— C'est impossible. J'ai besoin de me dénoncer.

— Dis-moi, d'abord, à moi, ce qui s'est passé, tout ce qui s'est passé, et que je soupçonne seulement. Je ne suis entré dans ta chambre qu'un instant avant... avant...

— Avant le crime. N'osez-vous donc plus prononcer ce mot ? Tout à l'heure je vous entendais vous défendre, comme si vous étiez l'assassin.

— Je voulais savoir ce que savait M. d'Aigues.

— Pour me couvrir.

— Naturellement.

Il a pris un des sièges abandonnés au bord de la table desservie qui porte encore des fleurs fanées et des coupes vides. Là il s'assied, et, avec une douceur autoritaire, il oblige sa fille à prendre place sur ses genoux. Elle s'appuie à son épaule et pleure. Après lui avoir un instant caressé les cheveux, il lui relève le visage :

— Essuie tes larmes, petite. Allons, un effort et commence.

En effet, elle n'a pas le droit de se dérober :



— Vous avez honte de moi, père.

— Mais non, pas du tout.

Son scepticisme ne le quitte en aucune occasion. Il semble ne pas prendre le terrible événement au tragique. Isabelle est presque déconcertée par cette compréhension trop rapide et dédaigneuse des choses humaines, comme s'il s'était penché sans vertige sur tous les abîmes. Mais elle se sent rassurée devant un confesseur d'avance indulgent et chez qui la tendresse paternelle, jamais exubérante et toujours sûre, ne paraît pas atteinte. Surtout elle s'appuie à une force.

— Alors, père, écoutez-moi, sans me regarder. Là, je suis bien. Je parlerai presque bas. Vous m'aidez au besoin.

— Mais oui, mais oui, petite fille.

Il l'encourage, comme s'il lui demandait un secret d'amour. Depuis le crime, il dépasse tout ce qu'elle attendait de lui. Et voici qu'elle entreprend le récit douloureux.

Pendant tout le dîner, Georges d'Aigues s'était montré, après quelques instants d'hésitation au début, plein de gentillesse et de grâce, d'égards et d'amabilités. Il lui avait demandé de fixer enfin la date de leur mariage. Il faisait mille projets d'avenir pour lui être agréable, lui proposant Palanza au bord du lac Majeur ou la villa d'Este au bord du lac de Côme pour leur voyage de noces. Jamais il ne s'était montré plus passionné et persuasif, plus gai aussi. Leurs voisins ne les dérangent pas, respectaient leur accord. Ils avaient vécu une heure radieuse. Elle ne se doutait de rien, elle ne soupçonnait rien. Doutes et soupçons eussent d'ailleurs fondu devant tant de charme.

— Pourtant, l'interrompt son père, je t'avais mis plus d'une fois en garde, et même quand nous fermions le cortège pour nous rendre à la clairière. Singulière salle à manger. Ne t'avais-je pas montré ce monsieur qui marchait devant nous à côté de la demoiselle ?

— J'avais les yeux bandés.

— Tu n'es plus une enfant, Isabelle. Tu connais un peu le monde.

— On l'oublie si vite, avec toutes ces vilénies, quand on...

— Oui, quand on aime. Je n'ai jamais compris ces aberrations de l'amour. Moi, j'ai toujours pris une coquine pour une coquine. Mais cela n'empêche peut-être rien. Achève, je t'en prie.

A la fin du repas, tout le monde s'était levé pour regagner par groupes le château où devait commencer la *murder-party*. Clarisse Villevert, de l'autre bout de la table, s'était précipitée sur eux presque avec furie, et s'approchant de Georges, l'isolant, avait exigé, sous un prétexte absurde, de lui parler à part. C'était un rendez-vous qu'elle donnait, qu'elle exigeait impérieusement et sans retard. Elle avait épié les fiancés à travers le surtout de fleurs.

— Tu les as donc espionnés, Isabelle ?

— Dans sa colère elle parlait fort, et il s'efforçait de la contenir. J'ai surpris quelques mots seulement, assez pour comprendre qu'il y avait un lien entre eux. Lequel ? Je voulais savoir. J'avais le droit de le savoir, puisqu'il était mon fiancé.

— Imprudente !

N'était-elle pas chargée précisément de conduire la star au premier étage et de lui montrer au bout de la galerie sa chambre qui devait servir à la représentation ? Ainsi l'avait-elle introduite chez elle.

— J'étais si angoissée, continue la jeune fille, qu'elle aurait pu deviner ma détresse. Elle n'était occupée que d'elle-même et de sa jalousie que ses regards furieux me révélaient. « Je vous laisse maintenant, lui ai-je dit, vous êtes chez vous. — C'est bien, mademoiselle », m'a-t-elle répondu sans me remercier. Le duel commençait entre nous. Au lieu de me retirer et de rejoindre nos invités au salon, j'ai gagné à pas de loup mon cabinet de toilette qui n'est séparé de la chambre que par une tenture. A peine m'étais-je installée derrière cette tenture que Georges est arrivé. J'ai assisté à leur scène. Je n'en ai pas perdu une syllabe. Ah ! j'aurais mieux fait de m'en aller ! Mieux valait mille fois demeurer dans l'ignorance, ne pas savoir de quelle bassesse un homme est capable.

— Ah ! non, cet homme, tu l'aurais épousé.

— Et après ? Je ne serais pas une criminelle. J'aurais été trompée, dupée, dépouillée comme tant d'autres femmes qui, tout de même, ont vécu et qui, souvent, ont aimé.

— Oui, la science se paie, surtout la science humaine. Mais ne revenons pas en arrière, petite Isabelle. Tu as voulu savoir, tu as été renseignée. Dis-moi tout ce que tu as appris. C'est nécessaire.

— Tout ? C'est impossible à répéter. C'est trop cruel.

— Essaie.

— J'essaierai. La révélation ne s'est pas fait attendre. Ils se sont immédiatement tutoyés. Elle l'a accueilli avec des reproches amers sur sa conduite à mon égard, et dans quels termes grossiers, mon Dieu ! « Oui, lui a-t-elle déclaré, comme il avait dû s'approcher pour l'embrasser, tu veux me lécher après ton Isabelle. Eh bien ! tu peux attendre. Tu m'avais juré qu'elle était laide... » J'atténue, par respect pour vous et pour moi. Et comme il m'a défendue ! « N'est-elle pas laide à côté de toi ? » a-t-il répondu. « Laide, peut-être, mais elle te porte à la peau. J'ai bien vu, j'en suis sûre. » J'ai compris de quel ignoble marché j'avais été l'objet. Et je ne sais pas, dans cette conversation, lequel des deux s'est montré le plus vil, d'elle qui voulait s'assurer la garde de son amant et en même temps lui rappelait crûment ses engagements financiers, ou de lui qui rusait, qui tâchait d'obtenir un délai et l'autorisation de me faire un semblant de cour, afin de ménager ma susceptibilité et mon orgueil. Ah ! père, vous m'avez rappelé tout à l'heure que je n'étais plus une enfant. Oui, j'ai surpris autour de moi bien des paroles équivoques et pressenti bien des passions hors du mariage et de la vie régulière. Mais cela, non, vraiment, je ne l'avais pas imaginé. Moi qui étais venu à Georges si spontanément, si loyalement, moi qui vous l'avais imposé, à ma mère et surtout à vous mal disposé envers lui, moi qui le savais sans fortune et qui étais heureuse de lui apporter toutes les facilités de vivre et de réussir dans sa carrière, moi qui croyais en lui et qui confondais cette croyance avec mon amour, de quelle hauteur je me trouvai précipitée dans ces bas-fonds !

Elle s'arrête dans ses atroces confidences pour se cacher le visage contre la poitrine paternelle. Il ne la presse pas de reprendre son récit. Il la tient serrée contre lui, mais il garde au coin des lèvres ce sourire désabusé de l'homme que rien n'étonne plus, qui a trop de mépris pour être jamais étonné. La joue qu'il caresse est aussi douce que le renard blanc du manteau :

— Tu n'es pas trop fatiguée, Isabelle ? Tu n'as pas froid ?

Elle fait signe que non sans relever la tête. Comme il se préoccupe de sa santé, quand il devrait être tout entier absorbé par les abominables révélations ! Elle se décide à reprendre

sans qu'il l'y ait invitée. La nuit sera longue encore. La passeront-ils dans cette clairière?

— Attends, l'arrête-t-il comme elle va parler.

Il la dépose délicatement sur un siège voisin. Il se lève et il tend l'oreille pour surprendre au loin le moindre bruit. Les chouettes se sont tues, mais un chien aboie dans une ferme lointaine.

— Tu n'entends rien, Isabelle?

— Non, rien.

— Le char funèbre n'est pas encore là. Il ne sera pas là avant un quart d'heure au plus tôt. Nous aurons le temps de rentrer pour le recevoir. Achève maintenant.

Et il reprend sa place avec sa fille sur les genoux serrée contre lui. Elle n'a plus que lui : il faut qu'elle sente sa force et son amitié. Il devine tout s'il ne croit à rien.

— Et alors, petite? Et alors?... comme tu me demandais quand tu étais une enfant et que je te racontais une histoire.

Comment peut-il évoquer des souvenirs puérils en des circonstances aussi graves?

— Alors, se décide-t-elle ainsi invitée, ils ont scellé leur pacte avec des baisers. Je les entendais, eux aussi. Ah! la promesse que cette femme a obtenue de lui, non, non, vraiment, c'est impossible à dire.

— Dis toute de même, dis tout bas.

— Le jour même de nos noces, il devait la revoir. Comprenez-vous?

— Les canailles!

— C'est elle qui l'a renvoyé de ma chambre. « Non, non, assez, Georges, assez! On va venir. Je suis en retard. Attends-moi un instant. Je cours chez Mme Aisery tirer mon coup de revolver. Un rôle, c'est sacré. Où est mon arme? — Là, sur ce guéridon. — Si tu me trahissais, c'est toi que j'abattrais, mon petit Georges. — Prends garde : elle est chargée. — Oh! des cartouches à blanc. Rassure-toi. — Je ne te crains pas. Tu m'aimes trop. — On ne sait jamais. C'est ton Isabelle que j'aimerais viser. » Ils ont ri ensemble, ils ont ri de moi. Puis elle est partie. Alors...

Elle s'arrête net. Ce qui doit suivre l'épouvante.

— Alors? répète son père qui la presse un peu plus fort sur sa poitrine.

— J'ai soulevé la tenture. Georges était assis. Il ne me voyait pas, il ne m'avait pas entendue. Il riait encore. Puis ce rire s'est glacé. Il s'est dressé, tout blanc, comme cette nappe, là, sur la table. Il a essayé de biaiser, pour connaître ce que je pouvais savoir : « Vous ici, Isabelle? — Chez moi, ai-je répondu. Qu'y veniez-vous faire? — Vous chercher. » Il a eu l'audace de trouver cette réponse. Il espérait encore, sans doute, conjurer le péril, garder sa fiancée avec sa maîtresse, entretenir sa maîtresse avec l'argent de sa femme. Mon amour, mon pauvre cher amour est tombé à mes pieds comme un vêtement usé. Je ne l'ai plus trouvé en moi...

Pourquoi le comte de Foix a-t-il de nouveau au coin des lèvres son diabolique sourire? — « Et tout à l'heure, songe-t-il avec mélancolie, tu l'appelais sur le chemin. Tu l'appelles encore. On ne se débarrasse pas si vite de ce maudit amour et le mépris ne le tue pas... » Isabelle n'a pas vu ou pas compris cette expression qui l'eût terrifiée. Comme elle se tait, hésitant davantage dans son récit, à mesure que le dénouement approche, il l'interroge :

— Rappelle-toi exactement, petite, les paroles que tu lui as adressées.

— Exactement?

— Oui, autant que possible. J'ai besoin de tout savoir.

— Pour me juger.

— Oh! non, pour t'absoudre. C'est déjà fait.

— Vous ne savez rien encore du... du crime.

— Mais je l'ai vu, Isabelle, je l'ai vu.

— C'est vrai. Ne soyez pas si indulgent. La justice ne le sera pas.

— Nous en parlerons plus tard, Isabelle. Pour le moment, il n'y a que moi. La justice, c'est moi.

— Il n'y a pas que vous.

— Mais si.

— Et moi, père, et moi? Croyez-vous que je vais m'absoudre aussi?

— Mais certainement. C'est pour cette raison que je te force à tout retirer de ta mémoire. Je veux te libérer de ton fardeau.

— Pour le porter?

— Pour le prendre au besoin, sans doute.

— Je ne veux pas.

— Allons, allons! sois raisonnable, et ne me cache rien...

Elle s'est redressée pendant ce dialogue. Et même elle quitte les genoux de son père. Elle reste debout devant lui, décidée à ne rien omettre. Sa robe fait une tache claire dans l'ombre grandissante à mesure que la lune décroît et son visage semble luire. Elle a repris toute son énergie pour achever :

— J'ai dit : « La comédie, c'est pour elle, ce n'est pas pour nous. J'ai tout entendu. Allez-vous-en, monsieur, je vous chasse. — Vous avez mal compris, Isabelle. — J'étais là. — A nous écouter? C'est indigne de vous. — J'étais chez moi, monsieur, je sais maintenant ce que j'étais pour vous. — Isabelle, vous vous trompez. Je vous jure que vous vous trompez. Les apparences... — Ne mentez pas, monsieur, c'est inutile. Allez-vous-en. Mais allez-vous-en donc immédiatement ou j'appelle. » Il a compris qu'il fallait partir. Cependant il s'est retourné sur le seuil pour me demander : « Et vous? — Je descendrai quand vous ne serez plus là. — Je ne vous parlerai plus ce soir, Isabelle, mais il ne faut pas de scandale. Demain je vous expliquerai... — Allez-vous-en. » Il est enfin parti. Je n'en pouvais plus. Mais je ne voulais pas m'évanouir. Il me restait une autre exécution à accomplir.

Comme elle s'arrête une fois encore, son père, à son tour, se lève. Le rappel tragique approche. Il veut être plus près d'elle pour la secourir, quand la lueur du crime reparaitra dans ses yeux.

— Eh bien! Isabelle, la voici qui revient de tirer son coup de pistolet.

— Qui?

— Mais la star, la maîtresse de M. d'Aigues, cette Clarisse Villevert. Elle est allée jouer son rôle. Ça, elle ne l'a pas omis. C'est la dernière chose qu'oublie une artiste. Le pli professionnel. Elle a donc opéré chez M<sup>me</sup> Aisery, elle s'est dépêchée, elle n'a pas attendu, comme elle l'aurait dû tout de même, l'entrée de M. Aisery et de M. d'Aubré, — de M. d'Aubré, ignorant des lieux, qu'elle devait entraîner à sa suite et conduire dans sa chambre. Son amant lui tenait terriblement à cœur pour qu'elle ait commis cette faute qui a failli faire rater la *murder-party* chère à sa mère. La voici donc qui revient. Elle croit retrouver son Georges qui l'attend. Elle est pressée de le

retrouver, car elle doit le renvoyer pour se coucher sur ton lit et jouer à la morte. Elle ouvre la porte, elle entre. Au lieu de M. d'Aigues, c'est toi qui es là. N'a-t-elle pas poussé un cri de surprise ? Mais non, nous l'eussions entendu.

— Oui, père, c'est bien ainsi que cela s'est passé. Épargnez-moi la fin.

— Je t'ai mise sur la voie, petite. Et maintenant, à toi.

— Elle a refermé la porte de ma chambre avant de se jeter en avant : « Georges, vite, encore un... et pars... »

— Un quoi ?

— Oh ! Vous ne devinez plus.

Isabelle a un geste de dégoût :

— Un baiser.

— J'aurais dû le deviner en effet. Elle n'a pas dit : « Pars. » Elle a dit : « F... le camp. »

— Vous étiez donc là ?

— Pas encore.

— Alors, seulement, elle m'a découverte. Elle a dit comme Georges, pardon, comme M. d'Aigues : « Vous ici, mademoiselle. — Oui, madame, vous ne m'attendiez pas. — Je n'ai pas le temps de vous recevoir. Je vais me coucher. — Sur mon lit ? Je vous le défends. — Oh ! oh ! mais j'y coucherai seule, pour une fois... » Oui, elle a osé plaisanter ainsi. Elle me traitait en complice. Elle riait. Et elle a sauté sur mon lit. Je me suis rapprochée d'elle et je lui ai ordonné de s'en aller. — « Quelle figure vous avez ! m'a-t-elle répondu, toujours avec ce rire insultant, mais comprenant tout de même que cela devenait sérieux. — Il faut vous en aller, et tout de suite, ai-je repris. J'étais là tout à l'heure. — Dans un placard ? — Non, dans mon cabinet de toilette. J'ai entendu la conversation où vous me vendiez. — Espionne. — Vous n'êtes qu'une drôlesse, allez-vous-en. — Ah ! ah ! on est fâché. Eh bien ! je ne m'en irai pas. Je suis ici deux fois chez moi. Après le père, le mari. — Que voulez-vous dire ? — Que j'ai pris ton Georges après ton papa. — Taisez-vous, menteuse, et filez. — Demandez-le à ces messieurs. Appelle-les. Fais du bruit. » Elle me tutoyait insolemment. C'est alors, père, que vous êtes arrivé.

Elle n'ira pas plus avant. Elle ne se sent pas le courage d'aller plus avant. C'est donc lui qui complétera son récit, puisqu'il devient un témoin :



— Oui, continue-t-il, j'avais vu redescendre M. d'Aigues le visage décomposé. J'ai pressenti quelque scène de rupture entre vous. Jé m'en serais réjoui si je n'avais redouté une intervention de cette Clarisse. Inquiet de toi, je suis monté à pas de loup dans ta chambre. La violence de vos deux voix m'a tout de suite frappé. Quand je suis entré, elle t'insultait en ricanant.

— Elle vous a appelé par vos prénoms.

— Oui, Roger-Bernard en me tutoyant moi aussi, et dans quels termes presque orduriers ! Tu lui as ordonné de se taire. Elle a continué. Exaspérée, à bout de patience, provoquée et défiée, tu as pris dans ma poche le revolver que tu m'avais vu manier ici même, à la fin du repas, pour effrayer un pauvre homme, et tu as tiré à bout portant, sur le lit.

— Taisez-vous, père, taisez-vous.

Isabelle se cache les yeux devant l'image évoquée. Elle revoit sur le lit sa victime étendue. A voix basse, elle murmure :

— Elle n'a pas bougé. Un tressaillement très court. Le rire, pourtant, avait eu le temps de s'évanouir. Elle avait pris une figure grave, mais pas épouvantée. C'était moi qui avais peur. Je tremblais si fort que j'ai lâché l'arme. Vous l'avez ramassée. Je n'ai pas eu le temps de réfléchir sur ce que j'avais fait, sur ce que j'ai fait si vite, tellement vite, parce que vous m'avez prise violemment par le bras : « Tu vas me suivre, m'avez-vous ordonné. Je te défends de dire un mot, de faire un geste. Tu m'obéiras, entends-tu. » J'entendais à peine. Vous avez répété : « Entends-tu, Isabelle, tu m'obéiras. » Et j'ai fait signe que je vous obéirais. Je n'avais plus de volonté. Je n'étais plus rien. Je ne me reconnaissais plus. C'était une autre personne qui me remplaçait. Et vous m'avez entraînée dans le cabinet de toilette. C'était le moment. Quelqu'un est entré dans la chambre.

— M. d'Aubré.

— Il a dit quelque chose, puis il est ressorti. Un instant après, tout le monde s'est précipité.

— Et nous sommes sortis du cabinet de toilette pour nous retrouver sur la galerie ayant l'air de sortir, nous aussi, de la chambre où Mme Aisery figurait la première morte, devant la troupe qui suivait la *murder-party*. Quoi de plus naturel ? Tout le monde nous a vus. J'ai même appelé tout le monde. Tout le monde en rendrait témoignage.

— Oui, vous pensez à la justice.

— Mais non, il n'y a pas lieu d'y penser, puisque c'est un suicide. Cet âne de médecin l'a décidé quand j'avais arrangé dans ma tête la version de l'accident.

— Ah ! père, je ne peux plus mentir.

— Il faut m'obéir encore, petite.

Elle s'est retournée vers le château. A travers les arbres, elle croit voir la fenêtre de sa chambre qui est éclairée. Là repose la morte sous les fleurs qu'elle a cueillies avec Claire de Maur au jardin. Jamais elle n'y pourra rentrer.

Son père, à nouveau, l'entraîne :

— Le convoi peut arriver d'un moment à l'autre. J'ai cru entendre son klaxon à la croisée de la route de Genève avec la route de Saint-Julien. Nous avons le temps : la montée de Bossey est dure.

La lune éclaire à peine l'étroit sentier. Il a passé son bras autour de la taille de sa fille. Si quelqu'un les rencontrait, il les prendrait pour des amoureux.

— Père, soupirez-elle, vous ne parlez plus. J'ai peur.

— Mais, petite, c'est fini. Il n'en faut plus parler. Jamais. A personne. Je t'ai acquittée.

— Pas moi.

#### LA NOTE A PAYER

Le convoi funèbre n'est pas encore là. Il a dû s'arrêter à la frontière, proche la route nationale, en face de la ferme de l'Hôpital, pour se mettre en règle avec les douanes suisse et française au retour. Le comte de Foix, qui est rentré au château pour s'informer, tandis que sa fille l'attend au dehors, revient avec une pèlerine sur son smoking trop léger et un manteau pour Isabelle, car la fraîcheur augmente à mesure que la nuit avance. Ce n'est plus déjà la douce soirée d'été qui avait permis le diner dans la clairière.

Isabelle s'est assise sur le rebord de pierre qui contient le bassin en face de la grille d'entrée, de l'autre côté du chemin. Un jet d'eau qui jaillit au centre retombe en pluie fine avec un monotone bruit cristallin. Elle a grand besoin de ce manteau, car elle frissonne.

— Va te coucher, petite, dans ma chambre.

— Je ne puis pas, répond-elle, *elle* est toujours là, dans la mienne.

Il a réfléchi pendant leur courte séparation, mais à sa manière qui est concrète et pratique. Une anecdote, qu'il a contée à ses voisins pendant le repas, lui est même revenue à la mémoire; l'histoire de ce lord anglais qui avait assommé au cours d'une orgie le garçon de service, et qui, informé de sa brutalité à son réveil, se contenta de dire « Mettez-le sur la note. » Il y a toujours une note à payer. Comment se réglera celle-là ?

Isabelle a la même pensée, mais sous une forme différente.

— Père, dit-elle après un silence, où dois-je aller ce matin ?

— Ce matin ? Tu vas dormir.

— Mais non. Vous m'avez compris. Où dois-je aller me dénoncer ? A Saint-Julien, n'est-ce pas ?

Il attend un instant avant de répliquer, assez pour que la coupable se croie approuvée et, par un revirement humain, prenne sa propre défense :

— Je ne sais pas comment j'ai pu... j'ai pu tuer. Elle était là, sur mon lit, qui me narguait. Elle m'avait tout pris, mon fiancé, mon amour et...

— Et moi, tu l'as pu croire.

— Non, j'avais foi en vous. Elle tenait à la main cette arme qui devait lui servir à simuler la mort. C'est peut-être la vue de cette arme qui m'a donné l'idée. Mais je n'ai pas réfléchi. Ce fut presque foudroyant, prendre votre revolver et tirer. Je n'ai su qu'après ce que j'avais fait. C'est donc si simple, si facile de... de tuer ? Si simple, si court, et l'on est une autre femme pour la vie. Et l'on a perdu sa jeunesse.

De nouveau, elle se cache le visage. Mais son père lui prend les mains et l'oblige à le regarder en face :

— Et tu veux aller t'accuser ? Mais écoute-moi donc, petite. Je suis ton père et j'ai le droit d'ordonner. Je t'interdis de parler, à qui que ce soit, de ce qui s'est passé ici cette nuit. Le docteur Dominant l'a déclaré : c'est un suicide.

— Mais nous, père...

— Nous, nous avons nos devoirs. Je vais te les dire. Cette femme, d'ailleurs, est sans intérêt.

— Vous l'avez... vous l'avez aimée, père.

— Moi ? quelle idée !

— Vous n'avez pas protesté quand...

— Ce ne sont pas là, d'habitude, des sujets de conversation entre une fille et son père.

Et, de nouveau, le diabolique sourire apparaît au coin des lèvres. Déjà, plus grave, il reprend ;

— Puisque nous en sommes là, eh bien ! quoi ! elle a été ma maîtresse, il y a quelque temps, lors de ses débuts.

— Et vous l'avez aimée.

— Mais non. Elle manquait par trop d'éducation.

— On peut donc ne pas aimer et...

— Sans doute, par curiosité, par désir, par caprice, par ennui.

— Par ennui ?

— Surtout par ennui. Aux hommes qui occupent de hautes charges, on est indulgent pour leur vie privée. Ils en rachètent les faiblesses par l'importance de leurs services publics. Moi, j'ai été écarté de tout dans notre société actuelle. Il ne faut pas me juger, petite.

Elle a un haut-le-corps de protestation :

— Oh ! père, comment pouvez-vous le penser ? La justice ne remonte pas. Elle descend.

— Comme tu as bien dit ça, Isabelle ! Je t'avais toujours prévenue que tu m'admirais trop.

— Pas assez... Cette nuit...

— Eh bien ! cette nuit, tu croyais trop en moi. Et ce que t'a révélé cette femme sur ton père a achevé de t'exaspérer.

— C'est vrai.

— Les hommes sont rarement admirables. Surtout pas moi. Mais il s'agit de toi. Eh bien ! écoute, tu dois m'écouter. Oui, malgré mes faiblesses. Peut-être à cause d'elles qui m'ont fait mieux comprendre la vie. Tu portes un vieux nom, moins ancien que ta mère ne le prétend, assez pour qu'il t'impose des obligations. Tu ne vas pas le compromettre dans cette histoire.

— Père, c'est déjà fait. Je l'ai déshonoré.

— Pas du tout. Tu t'es vengée. Cette femme méritait d'être châtiée. Ah ! si j'étais entré dans ta chambre un instant plus tôt ! Je l'aurais mise à la porte, avec son M. d'Aigues. Cela aurait suffi. Ce ne sont pas nos anciennes relations qui m'eussent gêné un seul instant, je te prie de le croire, du moment qu'il s'agissait de ma fille. Mais tu ne m'en as pas laissé le temps. Enfin, ce qui est fait est fait. Mettons le point final.

— Non, non, c'est impossible.

— En voilà assez, Isabelle ! Si tu me désobéis, j'irai prendre ta place, et l'on me croira. Ou j'accuserai M. d'Aigues qui aura du mal à se défendre. Je raconterai qu'il a jeté dans la mare le revolver révélateur. Cela fera un débat sensationnel. Tu ne veux pourtant pas que je t'enferme dans ta chambre...

— Dans ma chambre...

— Dans la mienne, puisque l'autre est occupée... comme une folle et que je prévienne le docteur Dominant, afin qu'il constate que tu as eu la cervelle dérangée par le suicide de M<sup>me</sup> Villevert ? Le docteur Dominant te découvrira sûrement de l'obsession. Ne proteste plus. C'est inutile. Cette fois, j'invoque mon autorité paternelle et je saurai la faire respecter.

Comme il peut changer à son gré ! Comme son scepticisme habituel peut se transformer en conviction absolue et en commandement !

— Un... crime... doit se réparer, balbutie Isabelle.

— Oui, nous paierons la note. Je descendrai à Genève dans la journée régler les obsèques et les prendre à mon compte. Cela paraîtra naturel, en raison de l'issue lamentable de cette *murder-party*. Je m'informerai de l'état des héritiers, des deux mères et je les indemniserai. Cela encore paraîtra naturel en raison de notre fortune et passera même pour de la bienfaisance.

— Et moi, père, et moi ? supplie la pauvre voix tremblante.

— Toi ? J'espère que tu te remettras de cette... de cette bagarre. Tu es assez jeune pour l'oublier.

— Jamais.

— On dit ça, mais on oublie. Tu voyageras. Le voyage est excellent pour la douleur, la tristesse, le chagrin, l'inquiétude. Mais tu ne vas pas devenir neurasthénique. Et plus tard, nous te marierons à un autre homme que ce M. d'Aigues.

— Me marier... avec mon secret.

— Il y en a bien d'autres que toi. Si on savait toutes choses !

— Non, non, père, c'est impossible. Si j'étais plus croyante, je vous demanderais d'entrer au couvent.

— Pour ça ?

Le dédain a repris le dessus chez le grand seigneur qui montrait tant d'autorité un instant auparavant.

— Oui, réplique-t-elle, pour expier.

C'est là un mot qui ne touche pas son père détaché de toute vie surnaturelle. Mais il n'a pas le loisir de lui répondre. Le cor-

billard automobile débouche au tournant du chemin de Bossey.

— Rentre, Isabelle. Je m'occuperai de tout.

— Non, non, je ne vous quitte pas.

— Tu ne vas pas la revoir?

Il ne comprend pas ce caprice, mais déjà le klaxon du fourgon réclame l'entrée de la grille. Sa présence au château est nécessaire. Dès lors, il ne s'occupe plus d'elle. La voici redevenue libre de ses mouvements, de ses actes.

Grâce au permis d'inhumer, délivré par le maire sur l'attestation de la gendarmerie et du médecin, joint à la complaisance de la police de Genève, le transport s'effectuera sans difficulté jusqu'à la chapelle mortuaire du cimetière de Plainpalais en territoire suisse. Il ne reste plus qu'à déposer le corps de la star dans le cercueil qui a été apporté. On se rend dans la chambre d'Isabelle. Celle-ci a précédé les employés des pompes funèbres. Elle a osé rentrer chez elle, regarder sa victime, demeurer même quelques minutes seule avec elle. Quel dialogue a pu s'échanger entre les deux femmes, la morte et la vivante, celle-ci plus pâle et plus effrayée que l'autre qui a gardé sur les joues des plaques de rouge et une sorte de sourire cruel succédant au rire évanoui?

— Va-t'en, lui conseille son père qui dirige les opérations.

Mais elle assiste à la mise en bière et même elle dispose les fleurs du jardin autour du cadavre. Son père la considère avec stupéfaction. Lui qui ne s'étonne de rien, est surpris du changement qui s'est opéré en elle. Il est presque satisfait de constater ce retour au courage et à la résolution.

« C'est bien, pense-t-il. Elle a du ressort. La dépression est déjà passée. Elle se remettra. »

Tandis que l'on installe le cercueil dans le fourgon, elle se rapproche de son père qui lui voit un visage illuminé et décidé. « Ces diables de femmes, songe-t-il encore, on ne les connaît jamais. Que va me dire celle-ci?... »

— Père, dit Isabelle, j'ai trouvé.

— Et quoi donc?

— Ma punition. Elle n'est pas très sévère, pas assez, mais elle me soulage.

— Tiens-toi tranquille.

— Je me tairai. Mais je partirai. Dès demain.

— Oui, en voyage, c'est mon avis.

— Pour toujours. J'ai mon brevet d'infirmière. J'irai aux colonies, au Maroc ou ailleurs, soigner les blessés, les malades, les contagieux. Par vos relations j'aurai un poste immédiat.

— Et moi ?

— Vous ?

— Mais oui, moi. Tu m'as oublié.

Il sourit de son air désabusé, comme s'il plaisantait, mais ne voulait pas sérieusement la contrarier dans cette nouvelle lubie. Le regard, illuminé en effet, d'Isabelle a pénétré plus profond, jusqu'au cœur. En un instant, elle a deviné le divorce invisible qui peut séparer un mari et une femme vivant ensemble de la façon la plus unie ou tout au moins la plus paisible aux yeux du monde, et tout ce qu'il peut y avoir de désespéré sous des apparences de détachement mondain. Elle se rapproche un peu plus de lui, et murmure d'une voix câline :

— Père, si votre enfant vous manque, il faut bien que vous expiiez aussi un peu, pour moi, pour m'aider.

Il ne répond pas, il n'a pas le temps de répondre. Le colis funèbre est chargé, et le chauffeur est sur son siège. Déjà le moteur ronfle. Le fourgon part. La grille est refermée. Il n'y a plus trace de crime, ni de suicide au château débarrassé.

Le comte de Foix y rentre avec sa fille qu'il a prise par la main. Ce sera sa seule réponse.

— Va vite te coucher, petite. Et n'aie pas d'inquiétude.

— Je crois que j'en ai un peu moins, depuis tout à l'heure. Et maman ?

— Ta mère ? je monté chez elle. Elle doit dormir. Je lui dirai que tout s'est très bien passé, mais que tes fiançailles sont rompues et que tu as besoin de changer d'air...

Il monte chez sa femme, et sur l'escalier il se rappelle la conversation qui a précédé l'exécution de la fameuse *murder-party*. Il y avait montré une horreur sacrée pour les crimes passionnels, voyant même dans l'amour une circonstance aggravante. Et voici qu'il vient d'absoudre le crime passionnel de sa fille. Mais a-t-on jamais fini de comprendre la vie humaine, d'essayer de la comprendre ?

— Ah ! c'est vous, l'accueille Ethel couchée, enfin ! Je n'ai pu m'endormir encore. Ce sinistre fourgon a fait un vacarme ! Est-il parti ?



— Il doit être à Bossey en ce moment. Nous l'entendrons encore, dans un instant, quand il passera au bas des vignes et quittera la route nationale pour prendre le chemin de Genève. Et puis ce sera fini.

— Tant mieux. Quel dénouement absurde pour ma soirée ! Il nous vaudra dans les journaux une fâcheuse réputation. Nous passerons pour avoir le mauvais œil.

— N'exagérez rien, Ethel. On en parlera quelques jours. Mais les discours européens que ne manqueront pas de prononcer M. Briand, M. Henderson ou M. Curtius, à la Société des nations, feront oublier bientôt votre *murder-party* et le suicide de cette malheureuse.

— La star. J'avais eu tort de l'introduire chez moi. Il ne faut jamais prier des gens qui ne sont pas de notre monde. Mais vous avez été très chic, Roger-Bernard. Je vous ai admiré pour votre sang-froid et votre calme tout à fait distingués.

« Elle aussi ! pense-t-il, son diabolique sourire revenu. Elle n'a rien soupçonné et ne soupçonnera jamais rien. Elle ne connaîtra pas plus sa fille que son mari... » Et il se réjouit de partager un secret, un secret de cette envergure ! avec Isabelle, en présence de sa femme ignorante.

Celle-ci, cependant, s'efforce de lui être agréable :

— Vous aviez raison, Roger-Bernard. Je m'incline, mais tardivement.

— En quoi donc, chère amie, avais-je raison ?

— Ce jeu est un jeu barbare, et il convient de le laisser à l'Amérique.

— La *murder-party* ?

— Oui.

L'automobile funéraire passe maintenant au bas des vignes. C'est le dernier rappel qui va diminuant. Clarisse Villevert morte s'en va parmi les fleurs dans la nuit.

Impressionnée, la comtesse reprend :

— Vous me l'aviez prédit : on ne badine pas avec la mort.

Roger-Bernard, ironique, regarde sa femme et se contente de lui rappeler la phrase qu'elle-même a déjà dite :

— Elle n'était pas invitée...

HENRY BORDEAUX.

---

## LE CAS WILSON

Il est impossible de ne pas se demander, dans la crise actuelle de la politique européenne, quelle est la part qui revient à l'attitude prise par les États-Unis. Voilà plus de dix ans qu'ils n'ont cessé d'accentuer la réaction contre la politique wilsonienne. On ne se propose rien d'autre dans ces pages que de contribuer à expliquer cette politique et à faire comprendre cette réaction. En termes concrets, la question pourrait se poser de la manière suivante : le président Wilson s'est-il trompé quand il s'est cru l'interprète du peuple américain ? S'il l'était vraiment, comment le peuple américain a-t-il pu se séparer de lui ? Il resterait alors, pour conclure, à apprécier cette rupture et ses conséquences.

### L'AMÉRICANISME DE WOODROW WILSON

Je crois qu'il n'y a pas un homme vivant qui soit plus saturé que moi de pensée américaine ; j'ai vécu d'elle toute ma vie. Quand je cherche à démêler ce que le peuple pense et que je l'exprime, s'il se produit d'abord un désaccord, je ne m'en étonne pas, mais j'ai bonne confiance que ses pensées se rallieront aux miennes. A une adhésion hâtive je préfère de beaucoup une adhésion réfléchie.

Ainsi s'exprimait, en octobre 1916, quelques jours avant sa réélection, quelques mois avant qu'il fit entrer son pays dans la guerre, le Président des États-Unis, dans l'entretien qu'il accordait à une de ses compatriotes, journaliste en vue, pour un grand hebdomadaire (1). Trois années plus tard, le

(1) Ida M. Tarbell : « Une conversation avec le Président », *Collier's*, 25 octobre 1916.

19 novembre 1919, le Sénat américain rejetait le traité que le chef de l'exécutif était venu négocier en personne à la Conférence de la paix : première manifestation d'un désaveu que la suite des événements n'a fait que confirmer. Les successeurs de Woodrow Wilson à la Maison Blanche, le Congrès (parlement), la Presse, l'opinion publique se sont accordés à renier les engagements, la signature, l'œuvre de celui que la nation avait deux fois placé à sa tête et qui lui avait donné un prestige sans égal dans le monde. Entraîné par ses nouveaux guides, elle a tourné le dos à sa politique et repoussé le rôle qu'il avait, utilisant les circonstances, conçu pour elle et préparé. Woodrow Wilson, terrassé par la maladie, brisé par l'effort, survécut cinq années comme l'ombre de lui-même et juste assez pour voir se consommer la faillite de son grand dessein.

Un résultat si tragique semblait ne pouvoir provenir que d'une fatale illusion : sans doute ce dessein, obstinément poursuivi, ne représentait-il qu'une conception personnelle, sans relation profonde avec les désirs, les aspirations, l'idéal et la destinée du peuple américain. Wilson était un théoricien, un idéologue ; égaré dans la politique, il s'y était perdu. On a beaucoup raillé le « professeur » que les caprices de la démocratie ou la puissance de la « machine » électorale portent un jour au sommet de l'État. Il serait difficile de se laisser duper plus complètement par les apparences. En réalité, jamais homme ne se trouva mieux préparé à son rôle, par ses études d'abord et le travail de son esprit, puis par ses fonctions antérieures. Le futur président des États-Unis éclairait sa voie par les études du professeur, et c'est l'homme d'action qui se saturait de pensée américaine pour être ainsi mieux assuré d'agir dans le sens de cette pensée.

Ses premières réflexions nous le montrent dominé par une préoccupation essentielle, obsédé d'un constant souci : comprendre son pays, observer le présent, interpréter le passé, prévoir et orienter les directions de l'avenir. Point de dispersion dans son travail, ni de force perdue. A vingt-trois ans il médite déjà sur le problème de l'État américain (1), qui n'est autre, au fond, que celui du gouvernement dans une démoc-

(1) « *Cabinet Government in the United States* », *The International Review*, août 1879.

cratie, et il paraît se rendre compte qu'il se trouve devant le nœud gordien de la politique : comment, d'une part, sauvegarder le droit de tout homme à participer au gouvernement qui le régit et d'autre part assurer l'indispensable concentration du pouvoir ? Résoudre cette difficulté sera une préoccupation de sa vie entière. Six années après son article sur « le Gouvernement de Cabinet aux États-Unis », paraît son premier livre, *le Gouvernement congressionnel*, étude sur la politique américaine (1885), où il reprend, avec une intelligence plus mûre et après un examen plus approfondi, les vues qu'il n'avait fait qu'esquisser dans l'essai antérieur. Mais il n'a pas épuisé son sujet, qui se rattache à un problème plus général, celui de l'État tel qu'il est en son essence, tel qu'il se manifeste sous ses diverses formes suivant les époques et les pays. D'où un nouveau livre, *l'État, éléments de politique historique et pratique*.

Prêtons à ce titre toute l'attention qu'il mérite : il n'annonce pas les spéculations d'un théoricien. L'histoire est appelée à fournir son témoignage pour résoudre, ou du moins pour éclairer, le problème du gouvernement. Il s'agit ici de « politique », et celle-ci est « historique » parce qu'elle interroge le passé, le compare au présent, en vue de mieux comprendre et réaliser sa tâche toute pratique. Deux idées fondamentales se dégagent de cette enquête. La première est que, dans ces organismes que sont les sociétés, l'État apparaît comme l'organe directeur au moyen duquel « la société s'adapte à son milieu et réalise une vie plus active ». La seconde est que, directement ou indirectement, l'autorité de ceux qui gouvernent repose toujours en fin de compte sur la force, mais que ce qui est nouveau dans les sociétés modernes, c'est la force des majorités. « L'art de l'homme d'État doit être aujourd'hui d'éveiller, de susciter, de diriger cette force nouvelle. » N'oublions pas cette conclusion : Président des États-Unis, Woodrow Wilson, lui, s'en souviendra.

L'histoire ne borne pas ses leçons à nous montrer quelles formes diverses prennent les institutions : elle nous fait voir aussi comment s'en servent les hommes. Repliant son attention sur son propre pays, le professeur de Princeton étudie la conduite de ceux qui ont tenu en main ou contribué à orienter les destinées de la nation dans la longue crise de l'unité. Il

publie en 1893, sous le titre *Division and Reunion*, un exposé des événements durant la période de soixante années qui s'étend de 1829 à 1889. Puis c'est la carrière du fondateur de l'État américain qui l'attire, la grande figure de Washington, et il en prépare une ample biographie. L'année même où elle paraît (1897), Woodrow Wilson publie dans le numéro de mars de l'*Atlantic Monthly* un éloge passionné de Cleveland, qui terminait sa seconde Présidence. On y lit cette déclaration :

Il est clair que M. Cleveland a rendu grand service à son pays; il est clair que son indépendance, que la force singulière de sa volonté ont fait apparaître avec plus de clarté qu'en aucun temps le véritable caractère du Gouvernement des États-Unis. Il a été ce Président que les auteurs de notre Constitution ont vaguement conçu : plutôt qu'un homme de parti, un homme, et un homme doué d'une volonté qui lui est propre ; plutôt qu'un associé des Chambres, un serviteur individuel du pays, exerçant ses pouvoirs à la manière d'un premier magistrat plus qu'à la manière d'un chef de parti (1)...

Depuis près de vingt ans, Woodrow Wilson étudiait, analysait les notions d'État, de gouvernement, il en comparait les formes ; il observait le passé dans l'histoire, où il avait trouvé des leçons, des exemples ; il observait le présent et il y avait trouvé un modèle. Il est permis de supposer que la préparation à la vie publique avait été le but de ses travaux ; elle en fut sûrement l'effet. A quarante-cinq ans, l'année même où il publiait son *Histoire du peuple américain* (1902), en pleine maturité, il posait sa plume : il allait agir.

\* \* \*

La présidence de l'Université de Princeton était vacante. « Personne, non pas même un magnat de la banque ou des chemins de fer, a dit très justement James Bryce, l'auteur du célèbre ouvrage *la République américaine*, ne jouit au Nouveau Monde d'une notoriété plus grande que le président d'une des vieilles universités. » Nommé par un conseil d'adminis-

(1) Nous empruntons cette traduction, ainsi que les suivantes, à l'excellent livre, malheureusement un peu ancien déjà, et par conséquent incomplet, de M. Daniel Halévy : *le Président Wilson*, étude sur la Démocratie américaine. Paris, librairie Payot et Co., 1918.

tration parfaitement autonome, qui ressemble à celui d'une société financière ou d'un trust industriel, investi des pouvoirs et de la responsabilité du chef et ne se trouvant subordonné à aucun ministère de l'Instruction publique, cet éducateur de milliers de jeunes gens n'a rien de commun avec un fonctionnaire : « Maître d'un domaine royal, d'écoles, de musées, de terres », il exerce, suivant l'heureuse formule de M. Daniel Halévy, « une sorte de magistrature spirituelle qui le rend comparable aux évêques de l'ancienne Europe... Il a le droit et presque le devoir d'opiner sur toutes les questions morales ou intellectuelles qui occupent le pays ; il est sûr qu'on l'écouterà. » Woodrow Wilson fut choisi, et son activité réformatrice s'exerça aussitôt selon l'esprit et les méthodes dont il disait lui-même : « Si c'est être radical qu'aller en tout à la racine, alors je suis un radical. » Il se heurta à des résistances, notamment à celles des anciens, ces *alumni* toujours prêts à pourvoir aux besoins de l'*Alma Mater*, mais très étroitement attachés aux vieilles traditions, parce qu'elles représentent pour eux les souvenirs et les habitudes de leur jeunesse. Devant les offensives financières menées contre lui, le président estima que la retraite serait honorable et pourrait servir ses desseins. Il démissionna, ayant en vue certainement une autre présidence, vers laquelle il résolut aussitôt de s'acheminer par une étape intermédiaire : le gouvernement du New Jersey.

Chacun des quarante-huit États de l'Union fédérale ayant lui-même le caractère d'un *commonwealth*, le gouverneur d'un État est, dans sa sphère, un président de la République. La première fonction est comme un apprentissage de l'autre et, tout naturellement, elle y conduit. En 1912, les chances pouvaient être favorables pour Woodrow Wilson. Quand il quitta l'Université, au début de l'été 1910, deux ans le séparaient de l'élection présidentielle ; mais dans quelques mois les électeurs du New Jersey auraient à choisir leur gouverneur. Le meilleur parti à prendre était d'essayer ses forces dans ce poste, d'où il pouvait être porté au gouvernement de la nation.

Là encore, il se montra hardiment réformateur. Il avait été élu avec l'appui de politiciens qui comptaient peut-être sur la mésaventure de Princeton pour le rendre modeste. Son passé tout intellectuel, son éloquence lui donnaient un prestige qu'ils jugeaient avantageux de mettre à leur service sans

avoir à le redouter : on manœuvrerait facilement un gouverneur tout à fait étranger aux intrigues politiques et peu disposé, selon toute vraisemblance, à s'exposer avec la « machine » du parti à des difficultés comme celles où il s'était trouvé engagé avec son conseil d'administration, et dont il n'était pas sorti victorieux. Rendons-lui cette justice qu'il ne fit rien pour entretenir une telle illusion. Dès le premier discours de sa campagne, il annonça un programme d'une extrême audace et proclama une indépendance qui aurait pu inquiéter ses agents électoraux; mais ceux-ci estimèrent sans doute que c'était là des paroles et que le « professeur » aurait vite fait de plier quand s'appesantirait sur lui la puissance du *boss*. Aussi bien, ne seraient-ils pas là, tous, pour le remettre à sa place ou l'y maintenir, s'il s'avisait jamais de passer des paroles aux actes? Woodrow Wilson avait dit : « Je considérerai, si je suis élu, que je suis moi-même le chef de mon parti et que ma fonction est de gouverner comme représentant direct du peuple tout entier. » Nous reconnaissons sa doctrine. Il fut élu, avec une majorité de 50 000 voix, pour laquelle il avait dû en déplacer 130 000.

Il se met aussitôt à exercer sa fonction telle qu'il l'avait définie, prend la direction du travail législatif, l'oriente dans le sens de l'honnêteté et de la clarté politiques, de la bonne administration des services publics, du contrôle des sociétés financières en vue de l'intérêt commun, de la protection des ouvriers. Dès le début, se dressant contre le principal agent électoral, le *boss*, de son parti, il s'était, fidèle à sa méthode, adressé au peuple même et lui avait expliqué pourquoi, dans une affaire, — l'élection d'un sénateur fédéral par le Congrès de l'État, — où légalement il n'avait rien à dire et ne devait pas intervenir, il allait néanmoins dire quelque chose : ce qu'il estimait être le devoir des Chambres en ces graves conjonctures. Telle est bien, en effet, sa conception de l'exécutif, celle qu'il appliquera dans toute son ampleur comme Président. Au gouvernement de New Jersey comme à la présidence de Princeton, Wilson avait vu ce qu'il importait de faire; il l'avait fait. Mais cette fois encore, il avait accumulé ainsi contre lui des résistances qui lui firent juger le moment venu de s'en tenir aux résultats acquis et de porter son action sur un plan plus élevé. La campagne allait s'ouvrir pour l'élection



présidentielle de 1912. Les circonstances lui parurent favorables : il résolut de se présenter aux suffrages du peuple américain tout entier et de s'offrir à la nation pour conduire ses destinées.

Nous n'avons à retenir ici de cette campagne, dont les discours ont été aussitôt recueillis en un volume, *la Nouvelle Liberté*, que les très grandes lignes et surtout l'esprit, afin de faire ressortir l'américanisme de Wilson. L'idée directrice ou, pour mieux dire, le sentiment dominant de toutes ces déclarations, c'est celui de la grandeur de l'Amérique, de l'apparition d'une civilisation nouvelle, qui représente « une nouvelle expérience humaine », la fondation d'un ordre nouveau appelé à « servir la cause de l'humanité », à lever sur le monde l'étendard d'une espérance neuve. Cette idée dirigera d'abord toute la politique intérieure du Président, puis finalement toute sa politique internationale. Pour l'instant, la première seule le préoccupe, rien ne tournant vers le dehors l'attention des États-Unis. Ce pays, où des générations ont trouvé la paix, la fortune, l'égalité, où elles ont formé un grand peuple, est arrivé à un tournant de son histoire : le développement de la prospérité a créé une puissance nouvelle, celle des « magnats » de la finance et de l'industrie, qui menace le monde nouveau d'un nouvel esclavage auquel il faut opposer une « nouvelle liberté ». Ils corrompent les partis, tiennent les Chambres et paralysent le Président. Le remède consiste à « organiser la saine et ouverte alliance du Président et du peuple, pour dissoudre la sourde et malsaine connivence du magnat et du Congrès » (1). Il faut que le Président sache et veuille exercer vigoureusement sa prérogative, qui est de surveiller le Congrès et de l'éclairer. Il faut fortifier le peuple en lui donnant trois nouveaux droits : celui de rejeter, au besoin, telle ou telle loi que le Congrès voudrait lui imposer (*Referendum*), le droit inverse d'imposer au Congrès telle ou telle loi que le Congrès voudrait éviter (*Initiative*), enfin celui de révoquer, selon certaines procédures conduites par des influences publiques, les fonctionnaires administratifs asservis à des influences occultes. Le Président et le peuple, forts et unis, seront en mesure de réduire les puissances financières en imposant aux Chambres

(1) Jean Izoulet, introduction à la traduction française de *la Nouvelle Liberté*, Éditions du Temps présent, Paris, 1913.

la réforme du tarif protectionniste, la réforme du système bancaire, l'institution d'un contrôle public des trusts. Ainsi pourra être fondée, en harmonie avec les conditions nouvelles, la nouvelle liberté, — non plus celle de l'ancien « libéralisme » qui, ne recherchant que l'indépendance de l'individu, avait suffi aux premières phases du développement de l'Amérique, mais celle qui, correspondant aux nécessités d'aujourd'hui et de demain, se préoccupe d'assurer la vie du plus grand nombre et « consiste dans la parfaite adaptation des intérêts humains, emboîtés, comme ils doivent l'être, les uns dans les autres ».

Ce programme, il faut le reconnaître, n'était pas absolument propre à Woodrow Wilson : il était aussi, à peu de chose près, celui du nouveau parti progressiste et de son chef, Théodore Roosevelt. C'est qu'il répondait vraiment à la nature des choses, telle que les deux concurrents avaient pu la dégager de leurs réflexions et de leur expérience, éclairées peut-être par le magistral ouvrage où M. Herbert Croly venait de l'expliquer par toute une philosophie de l'histoire américaine, *the Promise of american Life*. Ce qui est spécifiquement wilsonien, c'est la conception, — longuement mûrie, nous l'avons vu, — de la fonction présidentielle, d'une autorité personnelle qui s'impose aux Chambres, qui les conseille et les dirige, qui leur dise surtout « ce qu'elle estime être le devoir dans les conjonctures graves ». C'est aussi le sentiment que le Président est au-dessous de sa fonction, s'il n'est pas capable de connaître alors le devoir, de discerner ce que doivent être, en des jours de crise, la conduite du peuple américain, l'attitude et le rôle de la nation. Un chef est toujours un guide : il lui faut une vue claire, pénétrante, et la volonté d'agir conformément à ce qu'il voit. Il est l'homme qui aperçoit le but et qui y mène ceux à la tête desquels il a mission de marcher. C'est ainsi qu'il avait compris son rôle comme président de l'Université de Princeton, puis comme gouverneur du New-Jersey. Ainsi va-t-il maintenant le comprendre comme Président des États-Unis.

\* \* \*

Aucun de ses prédécesseurs, depuis Lincoln, ne s'était trouvé dans des circonstances aussi graves que celles devant

lesquelles les événements allaient le placer. Comme s'il en avait le pressentiment, il déclarait dans son discours inaugural, dont le ton rappelle d'une manière saisissante l'immortel discours de Gettysburg :

Nous savons que la tâche n'est pas seulement une tâche de politique, mais que c'est une tâche qui nous éprouvera jusqu'au fond de notre être, qui montrera si nous sommes capable de comprendre notre temps et les besoins de notre peuple, si nous sommes capable d'être son porte-parole et son interprète, si nous avons le cœur pur qui sait comprendre et la volonté droite qui sait choisir les hautes voies de l'action. Ceci n'est pas un jour de triomphe, c'est un jour de vocation. Ici commandent, non les forces d'un parti, mais les forces de l'humanité. Les cœurs des hommes nous attendent à l'œuvre; des vies d'hommes oscillent dans la balance; des espérances d'hommes veulent savoir ce que nous ferons. Qui se flatterait d'être égal à une mission si grande? Qui oserait en refuser l'essai? Tous les honnêtes gens, tous les patriotes, tous ceux dont le regard cherche l'avenir, je les appelle à mes côtés. Dieu m'aidant, je ne leur manquerai pas, s'ils veulent seulement me donner conseil et appui.

Il faut se remettre en l'esprit la date de ce discours, — 4 mars 1913, — pour ne pas croire qu'il a été prononcé trois ou quatre ans plus tard, en 1916 ou 1917, quand il s'agissait pour le Président de savoir s'il ferait entrer ou non les États-Unis dans la guerre. Woodrow Wilson, au moment où il prend le pouvoir, a un sentiment si fort de ses responsabilités et de la gravité des circonstances, que ses paroles, inspirées par la seule préoccupation de ce qu'il considère comme la crise intérieure de son pays, s'appliquent par avance à la grande crise que les affaires du monde vont provoquer dans ses relations extérieures. Et n'est-ce pas le signe qu'il est prêt pour la seconde comme pour la première, que le pressentiment s'identifie chez lui avec la préparation? Non, jamais homme n'arriva devant sa tâche mieux préparé à l'accomplir.

On le vit bien, à l'importance et à la rapidité des résultats. Au cours des douze premiers mois de sa Présidence, il fit aboutir ses trois grands projets : réforme du tarif douanier, réforme du système bancaire et législation sur les trusts. La

réduction des droits de douane mettant en déficit le budget de l'État, il fallait rétablir l'équilibre par la création d'un nouvel impôt. Le Président fait instituer l'impôt fédéral sur le revenu, très léger d'ailleurs et progressif. Il fallut un amendement à la Constitution. Une telle mesure devait rendre, par la suite, aux finances de guerre, d'incalculables services. Il en va de même de la réforme bancaire. Par la création d'un système entièrement nouveau, celui des Banques Fédérales de Réserve, elle avait surtout pour but d'affranchir l'État du contrôle que pouvait exercer sur lui, par la force de l'or qu'elle détenait, la haute finance. Elle se trouvait réalisée à la veille du jour où les États-Unis allaient avoir plus que jamais besoin de la libre disposition de leur puissance financière. Le système prouva sa valeur alors, comme il vient de le prouver de nouveau, dans les récentes crises de 1929 et de 1930, en facilitant aux établissements de crédit la politique de soutien. Pour mener à bien, en si peu de temps, un travail législatif de cette envergure, le Président avait fait siéger le Congrès pendant tout l'été, venant en personne signifier à ses membres que les considérations de santé devaient céder au bien public. Jamais l'Exécutif n'avait su, à ce point, dominer et animer le Législatif; jamais chef de gouvernement n'avait tant exigé ni tant obtenu des représentants de la nation, et, pour tout dire d'un mot, n'avait, à ce point, gouverné.

Le Président en était là de son œuvre, quand la guerre vint lui imposer une tâche plus difficile encore que la conduite d'une grande nation à un tournant de son histoire intérieure, lui proposer un rôle proportionné à l'ampleur du conflit, à la grandeur de son pays, à la gravité de la crise dans laquelle, avec l'Europe et le reste du monde, il allait se trouver engagé. Woodrow Wilson eut le sentiment très net qu'il pouvait être l'homme du Destin.

#### LE PILOTE A LA BARRE PENDANT LA GUERRE

La guerre européenne plaçait le président Wilson en face de circonstances nouvelles, mais qui se trouvaient, si l'on peut dire, dans le prolongement de sa ligne de pensée et de conduite. Nous l'avons vu, en effet, préoccupé avant tout d'adapter la politique intérieure de son pays aux conditions dans lesquelles

il lui apparaissait que celui-ci se trouvait placé par suite de son développement économique. Voici que les événements du dehors créaient à leur tour une situation nouvelle, à laquelle il faudrait adapter les traditions et les tendances américaines, l'idéal américain.

Mais avant tout il importe d'éviter le péril mortel que le conflit européen pourrait provoquer à l'intérieur des États-Unis. Ce peuple de cent millions d'habitants n'était pas homogène : toutes les races de l'Europe entraient dans sa composition, et le conflit qui déchirait l'Europe pouvait le diviser contre lui-même, renouvelant ainsi sous une autre forme la menace qu'avait eu tant de peine à conjurer, au milieu du siècle précédent, le génie d'un Lincoln. L'obsession de ce danger fut sans doute la cause principale qui détermina le président Wilson à insister avec tant de force auprès de ses compatriotes pour que la neutralité officielle, qu'il s'était empressé de déclarer dès le 4 août, se complétât d'une neutralité des jugements et des sentiments. Dans son discours du 14 septembre où il exprimait cette singulière exigence, il laissait paraître aussi l'idée maîtresse qui va déterminer son attitude et diriger sa conduite : celle de faire du peuple américain, c'est-à-dire de son gouvernement et en particulier de son chef, l'arbitre du conflit. Il lui est permis de supposer, au cours de cette première phase, qu'un tel rôle reviendra naturellement à une puissance neutre, à la plus grande puissance neutre du monde : les États-Unis.

Il ne faut pas oublier que, d'autre part, les États-Unis n'avaient pas d'armée, et qu'enfin leur attitude envers l'Europe était dominée depuis l'origine par deux principes, — déclaration de Washington dans son message d'adieu et doctrine de Monroë, — dont le second n'était que la contre-partie du premier : « Il ne nous plaît pas d'intervenir dans vos affaires et il ne nous plaît pas que vous interveniez dans les nôtres. » Était-ce le moment, dans des circonstances aussi tragiques et des conditions aussi défavorables, de s'engager contre ce double et puissant courant ? Le plus hardi et le plus agressif des Américains, celui qui s'était toujours montré prêt à aller de l'avant et dont les méthodes différaient le plus de celles du président Wilson, Théodore Roosevelt lui-même, ne le pensait pas, et dans l'*Outlook* du 15 août il approuvait une attitude selon lui

nécessaire. Quelques jours plus tard il précisait que rien, pas même l'odieux attentat contre la Belgique, ne lui paraissait de nature à la modifier : « La sympathie que nous éprouvons pour elle n'est pas incompatible avec la claire connaissance de cette vérité qu'il ne serait pas sage à nous de prononcer un seul mot officiel de protestation, à moins que nous ne soyons préparés à rendre cette protestation effective; et seul le devoir national le plus clair, le plus urgent, justifierait l'abandon de notre règle de neutralité et de non intervention (1). »

Nous avions d'autant plus de peine à comprendre en France un tel attachement à la neutralité qu'il se manifestait parfois avec un zèle excessif. Afin sans doute de ne pas passer comme suspect de sympathie à l'égard du peuple anglais, auquel tant d'affinités rattachent les États-Unis, à commencer par la communauté de langue, le Président ne parle jamais du peuple allemand qu'avec admiration et du gouvernement allemand lui-même que dans les termes les plus flatteurs. Il envoie à l'empereur d'Allemagne, le 6 février 1915, un télégramme de félicitations à l'occasion de son anniversaire. Ce sont là des concessions à ce « pacifisme » doctrinaire, systématique qui se flatte de se tenir non seulement en dehors, mais au-dessus de la mêlée, concessions au secrétaire d'État Bryan, aux Germano-Américains, aux germanophiles d'Amérique. Les Alliés en étaient douloureusement surpris. Ces manifestations ne faisaient qu'exprimer, sous une forme excessive, l'inébranlable attachement du président Wilson à une neutralité où il voyait non seulement la sauvegarde de l'union nationale mais encore le prélude au rôle d'arbitre qu'il ambitionnait pour son pays. En avril 1915, il écrit à une société de paix et d'arbitrage : « Nous sommes la nation médiatrice du monde. » Et il explique en quel sens très large il entend cette qualification appliquée à un « conglomérat de peuples, une mosaïque des nations du monde entier ».

On ne peut comprendre que par son attachement à cette idée, la persévérance de son attitude après le torpillage de la *Lusitania* (mai 1915) et ses terribles effets. Plus d'une centaine d'Américains ont péri. L'indignation et la colère ont été grandes. Le Président se montre soucieux surtout de réagir contre ces mouvements de l'opinion, de maintenir le Gouvernement au-

(1) *Outlook*, 23 septembre 1914.



dessus de l'irritation publique et de lui conserver le sang-froid, le calme nécessaires à un futur arbitre.

C'est dans cet esprit que sont rédigées les fameuses « notes » américaines des 13 mai, 10 juin et 21 juillet. En octobre, il ne pressent, déclare-t-il, aucun danger immédiat et les États-Unis ont le droit d'espérer qu'aucune difficulté, — que lui faut-il donc? — ne vient troubler leurs relations avec les nations étrangères. Mais il insiste sur la gravité des menaces surgies à l'intérieur des frontières contre la tranquillité et la sécurité nationales. Voilà d'où va venir un premier changement dans les dispositions du président Wilson : il a été touché à un des deux points vifs de ses préoccupations. Son langage, d'ordinaire si mesuré, devient soudain d'une violence extrême. Dans son message annuel au Congrès (décembre), il demande des lois pour écraser « les créatures de passion, de déloyauté et d'anarchie » qui commettent des crimes incroyables, tellement incroyables que l'Amérique ne s'était pas préparée contre eux. Il demande d'autres lois encore, notamment le vote des projets du Gouvernement concernant la préparation militaire. Eh! oui, il a, sur ce point, changé d'avis; il ne le cache pas, il le proclame : « Je serais bien honteux si, depuis quatorze mois, je n'avais rien appris. » Quatorze mois plus tôt il était engagé à fond dans sa campagne pacifique pour préparer les élections législatives de décembre 1914, et il y avait tout juste un an que, dans son message au Congrès, il s'élevait contre les projets de réformes militaires : « Nous ne ferons pas de l'Amérique un camp; nous ne demanderons pas à nos jeunes gens d'employer les meilleures années de leur vie à s'instruire pour être soldats. » Depuis il avait, en effet, beaucoup appris. Les attentats des terroristes allemands contre les magasins de blé, les usines, les voies de communication; la connivence des agents diplomatiques de l'Allemagne et de l'Autriche (incidents Dumba, Boy-Ed, von Papen) et leurs intrigues extérieures au Mexique, au Japon, l'ont convaincu qu'il fallait renoncer à préserver le Nouveau Monde des haines et des fureurs de l'Ancien Monde. Ayant compris cela, il envisage l'éventualité de l'intervention : c'est la deuxième phase. Quand il aura compris que seule l'intervention lui permettra d'assurer à son pays le rôle qu'il a conçu pour lui, il ne lui restera plus qu'à la décider : ce sera la troisième.



\* \* \*

Donc la paix, l'unité américaines étaient rompues. Voyant les choses à ce point, le Président entreprend, dans les derniers jours de janvier 1916, une campagne oratoire en faveur des lois de préparation militaire, et il va frapper ses premiers coups dans les grandes agglomérations du Centre américain où domine l'élément germanique. C'est Milwaukee, la plus allemande de toutes, qu'il choisit pour célébrer le patriotisme américain et déclarer qu'il n'est plus sûr de maintenir son pays en dehors du conflit :

Vous comptez sur moi, je le sais, pour préserver cette nation de la guerre. *Jusqu'à présent*, je l'ai fait, et je vous donne ma parole que, Dieu aidant, je continuerai de le faire, *si je le peux...*

Il est impossible de ne pas voir la portée de ces restrictions, pour lesquelles est fait évidemment tout le discours. Interrompu par les acclamations d'une foule qui les laisse passer et ne veut entendre que le reste, le Président insiste.

... Il est toujours possible qu'un instant vienne où je ne pourrai plus préserver ensemble et la paix et l'honneur des États-Unis.

Le très beau discours de Kansas-City (2 février) est plus significatif encore. Après avoir expliqué à ces agriculteurs penchés sur leurs seuls intérêts, séparés de l'Europe par d'autres terres américaines, deux chaînes de montagnes et deux océans, qu'il y a dans cette Europe, et ailleurs dans le vaste monde, des ports où vont leurs produits agricoles, portés par des bateaux sur lesquels il faut veiller, — c'est l'idée que l'isolement est impossible et que les États-Unis ne peuvent pas demeurer étrangers à ce qui se passe au dehors, — il en vient à la position critique du pays et à la nécessité, pour son chef, d'avoir derrière lui une force qui en soutienne l'honneur, la dignité, la puissance :

Un jour peut venir (je prie Dieu que ce jour ne vienne pas, mais enfin il peut venir et venir avec soudaineté) où je devrai me retourner vers vous. Je vous dirai alors : « Ce que j'avais à dire, je l'ai dit. Maintenant, qui marche avec moi ? La force qui assure la majesté des États-Unis, où est-elle ? »

Bientôt il s'oppose avec la plus audacieuse énergie à une mesure du Congrès qui constituerait, selon lui, une atteinte à cette majesté. Il refuse de recevoir le président du Comité des affaires étrangères qui venait, accompagné de deux parlementaires importants, lui communiquer l'intention des deux Chambres de voter une résolution interdisant aux Américains de s'embarquer sur des navires armés. Le Congrès voyait là le moyen d'éliminer entre les États-Unis et l'Allemagne la cause de guerre permanente. Le Président envoie sa réponse aux journaux, sous la forme d'une lettre à un sénateur. Jamais il ne consentira à un tel abandon des droits des citoyens américains, à une telle diminution de la souveraineté américaine. Plutôt que d'en venir là, « l'honneur ne nous permettrait pas d'hésiter sur la voie que nous devrions suivre » :

Interdire à nos concitoyens d'exercer leurs droits parce que nous pourrions craindre d'avoir à les venger, ce serait assurément nous infliger à nous-mêmes une humiliation profonde... Ce serait abdiquer la fière attitude que nous avons jusqu'à présent tenue dans les tumultes de la guerre...

Nous luttons ici pour ces idées essentielles qui ont fait de l'Amérique une nation souveraine. Les abandonner, c'est avouer son impuissance comme nation, c'est virtuellement abandonner la position indépendante qu'elle occupe parmi les nations du monde.

Voilà le langage qu'il faut parler aux Américains, parce que tous, enfants d'origine ou enfants d'adoption de cette terre nouvelle, ils s'accordent dans une commune fierté des libertés qu'elle leur assure et de la dignité qu'elle leur confère. Comme dans toutes les circonstances graves où il a le sentiment soit que les politiciens ne discernent pas clairement l'intérêt national, soit qu'ils ne sont pas disposés à lui subordonner d'autres intérêts, — électoraux ou de parti, — il en a appelé contre eux à l'opinion publique, et l'opinion s'est prononcée pour lui. Le Président, poussant alors ses avantages, ne se contente pas d'empêcher que le Congrès vote une résolution contraire à sa politique, il veut et il obtient qu'un vote la repousse. La volonté du chef, soutenue par la volonté du peuple, a triomphé de la « rébellion parlementaire ».

Le torpillage du *Sussex* dans la Manche, sans avertissement (24 mars 1916), violait l'engagement formel pris par l'Allemagne

le 5 octobre 1915 et plaçait l'Amérique dans le cas de rupture que son Président avait prévu et défini. Il attendit néanmoins trois semaines avant d'envoyer à Berlin la note comminatoire du 18 avril. Le lendemain il réunissait le Congrès, pour lui faire connaître son initiative et l'y associer :

J'estime de mon devoir de prévenir l'Allemagne que, à moins qu'elle n'abandonne sa guerre de terreur et de crimes, le gouvernement des États-Unis devra rompre avec elle ses relations.

La note, en effet, pouvait être le dernier acte des négociations, et c'est alors au Congrès qu'il appartiendrait d'accomplir le premier acte de la guerre. L'Allemagne céda, avec une réserve que le Président n'accepta pas. Il refusait d'admettre que le nouvel engagement de l'Allemagne fût subordonné à des concessions, estimées par elle équivalentes, de l'adversaire :

Le respect dû aux citoyens américains en haute mer ne peut en aucune manière, à aucun degré, être lié à la conduite des autres gouvernements... La responsabilité, en cette matière, est personnelle, non jointe ; absolue, non relative.

Il allait se passer encore presque une année avant que les États-Unis ne franchissent le dernier pas. Ce n'était peut-être pas trop pour rallier l'opinion américaine tout entière à l'idée de l'intervention et pour convaincre le Président qu'il n'assureraient autrement, ni à son pays ni à lui-même, le rôle arrêté dans son esprit.

\* \*

Woodrow Wilson, en effet, — nous avons essayé de le montrer, — n'avait jamais perdu de vue ces deux idées directrices : maintenir l'unité morale du peuple américain ; faire prévaloir, dans le règlement du conflit, une paix inspirée de principes américains. Il avait constaté déjà l'impuissance de la neutralité à réaliser la première. De plus en plus allait s'imposer à lui la conviction que la neutralité ne réussirait pas mieux à faire aboutir la seconde. Il faudrait intervenir par les armes pour sauvegarder ce qu'il avait appelé « la paix des âmes » en les ralliant autour d'un idéal commun ; il le faudrait

pour assurer le triomphe de cet idéal. Mais il deviendrait alors manifeste à tous, au dedans comme au dehors, que le peuple américain faisait une guerre américaine en vue d'une paix américaine.

Le Président, depuis le début des hostilités en Europe, ne cessait de répéter qu'il n'avait en vue, dans toutes ses démarches, que l'intérêt de son pays, l'honneur de son pays. Il allait maintenant s'attacher à établir que l'un et l'autre s'identifiaient avec le bien de l'humanité, par la réalisation de la paix universelle, fondée sur un ordre nouveau mis à son service. Une association venait justement de se fonder pour défendre cette cause : la « Ligue mondiale pour assurer le triomphe de la paix », *the World League to enforce Peace*. Elle avait pour président M. Taft, l'ancien président des États-Unis, juriste estimé, personnalité entourée d'autant de confiance que de respect et éminemment représentative du parti opposé à celui du président Wilson. Ce dernier, préalablement pressenti, accepta de parler au Congrès de la Ligue, le 27 mai 1916. Il prononça un grand discours dont on peut dire que l'idée dominante, comme l'a remarqué M. Daniel Halévy, est là fameuse pensée de Pascal : « Il faut mettre ensemble la justice et la force, et par cela faire que ce qui est juste soit fort. » Ce n'est plus de la neutralité, et une pareille conception ne peut être qualifiée de « pacifiste » que dans le meilleur sens du mot.

Certes, le président Wilson continuait de prendre toutes les précautions pour maintenir et sauvegarder son attitude d'impartialité : « Quant aux causes et aux fins de la Grande Guerre, elles ne nous concernent pas, rien ne nous incite à en explorer les obscurs fondements... » Mais les effets atteignent certains droits des États, et ceux-ci, dès lors, ne sont plus « des spectateurs ». Autant dire que les États-Unis ne peuvent plus rester neutres ; et ils ne le peuvent plus parce qu'ils ne sont plus isolés :

Nous participons, que nous le voulions ou non, à la vie du monde. Les intérêts de toutes les nations sont aussi les nôtres. Nous sommes partenaires ; ce qui affecte l'humanité nous affecte immanquablement, au même titre que les nations d'Europe et d'Asie.

Voilà la parole décisive, la réplique aux tenants du fameux principe, du dogme immuable sur lequel repose la politique

d'isolement. A des conditions nouvelles il faut une politique nouvelle. Si les États-Unis veulent jouer le rôle auquel ils sont voués par leur histoire et préparés par leur développement, il leur faut un idéal nouveau. La grande ambition du président Wilson est de le définir, son grand dessein de profiter des circonstances pour le réaliser. Désormais, il suit sa voie avec une ténacité inébranlable, prenant lui-même ou faisant voter toutes les mesures de préparation concernant l'armée, la marine de guerre, la marine marchande. Sa campagne électorale pour un second terme de présidence commence le 3 septembre et dès ce premier discours, sans dire un mot qui puisse faire entendre que les États-Unis participeront aux traités, il indique à grands traits comment il comprend la paix future, quel rôle il leur assigne dans cette création : un rôle directeur, que nous aurons à jouer, déclare-t-il, « généreusement et *sans trop penser à nos intérêts séparés* ». Retenons ces derniers mots et ceux qui suivent comme une conclusion : « C'en est fait de notre provincialisme traditionnel. »

Provincialisme traditionnel : la tradition sacrée d'isolement à l'égard de l'Europe, le grand principe de politique extérieure invoqué depuis les origines de la nation, le mot d'ordre des fondateurs, de Washington et de Jefferson ? Oui. Il va s'expliquer là-dessus quelques semaines plus tard à Omaha, dans le Nebraska du pacifiste Bryan, son ancien secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères), qui a résigné ses fonctions après la note du 13 mai 1915, relative au torpillage de la *Lusitania*, et alors que le Président venait de se déclarer « trop fier pour se battre », parce qu'il ne le trouvait ni assez neutre ni assez pacifiste. C'est le lieu que Woodrow Wilson a choisi pour préciser comment il entend le conseil du grand Washington. Éviter toute compromission extérieure, cela signifie sans doute que les États-Unis doivent prendre garde de « se laisser entraîner par les ambitions et les desseins particuliers des autres nations ». Cela ne saurait vouloir dire que les États-Unis doivent renoncer à tenir leur propre place, et à exercer leur légitime influence dans les affaires du monde, « car de ce monde nous sommes une part, et rien de ce qui lui appartient ne peut nous être indifférent ». Mais alors la guerre ? Eh bien ! il faut penser que les États-Unis y seront peut-être entraînés à leur tour :

Si quelqu'un vous demande : « Voulez-vous vous battre ? » répondez : « Oui, mais je veux me battre pour une cause qui en vaille la peine. »

L'évolution du président Wilson est achevée. Il ne dit plus : « Trop fier pour se battre » ; il dit : « Se battre pour une cause qui en vaille la peine. » Cette cause, ce sera le triomphe de l'idéal américain par une paix fondée sur un ordre international nouveau. Paix, idéal américain : les auditeurs ne veulent entendre que ces beaux mots dont ils se grisent ; ils les acclament. Lui, le chef, n'en sait pas moins ce qu'il dit et ce qu'il veut. Il va aussi droit que possible à son but ; il ira plus droit encore, dès que l'agitation et la confusion de la période électorale seront dissipées, et que le vote de la nation lui aura renouvelé pour quatre années les pouvoirs présidentiels.

Le but : c'est la conclusion de la paix sous les auspices du gouvernement américain. Le moyen, ce sera, s'il le faut, la guerre ; mais il est possible que, jusqu'au dernier moment, le Président ait voulu se réserver la chance d'aboutir par une autre voie. Il gagnait ainsi du temps et se conciliait de plus en plus l'opinion publique de son pays. De là, sans doute, son appel du 18 décembre, qui se présentait comme une simple demande adressée aux belligérants sur leurs intentions et leurs buts, — ces buts dont il déclarait naguère encore se désintéresser ; mais ne faut-il pas tout essayer maintenant, soit pour faire aboutir une initiative américaine en faveur de la paix, soit pour rallier par son échec le peuple américain tout entier à l'intervention ? On sait comment le Gouvernement allemand se déroba. Lui aussi voulait gagner du temps, en attendant la reprise intensive de la guerre sous-marine qu'il préparait. Le président Wilson tente alors une autre démarche et vient lire au Congrès, le 21 janvier 1917, un long message qui, le lendemain, était communiqué aux États belligérants. Il y définissait les conditions d'existence de cette Société des nations que le peuple des États-Unis, affirmait-il, avait pour mission de fonder :

Tels sont les principes américains, telle est la politique américaine, les seuls que nous puissions soutenir. Et ce sont aussi les principes et la politique des hommes et des femmes de tous pays



qui savent voir loin devant eux, les principes et les buts politiques de toute nation moderne, de toute communauté éclairée. Ce sont les principes de l'humanité et ils doivent prévaloir.

On sait le reste : la reprise de la guerre sous-marine amenant, quelques jours plus tard, la rupture des relations diplomatiques, puis la guerre ; l'Amérique, ainsi que l'avait voulu le Président, « unie en sentiments, en intentions, dans la vision du devoir, dans la disposition à le servir », le splendide effort de ses soldats, de ses industries, de sa population civile ; les troupes passant la mer ; les usines fournissant le matériel ; l'apport de la production agricole, accru par la discipline des restrictions ; les impôts de la liberté ; la mobilisation de toutes les ressources publiques et privées au service du dessein commun, — tout ce qui constitue enfin cette intervention décisive qui devait conduire promptement à la victoire.

Puis, ce fut le traité.

#### L'AMÉRIQUE CONTRE LA CONCEPTION WILSONIENNE DE LA PAIX

Les États-Unis étaient entrés dans la guerre pour faire prévaloir les principes américains, identifiés aux principes de l'humanité moderne. La paix devait être, dans une large mesure, comme le voulait Wilson, une paix américaine, une paix wilsonienne. En fait, un cadre se trouvait déjà tracé, dans lequel les négociations devraient se poursuivre et auquel elles auraient à s'adapter, et c'est précisément celui que le Président avait esquissé avec ses « quatorze points » et son projet d'une ligue des nations. Il avait conduit les événements de telle manière que les États-Unis, après avoir amené par leur intervention la fin de la guerre, allaient se trouver, ainsi qu'il l'avait voulu, arbitres de la paix.

Pour que celle-ci fût vraiment une paix américaine, inspirée de principes américains, il fallait qu'il vint lui-même en surveiller, en diriger l'élaboration. Il décida donc de représenter en personne les États-Unis à la Conférence : fait sans précédent et, par ailleurs, sans analogue dans les circonstances présentes. Aucun souverain, aucun chef d'État ne représentait lui-même son pays. Woodrow Wilson, il est vrai, pouvait alléguer en faveur de sa décision que son pays est le seul où le chef de



l'État soit aussi le chef du Gouvernement. Mais il eût allégué plus volontiers encore sans doute qu'il ne se souciait pas et n'était point disposé à s'embarrasser des précédents : il agissait comme il lui paraissait nécessaire, sans se préoccuper de ce qu'on avait fait avant lui, ni de ce que d'autres faisaient autour de lui. Non seulement il assumait la responsabilité de traiter au nom des États-Unis, mais il refusa de la partager. Bien qu'il fût accompagné d'une armée de techniciens, d'experts, d'auxiliaires de toute sorte, on peut dire qu'il vint seul. Il n'avait, en effet, invité à le suivre aucune des personnalités dont la présence eût engagé le Congrès et plus spécialement le parti républicain, dont l'opposition était à redouter.

Pour mieux assurer, telle qu'il l'entendait, la réalisation de son plan, il n'y associait personne. A ses yeux, le moment était venu où le peuple américain était appelé à jouer son rôle mondial, ou plutôt à remplir sa mission dans le monde. Cela apparaît avec tant d'évidence à l'homme placé à sa tête, en ces circonstances, par le destin, qu'il ne peut admettre, il ne peut pas même concevoir que ce ne soit pas le vœu du peuple américain. Si ce vœu est obscur, informulé, inconscient même, c'est à lui, le chef, le conducteur (*leader*) qu'il appartient de le rendre clair, conscient, de le formuler, — et de l'accomplir. Le peuple américain réalisera ainsi la plénitude de son grand destin, et il sera, lui Woodrow Wilson, l'homme de cette réalisation qui inaugure une nouvelle période de l'histoire américaine, de l'histoire universelle.

La politique se mit en travers du chemin sur lequel il s'avavançait orgueilleusement et audacieusement seul. Habitué à prendre ainsi, dans le recueillement de sa pensée et la pleine conscience de son accord avec les besoins, les aspirations et l'idéal de son peuple, ses décisions les plus graves, dans toutes les conjonctures critiques, à en appeler, s'il le fallait, à ce peuple lui-même contre des représentants mal informés, peu clairvoyants, ou égarés soit par l'esprit de clocher, soit par l'esprit de parti, il était allé droit devant lui, sans s'inquiéter de ce qu'il laissait en arrière. En quittant ainsi la Maison Blanche, en négligeant de s'assurer les concours indispensables au succès de son dessein, il avait trop présumé à la fois de son prestige et de ses forces. Il avait commis une lourde faute, qui devait être irréparable. Son départ pour l'Europe

laissait la place libre à ses adversaires, lui faisait perdre le contact avec l'opinion américaine et lâcher la forte emprise qu'il avait sur elle : il n'était plus en mesure de la guider, de la dominer. D'autre part, il s'engageait personnellement dans les négociations européennes et n'y engageait que lui, au lieu de laisser agir et s'engager des plénipotentiaires sur lesquels il pouvait exercer directement son influence et la faire prévaloir, plus efficacement encore, par l'intermédiaire d'une opinion publique dont il était à peu près le maître.

Dans des négociations d'une telle importance nationale et internationale, il était indispensable aussi que les États-Unis fussent représentés par des délégués, non pas d'un parti, mais de la nation tout entière et dont l'autorité s'imposât, comme leur présence s'imposait. On aurait compris, par exemple, qu'avec le sénateur Lodge, président de la Commission des affaires extérieures du Sénat, et républicain, le démocrate Wilson envoyât son prédécesseur, républicain lui aussi, William H. Taft, partisan résolu de la Société des nations et qui présidait la Ligue pour le triomphe de la paix, l'ambassadeur américain à Londres, Walter H. Page, dont la haute valeur, révélée depuis à tous par ses *Lettres* et ses *Mémoires*, ne pouvait être alors ignorée du président Wilson. Il préféra venir seul défendre ses vues à Paris et, autant que possible, les imposer, tandis que ses adversaires, nombreux et puissants, les combattaient derrière lui dans son pays ou se préparaient à les combattre, en l'accusant d'avoir agi en son nom personnel, travaillé pour sa gloire ou le profit de son parti.

Le président Wilson s'y prit donc aussi mal que possible pour réaliser le programme qu'il avait conçu : c'est sa faiblesse et la cause initiale de son échec. Il souleva contre lui des rivalités et des rancunes qui ne furent pas moins acharnées contre sa personne que contre son parti. On lui reprochait son tempérament et ses méthodes de dictateur, sa volonté bien arrêtée d'agir toujours le plus possible en dehors des représentants de la nation et de décider seul dans les cas mêmes où elle se trouvait engagée avec ses intérêts les plus graves. D'autre part, le parti républicain ne voulait pas, il ne pouvait peut-être pas, sous peine de se sacrifier, laisser le champ libre au chef du parti démocrate, ni lui permettre de s'assurer, aux dépens du parti adverse, — un tel prestige.

Mais si large qu'il convienne de faire la part de ces causes, il paraît impossible de ne pas en admettre une autre, qui leur est étroitement liée d'ailleurs et qui ne s'expliquerait pas sans elles, mais qui s'y ajoute. Aveuglés par les rancunes personnelles et par l'esprit de parti, les républicains ne comprirent pas, ne voulurent peut-être pas comprendre le caractère essentiellement américain du programme qu'avait conçu le président Wilson. Familiarisé, ainsi que nous l'avons vu, avec l'histoire de son pays et rompu aux méditations sur le sens de ses destinées, doué d'une intelligence assez lucide et assez pénétrante pour comprendre comment la fidélité aux traditions consiste, dans certaines heures décisives, à les adapter aux circonstances nouvelles et aux temps nouveaux, placé enfin dans une situation assez haute pour embrasser d'une vue d'ensemble toute la situation et investi des redoutables responsabilités du pilote à la barre, il avait été le seul Américain peut-être à mesurer toute la gravité de la crise et à saisir d'un coup d'œil la courbe du tournant où elle plaçait son pays. En le faisant intervenir à l'avant-dernière heure, il lui avait assuré l'incomparable prestige de terminer la guerre et d'apporter la victoire dans les plis de ses drapeaux. Au-dessus des querelles séculaires de l'Europe, des vieilles rivalités, des luttes toujours reprises, il le faisait apparaître maintenant comme l'arbitre de la paix, d'une paix nouvelle, fondée sur des garanties que le monde jusqu'ici n'avait pas connues. Grâce à l'Amérique, le monde les connaîtrait. Puisque les États-Unis avaient dû intervenir, puisque leur intervention avait été décisive, puisqu'il était devenu manifeste que leur isolement n'était plus possible, puisqu'aussi bien cet isolement même n'était plus nécessaire comme aux temps des fondateurs de la nation; puisqu'il n'était plus désirable; puisqu'après avoir réalisé leur indépendance, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec Washington, et leur unité, au milieu du XIX<sup>e</sup>, avec Lincoln, ils en étaient venus, en ce début du XX<sup>e</sup>, à affirmer la puissance de leur expansion et leur prestige mondial, — l'heure n'avait-elle pas sonné pour l'action d'un autre grand Président qui ouvrirait une nouvelle phase de leur histoire et ferait de ce grand peuple, champion du droit et arbitre de la guerre, le restaurateur de la paix dans le monde?

Tel fut, on n'en peut guère douter, le rêve wilsonien. Sa

grandeur, quoi qu'on soit finalement amené à penser de l'homme qui l'avait conçu, vient de ce qu'il était seul capable d'assurer aux États-Unis, dans la plus grande crise de l'histoire moderne, un rôle à leur taille et en corrélation avec leur idéal ou, pour parler comme M. Herbert Croly, leur « promesse ». Ils sont la Terre de la Démocratie et leurs progrès chantent la gloire du système fédératif. Dans le groupe des Puissances aux côtés desquelles ils étaient venus se ranger, une idée dominait toutes les autres, brillait devant les combattants comme le suprême « but de guerre » : empêcher le retour d'une pareille catastrophe, conclure le traité de manière à garantir l'avenir et obtenir que cette guerre soit la dernière des guerres. Or, cette idée était celle qui guidait l'Amérique et qu'elle exprimait dans cette formule : « Assurer le salut de la démocratie dans le monde », *to make the world safe for Democracy*, en abattant le militarisme prussien, qui s'est révélé le grand adversaire de la paix, le plus redoutable obstacle à l'harmonie entre les peuples. Le président Wilson s'était fait le prophète de ce message, l'apôtre de ce nouvel évangile. Il avait proclamé dès l'ouverture du conflit et répété depuis en toute occasion qu'il appartenait à la nation américaine, ou plutôt au gouvernement qui la représentait, de tenir le rôle de médiateur et de rétablir la paix.

Puis il était allé plus loin : il appartenait au génie de l'Amérique d'établir et de réaliser le plan grandiose d'une fédération qui garantirait à cette paix la permanence et lui assurerait des fondements contre quoi ne pourraient prévaloir ni les ambitions dangereuses ni les desseins agressifs.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner quelle part d'illusion ou d'erreur pouvait entrer dans les conceptions wilsoniennes, ni si elles étaient, en effet, applicables ou non à l'Europe et ce qu'elles pouvaient entraîner pour elle de difficultés, de complications ou de dangers. L'idée, notamment, que l'on en aurait fini avec le militarisme prussien et l'impérialisme allemand lorsqu'on aurait détrôné les Hohenzollern, apparaissait à tous ceux qui connaissent l'Allemagne comme une chimère grosse de périls ; et ceux qui connaissent les enchevêtrements de l'histoire et de la géographie dans la formation territoriale de l'Europe n'ont jamais cru possible d'en redistribuer les États d'après le principe des nationalités. Mais sur tous ces

points et sur les problèmes de cet ordre, les adversaires du président Wilson ne voyaient pas les choses autrement que lui et leur réaction ne fut pas celle du réalisme historique. La conception wilsonienne de la Société des nations et de la paix fondée sur elle était si bien une conception américaine que l'accord, nous l'avons vu, existait à cet égard entre le président Wilson et son prédécesseur Taft, président de la *Ligue pour assurer le triomphe de la paix*. Or, c'est uniquement l'échec de cette conception américaine que nous cherchons à expliquer ici, comme nous avons d'abord essayé d'en expliquer la genèse. Le chef du Gouvernement américain n'avait, en vérité, aucune raison de croire qu'il cessait d'être le fidèle interprète de son peuple au moment même où il venait prendre place parmi les plénipotentiaires de la Conférence pour parler en son nom.

Que signifiait, en somme, sa présence, et n'est-ce pas comme elle nous apparaissait alors qu'elle continue de nous apparaître aujourd'hui? Woodrow Wilson, au cours des années tragiques qui venaient de s'écouler, avait estimé le moment venu et saisi l'occasion propice d'étendre au dehors l'action de son pays, trouvé aussi le moyen de faire prévaloir l'action nationale des États-Unis dans l'ordre international. Il avait compris que dans les circonstances nouvelles où se trouvait la grande nation américaine, si forte, si avantageusement placée pour être arbitre, — dans les conditions où allait se trouver le monde, si désorganisé, si désemparé, si affaibli et appauvri par la guerre, si avide (dans ses meilleurs éléments du moins) de stabilité et de sécurité pour l'avenir, lié d'autre part en toutes ses parties par une solidarité si étroite, — c'en était fait de l'isolement américain et de la politique traditionnelle dont il avait été jusqu'alors le principe directeur. Il ne s'agissait pas, pour les États-Unis, de s'engager ou se compromettre dans les affaires de l'Europe et du monde, mais d'y exercer leur action, d'y faire sentir, — entendons : d'y faire prévaloir, — leur influence en faveur de l'ordre établi par la victoire, à laquelle ils avaient si largement contribué, et consacré par la paix, à laquelle leur chef responsable s'était promis de contribuer plus largement encore.

Le 10 juillet 1919, le Président présentait au Sénat le traité qui avait été signé à Versailles le 28 juin. « La lutte poli-

tique qui s'engagea à son sujet, écrit le plus récent historien américain des États-Unis (1), constitue le chapitre le plus pénible de l'histoire américaine moderne... Il dut paraître étrange aux Européens qui ne sont pas au courant de notre politique, que les États-Unis, qui avaient été les premiers à préconiser la Société des nations, fussent aussi les seuls à la rejeter... Il est regrettable que les mesquines considérations de politique intérieure n'aient pu être suspendues, comme elles l'avaient été pendant la guerre, jusqu'après le règlement de cette grande question. » Cédant donc à ces considérations, et sous l'action aussi de causes plus complexes que nous avons essayé de démêler, le Sénat rejeta le traité le 17 novembre. Remis en discussion en janvier 1920, il fut de nouveau repoussé en mars.

Deux remarques s'imposent, quand on examine avec l'attention nécessaire le résultat. La première, c'est que, dans l'un et l'autre vote, le traité a rallié la majorité des suffrages (55 voix contre 39 et 49 voix contre 33). Il n'a été repoussé que parce que la Constitution exige, pour la ratification, une majorité des deux tiers. Il s'en est fallu, dans les deux scrutins, de sept voix qu'elle fût atteinte. D'autre part, l'auteur du traité, celui qui en avait assumé la responsabilité devant la nation, ne se trouvait plus là pour le défendre et pour faire prévaloir la volonté nationale dans le cas, certainement possible, où elle se fût ralliée à ses vues. Est-il besoin de rappeler ici l'incident tragique qui était venu s'intercaler dans le cours des événements? Dès que le Président avait mesuré la force de la résistance qu'il allait rencontrer au Sénat, il avait résolu d'expliquer lui-même « son » traité à l'opinion publique, et il venait de partir, en septembre, pour une tournée de conférences dans l'Ouest, lorsqu'il fut soudain terrassé par un mal dont il ne devait pas se relever. Qui pourrait mesurer aujourd'hui les conséquences de ce coup du sort, cette faillite imprévue des forces physiques du chef, au moment où il en avait le plus grand besoin, alors que rien n'était encore définitivement perdu, que la partie pouvait même être gagnée?

Ce n'est point ici une hypothèse vaine de considérer que les événements eussent pu prendre, en effet, un autre cours.

(1) Henry William Elson, *Histoire des États-Unis*, trad. fr. par C. Lestre et M. M. Morris Le Bourhis. Payot, Paris, 1930.



Non seulement le traité avait obtenu au Sénat une majorité importante, mais beaucoup des sénateurs qui l'avaient repoussé s'étaient déclarés prêts à l'accepter avec des réserves. En possession de tous ses moyens, de toutes ses forces, le Président n'aurait-il pas été capable de les réduire à peu de chose ? N'aurait-il pas réussi plus facilement encore peut-être à faire imposer le traité au Sénat par l'opinion ? Il est d'usage constant, dans la grande République américaine, que le Président, véritable chef du Gouvernement et *leader* de la nation, — le pilote à la barre, — revendique devant la nation même la responsabilité de ses actes et lui demande de les sanctionner. En désaccord avec le Congrès, il en appelle, par-dessus les représentants du peuple, au peuple lui-même. Et généralement le peuple se range à ses côtés, soutient, contre ceux qui ne sont que des représentants locaux, celui qu'il a élu pour représenter la nation tout entière. Certain comme il l'était, — rappelons-nous les paroles significatives transcrites en tête de cet essai, — de se retrouver en accord profond avec la pensée américaine, le sentiment américain, l'idéal américain, et de pouvoir toujours amener le peuple américain à reconnaître cet accord, le président Wilson était fondé à compter sur cette démarche pour briser une résistance politique. Aussi bien, n'était-ce pas la première fois qu'il en usait ainsi et qu'il mettait en pratique l'observation de sa jeunesse sur l'art de l'homme d'État qui « doit être aujourd'hui d'éveiller, de susciter, de diriger cette force nouvelle : la force des majorités ».

On simplifie donc à l'excès les choses et on en donne une vue bien superficielle, quand on se borne à cette affirmation sommaire que « l'Amérique » a repoussé le traité, qu'elle a renié la signature de son chef et s'est prononcée contre lui. A vrai dire, tout s'est passé de telle sorte que « l'Amérique » n'a pas eu à se prononcer. C'est par la suite, et par degrés, que la politique wilsonienne a été définitivement abandonnée et formellement reniée, que les États-Unis se sont repliés sur eux-mêmes et en sont revenus à la conception de l'isolement et des « intérêts séparés », telle qu'on l'a vue s'affirmer encore, cette année même, à la Conférence navale de Londres. « *No entanglements* » (1), écrivait alors un des délégués français,

(1) « Pas de confusion ».



observateur clairvoyant et expérimenté de ces débats internationaux : « La formule du discours inaugural de Jefferson reste immuable, quoique la place et le rôle des États-Unis dans le monde aient bien changé (1). »

Ce changement, pourtant, était devenu assez manifeste pour que deux chefs successifs de la nation, à quelques années de distance et en dépit de tout ce qui les séparait par ailleurs, l'eussent également compris. Aussi opposés que possible par leur origine, leur caractère et leur formation, mais grands Américains l'un et l'autre, saturés tous deux de l'esprit national, Théodore Roosevelt et Woodrow Wilson, chefs des deux grands partis adverses, rivaux eux-mêmes à l'élection présidentielle de 1913, avaient reconnu et proclamé, presque dans les mêmes termes, que la question n'était plus désormais de savoir si les États-Unis avaient ou non un rôle à jouer dans le monde, une tâche à y accomplir, mais s'ils accompliraient cette tâche, s'ils joueraient ce rôle, bien ou mal. Et la question se posait avec bien plus de force encore pour Wilson que pour Roosevelt.

Mais le Sénat avait soutenu l'action guerrière, conquérante, impérialiste, de Roosevelt, sans aucune crainte, quand il attaquait l'Espagne et lui enlevait ses colonies, d'engager ainsi le pays dans les complications européennes; il se montrait maintenant ombrageux quand il s'agissait d'établir un ordre international qui garantit la paix future. Il appartiendra aux historiens de l'avenir de mesurer les responsabilités du parti républicain dans cet abandon, lambeaux par lambeaux, des résultats de la victoire américaine.

Ce qui apparaît déjà en pleine clarté, c'est que, depuis la tragique faillite de son adversaire, ce parti s'est débattu dans le malaise et dans l'indécision. Jamais présidents des États-Unis n'ont montré une attitude plus gênée, ni émis, en ce qui concerne la politique étrangère, des déclarations plus vagues, plus confuses, quand elles ne sont pas contradictoires, que MM. Harding, Coolidge et Hoover. Il est impossible de rien comprendre à cette attitude, non plus qu'à la position actuelle de leur pays dans le monde, si l'on n'a pas compris d'abord, dans ses causes, ses origines et sa nature même, le drame wilsonien.

(1) Paul Mantoux, « Les leçons de la conférence navale » *L'Esprit international*, juillet 1930.

## LE PRÉSENT

De ce drame, l'Amérique, l'Europe, le monde n'ont cessé de ressentir et ressentiront longtemps encore les conséquences.

Pour les États-Unis, fortement constitués aujourd'hui, riches et puissants, elles seront certes plus indirectes et lointaines que n'eussent été celles de l'échec de Washington durant la guerre de l'Indépendance, ou de Lincoln durant la guerre de Sécession. Et pourtant le rapprochement, qui s'est présenté plusieurs fois à notre esprit, continue à s'imposer. C'est que l'analogie est frappante, en effet, — ce sera l'éternel honneur du président Wilson, — entre les trois Présidents dont les noms demeurent attachés aux trois phases les plus décisives, aux trois grandes crises de l'histoire de leur pays.

Mais il est impossible de mettre sur le même plan les deux premiers qui ont réussi, et le troisième qui a échoué. Peut-être n'a-t-il manqué à ce dernier que les deux vertus sans lesquelles l'homme d'État compromet toujours son œuvre en la subordonnant à sa personne : la modestie et l'abnégation. Seul est assez grand pour réaliser le complet achèvement de son dessein, celui qui s'ignore ou qui s'oublie, qui se préoccupe, non de s'imposer, mais de servir, et qui sait, sacrifiant à cette fin tout le reste, se soumettre aux événements pour les mieux conduire et partager, ou même abandonner à d'autres la gloire du succès pour le mieux assurer.

Washington, au cours de sa carrière publique, ne paraît pas avoir eu jamais d'autre préoccupation que d'établir les fondements de l'indépendance américaine et, pour parvenir à cette fin, d'utiliser toujours les hommes les plus capables et les moyens les plus sûrs. Lincoln en usa de même à l'égard de l'unité. Elle était le but, le seul but ; tout le reste, y compris l'esclavage lui-même, lui demeurerait subordonné : ni ses préférences, ni sa personne ne comptaient devant le résultat. La personne et les préférences du président Wilson semblent avoir toujours beaucoup compté pour lui, encore qu'il les ait en toute bonne foi, par un détour de ce que La Rochefoucauld appelait l'amour-propre, identifiées avec la réalisation de ses projets. C'est pourquoi il ne fut pas vraiment grand ; c'est pourquoi aussi, sans doute, il échoua.

Mais l'échec ne doit pas nous empêcher de reconnaître la grandeur du dessein. Le président Wilson a compris que son pays ne pouvait plus se tenir à l'écart des affaires du monde; il a compris, au cours de la grande guerre, que la cause de l'Entente était aussi la cause de l'Amérique; il a compris que, si la paix future pouvait être fondée sur des garanties solides, c'était avec le concours des États-Unis et par des engagements réciproques entre les nations. Ce dessein reste grand, reste sage: il correspond aux circonstances créées par la crise mondiale; il correspond à la situation nouvelle des États-Unis dans le monde. D'autres hommes d'État américains, on peut l'espérer, le reprendront. Plus d'une fois, les successeurs de Washington et de Lincoln compromirent l'œuvre que ces deux grands hommes avaient réussi à accomplir. Pourtant, elle correspondait si profondément à la nature des choses, à la véritable destinée de la nation américaine, qu'il y eut toujours un redressement et que l'évolution se poursuivait dans le sens où ils l'avaient engagée. Moins heureux que ses deux illustres prédécesseurs, le président Wilson non seulement, n'a pas eu le privilège, — peut-être parce qu'il ne l'a pas mérité, — d'accomplir lui-même la réalisation de son dessein; mais, par un sort que les plus sévères ne sauraient se défendre de trouver trop cruel, il en a vu le naufrage, et ses successeurs immédiats en ont éloigné de plus en plus leur pays.

L'Amérique, de plus en plus, s'isole, s'enferme, proclame, à l'encontre de la conduite que lui avait recommandé Wilson, le culte des « intérêts séparés ». Elle se replie dans le détachement, l'indifférence, la méfiance même, pour ne pas dire l'hostilité, à l'égard de l'Europe. Ses hommes d'État déclarent et répètent que ce serait folie de sa part de s'exposer à être entraînée dans les difficultés ou les complications de la politique européenne; ils oublient qu'il s'agissait surtout d'aider à les prévenir et d'éviter ainsi à l'Amérique elle-même un nouveau péril analogue à celui qu'elle avait dû, par son intervention, conjurer. Il ne leur a été malheureusement que trop facile de faire prévaloir, dans une opinion publique à la fois ignorante, passive et mobile, cette philosophie de l'égoïsme et du moindre effort, appuyée sur la lettre des traditions. L'Angleterre, alléguant qu'elle n'est pas une puissance continentale et que, d'autre part, avec ses Dominions et autres territoires d'au delà

des mers, elle constitue un *commonwealth of nations* dont l'axe ne passe pas par l'Europe, s'est dégagée d'obligations qu'elle avait pris soin de subordonner à celles des États-Unis et se tient, pour tout le reste, sur une réserve équivalant presque à leur abstention.

La conséquence finale, c'est que les principes mêmes pour lesquels les Alliés ont combattu sont remis en question avec les résultats de leur victoire. Est-ce pour une telle fin que le drapeau étoilé était venu flotter sur nos champs de bataille et les soldats de Pershing les arroser de leur sang? Les successeurs du président Wilson, en défaisant ce qu'il avait tenté pour assurer un ordre international stable, n'ont-ils pas rendu vains les sacrifices sur lesquels cette tentative s'était fondée? En reniant ce qu'ils appellent l'idéal wilsonien, n'ont-ils pas renié ce qui fut incontestablement, pendant des mois d'effort magnifique, d'héroïsme et de gloire, l'idéal américain? Ils ont voulu que leur pays, associé temporaire, reprit sa liberté, que l'intervention américaine fût sans lendemain. Ils n'ont pas seulement compromis ainsi les effets de cette intervention, ils lui ont enlevé sa suprême raison d'être, en même temps qu'à ce troisième tournant de l'histoire de leur nation, ils accrochaient et faisaient verser le char de triomphe qui en emportait peut-être le destin vers son plus haut accomplissement.

Les États-Unis attendent toujours le continuateur heureux de Washington et de Lincoln.

FIRMIN ROZ.

---

# LES DERNIERS TERRORISTES

---

## II <sup>(1)</sup>

### DÉPORTATIONS

---

#### LA ROUTE DE NANTES

Dès le lendemain de l'attentat, Bonaparte demanda au ministre de la Marine des renseignements précis sur les différentes colonies susceptibles de recevoir les terroristes déportés. Le ministre répondit le jour même : à son avis, la Guyane et le Sénégal présentent des inconvénients ; Madagascar abonde en riz et en bestiaux ; mais, de l'établissement que la France y possédait naguère, il reste seulement quelques mauvais magasins ; le climat, d'ailleurs, « en est insalubre aux Européens » et aucun agent français ne réside dans cette grande île. Mais à trois cents lieues de là, dans l'Océan indien, est un petit îlot, Mahé, principale terre de l'archipel des Seychelles, « où quelques Français vivent d'une existence patriarcale : ils y sont très heureux et méritent de l'être ». « Il paraît, ajoute le ministre dont la documentation datait évidemment de plusieurs années, il paraît que cette île est fertile et généreuse et que l'on pourrait, à la paix, y établir un petit commerce. » Mais il est pris d'un scrupule : ne déplairait-on pas aux honnêtes compatriotes qui occupent cette terre bénie en les obligeant à vivre en contact avec une bande de jacobins « et en plaçant au milieu d'eux des hommes repoussés du sein de la mère-patrie » ?

*Copyright by G. Lenotre, 1930.*

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

Le Premier Consul réserva sa décision. Rien ne pressait, puisque l'enquête policière n'en était qu'à ses débuts; poussée rapidement, elle était certainement terminée le 3 janvier, 13 nivôse, puisque le lendemain était promulgué le sénatus-consulte énumérant les individus à déporter. Tout de suite est adressé au commissaire principal du port de Rochefort l'ordre d'armer trois bâtiments : la flûte le *Rhinocéros*, la corvette l'*Arabe* et le brick la *Flèche*; mais ce dernier seul se trouve en état de prendre la mer; il rejoindra donc en Loire la frégate la *Chiffonne* et c'est à Nantes que, sur ces deux navires, s'effectuera l'embarquement. En attendant qu'ils puissent appareiller, il faut hâter vers cette ville le départ d'un premier convoi de déportés; on coupera court ainsi aux sollicitations et aux demandes de grâce qui affluent de toutes parts. Au reste, tout doit s'opérer dans le plus grand secret; les commandants de la *Chiffonne* et de la *Flèche* connaîtront seuls, et lorsqu'ils seront sortis des eaux françaises, l'endroit du globe vers lequel ils devront naviguer.

Ce premier convoi comprendra 40 déportés; ils sont disséminés dans diverses prisons; il faut, au plus tôt, les grouper à Bicêtre; qu'on y aménage un corridor spécial où ils seront réunis. Grand branle-bas; dans la journée du 9 janvier, 19 nivôse, la gendarmerie et le personnel des prisons sont surmenés: d'abord c'est l'ordre du ministre de tout mettre en œuvre pour que les quarante partent le plus tôt possible; mais que de difficultés! Qui choisir? Le préfet Dubois en désigne 26, « les plus dangereux »; il en faut 14 autres: le jovial Piis, secrétaire général, se charge de compléter le nombre exigé. Le transfèrement à Bicêtre offre des difficultés, voire des dangers; « la malveillance pourrait tenter d'entraver l'exécution de la mesure. » On réclame du commandant de la division militaire le concours de la force armée, — quinze cavaliers, — pour prêter assistance à l'officier de paix chargé de l'opération. Le citoyen Parisot, chef du bureau des prisons, ne sait où donner de la tête: la journée s'avance, et les quinze cavaliers ne paraissent pas; on doit se passer d'eux, à tous risques. Voilà que le bruit se répand de la condamnation à mort, par le tribunal criminel, d'Aréna et de trois de ses complices, accusés d'avoir comploté l'assassinat de Bonaparte à l'Opéra; cette nouvelle suggère aux déportés une docilité inattendue, et

le transfèrement s'effectue sans accroc. Il est indispensable que le maire de Gentilly, commune dont dépend Bicêtre, constate l'identité des quarante; ordre lui est donc expédié de se rendre à la prison, dès l'aube du lendemain, 10 janvier, pour dresser procès-verbal de leur départ. Le ministre a décidé que les bannis gagneraient en voiture le port d'embarquement. — Des voitures! — Où les prendre? Le préfet ne dispose d'aucun véhicule; « ceux qu'on emploie pour les départs de forçats ne sont que des charrettes non couvertes... » On s'adresse donc au Bureau central qui requiert, sur-le-champ, de l'administration des messageries nationales, trois diligences pouvant contenir chacune douze voyageurs dans l'intérieur et trois dans le cabriolet; il faut commander en outre un détachement de la gendarmerie et un détachement de dragons pour escorter le convoi.

Le 10 janvier, au tout petit jour, le citoyen Guillaume Recorder, maire de Gentilly, monte à la maison de détention, suivant les instructions qu'il a reçues : on lui présente les quarante proscrits; mais, pour instrumenter, il lui faut attendre un officier de la Place, lequel n'arrive qu'à midi. On prend en sa présence le signalement de chacun des déportés : vers deux heures, tout est terminé; les voitures sont dans la cour de Bicêtre depuis dix heures du matin; mais les chevaux et les conducteurs qui les ont amenés sont retournés à Paris et n'en reviennent plus. Les cavaliers d'escorte n'ont point paru; la nuit est tombée et force est de remettre au jour suivant la mise en route du convoi.

Le 11, l'ordre de départ est donné à 8 heures du matin; les déportés sont descendus dans la cour; on fait l'appel... et on attend : ni postillons, ni chevaux, ni escorte de dragons. Le capitaine de gendarmerie, Hachin-Courbeville, trépigne d'impatience et ses hommes commencent à maugréer. On envoie estafette sur estafette au ministre qui bouscule le préfet; celui-ci saboule les messageries : explications compliquées de malentendus successifs. Vers quatre heures de l'après-midi, on réussit à s'entendre : les chevaux et les conducteurs repartent pour Bicêtre et n'y parviennent qu'à six heures du soir. Il fait nuit noire. Hachin-Courbeville, par crainte d'une camisade, juge prudent de retarder encore l'expédition jusqu'au lendemain : on prend donc rendez-vous pour le 12, à sept heures



du matin, « heure militaire ». Les postillons et leurs attelages rentrent à Paris : on y a, dans l'après-midi, guillotiné l'artificier Chevalier et son collaborateur Veycer, les inventeurs de l'engin destiné à foudroyer Bonaparte. Le supplice de ces deux hommes, sur lesquels les anarchistes fondaient tant d'espoirs, incite les quarante à de sévères réflexions : subitement assagis, ils se laissent, sans plaintes ni récriminations, claquemurer dans leur corridor, s'estimant heureux d'en être quittes pour un exil qui, selon toute apparence, ne sera ni long ni lointain. Ils n'ignorent pas, en effet, que la police est aux trousses des royalistes ; l'opinion première de Fouché, sur ce point, se vérifie et s'accrédite de jour en jour : il est certain, à présent, que des chouans ont distancé les jacobins dans le commun projet tyrannicide, et quand on tiendra les coupables, une mesure de clémence s'imposera pour les autres. Et puis, les retards apportés au départ confirment encore ces illusions ; les pros crits savent, du reste, que leur itinéraire n'est fixé que jusqu'à Orléans ; sans doute les laissera-t-on là durant quelques jours, quelques semaines peut-être, avant de leur donner la clef des champs... La tactique est donc de baisser le ton et de filer doux, afin d'inspirer l'intérêt.

Le 12 janvier, dès six heures et demie du matin, — pleine nuit encore, — la cour de Bicêtre est en tumulte : les gendarmes, les dragons sont là ; les chevaux sont attelés aux voitures et les postillons en selle. Les quarante déportés attendent un dernier appel ; mais l'un d'eux, Roussel, ne se tient pas debout ; une apoplexie l'a paralysé « dans toute la partie gauche du corps » et l'officier de santé qui l'assiste déclare que cet homme n'est pas en état de supporter le voyage. On laissera donc Roussel à Bicêtre. Les trente-neuf autres, à l'appel de leurs noms, prennent place dans les diligences ; chacune des voitures en reçoit treize : huit dans la rotonde, trois dans le coupé, deux dans le cabriolet où se case avec eux un gendarme armé. Aucun ne s'est pourvu de bagages ; plusieurs même ont pour tout vêtement ceux qu'ils portaient au moment de leur arrestation. A neuf heures, le signal du départ est donné ; le capitaine Hachin-Courbeville prend la tête de la colonne : le grand portail de la prison s'ouvre, et les trois voitures, encadrées par les cavaliers, atteignent bientôt par la traverse le pavé de la grande route d'Orléans.

L'ordre était certainement de ne point accélérer la marche, car, ce premier jour, en sept heures de trajet, on n'alla pas plus loin qu'Arpajon : huit lieues. Les fonctionnaires et la garde nationale du bourg étaient sur pied et concoururent à l'installation ; il est probable que les transportés furent logés dans ce grenier ou chambre haute où, trois ans et demi auparavant, Pichegru et autres victimes de Fructidor, en route pour Cayenne, passèrent la nuit : ceux-ci, pros crits par les jacobins, n'avaient pas voyagé dans des diligences, mais *dans des cages de fer* et leurs proscripteurs d'alors, qui avaient applaudi à cette humiliante torture, suivaient à leur tour la même route dans des conditions moins cruelles. Il était, en effet, recommandé au capitaine Hachin-Courbeville de leur épargner toute aggravation à leur pénible situation.

Au reste, ils montraient une soumission parfaite, et, le 13, d'Étampes, où l'on parvint avant la nuit, Hachin-Courbeville, adressant un rapport au Préfet de Police, notait : « Les détenus se comportent bien et sont tranquilles » ; j'ai pour eux les procédés « qu'ils doivent attendre d'un gouvernement juste qui les châtie, mais qui les traite avec humanité ». Ainsi, certains des transportés lui ayant demandé l'autorisation d'écrire à leurs épouses, parents ou amis, le chef de l'escorte y consentit, sous réserve que ces lettres lui seraient remises sans être fermées. Il les trans mit au Préfet et, « comme elles ne contenaient rien que des questions d'intérêt, ou des affections de famille, elles furent toutes envoyées à leurs destinataires ».

L'étape suivante fut Angerville : quatre lieues et demie ; et, le 15, on poussa jusqu'au bourg d'Artenay ; le lendemain, on était à Orléans ; on avait parcouru trente lieues en cinq jours. On s'arrêta là, et nombre de gens se persuadaient encore qu'on n'irait pas plus loin ; le préfet du Loiret, prévenu de l'arrivée des transportés, s'inquiétait de savoir si ces hommes devaient séjourner à son chef-lieu, et, dans ce cas, « qui paierait leur subsistance ». A la préfecture de Police, on n'en savait pas davantage, et le chef du bureau des prisons s'informait, le 1<sup>er</sup> pluviôse (21 janvier), « si le convoi restait à Orléans ou si le capitaine de gendarmerie qui le conduisait était porteur d'instructions pour aller ailleurs ». Enfin, on apprit que Courbeville « avait donné de ses nouvelles à son

épouse » ; il lui annonçait que, n'ayant reçu aucun nouvel ordre, il quittait Orléans avec ses prisonniers et poursuivait sa route vers Nantes.

C'était, en effet, dans le grand port de la Loire que les déportés étaient attendus, et Bonaparte s'occupait d'eux activement. Il semble qu'il examina personnellement le dossier de chacun de ces individus, et prit connaissance des sollicitations et suppliques de grâce qui y étaient jointes, car beaucoup de ces pièces portent cette apostille : *le Consul a décidé qu'il n'y a pas lieu à délibérer*. En outre, il faisait adresser au Préfet maritime de Lorient des recommandations si précises et si minutieuses qu'on croit bien y reconnaître sa manière : il règle, jusque dans les détails, la vie que devront mener les déportés à bord de la *Flèche* et de la *Chiffonne*. Certaines de ces injonctions sont bien singulières : elles témoignent d'une sorte de pitié ; on croirait qu'il déplore les mesures de sévérité que l'intérêt de l'État oblige à prendre contre ces fauteurs de désordre ; en même temps, il les redoute et s'applique à prévenir toute chance d'évasion. « Les prisonniers, ordonne-t-il, seront logés dans l'entrepont des navires et séparés de l'équipage par une cloison ; une sentinelle veillera jour et nuit sur la porte de ce logement et nul ne pourra en sortir ni converser avec qui que ce soit sans la permission du capitaine. » Cependant, les proscrits auront la faculté de monter sur le pont « de façon à ce qu'il y ait toujours le plus grand nombre possible à prendre l'air ; mais défense leur est faite d'adresser la parole aux hommes de l'équipage ; il est, d'autre part, absolument interdit à ceux-ci d'insulter les prisonniers, sous peine d'une punition prompte et exemplaire. »

Voilà pour la discipline ; ensuite les prévenances : celle dont on s'étonne le plus est l'autorisation accordée aux transportés « d'embarquer avec eux leur femme et leurs enfants, ainsi que les effets de tout genre qui leur appartiennent ». Pas un ne mettra à profit cette allégeance : ils s'illusionnèrent jusqu'au dernier moment sur leur situation ; les moins optimistes, mettant les choses au pis, estimaient que, si le lieu de leur exil devait être Cayenne, il serait toujours temps d'inviter leur famille à les rejoindre, au cas, peu probable, d'une déportation prolongée. La question de la nourriture était longuement et libéralement exposée : les prisonniers devaient, en principe,

recevoir la même ration que les hommes de l'équipage, avec, en plus, une demi-ration de vin ou d'eau-de vie; mais ils seraient maîtres de s'approvisionner à leur compte de comestibles d'une qualité supérieure qui seront emmagasinés dans la cale du bâtiment; il est recommandé d'embarquer à leur intention « de l'oseille confite, de la choucroute, des pommes de terre, du vinaigre, de la moutarde » et autres « douceurs » qui leur seront distribuées. Ils auront « une marmite particulière », seront divisés « par plats de sept » et mangeront dans un lieu spécialement désigné à cet effet.

L'hygiène, maintenant : le médecin du bord « visitera tous les jours les transportés; les malades seront conduits au poste d'infirmerie; il sera tenu un journal de leur maladie; les soins les plus assidus leur seront prodigués ». Quant aux valides, pour entretenir leur santé, ils devront tous les jours « faire branle-bas » et nettoyer à fond leur logement. En cas de rencontre avec un navire ennemi, ils resteront à l'abri dans l'entrepont pendant toute la durée du combat. Enfin cette prescription suprême : « Le capitaine et l'officier spécialement préposé à la garde des détenus ne perdront jamais de vue les égards auxquels des malheureux sont en droit de prétendre »; ils se rappelleront que, « s'il faut surveiller les prisonniers, on doit aussi éviter toutes mesures, non seulement de rigueur, mais même la sévérité » qui empirerait inutilement leur position.

Le point essentiel, celui sur lequel les instructions insistent davantage, c'est le secret absolu du lieu où seront déposés les bannis : nul ne doit en être informé, pas même les commandants des deux navires en partance. Il leur sera remis un paquet scellé de trois cachets et portant l'estampille du ministre; ils l'ouvriront seulement après avoir franchi le cap Finistère et, quand ils sauront vers quel océan se diriger, ils ne mettront aucun de leurs officiers dans la confidence et demeureront à à ce sujet impénétrables jusqu'à leur destination. En conséquence, le commissaire de la Marine fournira à chacun des commandants un exemplaire de l'*Hydrographie française*, le *Neptune* de Daprés et les cartes particulières de la côte d'Afrique, de la Guyane, de Madagascar, etc., de façon à ce qu'ils puissent s'aventurer jusque dans l'Océan indien si telle est la destination que leur prescrit le pli secret du ministre.

Tandis que se poursuivaient à Nantes ces préparatifs, le premier convoi, parti de Bicêtre le 22 nivôse, continuait sa route à petites journées. Il était suivi, à quatre étapes de distance, par un second transport de trente-deux proscrits. Le gouvernement eût souhaité ne laisser qu'un jour d'intervalle entre ces deux départs; mais la difficulté de se procurer des voitures, le temps nécessaire à rassembler les individus désignés et qui étaient répartis entre plusieurs prisons, occupaient les journées du 23, du 24 et du 25 nivôse et c'est seulement le 26 (16 janvier) que le convoi put être mis en route. Les partants, réunis à Sainte-Pélagie, étaient d'abord au nombre de 34; mais l'examen minutieux de l'identité de chacun d'eux par un inspecteur adjoint des prisons, dans la journée du 25, eut pour résultat la radiation d'un citoyen Legros et d'un citoyen Colette. Celui-ci prouva qu'il se prénommait *Nicolas* et non point Claude, ainsi qu'il était désigné sur l'état fourni par la Préfecture; quant au prétendu Legros, il fut constaté que son nom était Aimé Gros: on l'avait confondu avec un certain *Legros Aîné*, habitant dans le même quartier. Aimé Gros, après enquête, fut mis en liberté.

L'ordre était de hâter les opérations de façon que le convoi pût sortir de Paris « à la pointe du jour afin d'éviter la foule ». Le détachement d'escorte fut même commandé « pour quatre heures du matin »: il se composait de six gendarmes et de trente-huit dragons dont deux officiers: il ne fut rendu à Sainte-Pélagie qu'à 7 heures; d'ailleurs, l'opération de la levée d'érou, un dernier appel nominal trainèrent en longueur et c'est seulement vers dix heures que ces formalités furent terminées. L'inspecteur des prisons, présent au départ des condamnés, a noté l'attitude et les impressions de quelques-uns. Le « farouche » Taillefer, arrêté comme septembriseur, et qui avait véhémentement protesté contre cette inculpation, maugréa en montant en voiture: « Je n'étais pas le seul! » mot qui valait un aveu. L'ébéniste Moreau, autre massacreur et, depuis, babouviste, « affectait un air audacieux » et prit place dans la diligence « en ricanant et en chantant ». Guilhémat, l'ancien terroriste de la section Marat, protesta que « depuis quelques années, sa conscience était pure et qu'il n'avait aucun reproche à se faire ». Le lyonnais Richardet déclara que « son seul regret était de se trouver confondu avec des assassins et des scélérats »;

espérant un sursis, il n'emportait ni linge, ni argent. Le cordonnier Brébant, ex-inspecteur de police, a demandé qu'on lui permit d'emporter les outils de sa profession : on les lui remit et il parut satisfait. Dupont, ex-domestique, terroriste redouté, enrichi par la révolution et propriétaire d'un couvent, rue Cassette, proclama qu'il chérissait le gouvernement et que son dernier vœu serait pour le bonheur de la République. L'ex-officier de paix, Jacot-Villeneuve, ci-devant agent d'exécution du Comité de Sûreté générale, gémit : « Voilà donc la récompense de huit ans de services et de dévouement. » Le gardien de prison Sonnois paraissait « tranquille » et se plaignait seulement de n'avoir pu embrasser sa femme. L'ex-compagnon orfèvre, Rossignol, général en chef des armées de la République, chantait, « depuis le très grand matin », *le Réveil du peuple* ; il emportait sa flûte pour se distraire des ennuis de l'exil. A dix heures et demie, le lieutenant de gendarmerie Gillet prit le commandement du convoi qui, par les rues étroites et tortueuses du faubourg Saint-Marceau, gagna la barrière d'Arcueil et la route d'Arpajon, où l'on fut à cinq heures du soir.

Les deux groupes de déportés vont désormais se suivre, effectuant, à quatre jours d'intervalle, les mêmes parcours, s'arrêtant aux mêmes localités ; deux journées de repos à Orléans, puis couchées à Beaugency, Blois, Amboise, Tours, Langeais, La Chapelle-sur-Loire, — qu'on nommait alors la *Chapelle blanche*, — gros bourg au bord du fleuve, dans la région des bons vins. Ensuite, Saumur, Saint-Mathurin, Indragrandes : les déportés donnèrent-ils une pensée au grand drame de la Vendée qui, sept ans auparavant, s'est joué là ? Ancenis, enfin, dernière étape. Le voyage s'était effectué, dans sa première partie, sans incidents notables : les habitants des bourgs et villages, aux abords de la capitale, en avaient vu passer tant de ces convois amenant par charretées des lointaines provinces les suspects réclamés par l'échafaud, ou conduisant, vers les Hautes Cours d'Orléans ou de Vendôme, les inculpés de complot contre la sûreté de l'État, qu'ils ne s'émouvaient plus de ce va-et-vient continu et ne s'inquiétaient même plus de savoir à quel parti appartenaient les transportés. Les anarchistes que conduisait le capitaine Gillet faisaient, d'ailleurs, preuve d'une docilité exemplaire : chacun des rapports quotidiens que



les gendarmes adressaient à leurs chefs, se termine invariablement par la constatation que « l'ordre et la discipline règnent parmi la troupe et les détenus ». Quelques-uns, cependant, « montrent des exigences » ; mais cette mauvaise humeur, assez excusable, n'a point le caractère d'une révolte. A Amboise, l'un des détenus du premier convoi a tenté de s'évader ; il n'y a gagné que d'être plus étroitement surveillé ; en somme, les seuls embarras du voyage proviennent du mauvais état des chemins et du délabrement des voitures : l'administration des messageries n'a pas fourni, pour cette expédition, ses meilleurs cochers et, par deux fois, on a dû faire halte pour cause de soupentes brisées.

A mesure qu'on avançait vers l'ouest, le cortège des déportés suscitait plus d'émotion : dès Saumur il s'engageait dans cette région, officiellement pacifiée depuis peu, mais où les rancunes des terribles répressions exercées par la Convention étaient encore vivaces. Pas un village où ne restât quelque soldat de Lescure ou de La Rochejaquelein ; pas une bourgade qui n'eût gardé l'horreur des Bleus et des commissaires à écharpe. Ros-signol et Millière se retrouvaient là sur le terrain où ils avaient régné en satrapes ; aussi, quand était annoncé le passage des scélérats que le gouvernement lui-même traitait « d'enragés », les paysans s'ameutaient pour voir défilér ces suppôts de guillotine, assassins des prisons, tueurs de prêtres, massacreurs de femmes et d'enfants, espions des comités révolutionnaires qui, pendant deux années, avaient terrorisé le pays et soulevé des haines non éteintes. Quelles huées, quelles invectives ; que de poings tendus, que de cris de joie à l'aspect de ces monstres, causes de tant de deuils, et proscrits maintenant ! On ne distinguait pas grand chose, car, terrifiés à leur tour par l'explosion de ces colères, les déportés se tenaient cois au fond de leurs voitures que serraient de près, afin de les protéger, les dragons de l'escorte ; mais, pour les villageois à l'âme simple, c'était la Terreur, enfin vaincue et enchaînée, qui s'acheminait vers le châtiment et ils ne lui ménageaient pas les malédictions.

Le parcours des faubourgs de Nantes dut être particulièrement tumultueux. Certes, dans toute la France, les jacobins étaient honnis ; mais, ici, le cauchemar des noyades en masse et de l'échafaud permanent, l'humiliation harcelante d'avoir subi



durant des mois le joug d'une horde de cinquante à soixante bandits, exaspéraient les ressentiments. Au dire du préfet, soucieux de faire valoir les heureux résultats de son administration, « le peuple se porta en foule à l'arrivée du premier convoi, mais, grâce aux sages précautions de l'autorité, observa le plus grand silence ». La version de Rovigo, témoin oculaire, est fort différente. La ville, encore sous l'impression des scènes révolutionnaires qui l'avaient inondée de sang, eût, dit-il, « mis en pièces, les bannis si on n'avait fait prendre les armes à la garnison ; encore il s'en fallut de peu, malgré cet appui, qu'ils ne fussent jetés à la rivière ». De l'aveu même des déportés, du seul, tout au moins, dont on possède une relation, l'accueil des Bretons, et particulièrement des Nantais, fut des plus orageux : « la police, écrit-il, avait dépeint ces individus comme des monstres furieux... et plusieurs proscrits faillirent bien terminer là leur voyage. »

#### SUR LA « CAYENNE »

Parvenus à Nantes le 11 pluviôse (31 janvier 1801), les trente-neuf du premier convoi furent conduits par leur escorte de gendarmes et de dragons, jusqu'à la « Cayenne » du port. On nommait ainsi le bâtiment ancré en Loire où étaient logés et nourris les équipages des navires en armement. Le capitaine Coubeville remit ses prisonniers au commissaire de la Marine, Touffait, qui lui en donna décharge après avoir fait l'appel, les passa en revue et leur fit lecture des consignes de la Cayenne :

« Quatre sentinelles de jour et de nuit sur le pont, armes chargées ; — une autre en permanence dans l'entrepont, à la porte de la grande cabine où les détenus sont logés. — La plus grande propreté est exigée ; les bailles seront vidées tous les matins. — Défense absolue d'adresser la parole aux soldats de garde, sous peine d'un châtement immédiat. — Si le règlement est strictement observé, les prisonniers seront autorisés à monter, à tour de rôle, dix par dix, sur le pont, entre midi et deux heures. En ce cas, la garde sera sur deux haies, armes chargées. — L'appel aura lieu matin et soir. — Des rondes fréquentes seront faites chaque jour par le commandant du poste. — La nuit, aucune embarcation ne pourra approcher de la Cayenne à plus d'une demi-portée de fusil : en cas d'infrac-

tion, on repoussera la force par la force. » Les déportés se sentaient bridés : ces indisciplinables agitateurs, factieux de profession, jusqu'alors réfractaires à toute loi, n'eurent pas un mot de protestation contre cette rigoureuse ordonnance : quatre soldats armés réduisaient au silence ces pourfendeurs dont les rodomontades avaient fait trembler tant d'honnêtes gens.

Et lorsque, quatre jours plus tard, la seconde bande eut rejoint la première sur la Cayenne nantaise, le commissaire de la Marine n'eut pas à signaler la moindre résistance ni la plus timide rebuffade au règlement coercitif qu'il avait imposé. Ce dut être, pour l'équipage du bâtiment, un spectacle inattendu de voir, soumis et filant doux, des hommes réputés indomptables, tels que l'ex-général Rossignol qui naguère ne parlait que d'étripier les bourgeois, Millière qui s'était vanté d'avoir guillotiné en quinze jours 400 « brigands », les anciens Tape-dur de Maillard ou les policiers des comités, si arrogants jadis de leurs pouvoirs illimités.

Ce n'est point qu'ils fissent déjà contrition de leur passé ; mais ils espéraient encore la fin prochaine de la présente épreuve. Ils avaient appris en cours de route que la Police consulaire tenait les vrais coupables de l'attentat du 3 nivôse. L'un d'eux, le *petit François*, était arrêté le 17 janvier ; son complice, Saint-Régent, avait été pris le 29 ; en outre, on avait exécuté, le 30, Aréna et ses trois complices, tous quatre ardents jacobins. Bonaparte ne pousserait pas plus loin la répression : d'ailleurs, les déportés avaient laissé dans la capitale des amis, des parents qui, certainement, intercèdaient pour eux, et des partisans nombreux sur lesquels ils comptaient plus encore : « Le Premier Consul pouvait tomber sous les coups d'un républicain dévoué à leur cause, et la chute du tyran eût brisé leurs fers. » Cet espoir, dont l'un d'eux fit l'aveu, justifie les sévérités de Bonaparte.

Le 9 février, grand mouvement à bord de la Cayenne : les 39 du premier convoi sont extraits de cette prison provisoire, transbordés sur une canonnière commandée par un officier d'artillerie assisté « d'un fort piquet de gendarmerie », et conduits à la corvette la *Flèche*, mouillée en Loire à la hauteur de Mindin. Voyage rapide, mais dont on augure mal. Pourtant, un incident singulier, survenu au cours de cette navigation, autorisait encore les illusions. Comme la canon-

nière faisait escale à Paimbœuf, un courrier monta à bord, porteur d'un ordre du ministre de la Police, et réclama l'un des déportés, le citoyen Julien Leroy. Celui-ci, naguère ardent Hébertiste, on se le rappelle, se flattait d'avoir organisé et présidé les massacres de la prison de l'Abbaye en septembre 1792; protégé par Ronsin, auquel il devait son surnom d'*Églator*, il était de ces énergumènes qui réclamaient 300 000 têtes. Avait-il surpris, au cours de sa carrière, quelque gros secret politique; ou hérité de ses amis, Hébert, Chaumette et Ronsin, d'une confiance compromettante pour quelque compère devenu, par les hasards de la révolution, un important personnage du gouvernement consulaire? C'est vraisemblable, car, le 18 nivôse, quatre jours avant le départ de Bicêtre, il obtint de sortir de prison et, muni d'une recommandation « fort obligeante » du préfet Dubois, il fut reçu chez le ministre de l'Intérieur, — c'était Lucien Bonaparte, — « qui l'accueillit avec bonté », ce qui paraît bien extraordinaire, car, à ce moment-là, on ne prodiguait pas les égards aux terroristes avérés. Le lendemain, réintégré dans son cachot, Leroy écrivait au Préfet: « J'ai à vous parler particulièrement. Veuillez m'accorder cette faveur *sans que cela puisse tirer à conséquence*. Salut, respect et *confiance*. » On n'en sait pas plus; mais ce petit billet, inaperçu dans les archives par les « nettoyeurs » de dossiers, semble en dire d'autant plus long, que Leroy obtint ce qu'il désirait, et c'est l'ordre de le mettre en liberté qu'apportait, en hâte, à Paimbœuf, le courrier du ministre. Leroy-Églator quitta sans regrets ses vieux compagnons de lutte, Boniface, Millière, Mamin, Chrétien, Pépin-Desgrouhette et autres. Eux restaient sur la canonnière qui, poursuivant sa navigation, accosta bientôt la *Flèche* où ils furent remis au lieutenant de vaisseau Bonamy, investi du commandement de la corvette.

Elle était armée de dix-huit canons, et son équipage devait en principe se composer de cent soixante-dix hommes. En raison de la longue traversée qu'elle allait entreprendre et du grand espace réservé aux déportés et aux approvisionnements du bord, le commandant Bonamy réduisit son équipage à quatre-vingt-cinq matelots et descendit à fond de cale dix de ses pièces d'artillerie. Les trente-huit déportés prirent possession d'une vaste cabine aménagée dans l'entrepont et où

chacun d'eux disposait d'un hamac et d'une couverture. Grâce à la sévère discipline du bord, l'installation s'effectua sans trouble, non sans gémissements ni murmures. Six jours plus tard, la *Flèche* appareillait et gagnait le large.

À la Cayenne de Nantes, les trente-deux du second convoi se berçaient encore de l'espoir d'échapper à la déportation. Le départ de leurs camarades affermissait cette conviction. Les jours passaient, et rien ne faisait prévoir un embarquement prochain ; aussi adressaient-ils force lettres à Paris, conjurant leurs femmes, leurs enfants ou d'anciens amis auxquels ils supposaient quelque crédit, d'intercéder en leur faveur auprès du Consul, faisant appel à sa pitié, à sa justice, « à sa grande âme ». Plusieurs de ces lettres ne parvinrent pas aux destinataires ; on les retrouve dans les dossiers ; mais la plupart provoquèrent une quantité de suppliques singulières qui, si on n'en suspectait la sincérité, prouveraient que ces hommes tenaient soigneusement caché leur sanglant passé, au point que leur plus intime entourage l'ignorait totalement. De telles protestations ne pouvaient influencer Fouché qui possédait les secrets de tous, et tous ces recours en grâce se heurtaient à l'opinion déterminée du ministre, bien renseigné par ses dossiers et plus encore par sa connaissance personnelle du monde révolutionnaire ; c'est pourquoi, sur chacune de ces requêtes retrouve-t-on l'impitoyable *pas lieu*, souvent suivi de la mention *il est parti*.

Pourtant, puisque, depuis six semaines, aucune modification n'était apportée à la situation des prisonniers restants à la Cayenne, puisque rien n'annonçait leur embarquement, ils envisageaient avec confiance l'avenir. On a une lettre de l'un d'eux, Gerbeault, dérouleur de tonneaux à la Halle aux vins ; il écrit à sa femme, le 27 mars ; il la remercie du paquet qu'elle lui a envoyé ; il l'exhorte à poursuivre ses démarches : « Persiste toujours à aller chez le ministre ; il a ouvert ses audiences ; c'est en persévérant à le voir qu'il se déterminera à faire un rapport sur notre situation et notre innocence ; il en est convaincu... » Ces optimistes ne savaient pas que, depuis près de deux mois, la frégate la *Chiffonne*, amarrée dans le port, était prête à les recevoir. L'administration de la Marine pressait le capitaine de mettre à la voile ; lui-même « en sentait toute la nécessité » ; mais les vents contraires l'immobilisaient ;

en outre, « les marées ne s'élevant pas en proportion de son tirant d'eau », la *Chiffonne* dut attendre jusqu'au 30 mars que la hauteur du fleuve lui permit de gagner Mindin, où elle compléta son armement. Le 5 avril on faisait en hâte l'appel des trente-deux détenus de la Cayenne; on les embarquait sur une canonnière qui descendit aussitôt le cours du fleuve; le jour même ils étaient transbordés sur la frégate et remis à la responsabilité du capitaine Guieysse, commandant le navire.

La *Chiffonne* était un vaisseau « tout neuf et allait entreprendre son premier voyage ». Ce navire était aménagé pour recevoir les 130 anarchistes, ou suspectés tels, mentionnés au sénatus-consulte du 14 nivôse; mais 71 seulement devaient être immédiatement déportés; les autres furent envoyés provisoirement à l'île d'Oléron ou incarcérés dans les prisons d'État. Comme 38 étaient déjà partis sur la *Flèche*, comme Leroy-Eglator avait été gracié, la *Chiffonne* ne recevait donc que les 32 du second convoi; ils allaient s'y trouver à l'aise; on avait disposé pour eux dans l'entrepont, en arrière du grand mât, « des petites cabanes à deux étages ». Dans les jours qui suivirent leur installation à bord, le navire resta ancré à l'embouchure de la Loire. La France était en guerre avec l'Angleterre et le Portugal et trois frégates anglaises, qui croisaient en vue des côtes, vinrent bloquer l'estuaire du fleuve. Bien que la *Chiffonne* fût armée de 36 canons, le commandant Guieysse ne pouvait engager le combat avec un ennemi supérieur en force et que ses instructions lui recommandaient d'éviter; il dut se résoudre à attendre et il mit à profit ce nouveau retard pour parachever ses approvisionnements. C'était un officier sensible et charitable; il fut touché du dénuement de ses détenus, dont la plupart « étaient, écrit-il, dans le plus grand besoin de hardes et autres objets pour entreprendre la mer, et ce n'était pas le moment de s'en procurer. Le plus grand nombre était sans moyens et je fis distribuer quelques vêtements aux plus nécessiteux... » En même temps, des chaloupes apportaient incessamment de Paimbœuf des munitions, de la poudre, des vivres et « des rafraichissements » de tous genres.

Et soudain, le 23 germinal (13 avril), le vent tourne; une forte brise du nord-est balaie l'embouchure de la Loire; les trois frégates ennemies, chassées par cette rafale, ont disparu.

Il faut saisir cette saute imprévue et appareiller en hâte ; mais l'un des officiers, le comptable et neuf hommes de l'équipage sont à terre : le mascaret rend difficile le démarrage ; n'importe : sacrifiant ses ancres et ses câbles, le commandant Guieysse ordonne de déferler et, toutes voiles dehors, gagne le large. A peine en mer, on fit l'appel : outre les trente-deux prisonniers, la *Chiffonne* portait 269 hommes d'équipage, y compris le détachement de la 68<sup>e</sup> demi-brigade de ligne, spécialement chargé de la garde et de la surveillance des déportés. Personne à bord, pas même le commandant, ne savait vers quelle partie du monde se dirigeait le navire : les ordres du ministre, on l'a déjà dit, étaient de naviguer vers le cap Finistère, pointe extrême de la péninsule espagnole ; là le commandant prendrait connaissance de ses instructions secrètes et n'en ferait communication à aucun de ses officiers. En attendant, il se montrait plein d'égards pour ses déportés et rien ne fut ménagé « pour que leur logement reçût le plus d'air possible » : chaque jour « les parfums furent employés à le renouveler » et, dès qu'on fut en pleine mer, les prisonniers furent autorisés à monter sur le pont ; « ceux dont l'âge ou les infirmités exigeaient quelque dérogation au régime commun, reçurent des douceurs particulières ». De leur part, ils se pliaient, sans une plainte, à la consigne affichée dans leur cabine et le commandant n'eut pas l'occasion d'en réprimander un seul.

Mais c'est lorsqu'ils étaient entre eux, dans leur cambuse, hublots fermés, qu'il eût été curieux de les observer. La promiscuité de ces hommes d'éducation si distante, unis cependant par l'exagération de leur démagogie et le souvenir des jours de trouble et des clubs populaires où ils s'étaient naguère rencontrés, devait être une cause incessante de rappels gênants et d'acrimonieuses discussions. Il y avait des bourgeois aisés tels que le riche Vanheck ou l'architecte Lefranc ; des pauvres hères comme l'ouvrier du port au vin, Gerbeault, le gagne-denier Soulier, le fripier Pachon ; des fanatiques comme Millièrre, Chevalier, frère de l'artificier guillotiné, le fabricant de bas Vacret, l'ébéniste Moreau ; des profiteurs de révolution comme le marchand de vin Dupont, les cafetiers Chrétien et Cardinaux ; des loustics coléreux comme l'ex-général Rossignol, ou cyniques comme l'aide de camp Laurent-Derville ; des sots



moutonniers qui, pour paraître « à la hauteur » et ne pas contredire qui payait chopine, avaient manifesté l'opinion que la mort du Premier Consul était indispensable ; des mouchards surtout, Brébant, Vitra, Lefebvre, Saint-Amant, Jacot-Ville-neuve, ayant vécu de dénonciations et servi toutes les polices, sans parler de cinq ou six qualifiés ou reconnus septembriseurs, les plus brutes, mais non peut-être les plus coupables.

Lefranc, qui devait écrire le récit de cette traversée, est moins indulgent pour ses compagnons que ne l'ont été, depuis lors, les panégyristes du bloc. Il les divise en trois classes : « ceux qui avaient acquis une exécrable célébrité durant les temps les plus affreux de la révolution ; — ceux qui, toujours mécontents, inspiraient des craintes au gouvernement et étaient surtout connus par les ridicules et les travers dont ces malheureuses époques fournissent tant d'exemples ; — enfin les hommes qui croyaient posséder toutes les vertus héroïques des anciens Romains, lorsqu'ils prononçaient avec enthousiasme les mots de république et de liberté ; toujours séduits par l'espoir trompeur de voir renaître en France les beaux jours d'Athènes et de Rome, ils creusèrent eux-mêmes l'abîme qui devait les engloutir. » Lefranc, bien entendu, se place parmi ces derniers, bien que, ami de Rossignol, il eût été affilié à toute la racaille anarchiste qui réclamait comme première garantie la mise en vigueur de la Constitution de 1793.

#### EN MER : OU VA-T-ON ?

Ce qui préoccupait les passagers de la *Chiffonne*, c'était de savoir où on les conduisait. Le navire cinglait, par un très beau temps et poussé par un vent favorable, vers le sud-ouest : en quatre jours il atteignait la pointe extrême de l'Espagne : c'est là que le commandant Guieysse devait prendre connaissance du but de sa navigation. Comme le secret lui était recommandé, rien n'en fut connu ni des officiers du bord, ni de l'équipage, et la frégate poursuivit sa route, filant ses quatre-vingts lieues par vingt-quatre heures. Le 24 avril, elle passait en vue de Madère sans y faire escale, se réservant de se ravitailler aux îles Canaries, s'il en était besoin. Mais, après examen de ses approvisionnements, constatant que, sauf quelques caisses de biscuits avariées par l'eau, sa cargaison était intacte,



il continua sa marche, passant à l'ouest des îles du Cap vert, et, cette fois, l'indécision des déportés prit fin : on les conduisait à Cayenne. Ils le préoyaient depuis quelques jours. Comme, « en raison de leur nombre peu considérable », le commandant leur laissant la liberté de s'établir sur le pont depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, ils s'étaient suffisamment initiés à la manœuvre et à la relève du point, pour juger approximativement de la direction du navire. Or il cinglait droit sur la Guyane et cette nouvelle aussitôt colportée et commentée fut accueillie avec faveur. Cayenne n'avait point, certes, bonne réputation ; c'est là qu'on avait déporté les Collot d'Herbôis, les Billaud-Varenne, les Bourdon de l'Oise et aussi les anti-révolutionnaires exilés en Fructidor. On savait que le climat de cette colonie était insalubre ; mais, du moins, elle n'était pas au bout du monde et on en sortait : témoins Pichegru, Barthélemy et leurs compagnons évadés dans une frêle pirogue et parvenant à gagner la terre hollandaise. Et puis les relations sont fréquentes entre Cayenne et la France et l'on n'y serait pas sans nouvelles des êtres chers laissés en Europe. Ces illusions furent de courte durée ; bientôt il fut évident que la marche de la *Chiffonne* inclinait vers le sud. Le 6 mai, le navire passait la ligne équinoxiale et le mystère continuait, absolu, sur sa destination.

« L'ignorance du but semblait leur annoncer quelque chose de sinistre », et quoique le voyage s'effectuât dans d'heureuses conditions, « le moral des déportés n'en était pas moins affecté ». Quelles terres lointaines possédait donc la République au delà de l'équateur ? La Réunion, l'île de France ? Mais elles sont situées dans l'Océan indien, au bout du monde, et ce serait la proscription sans fin, sans espoir de revoir jamais la France. Déjà on a appris, en passant la ligne, qu'on se trouvait à 1300 lieues du pays natal. Que sera-ce quand sera triplée ou quadruplée la durée de l'interminable voyage ? Si courtes que soient les notions des passagers de la *Chiffonne* sur les terres françaises situées au delà du cap de Bonne Espérance, plusieurs ont lu *Paul et Virginie* et savent, d'après cette idylle charmante, que l'île de France est un lieu de délices. Mais comment y vivre ? Comment n'y être pas oublié ? Comment en revenir surtout ?

Voilà que la *Chiffonne*, au lieu de prendre sa route vers

l'est, est entraînée par les courants brésiliens vers les côtes de l'Amérique. Nouvelles perplexités, et quel déchirement de sentir à chaque minute s'augmenter irrésistiblement l'éloignement de tout ce que l'on connaît, des choses que la vie a rendues familières! Quelle harassante monotonie dans le spectacle ininterrompu de l'Océan! Une distraction pourtant : dans la seconde décade de mai, — on navigue depuis plus d'un mois, — la *Chiffonne* rencontre une goélette portugaise sortant de Rio-Grande et allant à la Martinique. Après un engagement d'une heure à peine, la goélette, vaincue, vient se ranger près de la *Chiffonne* : le commandant Guieysse ordonne aux Portugais de jeter leurs canons à la mer : il leur impose l'engagement de ne pas servir contre la République française et confisque quelques caisses de toiles, indiennes, mouchoirs qu'il fait distribuer à ses matelots; plusieurs déportés, « qui n'avaient pu se munir de linge durant leur détention à Paris, reçurent également une part de cette prise ».

Le 19 mai, toujours dans les eaux brésiliennes, les déportés sont les témoins et les figurants d'un combat naval : on aperçoit un bâtiment qui cingle à toutes voiles vers les côtes du Brésil : la *Chiffonne* lui donne la chasse durant plusieurs heures et lorsque les vigies signalent que ce bâtiment est une corvette portugaise, l'*Andorinha* (l'Hirondelle), Guieysse commande le branle-bas de combat. Aussitôt les déportés sont enfermés dans l'entrepont, avec défense absolue d'en sortir. Pourtant l'un d'eux, Rossignol, le comique général en chef, si souvent battu par les Vendéens, ayant à soutenir sa réputation de matamore, demeure sur le pont et offre au commandant le concours de sa compétence militaire et de l'intrépidité de ses compagnons. Il est claquemuré avec les autres et, comme eux, doit se contenter de contempler par les hublots le spectacle nouveau qui se prépare. L'*Andorinha* est armée de 18 canons; la *Chiffonne* en porte un nombre double et, en une heure de feu soutenu, elle a raison de son adversaire. La corvette portugaise, démâtée, amène son pavillon et se rend à merci. Guieysse lui prit deux fortes ancres « pour remplacer celles qu'il avait dû abandonner à son départ de France, des câbles, des cordages, des voiles de rechange, les armes, la poudre, fit jeter à la mer toute l'artillerie des vaincus et, comme il ne se souciait pas de prendre à son bord les 150 matelots de l'équi-

page ennemi, il leur fit signer la promesse de ne plus servir, jusqu'à ce qu'ils fussent compris dans quelque échange de prisonniers; puis il abandonna, à deux cents lieues des côtes, le navire désarmé, muni seulement de vivres pour quinze jours. »

La *Chiffonne* se trouvait alors dans les parages de l'immense Empire péruvien et les courants la portaient vers l'extrême sud de l'Amérique, quand un vent favorable la repoussa dans la direction de l'est et lui permit de reprendre sa route. C'était tout l'Atlantique à traverser une seconde fois, sous le ciel flambant des tropiques, près d'un mois de navigation contrariée souvent par des calmes plats. L'équipage employa ces longues heures « à réparer diverses avaries que le grément de la frégate avait éprouvées pendant le combat. Les déportés, accablés de leur oisiveté, luttaient contre l'intolérable lassitude en travaillant à ravauder et à compléter leur garde-robe : ils s'étaient partagé des coupons d'étoffe saisis sur la goélette portugaise; ou leur procura le fil, les aiguilles, les fournitures nécessaires et, durant des semaines, on put voir ces hommes aux pensées farouches, ces insociables dont la mémoire fermentait encore de haines et de colères inapaisées, s'appliquer sagement à coudre, le dé aux doigts, comptant les points, échappant ainsi à l'obsession du mystère qui leur cachait l'avenir.

Le 12 juin, — deux mois après son départ de Nantes, — la *Chiffonne* eut connaissance du cap des Aiguilles, qui est la pointe méridionale de l'Afrique. Quatre jours plus tard elle rencontra l'entrée du canal de Mozambique, large détroit qui sépare l'île de Madagascar du continent africain. Ayant la liberté de circuler sur le pont du navire, les déportés ne sont pas sans avoir consulté quelques cartes : ils savent que, pour gagner la Réunion ou l'Île de France, seules possessions françaises situées à l'est de l'Afrique, il eût fallu passer au sud de Madagascar. Quel est donc le but de cette navigation de cauchemar? L'Inde, peut-être? Mais que reste-t-il des territoires que la France a possédés en Asie? L'Angleterre ne s'en est-elle pas emparée? Et toujours se posait la question sans réponse : Où va-t-on?

Il s'en fallut de peu que le voyage se terminât dans le canal de Mozambique. La *Chiffonne* venait à peine de s'y engager

quand, le 16 juin, elle rencontra un vaisseau anglais, la *Bellone*, qui, au premier coup de canon tiré par la frégate française, amena son pavillon et manœuvra de façon à venir élonger la *Chiffonne*; « la mer était furieusement agitée et le vent soufflait avec violence; les deux bâtiments étaient déjà à portée de la voix et la *Bellone* allait mettre en panne, lorsque ce navire fut lancé sur la frégate avec une telle impétuosité qu'on ne put éviter l'abordage ». Le choc endommagea gravement le vaisseau français : ses mâts se brisèrent avec fracas et l'anglais, déployant toutes ses voiles, prit le large et s'éloigna. En trois heures le commandant Guieysse improvise une mâture de fortune et il se met à la poursuite de l'ennemi : avant la fin du jour il le rejoint, et, de nouveau, s'en rend maître. La prise était d'importance : la *Bellone* venait de Calcutta et allait à Londres; la cargaison comprenait, « outre les riches produits de l'Inde, un envoi d'espèces qui se montait à près de 4 millions de francs ». Des 90 hommes composant son équipage, Guieysse en prit 40 à son bord, fit passer sur le navire anglais vingt-cinq de ses matelots et l'un de ses officiers en leur enjoignant de le conduire directement à l'île de France, tandis que la *Chiffonne* poursuivrait sa route vers sa destination secrète.

## A 3 800 LIEUES DE FRANCE

Le 11 juillet enfin, après quatre-vingt-neuf jours de traversée, on vit, à l'horizon, une tache sombre qui émergeait des flots. Bientôt elle apparut comme une île très montagneuse et très boisée. La *Chiffonne* cinglait vers cette terre perdue dans l'immensité de l'Océan indien, et qu'avoisinait un archipel d'autres îles, toutes aussi rocheuses et escarpées. En deux heures, le navire atteignit cette île qui semblait entièrement déserte et même inhabitable, tant ses flancs étaient abrupts et recouverts de végétations impénétrables. La *Chiffonne* en longea la côte occidentale, doubla la pointe nord et, suivant les falaises de l'est, moins anfractueuses, pénétra dans un grand port naturel, protégé par un alignement de gros rochers et de petits îlots. Là, elle jeta l'ancre.

On est arrivé. — Où est-on ? — A Mahé. — Mahé ? — Oui, Mahé, la plus grande des îles Seychelles, à 280 lieues de Mada-

gascar, à 446 lieues de la Réunion, à 3 800 lieues de France. Le commandant Guieysse avait, dans sa chaloupe, gagné la terre; défense était faite aux déportés de se montrer hors de leur cabine; un seul fut débarqué, Pierre Richon, malade depuis deux mois et dont l'état inquiétait. Les autres, le visage collé aux hublots, regardaient, consternés, cette ile où ils allaient vivre. Rien n'annonçait une ville, ni même un pays civilisé : un petit appontement de pilotis, planté sur l'eau morte; quelques baraques de bois dans le repli d'une gorge sauvage, et, tout de suite, la sourcilleuse muraille de la montagne, presque verticale, assombrie par un enchevêtrement indéfrichable d'arbres énormes et inconnus. Sur l'appontement, deux misérables hangars de planches, à demi ruinés, et c'est là qu'était reçu, par quelques blancs, le commandant Guieysse. On voyait que l'arrivée de la frégate mettait en émoi les insulaires, des nègres pour le plus grand nombre, qui se groupèrent sur la petite plage et considéraient avec une sorte d'inquiétude le navire ancré dans la rade.

L'absence de Guieysse se prolongea; quand il revint à bord, il avait l'air préoccupé, et bientôt les déportés apprirent que leur camarade Richon était mort. Porté à l'hôpital de l'ile, il avait expiré presque aussitôt : c'était un Lyonnais, fabricant de soie, installé à Paris; il avait quarante et un ans : arrêté comme complice de Chevalier *explosion*, on l'avait relâché par ordre du ministre, puis repris après l'attentat de la machine infernale. Pourquoi? On ne peut le dire, car le dossier de ce déporté est l'un des plus laconiques : on suppose que Fouché, bien renseigné sur les anarchistes lyonnais, puisqu'il avait été leur idole et leur entraîneur, gardait contre celui-ci quelque ressentiment.

Richon fut peu pleuré et des soucis d'un autre genre assombrissaient le commandant de la *Chiffonne*. Il se trouvait, en effet, dans une situation difficile : à peine débarqué, comme on l'a vu, il s'était abouché avec le gouverneur de l'ile, le sieur Quéau-Quinssy; il lui avait communiqué ses dépêches, le texte du sénatus-consulte et les instructions particulières adressées par le Premier Consul aux autorités de l'ile. Ces instructions portaient que Quinssy, dès l'arrivée des déportés, devait « leur procurer les moyens de pourvoir à leur existence par le travail, en leur assignant des terrains qu'ils pourraient cultiver

et en leur fournissant les instruments aratoires et les objets de première nécessité »... pour commencer leur établissement. Il était bien recommandé de les traiter avec égards et bienveillance, tant qu'ils ne troubleraient pas la tranquillité des colons; de les punir sévèrement dans le cas contraire, de les empêcher de quitter Mahé sans un ordre formel du gouvernement de la métropole; d'interdire entre eux et les équipages des navires, faisant escale dans l'île, toute communication; et de rendre compte au ministre « de leur conduite, de leurs occupations, de l'accroissement de leur famille, des succès qu'ils pourraient obtenir dans leurs opérations... » Le Premier Consul ordonnait, en outre, expressément, d'assurer à ces individus « une existence tranquille qui leur fit oublier leurs principes et les engageât à réparer leur conduite passée ».

Lorsqu'il a pris connaissance de ces prescriptions, Quéau-Quinssy demeure pantois. Certes, il admire, comme il convient, le Premier Consul; il professe le plus grand respect pour le ministre de la Marine; mais il est bien obligé de reconnaître, — sans toutefois se permettre de formuler cette irrévérencieuse opinion, — que l'un et l'autre ignorent complètement ce qu'est la vie des colons de Mahé. Assigner des terrains aux déportés, c'est chose facile; l'île étant, pour les trois quarts au moins, couverte de forêts millénaires qui n'appartiennent à personne et dont le défrichement serait un inestimable bienfait; mais, à moins d'une longue acclimatation, aucun Européen n'est de taille à entreprendre un tel travail; il y faut des nègres esclaves : cela s'achète, et cher.

D'ailleurs, une autre question se pose, dont la solution est plus urgente : les habitants de Mahé, convoqués par Quinssy, ont pris connaissance des dépêches apportées par le commandant de la *Chiffonne*; ils y ont lu que les hôtes dont on prétend les gratifier, sont des criminels « qui menacent, à chaque instant, tous les Français de les livrer aux fureurs de l'anarchie... » Comment! Le gouvernement consulaire, disposant d'une police organisée, d'une armée considérable, de toutes les ressources d'une ancienne et puissante civilisation, n'a pu venir à bout de tels enragés, et c'est au profit de Mahé qu'il s'en débarrasse, de Mahé où ne se trouve ni un gendarme, ni même un juge de paix! Ces « monstres » vont former la



majorité dans cette population paisible, dans cette île où les habitations sont disséminées à de grandes distances l'une de l'autre, par conséquent sans possibilité de recours à des voisins en cas d'agression nocturne. Plusieurs notables de l'île corroborent l'argumentation de Quinssy : deux d'entre eux, le géographe Malavoix et le capitaine marchand Hodoul, protestent qu'ils abandonneront leurs possessions et quitteront Mahé si des hommes de rapine et de sang, exécution et dégoût du monde entier, doivent être les maîtres de la colonie.

Voilà pourquoi, en revenant à sa frégate, Guieysse avait sombre mine. Qu'allait-il faire de ses 31 prisonniers ? Comment découvrir sur le globe un lieu perdu où leur sinistre renom ne soit point en horreur ? Son premier soin fut de les consigner à bord et les captifs impatients que, depuis trois mois, torturait le besoin de quitter leur geôle flottante, se résignèrent humblement. Ils ne tardèrent pas à savoir qu'on ne voulait pas d'eux, et, pour la première fois, ils connurent l'impression d'être des pestiférés, en dehors de l'humanité, et sur qui se concentrait l'abomination de toute la terre pour les atrocités révolutionnaires. Ce qu'ils allaient expier ce n'était pas des crimes individuels, mais ceux de l'effroyable régime dont ils avaient été les agents subalternes. On ignorait leurs noms et leur passé : mais à 4 000 lieues de la France, le retentissement des massacres de prêtres, des noyades de femmes et d'enfants, du petit roi martyrisé, des colonnes infernales, des sanglants tribunaux de Paris, de Lyon, d'Arras, d'Angers, s'était répercuté à travers les Océans, et, de ces faits odieux, ces parias transportaient l'épouvante.

Il faut croire que cette intuition tardive de leur situation accabla quelques-uns des proscrits, car l'ex-compagnon orfèvre Rossignol, qui, pour avoir souvent conduit à la défaite les armées du Comité de Salut public, se flattait de savoir comment on remonte le moral des hommes, adressa une concise proclamation à ses compagnons, leur faisant miroiter l'agréable perspective d'un assassinat auquel ils devraient leur liberté : « Amis, dit-il, ne vous alarmez point ! Nous reverrons encore le sol de la patrie ; le monstre qui nous a fait jeter sur cette terre ne peut avoir qu'une fin violente. Nouveau Néron, il achèvera sa carrière plus tôt que vous ne l'espérez... Il périra... et la nouvelle de sa mort sera celle de notre déli-



vrance... » Si les colons de Mahé avaient entendu cette harangue, elle n'aurait pas modifié leur idée peu rassurante de la mansuétude des déportés. Le danger dont ces colons se sentaient menacés n'était pas, d'ailleurs, imaginaires : la population de l'île comprenait environ 67 blancs dont plusieurs étaient pères de famille, et près de 3 000 noirs, esclaves pour le plus grand nombre. On sait que la révolution avait proclamé l'abolition de l'esclavage ; cette résolution humanitaire, qui avait mis à feu et à sang certaines colonies, restait sans effet, aux Seychelles. Il était à craindre que les déportés, s'érigeant en apôtres de la liberté, soulevassent la population noire et se rendissent maîtres de l'île. Le tragique exemple de Saint-Domingue autorisait toutes les méfiances.

Aussi, lorsque, le 12 juillet, Guieysse se représenta devant les notables assemblés, il les trouva plus aheurtés encore que la veille, contre le débarquement des anarchistes. Que d'arguments ! La disette imminente ; l'île manque de vivres et ne peut nourrir, outre les déportés, les 260 matelots de la *Chiffonne* et les prisonniers anglais qui sont à bord. Veut-on rendre Mahé inhabitable ? Ruiner de vieux colons en les forçant à s'expatrier ? Exposer aux pires calamités et peut-être à un massacre général ceux qui ne se résigneront pas à quitter l'île et à abandonner le fruit de toute une vie de travail ?

Comment Guieysse, assisté de Quinssy, le gouverneur, parvint-il à vaincre cette opposition ? Il reconnaît lui-même qu'il dut faire appel à toute sa diplomatie. Les colons consentirent d'abord au séjour des jacobins dans l'une des îles désertes de l'archipel, l'île Praslin, par exemple : puis sur l'objection qu'une telle barbarie équivaldrait à un assassinat en masse, ils composèrent enfin, à la condition que les déportés seraient logés à l'*Établissement*, sous la surveillance du détachement de la trente-huitième demi-brigade que Guieysse avait à son bord. L'*Établissement* était une vieille construction de bois, appartenant à l'État, et située non loin du port, près de l'habitation du gouverneur.

Le débarquement s'effectua le 14 juillet 1801 (25 messidor an IX), et ceux qui s'attendaient à un défilé de braves, à l'attitude insolente, à la mine féroce des meneurs de clubs et des beaux parleurs de comités révolutionnaires, furent

étrangement surpris. Les déportés passèrent silencieux, en loques pour la plupart, conduits par Quéau-Quinssy, escortés par les soldats. Cet Établissement où ils allaient vivre n'était autre qu'une caserne de vingt-six mètres de long, de dix mètres de large, divisée en plusieurs pièces; un pavillon comportant une petite chambre « destinée à loger les étrangers, s'élevait non loin de là; une prison et un cachot en maçonnerie formaient le soubassement de la caserne ». Le gouverneur adressa aux arrivants un beau discours, « les engageant à se conduire avec sagesse et tranquillité ». Ils répondirent d'une seule voix que « leur tenue serait irréprochable ». Puis il promit d'employer tous les moyens d'adoucir leur sort : « ils auront en lui un protecteur et un consolateur ». Quelques-uns ayant témoigné combien ils étaient malheureux d'être séparés de leur femme et de leurs enfants, Quinssy, bien résolu à les amadouer, assura qu'il allait, sans tarder, écrire au ministre afin d'obtenir pour les familles qui en marqueraient le désir, le passage jusqu'à l'île de France, où elles trouveraient facilement le moyen de se rendre à Mahé, distant à peine de trois cents lieues.

Pour achever de les conquérir, le gouverneur, constatant l'état misérable et la pénurie absolue de ses nouveaux administrés, fit délivrer à chacun d'eux « une veste, cinq mouchoirs, deux chemises et un grand caleçon ». Ils lui témoignèrent « beaucoup de reconnaissance ». Enfin on distribua les vivres : patates, viande de tortue, légumes frais et secs, poisson frais et salé, graisse, sel et *un peu de pain pour les malades*. Ainsi fut composé leur premier repas de Robinsons qu'ils durent préparer eux-mêmes. Il leur fut bien recommandé de ne point circuler dans l'île, « afin de ne pas inquiéter les habitants ».

Les déportés s'attendaient, en arrivant au lieu de leur exil, à y retrouver les 38 détenus du premier convoi, embarqués sur la *Flèche* qui avait pris la mer deux mois avant la *Chiffonne*. Or la *Flèche* n'a point fait escale à Mahé et il semble bien qu'elle a dû recevoir une autre destination. Que sont devenus ces 38 camarades? Sur quelle terre lointaine vivent-ils maintenant? Leur navire a-t-il sombré en pleine mer, perdu corps et biens, ou, capturé par les ennemis, a-t-il dû rallier un port d'Angleterre? Là, considérés comme des victimes de Bonat

parte, les déportés seraient traités avec égards, sinon avec honneur. C'est là l'hypothèse la plus plausible; elle explique la disparition de la *Flèche* et on envie le sort des compagnons de luttés et de proscription qui ont échappé ainsi aux misères d'une longue captivité. Ils pourront même, au moyen de faux passeports, regagner facilement la France et se cacher dans Paris; tandis qu'ici, quelle désolation! Quel espoir de quitter jamais cette île maudite, ce repaire de sauvages d'où la terre la plus proche est éloignée de 300 lieues?

De toutes les choses imprévues qui ébahirent ces dépayés sur ce rocher de l'Océan indien, celle qui les frappa davantage fut d'apprendre qu'ils n'étaient plus prisonniers, par le seul fait d'avoir atterri à Mahé. L'île, en effet, depuis six ans déjà, n'appartenait plus à la France; maîtres des mers, les Anglais s'en étaient emparés et avaient signé, avec le gouverneur et les notables, une capitulation aux termes de laquelle l'archipel des Seychelles était déclaré neutre, et le port de Mahé, reconnu comme « port-franc », ouvert indistinctement aux navires de toutes les nations. Soit que cet événement ne fût pas connu à Paris, soit qu'on affectât de n'en pas tenir compte, il n'en était pas moins certain que, conformément à ce traité, l'île Mahé appartenant, en fait, au premier occupant, n'en était pas moins sous la domination anglaise, et les déportés se gaudirent à la pensée réjouissante que Bonaparte les avait, à grands frais, expédiés si loin, dans la conviction qu'il n'entendrait plus parler d'eux; or, dès leur arrivée au lieu de leur perpétuelle détention, ils se trouvaient libres de retourner en Europe sans qu'aucune autorité pût s'opposer à leur dessein.

La *Chiffonne* n'avait pas quitté le port de Mahé et y réparait ses avaries; il était évident qu'on eût fait une démarche vaine en réclamant du commandant Guieysse la complaisance de ramener en Espagne ou en Italie les passagers dont il s'était, non sans peine, débarrassé. Il était sur le point de reprendre la mer, sa mission accomplie, quand, le 20 août, à 8 heures du matin, la frégate anglaise la *Sibylle*, armée de 50 canons, vint évoluer à une portée de pistolet du navire français et ouvrit sur lui un feu foudroyant. Guieysse, après une courageuse riposte, comprenant que sa frégate, en partie désarmée, ne pouvait soutenir la lutte, essaya de l'échouer à la côte : sans

succès; 35 de ses hommes étaient tués, 50 blessés; il amena son pavillon; le combat n'avait pas duré une demi-heure. Trois jours plus tard, la *Sibylle* victorieuse s'éloignait vers la haute mer, remorquant la *Chiffonne* capturée et emmenant prisonnier l'équipage français.

L'île était encore sous le coup de ces émotions quand les déportés, confinés à l'Établissement, apprirent que la *Flèche*, qu'ils croyaient depuis longtemps perdue, venait d'entrer en rade; plusieurs coururent à l'appontement, afin d'accueillir les nouveaux internés qu'on mit à terre en pleine nuit pour éviter les manifestations hostiles des habitants. La corvette la *Flèche*, partie de France le 16 février, est, en effet, arrivée après une traversée de plus de six mois: elle a, on s'en souvient, reçu à son bord, en Loire, les 40 condamnés du premier convoi: il en manque deux, Leroy-Eglator, mis en liberté au moment du départ, et l'imprimeur du pamphlétaire Metge, Delrue, mort en mer.

Les débarqués « ressemblent à des squelettes » et plusieurs ont peine à se trainer. Quel voyage! Ils en racontent les péripéties. A peine hors des eaux françaises, la *Flèche* est prise en chasse par deux navires anglais: le capitaine Bonamy, qui la commande, a ordre d'éviter la rencontre de tout vaisseau ennemi; il fait force de voiles; il échappe; mais son mât de misaine est brisé: escale de 36 jours dans un port espagnol. L'un des déportés s'évade et tombe à l'eau; on le repêche à demi noyé; un autre, le jacobin babouviste Bouin, tête exaltée, caractère indomptable, parvient à déjouer la surveillance, gagne le rivage, puis la montagne, où il est repris: admonesté par le commandant Bonamy, il se déclare « victime de l'ambition d'un nouveau Sylla » et se compare à « Marius dans les marais de Minturnes ». La *Flèche* poursuit sa route; nouvelle avarie; nouvelle escale, d'un mois, celle-ci, au cours de laquelle on apprend enfin! que Bonaparte a été assassiné. Joie suffoquante des déportés; requête, injonctions menaçantes au commandant: le tyran n'est plus; ses victimes sont libres: il doit les ramener en France, sous peine de félonie. Bonamy fait la sourde oreille; les proscrits s'adressent aux autorités espagnoles, sans meilleur effet. On repart; le trouble est à bord: l'affreux Pépin-Desgrouhette, l'ancien mouton des prisons de la Terreur, excite ses compagnons à la révolte: on tuera le

commandant, on subornera les matelots, on s'emparera de la corvette et on naviguera vers la Hollande ou l'Allemagne. Mais Delrue dénonce le complot : Bonamy réunit ses officiers, fait enfermer les proscrits, prendre les armes à son équipage et comparaitre Desgrouhette qui, fort penaud, balbutie des excuses et implore grâce sous une méprisante et verte semonce du commandant.

En raison de ces retards, la *Flèche* va manquer de vivres; elle fait escale à Saint-Denis de la Réunion : les déportés, exténués par 200 jours de traversée, aspirent ardemment à quelques heures de repos; plusieurs sont atteints du scorbut et Bonamy sollicite l'autorisation de les mettre à terre. Les autorités de Saint-Denis s'y refusent : aucun de ces maudits ne souillera le sol de l'île. Le commandant insiste; son devoir est de fournir à ses passagers tous les secours exigés par leur situation : il offre « de les faire garder par une partie de sa troupe »; mais la population menace : tout jacobin qui aura l'imprudence de descendre à terre sera immédiatement mis à mort; et si le commandant de la *Flèche* partage les principes et les opinions de ces misérables, il doit être lui-même « considéré comme un homme dangereux ». Ainsi se manifestait, là encore, l'indignation du monde entier pour ces hommes, dont les forfaits avaient souillé une révolution saluée à son aurore par l'enthousiasme de tous les peuples de la terre.

La *Flèche* avait quitté la Réunion le 14 août; dans la nuit du 25, elle débarquait ses passagers à Mahé, et, dès le lendemain matin, canonnée par une frégate anglaise, le *Victor*, qui la suivait depuis deux jours, elle coulait à pic dans la rade même de l'île. Bonamy avait combattu héroïquement; quand, vaincu sans avoir baissé pavillon, il quitta le dernier son navire, les proscrits, qui de la rive suivaient les péripéties du combat, le portèrent en triomphe et « lui prodiguèrent les marques du plus touchant intérêt ». Le capitaine du vaisseau anglais vint, de son côté, « lui faire des offres de service et l'invita à lui faire l'honneur de vivre à son bord ».

Les proscrits étaient maintenant au nombre de 68 et les habitants de Mahé s'effrayaient du renfort que les nouveaux venus fournissaient à la troupe de ces dangereux intrus. Ceux-ci, pourtant, se tenaient fort tranquilles et paraissaient résolus

à gagner la confiance des plus méfiants. Soit curiosité pour ces spécimens d'une engeance universellement honnie, soit, plutôt, désir de faire pièce à Bonaparte, les officiers des navires anglais, la *Sibylle* et le *Victor*, se portèrent à l'établissement afin de visiter la ménagerie des sans-culottes; ils compatirent aux misères de « ces victimes de la tyrannie consulaire », leur offrirent de l'argent, proposèrent de « les emmener dans l'Inde ». Les internés refusèrent, « par respect, assuraient-ils, pour les ordres de leur gouvernement ». Au vrai, c'est vers la France qu'ils voulaient revenir, et la suite de ce récit permettra de suspecter cette soumission inattendue.

Il n'en reste pas moins que les premières avances faites aux déportés, les seules condoléances qu'ils eussent reçues depuis leur arrestation, émanaient d'étrangers alors en guerre avec notre pays et qui, de ce fait, étaient en droit de souhaiter à la France tout le mal possible. Dure leçon qui ne fut pas comprise; il fallait que ces réprouvés subissent des catastrophes inouïes avant qu'ils mesurassent combien était unanime et irréductible la répugnance inspirée par tout ce qui avait tenu un rôle, même celui de comparse sans renom, dans les sanglants épisodes de la tragédie révolutionnaire.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

---

# LE " SOURIRE " DE LYAUTEY AU MAROC

(1912-1918)

A la veille de son départ pour Fez, où la situation qui tenait à devenir tragique ne lui laissait pas un jour à perdre, le général Lyautey reçut à Casablanca, le 13 mai 1912, la Colonie française. Il fut bref. Mais sa carrière coloniale était déjà trop longue pour qu'il n'eût pas conscience des services que les « bons et vaillants pionniers de notre race » rendent sur tous les points du monde. Ici l'œuvre était bousculée dès ses débuts par une insurrection qui risquait de tout emporter. Aussi toute parole inutile pouvait-elle compromettre, au lieu de la servir et de l'entretenir, la confiance dont tous avaient besoin. Le nouveau Résident général se borna à dire ce qui était indispensable. « Vous êtes consolants. Aux heures de doute et de découragement, c'est en regardant les Français du dehors que l'on se réconforte, et c'est pour moi une joie et une force que de reprendre encore une fois contact avec vos énergies. » C'était parler en chef. Le général Lyautey fut compris. Il y avait dans son hommage un conseil, plus encore, une consigne. La bataille était commencée; elle ne pouvait être gagnée que si chacun faisait, à sa place, tout son devoir.

A Rabat, exactement trois mois après, le Résident général, libéré du côté de Fez par l'action du général Gouraud, avait des inquiétudes nouvelles, qui venaient d'ailleurs. La Chaouïa sentait peser sur elle un danger grandissant, tandis que El Hiba avait réussi à entrer à Marrakech. L'abdication de Moulay Hafid était un incident, évidemment heureux, mais non décisif, dans une



crise qu'il ne dénouait pas. Pourtant, elle permettait de « travailler ». Le Résident général avait hâte de régler les affaires en suspens et d'assurer le fonctionnement régulier d'un Protectorat que le Sultan, soumis, mais non résigné, empêchait d'aboutir aux fins que le Traité avait prévues et voulues. L'heure n'était pas aux paroles vaines, mais elle exigeait des *paroles d'action*. Pendant que notre campagne militaire s'appêtait à vaincre les dissidences et à ramener vers nous les tribus indécises ou même hostiles, il fallait, sinon rassurer, du moins renseigner les colons. La « Maison de France », sur laquelle flottait le drapeau tricolore, devait leur être largement ouverte. Le général Lyautey leur en fit la promesse. Sans doute elle n'était pas nécessaire. Le Résident général avait, en dernier lieu, à Madagascar, montré comment il entendait et comment il pratiquait les devoirs d'une collaboration commune. Elle restait, dans la tâche délicate dont il était chargé, un appoint qu'il n'aurait pas commis la lourde faute de perdre.

Il avait déjà donné des ordres où s'affirmait sa « manière ». Si le Protectorat garantissait sur un même pied à tous les nationaux de tous les pays l'égalité des mêmes droits, il était inadmissible que « la qualité de Français ou de protégé français constituât *a priori* une infériorité où le Français aurait toujours tort ». L'allusion était claire. Les Allemands n'avaient pas renoncé, depuis le Protectorat, aux abus dont ils avaient bénéficié, avec leurs consuls et leurs *censaux*, pendant la période antérieure. La menace ne leur coûtait rien. Il était temps qu'une voix énergique les ramenât à une conception plus saine de leurs droits et de la situation générale. Rien ne ressemblait moins que les paroles du général Lyautey à une provocation, mais il parlait sur un ton dont l'habitude était perdue, ou plutôt, peut-être, sur un ton dont l'habitude, j'entends au Maroc, n'avait jamais pu être prise.

Ce qui manqua, tout d'abord, ce fut un contact de collaboration entre l'Administration du Protectorat et la Colonie. Le mal était inévitable dans un pays où il n'y eut, en quelque sorte, pas d'intervalle entre l'anarchie vaincue et l'irruption des milliers de nouveaux venus dont il s'en fallait que tous fussent dignes du même intérêt. Il y avait des scories dans la chaudière en travail. Trop de colons étaient inconnus les uns aux autres. Le général Lyautey conseilla aux bons éléments,

qu'il avait la volonté d'aider et de recevoir, de se grouper, de s'unir, de s'associer. Son avis fut suivi. Peu à peu les Chambres de Commerce et d'Agriculture constituèrent des organismes agissants, auxquels vinrent s'ajouter des commissions municipales « de types très divers, adaptés aux nécessités locales ». Ainsi, la dispersion qui avait marqué les premiers pas fit place au groupement des initiatives et au resserrement des énergies. La collaboration avec la Résidence, rendue possible, devint suivie et régulière. *Le défaut de liaison* cessa à partir du moment où l'immigration saine et laborieuse put se contrôler elle-même et se garantir contre le flux impur d'une invasion où abondaient les chercheurs d'aventure. Il s'établit une « atmosphère de confiance réciproque et de sincérité dans le labeur commun ». De part et d'autre, on s'apprécia et on s'aida.

« Bref, on se connaît. » Ces quatre mots du général Lyautey, prononcés à Casablanca le 27 octobre 1915, en disaient long sur le chemin parcouru et sur les progrès réalisés. Il n'y avait plus de barrière. La collaboration fut féconde. Aussi dans le discours qu'il adressa, en avril 1922, au président de la République, le Résident général put-il, avec un accent qui ne trompait pas sur sa sincérité, rendre hommage à la « rude campagne » qu'avaient faite les colons pour mener à bonne fin la « mise en œuvre » du pays. Depuis dix ans il les voyait à la tâche. Il avait été le témoin de leurs efforts contre les risques, les périls et les embûches. Les « hypothèques et les lisières », que le Protectorat n'avait pas pu détruire, avaient gêné leur action sans la décourager. Les résultats attestaient les aptitudes colonisatrices de la race française, qu'on s'était trop plu à nier, et sa magnifique vitalité.

Puis, ce fut l'orage, brusquement venu du dehors. « Elle a connu de dures heures, cette vaillante colonie française, disait le général Lyautey, pendant la guerre, où il lui a fallu tenir le coup avec des moyens et un personnel réduits de jour en jour. » Il avait enjoint de rester à tous ceux dont la présence était utile. Il ne distinguait ni entre les fronts ni entre les devoirs. *Au service du pays*, tel était, de haut en bas, le mot d'ordre. Il était dur à supporter. Chacun regardait du côté de la France envahie, avec le désir impatient d'aller y faire le coup de feu. Quoique le Maroc eût sa *bataille*, où se jouaient aussi les des-

tinées du pays, il semblait à tous, ou à presque tous, que le vrai front, le seul, était là-bas.

Dès le premier moment, le Résident général avait senti qu'il fallait couper court à cette courageuse, mais dangereuse erreur. Il demanda aux fonctionnaires et aux colons, dont il comprenait l'angoisse et la souffrance, de faire, en restant, le plus cruel sacrifice. « *Grandeur et Servitude militaire* n'est pas un vain mot. Le premier terme ne vaut que par le sacrifice constant qu'implique le second. *Servir*, servir toujours, les yeux fermés et la bouche close, chacun à son poste, quel qu'il soit, c'est le verbe fondamental de notre catéchisme de soldat. C'est surtout la condition primordiale de l'ordre, de l'équilibre, de l'harmonieuse répartition des forces, en un mot du succès, dans une lutte sans précédent, qui a pour théâtre près de la moitié du monde. »

J'ai dit avec quelle abnégation il avait prêché d'exemple. Elle fut d'autant plus douloureuse à son cœur de soldat, pris entre la Lorraine et le Maroc, qu'il avait successivement renvoyé en France, pour les besoins de la Défense nationale, tous ses généraux, sauf un. « Et quels généraux ! » Franchet d'Espèrey, Mangin, Degoutte, Brulard, Humbert, Pellé, Gouraud. Celui qu'il avait retenu auprès de lui, « pour le cas où il arriverait un accident », était le plus jeune, le général Henrys, qui accepta cet ordre, — ou le subit, — avec désolation, mais aussi « avec le dévouement le plus absolu et le plus tendre ». Parmi les colonels, il garda Berriau. Il en avait besoin pour sa politique musulmane dont, soldat dans les moelles, Berriau, qui avait, vis-à-vis de l'indigène, « un véritable don, — on peut dire un fluide », était peut-être, dans l'Afrique du Nord, le « plus grand manieur ». Entre ces deux hommes, la collaboration était, depuis le Sud-Oranais et depuis quinze ans, plus que cordiale : c'était une véritable fraternité d'armes. « Au moment où la guerre éclata, il ne me demanda rien, ne m'en parla jamais. Il y eut, à cet égard, entre lui et moi, comme un pacte tacite ; nos yeux se disaient ce que nous sentions tous deux. Il avait compris que sa place de guerre était ici, qu'il ne pouvait pas être ailleurs. Il savait bien que s'il m'avait dit : *Je n'y tiens plus, je veux aller là-bas*, je lui aurais dit : *Allez-y !* mais il ne me le demanda jamais, parce qu'il savait que son devoir de guerre était ici ; et moi, je ne le lui pro-

posai jamais, parce que je savais qu'il était ici indispensable. »

Quelle émotion vraie, sincère, profonde, on sent sous ces mots si simples, qui sont l'expression d'un drame poignant de conscience ! Le Maroc, pendant la guerre, en connut plus d'un de cette sorte. Mais les officiers ne furent pas les seuls à en souffrir, ou plutôt ils ne furent pas les seuls à prouver, en restant, leur abnégation et leur sentiment du devoir. Il fallut des ordres impératifs et renouvelés pour maintenir dans leurs fermes et sur leurs exploitations les colons qui voulaient « partir ». Un an après l'ouverture des hostilités, le général Lyautey évoquait un souvenir pris parmi beaucoup d'autres, mais particulièrement significatif. Sergent de réserve, et démobilisé pour retourner sur son domaine, un agriculteur suppliait « avec angoisse » le commandant en chef de le laisser rallier son poste en France : il se heurta au refus le plus formel. « C'est ici qu'est votre devoir militaire, au milieu de ces centaines d'indigènes qui ont confiance en vous, à qui vous assurez le travail, qui sont justement inquiets de l'agitation voisine, que votre seule présence va rassurer, tandis qu'à votre défaut, je serais peut-être obligé d'y envoyer une ou deux compagnies, que vous rendez ainsi à la Défense nationale. » Il comprit.

D'autres, aussi. On ne choisit ni son poste ni son devoir de guerre. Un officier réserviste, âgé de plus de quarante ans, commandait au Maroc une section de tirailleurs. Il avait en France une importante situation industrielle. Le général Lyautey fut sollicité de le laisser partir pour quelques mois, parce que son industrie, qui servait l'intérêt général, se trouvait compromise par son absence. Il le fit appeler et lui offrit trois ou quatre mois de France. Ce fut un refus. « Non, mon général, il n'y a plus d'intérêts particuliers qui comptent. Si vitaux qu'ils soient pour le Pays, on peut en trouver d'autres que moi. Peut-être serai-je ruiné à la fin de la guerre, mais j'ai ici une section à commander, et je la commanderai jusqu'au bout. » Le « bout » était pour cet homme brave, aux yeux duquel l'intérêt de la France comptait seul, plus prochain qu'il ne le croyait. Il fut tué à Bou-Méhiris.

\* \* \*

Ainsi, le général Lyautey maintenait le Maroc dans le travail et, pour employer une expression qu'il aimait, dans le

« sourire ». Il fallait garder « la face » devant les quatre millions d'indigènes que la propagande allemande travaillait, pour nous opposer des dissidences de plus en plus nombreuses et de plus en plus dangereuses. Chaque race a son trait caractéristique. En Angleterre, c'est « l'humour » ; en France, c'est « la blague », qui peut, dans les circonstances tragiques, être sublime ! Donc le mot d'ordre du Résident général était : « Pas de découragement, mais le *sourire*. »

C'était toute une politique. Il ne suffisait pas de la recommander : il était nécessaire, mais, à cause de ses risques, il était difficile de la pratiquer. Le général Lyautey paya d'audace. La Fortune aime ceux qui lui portent un défi. Tout de suite il se mit à l'œuvre. Dès le 17 novembre 1914, il tint à marquer que « la séance continuait », c'est-à-dire le travail, l'ordre, la confiance. Il inaugura les « Grands Magasins de Paris-Maroc ». Autour de lui, tout Casablanca affluait. Le bruit avait couru que la ville serait bombardée par mer ; c'était un faux bruit. Mais, la veille, il y avait eu, trop réel et trop sanglant, le combat de Khenifra. Si douloureuse qu'en eût été pour lui la nouvelle, il montra le plus grand sang-froid. « Il ne faut ni s'affoler, ni s'émouvoir ; conservez toujours la bonne humeur et la confiance que montre ici, depuis le début de la guerre, le colonel Targe, commandant de votre subdivision ; prenez exemple sur lui. » Certes, la caution était bonne ; mais, tombé de plus haut, l'exemple même du commandant en chef était plus décisif. Sa présence dans ces grands magasins, où s'affirmait la vitalité du commerce français, avait la valeur d'un symbole. La guerre n'avait pas arrêté l'essor économique du Protectorat.

Six mois après, une autre manifestation, à laquelle l'activité du colonel Targe n'avait pas été étrangère, permit au Résident général de préciser ce qu'il appelait, d'un mot déjà significatif, la « politique économique de guerre ». C'était, toujours à Casablanca, une Exposition d'horticulture. Le général Lyautey en dégagea la portée d'ordre général. Comparant la guerre à un jeu, porté, avec ses aléas tragiques, à sa plus haute et plus terrible puissance, il rappelait que, dès le début d'août, il avait joué « résolument, les yeux fermés », la « carte de la confiance ». Elle lui avait réussi. Tandis qu'il envoyait des renforts à la Métropole, il mettait son point d'honneur à opposer

les réalités constructives aux ravages dans lesquels s'acharnait « le plus sauvage des adversaires ». Il multipliait les chantiers, il ouvrait des routes et il encourageait la manifestation pacifique des œuvres fécondantes. Les officiers d'un bâtiment de guerre anglais, qui avaient visité l'Exposition agricole, ne s'y étaient pas trompés. « Voilà la vraie manière, avaient-ils dit, la vraie manière, élégante et française, de prendre au Maroc la place du commerce allemand. »

Mais, jusqu'ici, les initiatives n'étaient pas venues de la Résidence générale. L'Exposition d'horticulture avait été organisée par le président du Tribunal, « resté par ordre à son poste ». C'était un prélude. Déjà l'on savait que le Résident général avait l'« orgueilleuse prétention », comme il le disait avec une modestie prudente, d'organiser à Casablanca une exposition des produits d'exportation et d'importation. A son retour des avant-postes, il avait, de Fez à Meknès et dans le Gharb, traversé une « vraie ruche au travail », qui lui avait permis toutes les espérances. La confiance qu'il avait toujours eue dans la race indigène, « si intelligente et si laborieuse », s'était accrue au cours de ce voyage dans un pays merveilleux et il avait hâte de voir les Européens et les Marocains manifester, la main dans la main, leur union ordonnée, active et féconde. Il parlait ainsi le 9 mai 1915. Quatre mois s'étaient à peine écoulés qu'il ouvrait, le 5 septembre, à Casablanca, la première Exposition franco-marocaine.

C'était une date. Il fallait avoir une grande sûreté de coup d'œil pour risquer un geste aussi hardi, dont l'échec aurait donné à un aveu d'impuissance la portée d'une catastrophe. L'« orgueilleuse prétention » se traduisit par un succès retentissant, qui ne borna pas ses échos au Maroc. Chacun y avait mis du sien, officiers, fonctionnaires français ou indigènes, colons, industriels, sociétés financières, délégués régionaux, presse, tous et chacun, l'élite et le nombre. Le patronage du Sultan, acquis à l'idée dès le premier jour, avait secondé l'effort, courageux jusqu'à l'audace et confiant jusqu'à la témérité, du général Lyautey. La Métropole, gagnée par la contagion, avait apporté à l'Exposition une contribution si importante et, pour tout dire, si imprévue, qu'elle en avait fait « éclater le cadre primitif ». Le commissaire général, M. Berti, directeur du contrôle de la Dette, avait dû subir la « douce violence »,

dont se réjouissait le Résident, d'ajouter annexes sur annexes et vitrines sur vitrines. C'était une magnifique manifestation de « vie française ».

Mais il convenait d'en définir la portée. Évidemment, le Résident général, auquel il appartenait de la dégager, n'avait pas eu la vaine pensée de se donner, par amour-propre, la « paradoxale satisfaction » d'opposer aux œuvres de guerre, qui ensanglantaient le monde, une de ces expositions réjouissantes que la paix avait connues. Il n'oubliait pas qu'il commandait en chef et qu'il livrait une *bataille*. Aussi disait-il qu'il avait voulu faire un *geste de guerre* en organisant une *exposition de combat* contre l'Allemagne, dont l'organisation, la propagande et l'activité disciplinée s'exerçaient sur tous les terrains, et qui avait fait du Maroc un des enjeux de la guerre. Il fallait, pour la vaincre, la « contrebattre » dans tous les domaines, et non seulement l'y suivre, mais la devancer, afin de prouver notre « volonté de vivre et de prospérer par nous-mêmes, et de ne pas nous laisser asservir. »

Tant d'événements se sont produits depuis ce mois de septembre 1913, et, en quinze ans, tout s'oublie si vite, que je ne saurais trop insister sur l'audace clairvoyante de la première Exposition de *guerre* et de *combat* organisée par le Résident général. Il faut rappeler ses paroles. « Y a-t-il jamais eu une Exposition qui se soit ouverte dans de telles conditions, non seulement générales, mais aussi locales, alors que non seulement une guerre sans précédent couvre le monde de ruines, mais que, dans ce pays même, toute une partie est encore en guerre, et que la dissidence y offre à notre adversaire des foyers qu'il ne cesse d'attiser? Et voilà où est le paradoxe : c'est qu'ici, à Casablanca, cette manifestation du travail pacifique ne puisse se faire que parce que, sur notre front marocain, chaque jour des poitrines s'offrent aux coups, des baïonnettes se dressent, des fusils s'ajustent, pour maintenir notre sécurité et notre richesse... »

L'histoire retiendra ce « paradoxe » avec admiration et avec surprise. Sur l'heure, il frappa les indigènes. Le maréchal Lyautey a retenu un fait particulièrement caractéristique de l'impression profonde et décisive qu'ils en ressentirent. « Un des chefs insoumis qui, sur le front du Nord, tenait le plus opiniâtement tête au général Henrys, sur les descriptions qui



lui furent faites de cette Exposition, pris d'une curiosité irrésistible de la voir, sollicita une trêve et l'autorisation de s'y rendre, sous la condition de rester libre de venir reprendre ensuite son poste de combat. Si étrange et inacceptable que parût une telle requête, elle fut accordée. Il reçut le meilleur accueil et, au terme de sa visite, reconnut qu'il n'y avait rien de mieux à faire que de se soumettre, lui et ses contingents, ce qu'il fit. »

Cette soumission, qui valait par son caractère significatif, n'avait pas été un acte isolé. Les renseignements parvenus à la Résidence démontraient que les indigènes, rentrés dans leurs tribus, y rapportaient l'idée de notre force, de notre organisation, de notre persévérance. Nous avions « fait notre inventaire », mais ils avaient fait le leur. L'expérience avait si bien réussi qu'il fallait la recommencer. Mais, cette fois, au lieu de rester à Casablanca, où l'activité du port et le mouvement cosmopolite de la ville avaient favorisé son dessein, le Résident général voulut agir en plein territoire marocain et au milieu de la population indigène. Il choisit Fez. Ce fut dans l'enceinte même du Méchouer du Sultan, et « au pied de son pavillon personnel », qu'il eut « l'audace confiante » d'installer une *Foire d'échantillons*. Sa tactique économique continuait. Le pavillon français couvrait, enfin librement déployé, les marchandises dans un pays où le pavillon allemand, protégé par des consuls hardis et habiles, avait profité d'une organisation qu'il y avait plus d'intérêt à imiter qu'à mépriser. Quand nous pûmes pénétrer dans ces consulats, après avoir expulsé nos ennemis et placé leurs biens sous séquestre, nous y trouvâmes des *musées commerciaux* où rien ne manquait, ni les échantillons, ni les catalogues, ni les adresses. Cette propagande disciplinée, agencée avec un soin méthodique pour faire face à tous les besoins, dépassait l'idée que nous avions pu nous en faire. Le général Lyautey a dit que ce fut une révélation, mais, tout de suite, il y vit un exemple dont les leçons ne devaient pas être perdues.

Ainsi, la Foire de Fez, — une foire au sens commercial du mot, — était une réplique. Elle prolongeait en terrain avancé, et sous une autre forme, l'Exposition de Casablanca. En cherchant, par un échantillonnage aussi complet que les circonstances le permettaient, des débouchés sur le territoire maro-

cam, en sollicitant l'attention des indigènes et en s'efforçant de découvrir et de satisfaire leurs goûts, le Résident général associait à notre œuvre leur curiosité et leur intérêt.

Cette semaine de la *Foire d'échantillons* de Fez, du 15 au 22 octobre 1916, fut une nouvelle affirmation de notre ténacité et de notre méthode. Le général Lyautey ne manqua pas d'en déterminer le *but politique* et le *but économique*. Après ce qu'il avait dit à Casablanca, un an auparavant, il trouvait le moyen de se renouveler. Il excelle à épuiser tous les aspects d'un sujet, à se plier aux circonstances, à tenir compte des nécessités locales qu'il satisfait sans jamais leur sacrifier l'intérêt général. L'inventaire qui se dégage de son discours à Fez montre sa souplesse d'esprit, qui ne dément jamais son esprit de suite. Rien n'échappe et rien ne coûte à la variété véritablement extraordinaire de ses dons. Il ne lui répugnait pas de passer pour le « premier commis-voyageur du Protectorat ». Au contraire, il se parait de ce titre et, fier de le porter, il le justifiait par une activité continue, où le soldat et l'administrateur combinaient leurs efforts pour un but commun.

L'orage n'avait pas cessé, ni sur le front français où l'année 1917 connut des heures tragiques, ni sur le front marocain où les avances nécessaires à notre sécurité se heurtaient à une résistance acharnée. Pourtant, le général Lyautey conservait le « sourire ». Il inaugura, le 16 septembre, la *Foire d'échantillons* de Rabat. « Geste de guerre, exposition de combat, foire de combat », toutes ces formules traduisaient la même pensée et la même intention. La Foire de Rabat n'était pas plus que celle de Fez un centre d'attractions faites pour amuser : elle était le symbole de notre occupation durable, servie par l'espoir de la victoire, et l'expression de notre pénétration économique, qui était la raison d'être de notre Protectorat.

Afin d'éviter des « fausses notes », le Résident général donnait le ton et fixait le but. Que voulait-il ? Un *lien d'union* « des cœurs et des activités où tous les Français du Maroc pouvaient se regarder les yeux dans les yeux, se rapprocher les uns des autres et travailler la main dans la main ». Il ne suffisait pas d'avoir chassé le commerce allemand, qui avait pris partout des positions si fortes : il fallait le *remplacer*, au sens le plus large du mot, emprunter à ses méthodes ce qu'elles

avaient de bon et d'utile et, cette concurrence vaincue, rivaliser entre soi d'émulation loyale pour développer la prospérité française. D'autre part, ce *lien d'union*, qui avait changé en trois ans, attirait les Marocains, accourus de tout l'Empire, et leur révélait les richesses si variées de leur pays dont ils ne connaissaient encore que leur coin, leur région, leur tribu. Témoins de nos progrès, et frappés par le vrai visage de la France, ils en rapportaient l'impression saisissante jusqu'aux confins les plus lointains, soit pour encourager ceux qui collaboraient avec nous, soit pour ramener à nous les dissidents qui n'avaient pas encore compris l'étendue de notre force ou admis son emploi que dénaturait, sans jamais se lasser, la plus perfide propagande.

Cette force avait moins pour objet la conquête que la pacification. Pendant que le Résident général inaugurait la Foire de Rabat, les troupes du général Poeymirau dégageaient, à travers l'Atlas, le couloir qu'elles avaient ouvert vers la Moulouya, mais, en même temps qu'elles marchaient et qu'elles combattaient, elles construisaient des routes et des ponts; elles rendaient à l'exploitation des forêts magnifiques; elles libéraient le trafic commercial et elles développaient la vie économique, dans une région où le Khalifa se résignait, après des règnes d'insoumission, à rendre hommage au Sultan, dont il était le cousin. Du côté de Taza, arrivé à la limite extrême de la partie pacifiée, le groupe mobile refoulait les « obstacles vivants » qui s'opposaient à notre progression sur la route impériale dont l'achèvement devait réunir l'Algérie au Maroc. Ainsi, pour employer les expressions du général Lyautey, « *la guerre coloniale était créatrice de vie au lendemain même du combat*. Au lieu de laisser la terre morte là où elle passe, elle la féconde; elle y suscite des cités et des récoltes. »

Ce sont ces résultats qui ont fait la grandeur et la beauté de la bataille du Muroc. Elle a créé la vie.

LOUIS BARTHOU.

---

# CORRESPONDANCE

## DU PRINCE NAPOLÉON

## ET D'ÉMILE OLLIVIER

---

III <sup>(1)</sup>

(1872-1873)

---

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone, près Biella, 14 juin 1872.

Mon cher Prince,

Adelon m'avait écrit à moi-même ce qu'il vous charge de me conseiller. Il est inutile que je vous rapporte mes réponses à ces pauvretés, que j'aurais considérées comme blessantes, si elles étaient venues d'un ami moins éprouvé. Je sais aussi bien que lui, au moins, en quoi consiste le devoir et mieux que lui où est mon devoir. D'autres amis, plus anciens et plus habitués aux vicissitudes politiques, me supplient, au contraire, de ne pas gêner par une action prématurée le retour d'opinion qui s'opère en ma faveur, mais qui est loin d'être encore parvenu au point où il me sera possible de rentrer dans la vie politique. Et voici ce que ces jours-ci je lisais dans les *Ricordi* de Guicciardini : *Non correte furiosi alle cose, non le precipitate, aspettate la sua maturità, la sua stagione*. N'ayant à

Copyright by Ernest d'Hauterive, 1930.

(1) Voyez la Revue des 15 octobre et 1<sup>er</sup> novembre.

ma disposition ni une tribune ni un journal, je ne puis agir. Quant à aller donner des conseils qu'on vous reproche lorsque cela tourne mal et dont on ne vous sait aucun gré quand cela tourne bien, non ! J'ai assez longtemps fait ce métier de dupe. Désormais, lorsque je n'agirai pas, je me contenterai de regarder ceux qui agissent, de leur souhaiter bonne chance, et je garderai mes idées pour moi. Il me reste donc d'aller sur le boulevard, pour la première fois de ma vie, dire à M. Dréolle que l'Empire reviendra. Voilà pourquoi Adelon veut que je coure à Paris ! Vraiment, cela fait pitié ! Ce qu'il dit de mon discours à l'Académie n'est pas plus sensé. S'il vient avant celui du duc d'Aumale (1), il me réfutera. S'il vient après, je pourrai le réfuter. Aujourd'hui, ce serait un vain son ; plus tard, cela pourra être une manifestation utile. Je trouverais indécent au surplus, pendant qu'on juge Bazaine, qu'on vote des impôts, d'aller faire des phrases sur *Jocelyn*. Les néophytes sont terribles. Ils ont plus de zèle que de bon sens, et si on les écoutait, ils perdraient tout. Mais assez de rabâchage sur un sujet épuisé.

J'ai lu avec attention la discussion sur l'armée. Le discours de Trochu (2) est très remarquable et absolument vrai. Thiers a été intéressant, mais faux. Il nous faut une armée sérieuse de combat, d'un million d'hommes au moins. La loi nous en donne 650 000, car la partie du contingent exercée six mois et bientôt pas du tout ne peut entrer en ligne de compte. Aussi Thiers ajoute-t-il aussitôt qu'il ne comprend pas la guerre sans alliés. Mais c'est une niaiserie. Une Puissance n'existe que lorsque pour son existence elle ne dépend pas des autres, lorsqu'elle peut soutenir le choc de sa rivale désignée et prête. Et puis, les alliances doivent être payées et le prix n'est pas aisé à trouver ; ensuite, si nous avons des alliés, les autres en auront et les proportions se balanceront. Et puis, une alliance suppose des négociations, qui s'ébruitent... Tant que Metz et Strasbourg sont entre les mains de la Prusse, nous sommes avec elle en état de guerre. La paix de Paris n'est

(1) Le duc d'Aumale avait été élu membre de l'Académie française le 30 décembre 1871. Ce fut seulement le 3 avril 1873 qu'il prononça son discours de réception.

(2) Le 27 mai, le général Trochu prononça, devant l'Assemblée, un grand discours sur la réorganisation de l'armée. Les 6 et 9 juin, il prit encore la parole, à propos de la réforme du service militaire.

qu'un armistice, et vous ne devez avoir qu'une pensée : recommencer et nous relever.

Le système de Thiers n'a pour argument que des anecdotes et des autorités. Les anecdotes ! Quand on sait par expérience comment il raconte les anecdotes dans lesquelles on est mêlé, on peut affirmer que celles du temps passé sont au moins pour les trois quarts imaginées. Les autorités ! Supposez M. Thiers mort il y a cinq ans. Ses disciples, fanatiques, lorsqu'on discuterait entre la République et la Monarchie, invoqueraient ses paroles si dures contre la République et n'en démordraient pas. Il a vécu et il est président de la République. Comme mon Guicciardini a raison de dire : *E fallacissimo il giudicare per li esempi, perchè se non sono simili in tutto e per tutto non servono* (1) ! Sans doute ce que votre oncle et le maréchal Bugeaud ont dit des vieux soldats est vrai, d'une guerre de conquête à faire au loin, d'une guerre dans la vallée du Nil contre des Mameloucks ou dans les sables d'Afrique et les Arabes, mais tout autre chose est la guerre à la frontière, quand on arrive sur le champ de bataille en chemin de fer, et quand tout se décide en deux ou trois batailles, à quelques kilomètres de distance.

Les arguments contre l'organisation régionale sont faibles. Il n'y pas à redouter que les provinces renaissent d'une armée régionale, pas plus qu'elles ne sont nées d'une justice régionale par cour d'appel. Il peut sans doute arriver qu'une province soit plus éprouvée que l'autre. C'est un inconvénient, comme celui de la grêle qui frappe un canton et qui en épargne un autre, mais qu'est cet inconvénient à côté de l'avantage d'être toujours prêt naturellement, tandis que les moyens qu'on propose ne sont qu'artificiels ! Frédéric a ri quand nous l'imitions. Sans doute il a ri quand nous n'imitions que ses manœuvres de Potsdam, mais il n'a pas ri quand nous avons nous aussi substitué la baguette en fer à la baguette en bois, et ses enfants ont ri encore moins quand votre oncle a généralisé et développé sa tactique. Un mauvais mécanisme manié par un homme de génie est préférable à un bon mécanisme mis en mouvement par des hommes médiocres ou des ânes. Ce n'est pas une raison pour ne pas préférer un bon mécanisme à un mauvais.

(1) Rien n'est plus décevant que de se faire une opinion d'après des exemples ; car s'ils ne sont pas semblables en tout et pour tout, ils ne servent à rien.

Ce qu'il a dit de nos fautes est à peu près vrai. Il est certain qu'avoir déclaré précipitamment la guerre pour rester immobile pendant vingt jours est une grande erreur. Pourquoi l'avons-nous commise ? Parce que Lebœuf nous affirmait avoir de huit à dix jours d'avance sur la mobilisation prussienne, ce qui faisait que nous comptions suppléer l'infériorité du nombre par la qualité de nos troupes, de notre armement, et par la rapidité qui empêchait la réunion du sud et du nord de l'Allemagne, et nous permettait une première victoire dont le résultat était l'alliance de l'Autriche et de l'Italie. Si nous avions connu la réalité, nous aurions négocié, et il ne fallait pas un grand génie pour cela. Il n'est pas sûr cependant que nous ayons gagné ainsi les délais qui nous étaient nécessaires. Le roi de Prusse avait déclaré à Benedetti que le moindre mouvement de troupes de notre part c'était la guerre. Bismarck, qui venait en réalité de nous déclarer la guerre par son télégramme annonçant aux cours d'Europe le refus du Roi de recevoir notre ambassadeur, injure qu'aucune Puissance n'a jamais soufferte (je citerai les précédents), se serait prêté à nos manœuvres diplomatiques, tant que sa mobilisation n'aurait pas été terminée ; mais, la mobilisation terminée, il se serait rué sur nous militairement comme il s'était rué diplomatiquement. Nous y aurions gagné d'avoir, en même temps que la réalité, les apparences en notre faveur, mais à quoi cela nous aurait-il servi sans la force ? Cela ne nous eût valu ni une alliance, ni une victoire. Nous autres ministres, nous aurions été moins exécutés. L'Empereur l'eût été davantage. On n'eût pas parlé de la guerre follement entreprise et davantage de la guerre ineptement conduite...

La conclusion est que le service obligatoire est en même temps proclamé et esquivé, qu'on termine par une transaction le débat où il y avait lieu moins qu'ailleurs à ces *termini di mezzo* qui dans les affaires d'État perdent tout, qu'en réalité le vaincu, c'est le service obligatoire. Les six mois de service pour la 2<sup>e</sup> partie du contingent ne sont qu'une plaisanterie dispendieuse à laquelle on renoncera, si la loi dure, comme on a renoncé à la garde mobile de Niel, comme on sera obligé de permettre le remplacement, car cinq ans de service sans remplacement ne seront pas supportés. Lorsque je relis ces débats et que je songe à ce que le roi de Prusse a dû faire pour obtenir



son armée, il me semble évident qu'une loi militaire ne peut être qu'une œuvre de la dictature. Pourquoi n'écrivez-vous pas un opuscule, sur une question que vous connaissez à fond? Du reste, la loi de l'Empire sera aisée à faire. Élever le service de la 2<sup>e</sup> catégorie de six mois à trois ans et abaisser celui de la 1<sup>re</sup> de cinq à trois ans. A moins qu'on ne se décide de suite à la guerre: alors on maintiendrait pendant quelque temps la 1<sup>re</sup> à trois ans, ce serait deux ans d'efforts inouïs pour le pays, mais après, quelle renaissance glorieuse!

J'apprends à l'instant les élections (1). C'est un fait considérable. Qu'en dites-vous? A mon avis, c'est un symptôme très significatif. Voilà un premier résultat de l'affichage dans toutes les communes de France du discours du célèbre duc (2). Ces importants, noyés dans leurs enquêtes et aveuglés par leurs haines, ne s'aperçoivent pas que dans les campagnes il n'y a que deux forces : la République, représentant les instincts bons et mauvais de l'individualisme, et le Bonapartisme, représentant les nécessités de l'ordre et la notion de gouvernement.

Pour le paysan, le Bourbon, c'est la contre-révolution, les dîmes et les corvées. Les d'Orléans n'existent pas ou se confondent avec les Bourbons. Les Napoléons seuls sont à leurs yeux l'ordre et le gouvernement. L'assemblée bourbonnienne et orléaniste, ne pouvant pas introniser ses principes, n'a d'énergie que pour déconsidérer les Napoléons. Pendant un temps, le coup porte, mais contre l'ordre et l'idée de gouvernement, et profite à la révolution. Ils vont essayer de parer à ce résultat. Ils n'y réussiront pas, à moins d'un coup d'État contre le suffrage universel, ou d'une entente improbable entre les conservateurs. Il devient donc de plus en plus probable qu'aux prochaines élections nous passerons de la république sans républicains à la république avec républicains rouges. Ce qui amènera ou la réoccupation par les Prussiens ou une ère de violence, et dans les deux cas des conséquences qu'on ne saurait prévoir...

(1) Le 9 juin 1872, des élections partielles eurent lieu dans la Corse, le Nord, la Somme et l'Yonne. Un bonapartiste, Abbattucci, et trois radicaux furent élus.

(2) Duc d'Audiffert-Pasquier.

*Le prince Napoléon à Émile Ollivier*

Prangins, 6 juillet 1872.

Mon cher ami,

J'ai trouvé une lettre de vous ici, à mon arrivée d'Italie. Comme nous nous étions vus depuis, je ne vous ai pas répondu. J'ai eu quelques visites depuis mon retour. Elles n'ont fait que développer et paraphraser ce que les journaux nous disent. La séparation entre Thiers et les conservateurs est complète. Il s'appuie et est apprécié par la gauche, qui lui passe sa dictature, la protection industrielle, tout ce qu'il voudra, pourvu qu'il rende la République définitive, et lui accepte tout, pour rester président. L'Assemblée cédera. M. Thiers sera le maître absolu jusqu'à ce que la gauche le renverse, ce qui ne sera pas long. Ainsi, le triomphe de la rouge me paraît certain et inévitable. La seule grosse question aujourd'hui est de savoir si l'emprunt réussira (1). Si *oui*, cela ira encore quelque temps; si *non*, tout peut être remis en question et une catastrophe est très prochaine...

Tout le monde ici vous dit mille choses. Les enfants demandent souvent qu'on leur raconte des histoires, mais aussi jolies que celles de M. Ollivier, ce qui est difficile.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone près Biella, 10 juillet 1872.

Mon cher Prince,

Malgré tout ce qu'on m'écrit à moi aussi, malgré les prophéties lugubres de mon père et des miens, je ne crois pas à un avènement prochain des rouges. Une réaction ultra-conservatrice me paraît plus imminente qu'une explosion démagogique. Les catastrophes ne se réalisent pas lorsque tout le monde les voit venir. Il y a toujours quelqu'un ou quelque chose qui les conjure. Il en sera ainsi une fois de plus.

(1) L'emprunt de trois milliards, destiné à payer, en une seule fois, tout ce que la France devait encore verser à l'Allemagne. Le succès en fut colossal. L'emprunt fut couvert plus de treize fois.

Le jeu de chacun est bien clair. Les républicains que j'appelle opportunistes tentent d'escamoter les radicaux; les radicaux tentent d'escamoter les rouges; les rouges se préparent à absorber les radicaux, les radicaux à persiffler les opportunistes, après en avoir obtenu la république définitive. Quant à Thiers, après s'être fait nommer 26 fois par les conservateurs (1), il se met en mesure d'être renommé autant de fois ou fait président par les radicaux. La droite lui permettra-t-elle cette conversion au pouvoir? Cela me paraît moins certain qu'il y a quelque temps.

D'aucun des résultats probables de ces intrigues croisées je ne vois sortir la république rouge.

Si Thiers réussit, il fera une conversion nouvelle et de même qu'après avoir été nommé par les conservateurs il a servi les radicaux, après avoir été nommé par les radicaux, il se retournera du côté des conservateurs.

Si les radicaux le supplantent, ils feront eux-mêmes la réaction conservatrice et puis ils seront emportés. La destinée des radicaux et des opportunistes est d'être dépassés par les monarchistes s'il faut de l'ordre, par les rouges s'il faut de la liberté. Comme ils feront de l'ordre, ils seront dépassés par les monarchistes et par les seuls possibles, les bonapartistes. L'erreur de ceux-ci sera de se livrer à une réaction sans lendemain. Aussi est-il désirable que leur avènement soit retardé jusqu'à ce qu'un peu de sang-froid soit revenu dans les esprits. Ne sentez-vous pas bien amorties en vous les colères très vives d'il y a six mois? Le travail d'apaisement opéré en nous aura lieu dans l'esprit public.

Alors on pourra fonder et ne pas manquer le but en se précipitant au delà, comme on l'a dépassé une fois en restant en deçà.

Bon voyage à Londres et n'oubliez pas de présenter mes amitiés respectueuses à l'Empereur.

Je suis bien aise que vos enfants ne m'aient pas oublié. J'espère leur raconter plus tard d'autres histoires.

ÉMILE OLLIVIER.

(1) Lors des élections du 8 février 1871, M. Thiers avait été nommé député par 26 départements.

*Le prince Napoléon à Émile Ollivier*

Prangins, 19 juillet 1872.

Mon cher ami,

Vous voyez peut-être juste. Cependant les probabilités sont pour l'avènement rouge. Ce qui est certain, c'est qu'une grande modification se fait en France. On me l'écrit de tous côtés. Je crois que, dans quelques mois, il faudra absolument prendre un parti. Je désire donc bien vous voir. C'est nécessaire. Il faudra arrêter une conduite pour les élections et, si vous le voulez, nous nous entendrons.

Voici mes projets: je pars demain pour l'Angleterre; j'y terminerai mes affaires d'intérêt et politiques de façon à n'y plus retourner. Il n'y a rien à faire de ce côté activement. Je serai de retour ici le 20 août et j'y resterai jusqu'à la fin d'octobre, où j'irai m'établir à Milan, avec ma famille, pour l'hiver...

NAPOLÉON (JÉRÔME).

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Sans date.

Mon cher Prince,

L'essentiel en ce moment n'est pas la tribune, puisqu'on n'y peut parler librement. Ce serait un journal fort, sérieux, tour à tour audacieux et prudent, dont la politique se résumerait par un mot, qui serait en même temps son titre : *la Souveraineté nationale*. Il n'y a rien de pareil dans *l'Ordre*, ni dans *le Gaulois*, ni dans *Paris-Journal*, malgré les articles remarquables de Weiss. C'est à quoi je songe, mais pour cela l'argent est nécessaire. Acheter un journal existant serait plus avantageux. Le vin nouveau ne doit pas être mis dans de vieilles outres. Le mieux est de créer. Au point de vue affaire, ce serait même plus avantageux et l'argent dépensé en acquisition fructifierait davantage, employé en rédaction. Il faudrait former une société sur des bases que je développerai plus tard s'il y a lieu, mais qui financièrement serait divisée en 100 parts de 10000 francs chacune, dont 3000 payables immédiatement et

les 5000 autres en cas de besoin, probablement jamais, car avec 500 000 francs bien employés on peut fonder un journal productif. Pensez à cette idée. Voyez combien de votre côté vous pourriez réunir de souscriptions. Je chercherai combien j'en pourrais réunir du mien. Le seul homme qui ait compris le journalisme est Girardin, et, malgré ses travers, il a toujours conservé une influence; les honnêtes gens, profitant de son expérience, créeraient une puissance formidable. On ne réussit que par l'organisation et l'organisation n'est pas créée par des discours, mais par un club ou par un journal. Le club n'est ni dans votre possibilité, ni dans votre humeur: pensons au journal. Seulement, un journal n'est fort que s'il appartient absolument à celui qui le dirige, s'il n'est pas l'instrument d'un chantage financier. Il peut attendre l'abonné au lieu d'aller à lui, et il s'adresse au peuple. Ce n'est pas une concurrence du *Siècle* ou des *Débats* qui est à tenter, mais la création du journal populaire et démocratique à un sou, qui arrivera à tous les foyers.

Certainement je crois utile que nous causions d'abord. J'irai à Milan passer quelques jours, dès que vous y serez installé. Je ne demande pas mieux non plus que d'aller à Prangins. Vous ne doutez pas du bonheur que j'éprouverai à me retrouver chez vous, au milieu de tous les vôtres; je ne puis cependant pas encore répondre affirmativement à cause d'une visite que m'annonce mon beau-père en août, sans m'indiquer encore le moment. Si ce n'est pas à la fin, j'irai bien volontiers à Prangins, à cette époque.

Thiers a certainement raison lorsqu'il dit à l'Assemblée : « Voilà ce que je pense, faites-le ou je m'en vais. » Il a raison lorsqu'il ne met pas sur la même ligne la responsabilité anonyme corporative d'une assemblée et la responsabilité personnelle et perpétuelle d'un chef de pouvoir. Les assemblées vous obligent à la guerre, puis vous renversent pour leur avoir obéi. Tout homme d'État qui les traitera cavalièrement, la cravache à la main, avec le mépris qu'elles méritent, aura mes sympathies. Malheureusement, les idées au nom desquelles Thiers violente l'Assemblée sont fausses et il procède en violent qui s'emporte, non en homme de pouvoir qui s'impose. Guizot aussi s'est trouvé dans des conjonctures pareilles, au milieu des outrages et des injures. Comme son attitude fut

différente! Il ne perdit pas un instant la possession de lui-même et il respecta jusque dans l'indignation la majesté du pouvoir qui lui était confié. Et Lamartine au milieu des flots qui se succédaient à l'Hôtel de ville pour demander le drapeau rouge, et Cavaignac en butte aux indignités de Garnier-Pagès. Je ne parle pas, de l'Empereur, en qui la grandeur d'attitude, simple, douce et imposante est comme native. Il est impossible que Jacques Bonhomme, au demeurant très sensé et judicieux lorsque ses emportements sont passés, ne mette bon ordre à cette orgie politique.

On dit ici que l'Empereur va à Carlsbad.

ÉMILE OLLIVIER.

*Le prince Napoléon à Émile Ollivier*

Londres, Claridge Hotel, 29 juillet 1872.

Mon cher ami,

J'ai reçu ici votre dernière lettre sans date. Je partage votre avis pour le journal à avoir. Le titre est bon : *la Souveraineté nationale*. Quant à en fonder un, au lieu d'en acheter un existant, c'est à bien réfléchir. Il y a une grande concurrence. On vient d'en fonder un nouveau, *l'Espérance*. Je ne le lis pas. *L'Ordre*, abandonné par Duvernois, tombe beaucoup. Votre combinaison financière me paraît bonne, mais les parts seront difficiles à placer. Personnellement, j'y entrerais, mais ne connais personne à qui vous adresser.

Adelon doit être auprès de vous. Je l'envie. Ici, il fait une chaleur lourde, insupportable et malsaine. Aussi, j'aspire à terminer mes affaires et à retourner à Prangins, ce qui aura lieu bientôt; j'espère y arriver vers le 15 août. C'est là qu'il faudra me répondre. En attendant, je prends quelques bains de mer et m'appête à quitter l'Angleterre pour tout à fait. J'espère bien vous serrer la main. Vous savez mon goût pour les courses de montagne et si, à cause du séjour de votre père, vous ne pouvez venir à Prangins, nous nous rencontrerons peut-être chez vous.

L'Empereur va bien. *Elle* et le petit partent demain pour l'Écosse, faire un voyage de trois semaines. *Lui* va aller aux bains de mer, près de Portsmouth, où sa famille ira le rejoindre.

Il n'a jamais pensé à aller à Carlsbad. Il m'a parlé de vous avec un très grand intérêt et vous fait toutes ses amitiés.

Thiers va jouir de ses triomphes, mais je ne crois pas longtemps. Mes nouvelles sont alarmantes. La guerre civile est à l'état latent.

NAPOLEON (JÉRÔME).

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone, 5 août 1872.

Mon cher Prince,

Puisqu'un journal est impossible à organiser, n'en parlons plus et attendons ce que la Providence décidera de nous...

Il est bien certain que le parti bonapartiste cesse d'exister. On m'écrit de tous côtés que le découragement est général et que tout se dénoue et se décompose. Sans doute, la politique expectante serait la meilleure, si par là on entendait l'abstention du complot et des agitations inutiles, mais non si c'était le suicide et si on se condamnait au silence et à l'effacement. Attendre pour agir, sans doute, mais à condition qu'on parlât et qu'on organisât et qu'on s'affirmât sans cesse devant le pays. Peut-être ceux qui sont à la tête ont eu pour se résoudre des raisons que nous, spectateurs, nous ignorons et qu'ils ont pensé que cesser d'être pour un temps était le meilleur moyen de ressusciter. Attendons les résultats de cette politique mystique.

Je prie Adelon de vous communiquer une lettre-programme que j'ai adressée à un journaliste de Paris qui m'interrogeait. Cette lettre ne peut pas malheureusement être publiée. Il sera bon que vous la connaissiez.

Quels terribles anathèmes contre les capitulations, je trouve dans les œuvres de votre oncle! Campagnes de Turenne, 5<sup>e</sup> observation, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>. Guerres de Frédéric II, 19<sup>e</sup> observation, 2<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>. Et enfin ces notes sur la 21<sup>e</sup> observation : « Non, non, non, jamais de capitulation en pleine campagne, si vous voulez avoir des soldats et une armée. *Une capitulation qui vous sauverait 60 000 hommes ne vaudra pas tout le tort que fait à l'État la violation de ce principe.* »

ÉMILE OLLIVIER.



*Le prince Napoléon à Émile Ollivier*

Prangins, 27 août 1872.

Mon cher ami,

J'ai trouvé, à mon retour d'Angleterre, le 22, votre lettre du 5.

J'ai vu Adelon, qui a passé une journée avec moi. Il est rentré en France. Nous avons bien parlé de vous. Je suis dans un assez grand découragement. Je vois en noir pour notre pays et aussi notre cause. Je m'occupe du journal, mais c'est une grosse difficulté de trouver l'argent, qui est plus rare que vous ne semblez le croire. Les affaires de Corse me contraignent. Là aussi il y a une absence complète de direction, d'entente, et nous perdons du terrain. Je n'y vais pas pour le Conseil général, mais probablement à la fin d'octobre, pour préparer les élections et réunir un peu nos amis. De toute façon, j'espère que nous nous reverrons bientôt.

D'Angleterre, rien de nouveau. Plus le temps passe et plus c'est la même chose. C'est de la politique en fataliste. Le hasard seul fera tout. Rouher a fait une déplorable campagne. Son entrée à la Chambre est un échec. Il a tout à fait manqué son rôle, et c'est un échouement complet. Il valait beaucoup mieux qu'il n'eût pas été nommé que de constater ainsi son impuissance à parler même sur la question commerciale! S'il l'avait voulu, il aurait pu le faire, et c'était son strict devoir. Nous sommes bien ensemble, mais il ne m'écrit que des billets communs, sans importance.

Combien de temps votre beau-père reste-t-il auprès de vous? Je mets mon second fils (1) en pension avec son frère aîné. C'est un petit chagrin pour mon intérieur.

Je ne connais que trop le passage de Napoléon I<sup>er</sup> sur les capitulations! J'ai, dans mon bureau, un travail tout fait sur les principes de guerre de mon oncle, que je n'ose publier, quoique fort utile et instructif aux militaires, mais...

NAPOLÉON (JÉRÔME).

(1) Le prince Louis Napoléon.

*Émile Ollivier au prince Napoléon*Pollone près Biella, 4<sup>er</sup> septembre 1872:

Mon cher Prince,

Le tort général dans notre pays est de croire qu'un homme habile à parler est apte à tout. Le plus souvent il n'est capable de rien d'autre. Rouher en est une belle preuve. Sous l'Empire, on avait le choix entre deux politiques : celle de Persigny et la nôtre. L'une et l'autre auraient conduit à la grandeur. Rouher ne s'est prononcé ni pour l'une ni pour l'autre. Il s'est placé dans un système d'expédients contre lequel la nation a fini par se soulever. Aujourd'hui aussi on avait à opter entre deux politiques également fortes : celle de l'action, comme fut celle des Cinq, celle de l'abstention, comme fut celle de Hugo après. L'une ou l'autre, nettement pratiquée et expliquée au pays, eût donné une fière attitude aux Napoléons. Rouher se tient entre les deux et il s'engage de nouveau dans une de ces tactiques *del mezzo* qui compromettent toutes les causes. Il y a de plus dans sa conception une erreur fondamentale : il croit qu'on relèvera l'Empire à droite. La droite inspire au pays l'aversion que lui faisait éprouver jadis l'émigration. Plutôt que de se rallier à elle, il tolérera un Gambetta quelconque. L'Empire serait plutôt relevé à gauche. Mais le point fixe où il doit s'établir, je le répéterai à satiété, quoique ce soit en vain, est au centre, non pas entre la gauche et la droite, comme les tiers partis impuissants et intrigants, mais au-dessus des deux, et une main tendue des deux côtés, pour attirer à soi les conservateurs désillusionnés des vieilles monarchies et les démocrates dégoûtés des niaiseries et des atrocités démagogiques.

Du reste, à la décharge de Rouher il est juste de se rappeler qu'il a plutôt subi son rôle qu'il ne l'a recherché. Il a été porté à la tête du parti bonapartiste par un assentiment de même nature que celui par lequel Bazaine fut porté au commandement de l'armée du Rhin. Il n'y avait que lui. Rappelez-vous l'élan avec lequel Fleury vous disait, à Prangins : « Il sera votre Blacas, votre Berryer ! » Eh bien ! laissons le Blacas et le Berryer conduire les destinées du parti bonapartiste et, quoi que nous en pensions, évitons de le critiquer à voix haute,

encourageons-le plutôt, pour ne pas augmenter un désarroi assez complet déjà. Et puis, qui sait? Il se relèvera peut-être dans la session prochaine.

A la place de Thiers, je redouterais beaucoup la bonace actuelle, venue de fatigue plus que d'apaisement : pour les politiques, c'est l'heure des périls. Dans les maladies de poitrine, il y a quelquefois aussi de ces apaisements subits; on se réjouit, on se relâche des sollicitudes habituelles et le malade est emporté. Je n'ajoute pas : Dieu le veuille! car le peu de sens des bonapartistes est tel que je n'ose pas le souhaiter. Qui peut savoir où ils nous précipiteraient? Cependant, malgré tout, les chances sont pour eux. Ils sont fort peu occupés à s'y préparer et ils se montrent tous bien au-dessous de leurs devoirs. S'ils revenaient, ils se mettraient probablement de nouveau à abuser de la bonté de l'excellent Empereur. Ils croient avoir tout dit lorsqu'ils ont crié haro sur la liberté. La liberté n'est guère de mise aujourd'hui, du moins sous la forme parlementaire, car, sous sa forme civile et sociale, elle est la condition même de tout établissement politique, mais elle pourrait cependant faire quelque foudroyante réponse aux auteurs du Mexique de 66, du ministère du 9 août et des initiateurs de la déchéance du 4 septembre...

ÉMILE OLLIVIER.

*Le prince Napoléon à Emile Ollivier*

Chalet de Prangins, 7 septembre 1872.

Mon cher ami,

Reçu votre lettre du 1<sup>er</sup> septembre. Une course de montagne m'a empêché de vous répondre plus tôt. Ce que vous dites de deux politiques à suivre est parfaitement vrai, et, en fait, on a pris le mauvais côté des deux conduites. Je m'en suis expliqué très nettement et viens encore de l'écrire à M. Rouher.

Sans me séparer de mon cousin, je *m'abstiens* et ne veux en rien coopérer à une conduite que je ne comprends pas. Vous savez que c'est un des motifs qui m'ont fait quitter l'Angleterre. Les lettres que je reçois sont très découragées : la France s'en va, nous avons une sorte de pourriture d'hôpital politique.

M. Thiers, en empêchant un définitif quelconque, fait un grand mal au pays. Il sera criminel devant l'histoire. Tout, même les rouges, valait mieux qu'un provisoire, qui empêche et ajourne tout dans la situation affreuse où nous sommes après nos désastres et nous énerve tout à fait. Je crains beaucoup pour notre pays ! On m'écrit que Gambetta lui-même est découragé et qu'il aurait dit : « Je suis effrayé des dangers de la succession de M. Thiers. Je serai forcé de m'appuyer sur les éléments conservateurs, et, au bout d'un mois, les frères et amis m'assassineront ! »

Les nouveaux impôts nous ont donné un déficit de 82 millions, dans les six derniers mois, sur les évaluations. La contrebande, surtout du côté des Prussiens, se fait sur une grande échelle et diminue beaucoup le produit des douanes.

J'ai eu beaucoup de visites d'amis, d'indifférents, et tous sont découragés et abattus.

Je pense à notre rencontre. Elle sera non seulement agréable mais utile. J'ai vu Philis (1), un peu sceptique, mais fort intelligent, fort agréable et dévoué.

Ne souffrez-vous pas un peu de votre grand isolement ?

J'ai vu aussi quelques Italiens, un avocat, Maurini, très bavard, mais intelligent, qui m'a parlé affectueusement de vous. *L'Ordre*, m'écrit-on, a été acheté par Fleury, qui change toute la rédaction.

NAPOLEON (JÉRÔME).

Chalet de Prangins, 29 septembre 1872.

Mon cher ami,

... Il ne faut pas se dissimuler que le parti se dissout, s'égrène, qu'il est dans la plus grande anarchie, que Rouher, en voulant tout faire, tout diriger et ne faisant que peu, ne parlant même pas, lui a porté un grand coup. *L'Ordre* va, je crois, disparaître. On s'occupe cependant d'une combinaison, mais je ne sais si cela aboutira.

Je songe à aller à Milan, pour y préparer l'installation de ma maison, dans le courant de ce mois. J'espère bien alors qu'en vous donnant un rendez-vous, nous pourrions nous voir

(1) Philis, ami personnel d'Émile Ollivier, avait été son secrétaire général au ministère de la Justice.

et causer, ce qui devient indispensable. Après la dissolution d'un parti, qui a sa raison d'être, qui représente des sentiments et des intérêts, il faudra bien que les mobiles prennent une nouvelle forme, et cela arrivera. Quant au système suivi jusqu'à présent, il est déplorable. Je l'ai écrit, non pour me séparer, mais pour me dégager.

Chalet de Prangins, 5 octobre 1872.

Mon cher ami,

Je lirai avec bien du plaisir votre dialogue entre Michel-Ange et Raphaël.

Je pense que le dernier discours de Gambetta (1) a modifié la situation. Cela est une révélation pour les stupides conservateurs, qui espéraient l'ordre avec la forme actuelle. Cela démasque et fait toucher du doigt la bêtise et la blague de la politique de M. Thiers, qui dit : « Laissez-moi au pouvoir, et je calmerai la révolution; je réparerai les désastres et tout sera pour le mieux; pourvu que j'établisse la forme républicaine, les révolutionnaires seront satisfaits et j'établirai, avec vos conservateurs, la bonne réaction de la rue de Poitiers, en 1848. » Ce rôle est devenu beaucoup plus difficile et percé à jour. Ce sont les nouvelles que je reçois...

Quant à moi, j'envisage toujours la situation ainsi : l'Empire a le plus de chances ou est le moins impossible. Le modus de la restauration offre de grandes difficultés, qui se résoudront selon les événements dont on ne peut prévoir les détails.

Ce qui est un autre grand obstacle, c'est la personne du chef; c'est sa conduite, son manque de fixité, de caractère, de philosophie dans l'esprit ou l'absence complète de l'esprit de pratique et de détail... Voilà ce qui diminue les chances...

Je vois beaucoup de monde. J'ai eu assez de visites, mais, mon Dieu! que nos compatriotes livrés à eux-mêmes sont généralement peu instruits, peu intelligents des choses politiques, peu ou point capables de se conduire eux-mêmes! Ce

(1) Gambetta venait de se livrer à une grande campagne oratoire à travers la France. Il s'agit probablement ici d'un important discours qu'il prononça le 16 septembre, à Grenoble, et dans lequel il fit appel à une nouvelle couche sociale pour gouverner désormais la France.

sont comme des chevaux qu'il faut mener et qui se cassent la tête s'ils sont seuls.

Il fait un temps affreux. Cela me fatigue et me rend souffrant, par le manque d'exercice.

NAPOLEON (JÉRÔME).

Assez subitement, au début d'octobre 1872, le prince Napoléon se décida à venir, avec la princesse Clotilde, auprès de Paris, au château de Millemont, en Seine-et-Marne, chez Maurice Richard, ancien ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Ollivier. Il comptait y voir quelques-unes des personnalités du parti bonapartiste. Mais à peine arrivé, il reçut du gouvernement l'ordre de sortir de France, et, le 12 octobre, il était reconduit à la frontière. Par une lettre adressée le jour même à M. Grévy, président de l'Assemblée nationale, il protesta énergiquement contre cette mesure. Quelque temps après, le 1<sup>er</sup> novembre, il portait plainte, auprès du procureur général, contre le ministre de l'Intérieur (1). Sur la réponse du procureur général que cette décision était d'ordre gouvernemental, il adressa une pétition à l'Assemblée nationale, qui passa à l'ordre du jour. Bien décidé à épuiser toutes les juridictions, il attaqua devant la 1<sup>re</sup> chambre civile de la Seine les fonctionnaires chargés de son expulsion : le 19 février 1873, ce tribunal devait se déclarer incompétent.

*Le prince Napoléon à Emile Ollivier*

Chalet de Prangins, 18 octobre 1872.

Mon cher Ollivier,

Au moment de partir pour la France, j'ai reçu votre lettre du 4. Les péripéties de mon voyage, que vous avez probablement lues dans les journaux, m'ont empêché de vous répondre plus tôt. Le 13, dès mon retour, je vous ai envoyé une dépêche télégraphique. Votre femme m'a répondu, le 16, que vous étiez absent. Ces différentes dates vous expliquent pourquoi je ne vous ai pas écrit plus tôt au sujet du dernier incident. J'aurais bien voulu causer avec vous et avoir votre avis sur la suite à donner à cette affaire, que je suis décidé à poursuivre par tous

(1) Ces deux documents se trouvent dans la brochure du prince : « Choix de discours et de publications. »

les moyens à ma disposition, devant la justice (je fais un procès), devant l'Assemblée (j'ai écrit au président et je vous envoie ma lettre), devant l'opinion. La presse s'en occupe et est généralement favorable. Les journaux anglais surtout sont extrêmement violents contre M. Thiers.

Pensez-vous qu'il en soit de même de la presse italienne? Je ne reçois aucun journal d'Italie.

C'est donc, vous le voyez, une campagne légale que je commence, sans grande illusion, mais que je poursuivrai avec persévérance et énergie, quelque désarmé que je sois. Sans grandir un incident que le temps va sans doute faire oublier, je crois que M. Thiers a commis une grande faute et que nous pouvons en tirer parti.

Ce que je tiens à vous expliquer, ce sont les motifs qui ont déterminé mon voyage. Les nouvelles que je recevais étaient très contradictoires. Notre parti divisé et abattu, j'ai pensé qu'il fallait me rendre compte par moi-même de la situation, qu'au point de vue des élections futures ma présence en France deviendrait indispensable. De loin on ne fait rien et on perd ses meilleures chances. Quant à entamer une négociation pour savoir si le gouvernement reconnaissait oui ou non mes droits de citoyen, je me suis convaincu qu'elle serait longue, inutile et n'aboutirait pas. Je me suis donc décidé à faire un acte, et, en même temps, j'ai agi avec prudence, n'allant pas à Paris et me faisant accompagner par ma femme. Le secret étant indispensable pour arriver en France et empêcher les ordres préventifs du gouvernement à la frontière, je n'ai pas dit un mot à qui que ce soit et n'ai préparé mon voyage qu'avec nos deux amis, MM. Adelon et Richard. Je ne saurais trop me louer de leur dévouement et de leur énergie. Ce n'est qu'arrivé à Millemont, où j'ai été tranquille pendant deux jours, la police ayant perdu ma trace, que j'ai fait prévenir M. Rouher et quelques-uns de mes amis. M. Rouher n'a pas montré le moindre étonnement que je ne l'aie pas consulté. Il s'est montré plein d'énergie et m'a donné de bons conseils. Son concours m'était, du reste, indispensable pour réunir le parti bonapartiste, sa presse, ce qui du reste m'a été très facile.

Je n'ai informé mon cousin de ma décision qu'au moment où je passais la frontière. J'ai reçu de ses nouvelles, et il approuve complètement ce que j'ai fait, surtout à la suite de la



tournure que la violence de M. Thiers a donnée à cet événement. Comme résultat, il a eu celui de forcer M. Thiers à un acte arbitraire, de le faire blâmer par des gens souvent indifférents, de me donner des appuis sur lesquels je n'étais pas habitué à compter, tels que beaucoup de légitimistes et d'orléanistes, de réunir tous nos amis, depuis les bonapartistes autoritaires jusqu'aux bonapartistes libéraux, des hommes du 2 décembre et du 2 janvier.

D'après vos dernières lettres, d'après ce que Philis, qui est à Nyon pour quelques jours encore, me dit, je crois que vous aurez été étonné de ce que j'ai fait, votre disposition d'esprit étant, il me semble, au calme et à l'abstention. C'est pour m'éclairer de vos avis, si élevés et si dévoués, et pour vous exposer ma manière d'envisager la situation que j'aurais été heureux de causer avec vous, ce que votre absence m'empêche de faire.

J'ai l'intention de rester encore une dizaine de jours à Prangins, d'aller ensuite, par le Simplon, vers la fin du mois, à Milan, pour deux jours, y préparer un logement, de revenir ensuite ici, pour repartir avec ma famille passer l'hiver à Milan, vers le 15 novembre. Ces projets sont naturellement soumis aux événements imprévus qui peuvent survenir, tels qu'une demande de la justice française de me faire comparaître, si elle est un peu énergique. S'il entre dans vos conventions de nous ménager un rendez-vous qui puisse cadrer avec les dates que je vous indique, j'en serai très heureux.

Vous avez oublié de m'envoyer votre dialogue entre Michel-Ange et Raphaël. J'ai lu avec grand plaisir votre dédicace que les journaux ont publiée.

Quoique mon séjour ait été bien court et bien entravé en France, j'ai pu y constater certains symptômes importants.

NAPOLÉON (JÉRÔME).

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone près Biella, 24 octobre 1873.

Mon cher Prince,

Si votre tentative n'était pas faite, je vous soumettrais mes objections. Elle est faite, je n'ai qu'à approuver. Tous vos actes ont été parfaits et vous avez adopté la seule conduite digne de

vous. Persistez-y, je désire que vous y marchiez, escorté jusqu'au bout par vos alliés du premier moment, et que l'opinion vous dédommage des déboires qui vous attendent devant la justice et devant la Chambre.

Le résultat des élections est significatif. C'est le triomphe net, clair, certain des radicaux et la défaite des républicains conservateurs. Maintenant, maîtres de l'armée et de l'Assemblée, les royalistes se laisseront-ils escamoter? Jusqu'à présent je ne l'ai pas cru, et c'est ce qui fait que je vous écrivais récemment : « Je ne crois pas aux rouges. » Nous allons voir. Si l'Assemblée se laisse encore jouer et dompter, vos prédictions auront été plus justes que les miennes et nous aurons les rouges...

Je viens de faire un voyage bien pénible, au milieu des inondations. Je ne bougerai plus et j'irai à Milan quand vous voudrez.

Je vous ai écrit de Turin. Ma femme vous a envoyé mon livre et a écrit à la Princesse en lui transmettant un article de la *Gazette piémontaise*. Le langage des journaux italiens a été le même, mais sans insistance.

Depuis trois semaines, il pleut jour et nuit. C'est à donner le spleen. On ne peut mettre le pied dehors.

ÉMILE OLLIVIER.

*Le prince Napoléon à Émile Ollivier*

Chalet de Prangins, 27 octobre 1872.

Mon cher Ollivier,

Merci de ce que vous m'écrivez. En vous voyant, je vous expliquerai les motifs de mon voyage, qui étaient de sortir de l'équivoque, surtout en vue des élections, et de prouver que je me mettais en avant quand cela était nécessaire. Du reste, je ne me fais aucune illusion : cela aboutira *peut-être* à une loi d'exil, *certainement* à un exil de fait, tant que durera M. Thiers. Je poursuis mon procès ou mes procès, car je m'adresserai à toutes les juridictions. Le choix d'un avocat m'a préoccupé, et je me suis arrêté à M. Pinart. J'ai plusieurs motifs que je vous expliquerai. Je l'attends demain ici...

Il est incontestable que les rouges arrivent!...

NAPOLÉON (JÉRÔME).

En France, on avait hâte de sortir du provisoire dans lequel on vivait depuis la chute de l'Empire, d'arriver enfin à une forme définitive de gouvernement. Dans son message du 13 novembre 1872, pour la rentrée de l'Assemblée nationale, M. Thiers posa la question. « La République existe », dit-il. Et quelques instants après il ajoutait : « La République sera conservatrice ou elle ne sera pas. » Acclamé par une partie de l'Assemblée, il fut vivement attaqué par les royalistes, qui n'avaient aucunement renoncé à une restauration monarchique. Pendant les semaines suivantes, la lutte continua contre lui, et la confusion, qui, depuis des mois, obscurcissait la situation politique, ne fit qu'augmenter, sans que l'on pût encore prévoir l'issue de cette bataille parlementaire.

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone-Biella, 11 décembre 1872.

Mon cher Prince,

J'attendais pour vous écrire que les événements aient pris couleur, que la crise, comme on dit, eût abouti. Mais la droite et Thiers me font l'effet de ces gondoliers vénitiens, qui s'injurient beaucoup de loin et qui adouci-sent le ton dès qu'ils se rapprochent. Ils ne sont pas plus vaillants les uns que les autres. Thiers seulement est le plus roué. Cela lui donne des chances. J'assiste, du reste, à tout cela avec une complète indifférence. Ceci n'est pas encore la vraie bataille; s'use qui voudra à ces niaiseries, je préfère ne songer qu'à mes études et attendre...

*Le prince Napoléon à Émile Ollivier*

Chalet de Prangins, 20 décembre 1872.

Mon cher Ollivier,

J'ai trouvé votre petit mot du 11, à mon retour de Londres, où j'ai fait un voyage de quelques semaines. Mon cousin est assez souffrant. Cela vous explique mon long silence. Je fais mes préparatifs de départ pour Milan, où j'irai après avoir terminé quelques affaires ici.

J'ai vu plusieurs de nos amis en Angleterre et en Belgique. La situation est déplorable en France. C'est un gâchis, une

anarchie, une absence de patriotisme, une dissolution complète. Ah! non, nos amis ne sont ni vaillants ni intelligents! Les événements, cependant, sont très favorables, c'est incontestable. Thiers aura le dessus contre l'Assemblée; elle finira par se dissoudre, et après? Thiers sera emporté, n'en doutez pas...

J'attends une lettre, que Gramont doit publier, qui prouve l'appui promis par M. de Beust, au nom de l'Autriche. Connaissiez-vous cette publication qui doit avoir paru avant et que j'attends? Avez-vous lu le premier volume de l'enquête sur le 4 septembre? Allez-vous passer tout l'hiver dans votre vallée?

NAPOLÉON (JÉRÔME).

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone près Biella, 30 décembre 1872.

Mon cher Prince,

J'avais lu dans un journal que vous étiez à Londres et je ne m'étonnais pas de votre silence. Je suis bien fâché de ce que vous dites de votre cousin. J'espère que ce n'est qu'un accident momentané...

Je suis, sans beaucoup de passion, le développement de la crise, dont le résultat sera l'intronisation présidentielle de Thiers et je m'étonne peu des misères d'esprit qu'elle fait étaler. Cependant, j'ai trouvé que le vote des bonapartistes contre la dissolution dépassait la mesure permise dans l'erreur. Gambetta, cette fois-ci absolument dans le vrai, dénie à l'Assemblée le caractère de constituante, ce qui implique la nullité de la déchéance, et les bonapartistes, pour ne pas se séparer du duc [d'Audiffret-Pasquier] leur cinglant insulteur, votent pour l'Assemblée, confirment la déchéance et déchirent une fois de plus les plébiscites que le bonapartiste a déjà trop déchirés! C'est probablement très habile, mais cette habileté m'échappe. Les Césars et les Médicis étaient des hommes d'ordre, mais dans le parti populaire, et Napoléon I<sup>er</sup> employait les conventionnels. Négliger, dédaigner les conservateurs serait impolitique: se fonder à eux, se tapir dans leurs idées serait un suicide. Après tout, c'est le peuple qui décidera; or le peuple acceptera une dictature démocratique, jamais une dictature d'ancien régime. J'écris ces idées à l'Empereur en lui souhaitant la bonne année...

*Le prince Napoléon à Émile Ollivier*

Chalet de Prangins, 31 décembre 1872.

Mon cher ami,

Les nouvelles de mon cousin, de Chislehurst, sont meilleures, mais il lui faut des soins sérieux et des souffrances pendant quelques semaines. J'ai cependant bon espoir. Quand nous nous reverrons, je vous donnerai des détails.

Vous savez que je partage votre opinion sur la conduite des bonapartistes à la Chambre. Je l'ai dit et écrit, ce sera même publié et je vous l'enverrai. Dans la question de dissolution, ils devraient parler pour l'appel au peuple et au vote s'abstenir, mais...

L'affaire de Gramont fait beaucoup de bruit. Je crois que c'est bon et que M. Thiers sera blâmé par l'opinion publique de sa haine aveugle de l'Empire. Vous avez copie de la note de Beust, qui sera tué comme homme politique?

J'ai reçu des nouvelles des personnes qui vous ont écrit. Il faut, je crois, beaucoup de prudence. On serait vite et inutilement compromis. Je vous envoie une note coupée de *l'Ordre*. Je n'y attache pas d'importance, mais il faut que cette propagande fasse un certain bruit pour que *l'Union* en parle.

NAPOLEON (JÉRÔME).

P. S. — Est-ce que votre solitude, attristée par le mauvais temps, ne vous pèse plus? Adelon m'a dit, à Bruxelles, que vous aviez des projets de voyage à Athènes. Dès mon arrivée à Milan, je vous écrirai. En attendant, adressez à Prangins toujours.

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone, 3 janvier 1873.

Mon cher Prince,

Peu m'importe que Beust soit coulé! Ce qui est intéressant c'est que notre justification commence. La lettre de Mercier est

excellente aussi. Le 29 décembre, *l'Univers* terminait le premier Paris par ces mots : « Le gouvernement impérial a mis moins d'empressement qu'on ne l'avait cru à relever le gant que nos ennemis nous avaient jeté, et certainement, si Napoléon III avait reculé, il serait tombé sous le mépris public aussi complètement qu'après Sedan. » Voilà ce que dira l'histoire et la France, dès qu'elle se retrouvera.

Je ne conseillerai jamais de se confondre avec les radicaux. Il serait mieux, plus moral, plus patriotique de se confondre avec les conservateurs. Mais les radicaux sont une infime minorité, dès qu'on en détache le peuple, qui, dans sa majorité, n'est pas radical et qui ne se livre à eux que s'il se sent menacé par l'ancien régime. Les bonapartistes ont pour mission spéciale de séparer le peuple du radicalisme en les séparant, par l'ordre des principes légitimes, de la révolution. Voilà ce qui n'a pas été dit encore au pays et ce qu'on devrait dire un jour : « En dessous de nous il y a deux minorités : l'une veut l'ordre, mais l'ancien régime ; l'autre veut le régime nouveau, mais le désordre. Nous sommes le nouveau régime et l'ordre. Les conservateurs se désient du peuple. Les radicaux l'exploitent et le trompent. Nous le servons et nous le protégeons contre les entraînements funestes. »

Ma solitude, loin de me peser, me ravit ; me trouvant très bien de santé, je travaille ferme. Je compte en effet, pour me reposer des travaux d'hiver, aller soit à Athènes, soit à Rome, mais au printemps, du 15 avril au 15 mai.

Ce que vous dites de l'Empereur me fait de la peine. Espérons que cela ne sera rien.

Pollone, 9 janvier 1873.

Mon cher Prince,

Les dépêches des journaux m'expliquent les termes de votre dernière lettre. Je vois qu'on a fait une seconde opération plus importante que la première. Cela m'inquiète. Donnez-moi des nouvelles précises, si vous en avez...

ÉMILE OLLIVIER.

Napoléon III mourait, à Chislehurst, le jour même où Émile Ollivier écrivait ces lignes, le 9 janvier 1873.

*Émile Ollivier au prince Napoléon*

Pollone, 11 janvier 1873.

Mon cher Prince,

Adelon m'avait écrit hier une lettre pleine de confiance ; à dix heures, je reçois une dépêche qui m'annonce la mort. Il y a longtemps que je n'ai éprouvé une douleur aussi poignante. J'avais pour lui une profonde affection : était-il possible de l'approcher sans l'aimer pour sa nature si haute, si noble, si bonne ? De bien graves devoirs vont maintenant commencer pour vous. Comme il me tarde de vous voir ! Dès que vous arriverez à Milan, écrivez-moi ou télégraphiez-moi (le télégraphe vient maintenant jusqu'à Pollone) : je viendrai. J'ai écrit de suite à l'Impératrice. Plus tard j'écirai à son fils.

Le jour d'un pareil malheur, on n'a qu'une consolation, c'est de s'aimer davantage.

Bien tendrement à vous. Ma femme unit sa douleur à la mienne et offre avec moi ses respects à la Princesse.

Pollone, 13 janvier 1873.

Mon cher Prince,

Laissez-moi vous parler en ami dévoué et fidèle. Quelles que soient les dispositions de l'Empereur, acceptez-les. S'il a confirmé la régence à l'Impératrice, déclarez tout haut que vous serez à ses côtés, comme vous l'eussiez été auprès de l'Empereur. Ne soyez pas un sujet de division. Sacrifiez tout, supportez tout pour le moment. Votre rôle historique est à ce prix. Vous vous perdez, si l'on aperçoit en vous le moindre sentiment personnel. Plus tard, si la politique dévie, vous ferez vos réserves. Aujourd'hui, ayez une abnégation sans limites. Si l'on doit sombrer, que cela ne soit pas par vous.

Je suis trop désolé pour vous écrire longuement, mais j'aurais manqué à l'amitié si je ne vous avais pas écrit ces lignes.

De cœur tout à vous.

ÉMILE OLLIVIER.



---

## LE MÉNAGE DE SHELLEY

Le mariage de Shelley et d'Harriet, sa compagne depuis deux ans, suivi presque aussitôt, à quelques semaines d'intervalle, de son coup de foudre pour Mary Godwin, de sa fugue avec elle en Suisse, de son retour, des inextricables embarras de son séjour à Londres, tout cet épisode incohérent de l'été et de l'automne de 1814, qui est la grande crise de la vie du poète et qui se termine deux ans plus tard par le suicide d'Harriet, n'a pas moins occupé les biographes anglais qu'a fait chez nous l'aventure des amants de Venise. Il existe sur ce sujet toute une littérature. Les témoins et les acteurs ont versé aux débats leur version des choses. Les amis du poète, Hogg, son camarade d'Oxford, et le spirituel Peacock, ont rapporté chacun à sa manière le récit des faits : le premier dans sa *Vie de Shelley*, dont les deux premiers volumes parurent en 1838 et donnèrent lieu aux corrections et aux critiques du second, qui forment ses précieux *Mémoires sur Shelley* ; mais il n'y a pas moins à prendre dans la nouvelle humoristique qu'il avait écrite dès 1818, au lendemain des événements, *l'Abbaye du Cauchemar*, badinage qui demeure le plus agréable persiflage des folies romantiques.

Jusqu'à présent pourtant nous ne possédions, en fait de documents originaux, que quelques billets d'Harriet à son amie de Dublin, Catherine Nugent, et le journal de Mary ainsi que les lettres écrites à celle-ci par Shelley pendant l'automne, au moment de leur séparation forcée. Des lettres du poète à Harriet nous n'avions conservé qu'une seule, la fameuse lettre datée de Troyes, le 15 août 1814, lorsque le couple fugitif, accompagné d'une sœur de Mary, traversait la Champagne à pied, en tirant un âne par la bride, pour gagner un refuge en Suisse, à travers les alarmes de la campagne de France, les misères de la guerre et le va-et-vient des armées.

On connaissait pourtant l'existence d'une dizaine d'autres lettres qui avaient été produites devant les juges par Eliza, la sœur d'Harriet, au moment du procès intenté par le poète pour la garde des enfants de la morte. Ces lettres dormaient depuis un siècle aux archives de Chancery Lane. Elles s'étaient dérobées aux fouilles les plus patientes. Elles avaient échappé à Peacock, en dépit de deux ans de chasse, puis à Kegan Paul et au savant professeur Dowden, le biographe de Shelley, à Ingpen enfin, l'éditeur de la correspondance. Un chercheur heureux, M. Leslie Hotson, qui avait découvert en 1923 les rapports de police sur l'assassinat de Marlowe, en remuant d'autres liasses dans ces archives poudreuses, eut la surprise de rencontrer dans une série inexplorée, qui n'étaient plus les dossiers des juges, mais ceux des avocats, une chemise portant la mention *Shelley v[ersus] Westbrook* et contenant les lettres disparues depuis si longtemps. Ce sont ces lettres qui viennent d'être publiés (1).

Ce n'étaient point des autographes, mais des copies communiquées au défenseur du poète pour préparer sa plaidoirie. On a tout lieu pourtant de tenir le texte pour authentique. Quelques fautes du scribe se laissent aisément rectifier. Ce sont bien les paroles elles-mêmes et les cris de Shelley, plus émouvants encore, ce semble, sous la forme où nous les avons, grossoyés par un clerc d'une plume distraite et négligente, battements d'un grand cœur froidement enregistrés par le greffe et pesés dans les balances de la chicane. Voici dans leur nudité, sans apprêt, sans littérature, sans aucune transformation poétique, tous les désordres de ce cœur. Donnons-les au lecteur comme une page inédite de l'*Ariel* de M. André Maurois.

## MARIAGE ÉCOSSAIS

C'est au printemps de 1811 que Shelley, expulsé d'Oxford pour un manifeste incendiaire, la *Nécessité d'être athée*, se lia à Londres, dans la pension de Miss Fenning, à Clapham, avec une amie de ses sœurs appelée Harriet Westbrook. Cette jeune fille, âgée de seize ans, fille d'un cafetier retiré des affaires, était la plus jolie élève de la maison : une

(1) *Shelley's lost letters to Harriet*, edited by Leslie Hotson, Faber and Faber, édit., Londres, 1930.

matinée de printemps, une jolie taille, une fraîcheur éblouissante, un teint de lys et de roses, et tout autour de ce riant visage un nuage de cheveux de nuance noisette. Transparente, c'est le mot dont se sert Peacock pour la décrire : il suffisait de la voir une fois pour la connaître tout entière. Cette beauté naturellement lui faisait des jalouses, et elle se croyait malheureuse. Elle n'en fut que plus aise d'être distinguée, aux yeux de ses compagnes bourgeoises, par le petit-fils d'un baronnet, héritier d'un beau nom et d'une grosse fortune, et qui avait en outre une figure d'ange. Shelley avait toujours eu le zèle de l'apôtre, le goût de conquérir les âmes. Il avait essayé de bonne heure sa vocation sur ses sœurs et leurs jeunes amies. La néophyte qui s'offrait, pleine de bonne volonté et faisant les yeux doux, ne pouvait manquer d'être la bienvenue.

Mais la belle n'était pas seule, comme Shelley n'allait pas tarder à s'en apercevoir. Elle avait une sœur, Eliza, qui aurait pu être sa mère, femme de tête qui vit tout de suite le parti à tirer de la situation. Il était facile de voir que la petite soupirait pour le jeune gentleman. Cette femme pratique, loin de moriger sa sœur, ne pensa qu'à la compromettre, bien sûre de ce qu'elle faisait, dans le dessein louable d'établir sa cadette et d'assurer, avec un titre, la fortune de la maison. Le jeune homme avait beau professer sur le sacrement les doctrines les plus subversives et se déclarer un champion résolu de l'union libre, qu'à cela ne tiennent ! Ce détail n'était pas pour arrêter un si beau projet. Eliza connaissait son homme : elle savait comment le faire marcher. Elle monta, d'accord avec son père, une petite comédie où elle souffla le rôle de sa sœur, et le naïf Shelley donna dans le panneau.

Il n'avait jamais pu souffrir la tyrannie. Tout abus de la force le trouvait intraitable. Lorsque le vieux Westbrook intima à Harriet l'ordre de réintégrer la pension de Clapham, lorsque la fillette eut fait savoir à son ami qu'elle préférerait mourir, ce qu'il y avait en Shelley du paladin, toujours en guerre contre les moulins à vent, vola au secours de la prisonnière. Mais que faire d'une jeune fille qu'on vient de délivrer ? Ce n'est pas tout d'arracher une princesse au dragon, il faut lui assurer un sort. Et c'était pour Shelley une grave inconséquence : d'un côté, tout en ayant fait un geste d'Amadis, il n'était nulle-

ment amoureux; de l'autre, le mariage était sa bête noire, la forme la plus détestable de l'esclavage et de l'oppression. Enfin, il n'était pas majeur et ne pouvait se marier sans le consentement de sa famille. De plus, il n'avait pas un sol, n'étant brouillé avec son père depuis le scandale d'Oxford et, quoique millionnaire en espérance, n'était pas sûr de son dîner du lendemain.

Devant ces obstacles Shelley réagit avec sa générosité ordinaire : l'argent n'était qu'une bagatelle; le mariage, il s'y soumettait, puisque, dans les unions irrégulières, c'est la femme qui a le plus à pâtir et que le sacrifice des deux côtés n'est pas égal. La jeune fille était prête à tout. Un enlèvement, ma chère! comme dans les romans. Pour la cérémonie, on irait en Écosse où l'on marie les gens sur leur simple déclaration, sans exiger l'autorisation des parents. Les yeux de la belle firent le reste : on a vu qu'ils étaient charmants. Il est bien doux de faire le bonheur d'une femme. Eût-on le cœur d'un Galahad, on ne résiste guère à ce plaisir. Et c'est ainsi, que le 24 août 1811, Shelley roulait en chaise de poste sur la route d'Édimbourg avec la belle proie arrachée aux griffes des tyrans et que le destin venait de lui mettre malgré lui dans les bras. Il faut enfin se souvenir que dans la voiture où elles se tenaient enlacées, ces deux jeunes femmes, mises ensemble, n'avaient pas trente-cinq ans. C'étaient de vrais enfants qui s'en allaient gaiement au-devant de la vie et du malheur.

Les premiers jours furent délicieux. Pour Harriet, ses deux années de mariage furent le plus beau moment de sa vie. Elle aimait. Elle avait tout ce qu'il fallait à son cœur, son mari, bientôt un enfant, et enfin sa chère Eliza, puisqu'elle commit l'imprudence d'appeler la vieille fille en tiers dans son bonheur. Pour elle, c'étaient les vacances, l'aventure, une partie de plaisir. Pour Shelley, les choses ne furent pas aussi simples. Sans doute, il subit le charme et, en se sentant le poids de ces doux bras autour du cou, il ne laissa pas d'accepter de bon cœur cette chaîne de roses. Il y a dans le don de la femme quelque chose de si puissant qu'on ne peut s'empêcher d'y voir une forme du sacré. Shelley était trop noble pour penser autrement. Ce mécréant, bien différent de ses maîtres les Encyclopédistes, était un esprit religieux : il avait dans son petit doigt plus de sens du divin que dans tout l'épiscopat de l'Église d'An-

gleterre, la foi qui soulève les montagnes, de quoi faire sauter, dans la conscience de sa masse et la sécurité de son établissement, la cathédrale de Saint-Paul. Il y avait en lui le goût de la perfection, la passion du dévouement, le courage le plus intrépide, quelque chose de ce qui fait les héros et les saints. Rien de plus pur et de plus fou ne s'est vu sous le ciel. Pour un tel chevalier, attendri par cette confiance et cet abandon de femme, l'idée de la quitter, l'idée que ce n'était pas pour toujours ne devait même pas l'effleurer.

Mais il ne voulait pas d'un bonheur égoïste. Il brûlait de la charité du genre humain, du zèle de convaincre et d'agir, et ce fut là qu'il rencontra ses premières déceptions. Jamais homme ne fut moins doué pour la politique. Son équipée d'Irlande, cette merveilleuse campagne où deux enfants imaginèrent de convertir le pays, d'y ramener la paix et l'amour, sans autres armes que leur cœur, en répandant des traits qu'ils semaient de leurs fenêtres sur les passants comme des plumes de la colombe du Saint-Esprit, est une charmante extravagance. On n'a rien fait de mieux depuis Don Quichotte.

Rabroué par les faits, après cette première expérience, il essaya d'une autre qui lui parut plus modeste et qui ne fut pas plus heureuse. Il entreprit d'élever Harriet dans ses idées. Fonder dans le monde un point de pureté, proposer un couple modèle, le spectacle d'un bonheur formé par la nature et par la vérité, n'était-ce pas en quelque sorte instituer une loi et une race nouvelles, recommencer la vie? Et puis, quoi de plus amusant que de faire l'éducation d'une femme, de voir s'ouvrir un gentil esprit, d'aider à s'épanouir la fleur? Faire entrer le latin dans cette jolie tête, la récompenser d'un baiser, mêler l'idylle et le sérieux, les caresses et la vertu, quel programme! Dans des cottages de Westmoreland, ils menaient, au milieu d'une pauvreté insouciance, la vie des ermitages; par économie et aussi par appétit du salut, ils avaient adopté une diète d'oiseaux, vivaient de grains et de laitage. Shelley s'applaudissait de son succès, il croyait modeler la femme de ses rêves. La naissance d'une petite fille, Ianthe, en juin 1813, vint sceller l'harmonie.

Ce fut pourtant la fin de l'accord. D'abord, par un bizarre caprice, la jeune femme refusa de nourrir. Et Shelley qui

la croyait convaincue comme lui de cet article fondamental d'une saine philosophie, le devoir de l'allaitement maternel ! Harriet n'était donc plus l'élève bien-aimée ; Harriet avait là-dessus d'autres idées que les siennes.

C'est qu'Harriet, comme toute jeune fille de son âge, était surtout reflet ; et depuis sa grossesse, époque où la femme amollie, sans défense, exige plus de soins, se trouve perméable à tous les souffles de l'atmosphère, Harriet était retombée sous l'influence d'Eliza. Celle-ci était venue tenir auprès de la jeune femme enceinte le rôle de la mère et Harriet n'était plus qu'une petite fille, la cadette de sa grande sœur. Celle-ci exerçait le pouvoir. Nature assez vulgaire, peut-être jalouse à son insu, elle était incapable de comprendre cette créature d'un merveilleux idéalisme, ce frère de la reine Mab ; elle venait reprendre les rênes, ramener la raison dans ce nid d'hirondelles. Ce mariage qu'elle avait fait, elle entendait le diriger. Elle n'allait pas souffrir qu'une femme qui devait s'appeler *lady* se chargeât de nourrir un marmot et de faire le métier d'une mercenaire. Il était absurde de perdre sa jeunesse dans des trous du pays de Galles. Plein d'idées convenues sur l'aristocratie, son cerveau roturier ne concevait pas qu'il y a une noblesse à se passer de tout. Elle représentait enfin le terre-à-terre, l'esprit philistin, si contraire à celui d'un Shelley. Et Harriet, soulevée un moment au-dessus d'elle-même par le miracle de l'amour et de la poésie, se reclassait naturellement dans sa véritable famille. Le divorce ou, pour mieux dire, la mésalliance s'accusait. La pauvre enfant cédait au génie des Westbrook.

Après la naissance d'Ianthe, le latin fut abandonné. Malgré la pénurie présente, le trio, sur la foi d'un avenir de fortune qui ne pouvait tarder, vint habiter à Londres. Harriet ne pensait qu'à jouer à la dame. Elle courait du matin au soir les boutiques de modistes. Mais pour faire ces courses, était-il admissible que la future lady Shelley se crottât comme une rien-du-tout ? Une calèche fut commandée, toujours sur la garantie de l'héritage infailible, et ces dépenses ineptes devaient peser cruellement sur les épaules de Shelley.

Pendant que sa femme se dissipait, faisait l'enfant gâté, le poète, à Bracknell, dans la banlieue de Londres, avait découvert un petit milieu selon son cœur. M<sup>me</sup> Boinville, veuve

d'un gentilhomme émigré et sa fille Cornelia formaient ce qu'il n'avait jamais rencontré de sa vie : une société de femmes distinguées. C'était la fleur des mœurs parfaites, l'esprit de la bonne compagnie, reste exquis du siècle précédent. Je me figure cette personne d'élite comme une sœur de M<sup>me</sup> de Condorcet, centre de la société d'Auteuil au temps de Fauriel, de Manzoni. Là le poète trouvait la liberté d'esprit, le parfum de bon ton et de manières charmantes qui était le climat de son âme raffinée. Il se plaisait auprès de ces filles d'Épicure. Sans doute Harriet, bien qu'on lui fit fête, se sentait étrangère à ces femmes du vrai monde; elle était plus souvent à Londres qu'à Bracknell. Pygmalion s'apercevait-il qu'il n'est pas aisé de souffler une âme à une jolie poupée? S'il avait compté sur l'attrait de femmes supérieures pour balancer l'influence d'Eliza, il se trompait; ce contact laissait plutôt la jeune femme ulcérée. M<sup>me</sup> Boinville, fine mouche, avait bien vite discerné que le ménage clochait et n'en avait plus pour longtemps.

#### HARRIETT ET MARY

C'est pourtant ce moment que Shelley choisit pour rendre ses liens irrévocables. Son mariage à l'écossaise (le seul qui lui fût permis avant sa majorité) n'était pas tenu pour légal en Angleterre. Il résolut d'en contracter un nouveau qui viendrait confirmer ses premiers engagements. Espérait-il par là s'attacher à jamais Harriet et la convaincre de son amour? Voulait-il garantir l'avenir de la mère de ses enfants? Elle était au début d'une nouvelle grossesse. Le 26 mars 1814, il épousait solennellement à Londres devant la loi celle qui était depuis trois ans sa compagne. Un des témoins était le célèbre Godwin.

C'était un de ces doctrinaires mécontents dont l'espèce pulule au XVIII<sup>e</sup> siècle et qui vous refont le monde au gré de leur mauvaise humeur, faute d'y avoir trouvé une place en rapport avec leurs talents. Il avait publié un livre de jeunesse intitulé *Justice sociale*, paru en 1793, où il secouait vivement toutes les institutions existantes et principalement celle du mariage, ce qui ne l'avait pas empêché de se marier deux fois. La première M<sup>me</sup> Godwin était la romancière Mary Wollstonecraft, qui mourut peu après avoir mis au monde une fille, Mary; la seconde était une Mrs Clairmont, veuve chargée d'enfants,



dont une fille nommée Jane et qui se faisait appeler Claire. Il était écrit que Godwin, avec cette famille compliquée, acquerrait une gloire que ses livres ne lui auraient pas méritée et se verrait mêlé par ses filles à d'éclatantes aventures sentimentales. La maison de ce patriarche était le type de la tribu romantique, c'est-à-dire de la maison à l'envers : elle allait fournir une passion à Shelley et une passade à Byron.

Cependant le philosophe avait eu le temps d'oublier son péché de jeunesse et de se mettre successivement deux femmes sur les bras, sans se douter que son vieux livre faisait son chemin dans le monde, et qu'une nouvelle génération ne jurait que par lui. Benjamin Constant s'enivrait de la *Justice sociale* presque autant que du *Contrat social*. A Oxford, le jeune Shelley en faisait le fondement de sa République. Il avait conçu pour l'auteur un culte fanatique et c'est un disciple de Godwin qui avait écrit le pamphlet sur *les Raisons d'être athée*, qui s'était fait chasser de l'Université et n'avait pas hésité à braver la colère paternelle en fuyant en Écosse avec la fille d'un cafetier. Le jeune héros n'avait pas cru devoir moins de sacrifices à la vérité. Il avait souffert pour la foi quand, au début de 1812, il s'enhardit à écrire au prophète pour l'informer qu'il était résolu à poursuivre une si noble carrière et à porter dans les ténèbres de l'Irlande les lumières de la raison et de la philanthropie.

Il s'ensuivit une correspondance animée et une première rencontre eut lieu à Londres à l'automne. Harriet s'en montra enchantée. Shelley pressait son maître de quitter Londres pour s'installer avec lui à la campagne : à eux deux ils formeraient les éléments d'une colonie appelée à régénérer le monde. Le projet échoua, mais les relations demeurèrent fréquentes entre le poète et les gens de Skinner-Street. Quand Shelley eut besoin d'un témoin pour rendre officiel son mariage avec Harriet, il s'adressa naturellement à son père spirituel.

Mais celui-ci avait des desseins sur son jeune ami. Las de prêcher la vertu à une humanité ingrate, l'idéologue avait conçu le projet plus profitable d'exploiter la pensée d'autrui et de se faire éditeur; il faisait de mauvaises affaires, mais à quoi serviraient les disciples si, pour réparer les injures de l'iniquité sociale, on ne pouvait puiser dans la bourse d'un jeune capitaliste? Ce raisonnement ne manqua pas de convaincre Shelley qui, sans un sou vaillant, ne balança pas à emprunter à un

taux écrasant, toujours sur le fameux et problématique héritage, pour renflouer la librairie, aussi légèrement qu'il avait acheté une calèche à crédit pour satisfaire un caprice d'Harriet. Il se met jusqu'au cou aux mains des usuriers. Entre les Westbrook et les Godwin, c'est à qui s'entendra le mieux à le plumer. Il n'échappait aux uns que pour devenir la proie des autres. Mais il préférait les Godwin par horreur d'Eliza. La vieille fille lui empoisonnait littéralement son ménage. Il ne parvenait plus à surmonter son dégoût. « Ce monstre me tue », écrivait-il.

Au contraire, parmi les causes qui l'attiraient à Skinner Street, il y avait, sans qu'il s'en doutât clairement, deux yeux noirs. Mary Godwin avait seize ans. Elle venait de rentrer, le 30 mars, quatre jours après le mariage, d'un séjour de près d'une année chez une amie d'enfance. Elle aussi était malheureuse. La fille de Mary Wollstonecraft n'avait pas hérité en vain du sang passionné de sa mère et de sa puissance de souffrir. Elle languissait chez son père, dans une famille désunie, à l'ombre détestée d'une belle-mère impérieuse et jalouse. Cette atmosphère d'arrière-boutique, de mesquineries et de discordes l'étouffait. De là ces longues absences qu'elle faisait chez des amies; elle s'y sentait moins étrangère. Shelley ne l'avait encore aperçue qu'une fois, avec Harriet, le soir de son premier dîner chez les Godwin, en novembre 1812. Dix-huit mois plus tard, la maigre fillette était devenue une jeune fille déjà mûre et formée, avec une ardeur inconnue, l'élan d'un être neuf.

Beaucoup moins jolie qu'Harriet, c'était en revanche une personne infiniment plus cultivée et plus intelligente. Elle avait le talent de sa mère pour écrire. Elle avait du caractère aussi, ayant déjà souffert et sachant que la vie n'est pas une berquinade. Sa demi-sœur, Fanny, née à Paris pendant la Terreur, et que sa mère avait eue en dehors du mariage avec un homme qui l'avait cruellement abandonnée, était là pour lui apprendre qu'on n'aime pas pour son plaisir et que l'amour a quelquefois le visage du malheur. Elle était prête à accepter le tragique de la destinée. Shelley la revit le 3 mai : c'était la seconde fois qu'il apercevait la jeune fille. Il fut surpris de sa métamorphose et ne put oublier l'expression de violence que ses regards appuyaient sur les siens. Un mois plus tard, leur intimité avait fait des progrès imprévus. Ce jour-là, Hogg

accompagna son ami à la librairie. Godwin était absent. Une femme appela : « Shelley ! » « Mary ! » répondit le poète. Une même émotion faisait trembler les deux voix. « Qui était-ce ? Une parente ? » interrogea Hogg en sortant. Shelley fit une réponse évasive.

En réalité, il était dans un état de trouble extrême : il découvrait dans son cœur une capacité inconnue pour l'amour. Une place immense, encore vacante, et qu'il ne soupçonnait pas, s'ouvrait brusquement et un flot de sentiments inouïs s'y précipitait tout à coup. De l'amour il n'avait éprouvé encore que la tendresse, le calme attachement et la gratitude des sens, l'instinct de protection mêlé de reconnaissance envers un être charmant et faible qui se confie, bref, des sentiments paisibles et généraux qui eussent été à peu près les mêmes pour toute autre fillette aussi peu caractérisée qu'Harriet ; car celle-ci n'avait aucune personnalité. Il ne connaissait pas l'amour comme un sentiment exclusif, à l'état de désir et de flamme, tel qu'il doit naître au contact de ces êtres de feu. Des deux créatures qui se partageaient son cœur, Harriet était l'enfant et Mary la vraie femme. Shelley, engagé de la veille par ses nouveaux serments avec l'amour puéril, découvrait l'amour adulte et il en était bouleversé.

Harriet se défendait d'une manière maladroite. Au lieu de lutter, elle fuyait. Depuis ses défits de Bracknell, elle avait cru habile de se retrancher dans une attitude de dignité blessée ; loin de se reprocher ses torts, elle boudait et par cette tactique pensait humilier son mari et le ramener à ses pieds. En attendant, elle le laissait seul et abandonnait le terrain. Aperçut-elle bientôt le danger d'une rivale ? Elle se persuada qu'une amourette était sans conséquence ; forte de sa beauté et de ses droits, elle dédaigna l'adversaire et se retira à Bath, en épouse indulgente qui ferme les yeux sur un caprice. Elle ne doutait pas que Shelley lui reviendrait, trop peu intelligente pour comprendre que depuis un an elle avait tout fait pour perdre son amour et pour l'habituer lui-même à s'en passer. Elle ne s'inquiéta qu'au début de juillet, en voyant que les lettres de son mari s'espaciaient.

Il passait en effet ces jours dans une folle agitation. Sa passion grandissait. Il ne se reconnaissait plus. Son esprit, « cette harpe qui frémissait à tous les vents », gémissait

comme un instrument désaccordé. L'amour y soufflait la tempête et le laissait désespéré. Presque chaque jour ses promenades le ramenaient avec Mary au cimetière de Saint-Pancras et la jeune fille renouvelait sur la tombe de sa mère, martyre de l'amour, le serment de Juliette, jurait de mourir si son ami ne pouvait lui appartenir. Shelley perdait la tête. Pris entre le sentiment de l'honneur, la pitié pour Harriet, les liens qui l'attachaient à elle, et un amour funeste, puisqu'il ne pouvait épouser la jeune fille ni en faire sa maîtresse sans la déshonorer, il était, dit Peacock, l'image du chaos. Il avait les yeux rouges, les cheveux en désordre, ne dormait plus, ne prenait plus soin de sa toilette. Il était tenté d'en finir avec la vie et déclamaient les vers de Sophocle sur la mort. Il ajouta : « Quand on me connaît, on sait bien qu'il me faut une compagnie qui comprenne les poètes et la philosophie. Harriet est une belle créature, mais elle est incapable de ces deux sentiments. » « Je croyais pourtant que vous l'aimiez », lui représenta son ami. Il ne répondit pas, mais reprit au bout d'un moment : « Mais sa sœur, vous ne saviez pas combien je la détestais. »

Le 6 juillet, il se résolut à une démarche invraisemblable : il alla chez Godwin et lui demanda la main de sa fille. Le prophète bondit. On a beau avoir proposé l'abolition du mariage, il n'attendait pas cet affront : pris au mot, il s'emporta contre l'insolent comme le dernier des pères bourgeois. Quelle audace, trois mois après son mariage avec une autre ! Il mit le jeune homme à la porte et, furieux, enferma sa fille à double tour sous la garde de sa belle-mère.

Quelques jours plus tard, le jeune homme profita d'une absence du libraire pour sonner à l'appartement. Mme Godwin vint ouvrir. Il la bouscula d'un air égaré et entra tout droit dans la pièce où se trouvait Mary. « On veut nous séparer, dit-il, mais la mort nous réunira », et il lui tendit une fiole de laudanum. « Voilà, si vous voulez, la clef de votre prison. Quant à moi, ajouta-t-il en agitant un pistolet, voici mon anneau nuptial. » Mary devint pâle comme une morte. Le visage baigné de larmes, elle le supplia de se calmer et de rentrer chez lui. Elle promit de ne pas mourir et de ne jamais être à un autre. Ce discours parut l'apaiser et il sortit en laissant le flacon sur la table.

## LA PREMIÈRE DES LETTRES RETROUVÉES

Dans ce mortel délire, à la veille d'une résolution désespérée, Shelley eut pourtant le courage de penser à instruire sa femme de ce qui se passait. Il ne pouvait lui cacher plus longtemps l'état de son cœur. Qui sait? Il crut peut-être qu'elle le comprendrait mieux qu'une autre et qu'elle lui apporterait le salut. Peut-être l'aimait-elle assez pour ne pas s'offenser de sa passion pour Mary. Déjà son esprit surexcité et plein d'exaltation fournissait au poète une nouvelle chimère, un merveilleux bonheur où Harriet consentait à demeurer l'amie, à se faire la sœur de Mary et à former ainsi avec elle une étrange constellation d'amour. Pourquoi ne pas vivre ensemble tous les trois, comme Shelley embrassait les deux femmes dans son cœur? Qui empêchait Harriet de conserver une place au foyer de Shelley comme dans son âme? C'était fou; un pareil projet ne pouvait naître que dans une tête entièrement déraisonnable, mais il faut reconnaître que Shelley agissait par bonté : il avait horreur de faire souffrir.

Il se persuadait que sa femme ne voudrait pas demeurer en reste de générosité et aurait à cœur de se mettre au diapason. Shelley ne doutait pas de la porter à la température lyrique où ces combinaisons paraissent naturelles. Tous les romantiques ont eu le goût des situations absurdes et de ces défis au bon sens qui consistent à concilier les contraires : c'est le cas de Musset bénissant les amours de George Sand et de Pagello. Shelley venait d'inventer le roman à trois. Il fit venir sa femme de Bath pour lui faire part de ses desseins et lui offrir une place dans sa vie à côté de Mary. L'entrevue eut lieu le 14 juillet. Le soir même, le poète écrivait à Harriet qu'il venait de quitter pour lui renouveler ses étranges ouvertures. C'est la première des lettres retrouvées.

« Ma bien chère amie,

« Harassé par notre entretien, et bien que nous devions nous revoir demain à midi, je ne puis cependant m'empêcher de t'écrire.

« Tes assurances me rendent un peu de calme et de bonheur. Je n'ai jamais douté de ta pureté et de ton désintéressement :

mais je redoutais que le coup ne te fit un mal irréparable; je craignais que tu ne doutasses de mon affection, que tu ne sentisses plus, comme je faisais moi-même, que la douleur et le désespoir.

« C'est à toi que j'ai demandé une consolation, et tu ne me l'as pas refusée; toutes ces choses auxquelles le vulgaire attache de l'importance, tu ne leur accordes que le mépris qu'elles méritent. Tu as compris que mon affection pour toi demeure entière et tu as offert à mon cœur, tu as accepté pour toi-même cette perspective de pur et durable bonheur qui est le partage de la noblesse et de la vertu.

« Ah! chère Harriet, du fond de mon âme, merci! C'est là peut-être le plus grand de tous les biens que j'ai reçus et que je recevrai de toi. J'en étais venu à maudire la lumière du jour, j'étais devenu pour moi-même un objet d'inexprimable horreur. Je n'ai vécu, et Mary n'a consenti à vivre, que dans l'espoir d'une consolation et d'un bonheur qui me viendraient de toi, et je n'ai pas été trompé.

« Je le répète (crois-en la sincérité de mon cœur), mon attachement pour toi n'a subi nulle atteinte. Au contraire, il a contracté quelque chose de plus solide et de plus profond qui le met désormais à l'abri de la fantaisie et du caprice. Notre union n'est pas l'ouvrage de l'entraînement et de la passion. L'amitié en était la base, base qui n'a fait que s'élargir et se fortifier. Je ne te fais pas un reproche de n'avoir jamais rempli mon cœur d'une passion toute-puissante; sans doute es-tu étrangère à cet ordre de sentiments qu'un jour quelqu'un de meilleur et de plus digne que moi saura éveiller dans ton cœur: et puisses-tu trouver alors en amour autant d'élan et de fidélité que je te promets d'être un ami dévoué et sincère!

« Un ami? mieux encore, un frère, le père de ta fille, qui nous est si chère à tous deux, parce que c'est elle, et parce que c'est nous.

« M<sup>me</sup> Boinville connaît le cœur humain: elle avait prédit ce qui arrive; elle avait reconnu que c'est l'amitié et non l'amour, qui formait nos liens. Je n'ai fait que rire de son horoscope, moi qui devais si tôt le vérifier.

« Se peut-il que tes sentiments soient d'une autre nature que ceux que je nourris pour toi? Se peut-il que tu restes mon amante, quand je ne suis que ton ami, le frère de ton âme?



Ah! que si tu sens comme moi, à nous le bonheur, le plus pur et le plus parfait bonheur. Je voudrais que tu visses Mary : les yeux les plus indifférents la trouveraient intéressante, ne fût-ce qu'à cause de ce qu'elle a souffert et de la tyrannie dont elle est la victime. Mais je ne puis me plaindre que tu te sentes incapable de pitié et de tendresse pour celle qui est l'objet d'une passion qu'elle me rend.

« S'il te faut de l'argent avant que j'aie le temps de passer à la banque, Hookham te donnera un chèque. Adieu. Apporte-moi ma petite chérie. Je l'aimerai toujours en souvenir de toi.

Rien n'est plus curieux, dans ce document extraordinaire, que l'embarras de Shelley et surtout son désir de convaincre sa femme, et de se prouver à lui-même, qu'il ne lui fait aucun mal, qu'elle ne souffre pas du coup, qu'elle s'y attendait et qu'en somme rien ne sera changé dans leurs paisibles relations et dans une confiance qui n'aurait jamais dû être que fraternelle. Shelley ne veut pas s'avouer qu'il fait le bourreau. Et pourtant, quelle ingratitude! Ce mot : « Ce n'est pas ta faute si tu ne m'as jamais rempli d'une passion qui suffit à mon cœur », quel coup de couteau! Eh! sans doute, c'était vrai, mais quelle pire injure que la vérité? Retenons en passant deux traits : l'allusion à M<sup>me</sup> Boinville qui montre que le refroidissement remontait à l'été de 1813; et l'absence significative de tout grief positif. On a soutenu qu'Harriet avait eu une aventure qui l'aurait éloignée de son mari, et que Shelley était persuadé d'avoir été trahi. Si Harriet était coupable, il n'eût pas manqué de s'en plaindre dans cette occasion. Son silence est la meilleure réponse aux conjectures toutes gratuites du professeur Dowden, qu'a eu le tort de suivre M. André Maurois.

Nous ne savons ce qui se passa au rendez-vous du 15 juillet. On a dit quelquefois que la séparation se fit à l'amiable. Shelley le crut sans doute, parce qu'il voulait le croire; il prit la consternation d'Harriet pour un consentement. Ce coup de tonnerre dut la frapper de stupeur. Il la prenait au dépourvu, avant qu'elle eût pu demander conseil à personne : elle demeurait interdite devant ce désastre de son cœur. Chaque parole de son mari lui était un outrage et une humiliation. Cette proposition d'être la « seconde », la servante de la maîtresse, de céder son lit à une rivale et de n'être plus que la sœur, la perspective de voir grandir ses enfants confondus avec ceux



d'une femme exécrée, quelle honte ! La malheureuse ne reconnaissait plus son Shelley. Et il soutenait que « rien n'avait changé dans son cœur » ! Tout l'espoir de la pauvre petite était que ce cauchemar ne durerait pas, qu'il n'était qu'une épreuve affreuse et passagère. Elle en fit une maladie, comme elle l'écrivit à l'automne à sa confidente irlandaise : « Je vous laisse à penser l'effet que m'a fait la nouvelle. Je suis restée au lit quinze jours. J'étais comme paralysée. Il me suppliait de ne pas mourir. Les médecins me condamnaient. Ils disaient qu'on ne peut pas vivre ainsi. Mais je voyais son désespoir, je voyais le chagrin de ma sœur bien-aimée et, comme j'ai une très forte constitution, j'ai échappé. »

En fait, elle demeura brisée. Mary vint voir la malade et lui déclara qu'elle lui sacrifiait son amour ; le poète s'empoisonna. Heureusement, la dose n'était pas assez forte. A peine remis de ces événements dramatiques, le poète n'y tint plus et, ayant donné quelques ordres pour la pension d'Harriet, s'enfuit sans la revoir, le 28 juillet, avec la jeune fille que suivait sa sœur Jeanne Clairmont.

#### EN PLEINE FOLIE

Ce que fut ce voyage insensé, cette course à travers une France envahie, pour arriver à pied, avec deux jeunes filles recrues de fatigue, sur le lac des Quatre-Cantons et repartir deux jours après, ce n'est pas le lieu de le raconter. Il est évident que le poète agit alors sous l'impulsion d'une sorte de vertige.

De Troyes, le 14 août, il écrit à Harriet la lettre si connue et qui était jusqu'à présent la seule épave de leur correspondance, où il l'invitait à venir partager son refuge en Suisse. Il devait conserver quelque temps encore cette illusion. Cette idée d'un bonheur à trois, entre l'épouse détrônée et la maîtresse triomphante, peut former le thème d'une rêverie comme la jolie nouvelle des *Deux femmes du bourgeois de Bruges* : charmante imagination du folk-lore, où le peuple a traduit par un conte les pierres tombales où l'on voit un gisant étendu entre deux épouses successives. Cette situation peut se concevoir avec des personnages de pierre. Croire qu'elle était réalisable sans drame et sans scandale entre deux créatures vivantes, si fou que fût Shelley, c'est la plus folle de ses folies.

Au lieu du rendez-vous promis dans les montagnes, Harriet eut la surprise de voir au bout d'un mois son mari à sa porte, aux abois, qui venait lui demander de l'argent. Il était arrivé en Suisse pour s'apercevoir que sa bourse était vide et il devait la voiture qui l'avait ramené de Douvres. Il ne savait où trouver du secours que chez sa femme, qui céda en se faisant prier. La scène dura deux heures. Les deux dames se morfondaient en fiacre dans la rue. On est émerveillé de penser que Shelley, dans la candeur de son âme, trouvât tout simple de faire aider son faux ménage par Harriet. Il croyait donner à celle-ci une preuve de confiance. Ce sont des services qu'on ne peut attendre que d'un ami. Mais en retour, il comptait sur le secret et ne souffrait pas que des tiers fussent mis au fait de rapports dont la nature passait la grossièreté de leur entendement. Il était rentré le 13 septembre. Il dut apprendre qu'Harriet avait causé, car il lui écrivit aussitôt cette lettre fort dure. On doit ajouter, pour l'excuser, qu'il avait des raisons de tenir à l'incognito; il était écrasé de dettes et redoutait des poursuites, s'il était découvert.

« 15 septembre 1814. En vérité, ma chère Harriet, il m'est impossible de t'écrire en toute confiance, si je ne suis pas sûr du secret de mes lettres. Je t'ai fait la dépositaire de conditions et de sentiments que la prudence et l'honneur même interdisent de publier : ma conduite en ceci dépendra de la tienne. Une demi-confiance ne suffit pas. Je n'appelle pas mon amie une personne avec qui je suis obligé de peser et de calculer mes mots...

« Pardonne si je suis brutal, Harriet. Comprenons-nous une fois pour toutes. Je vaud mieux et ne crains pas de m'estimer davantage que tous tes prétendus amis. Il ne tient qu'à toi de conserver en moi ton ami le plus sûr et le plus dévoué, mais à une condition : la confiance, l'horreur du mensonge.

« Je t'ai blessée, dis-tu. Tu le dis, quand du premier jour où je t'ai vue, je n'ai eu d'autre soin que de te combler de mes bienfaits. En ce moment même, où une passion violente et irrévocable m'entraîne à préférer la société d'une autre, je ne cesse de m'occuper à trouver le moyen de t'être réellement et solidement utile, je cherche à employer mon temps et ma fortune dans tes vrais intérêts. Est-il juste qu'en retour, tu ne penses qu'à me blesser de tes reproches et de tes plaintes? Un atta

chement si rare et, j'ose le dire, unique, méritait une autre récompense. Et la générosité, que dis-je? la justice devaient te commander quelques égards pour celle que la raison et mon cœur ont élue pour la créature la plus noble et la plus accomplie.

« Il faut nous mettre d'accord sur certains points, ou notre intimité n'est plus qu'un simulacre et une parodie.

« Oui ou non, es-tu au-dessus des préjugés du monde?

« Pour Mary, mon attachement pour elle est invincible et intangible. C'est une union de cœurs et d'esprits. Mary a trouvé la passion, elle a renoncé à tout pour moi.

« A demain. J'attends une réponse à cette lettre.

« Ne me dis pas que je suis dur et insensible. Je n'ai jamais feint des sentiments que je n'éprouvais pas. Tu peux m'en croire quand je me déclare ton ami sincère et dévoué. »

Dans cette lettre stupéfiante, où Shelley renverse tous les rôles, parle de ses bienfaits, de son attachement, où c'est Harriet qui est l'ingrate et qui a la petitesse de ne pas rendre les armes aux mérites de sa rivale, on se sait qu'admirer davantage, l'inconscience ou la cruauté; mais ce qui a le plus changé, c'est le ton, qui devient celui de l'irritation et de la colère. Shelley ne pardonne pas à sa femme de méconnaître ses intentions et de ne pas accueillir avec reconnaissance ce qu'il lui restait envers elle de bonnes dispositions. Il ne lui pardonne pas de ne pas ressembler à l'image entièrement arbitraire qu'il s'était faite d'elle pour la commodité de sa nouvelle passion; il aurait attendu qu'elle fût un pur esprit, contente désormais d'un rôle platonique pour lequel elle lui semblait faite, heureuse et allégée de sa démission, comme on rend un emploi qui vous aurait été donné par erreur. Il semblait à Shelley que c'était simplement rentrer dans la vérité. Il n'aurait pas trouvé mauvais qu'un autre fût parler les sens de la jeune femme et éveillât en elle une vie encore endormie; il n'en aurait conçu aucune jalousie. Un tel événement ne devait pas altérer la nature de leurs relations spirituelles.

Mais c'était une petite bourgeoise incapable de se placer dans le plan de ces rapports sidéraux : elle n'entendait rien à ce jeu des affinités électives, elle était outragée dans sa dignité de femme, malheureuse dans sa maison, crucifiée de honte par sa mésaventure devant toutes les commères et les mauvaises

l'angue du quartier. Les avances de son mari, qui se croyait chevaleresque, lui paraissaient une infamie, et avait-elle tout à fait tort ? Tout ce qu'elle pouvait faire était de consentir à faire une différence entre lui et Mary ; elle voulait bien le tenir pour momentanément égaré, mais sa maîtresse ne pouvait être à ses yeux qu'une horreur. Tels sont les malentendus auxquels s'exposent les poètes qui vivent dans le monde des pures intelligences, sans tenir compte des obstacles de la chair.

## UN DÉLUGE DE REPROCHES

C'est cette infatuation de Shelley qui explique la violence des deux lettres suivantes. Harriet avait pensé d'abord ramener son volage époux par une conduite calculée de douceur et de sévérité ; mais il aurait fallu que Shelley se sentit coupable, et il n'était nullement d'humeur à implorer sa grâce. Après l'ultimatum du 15, Harriet changea ses batteries ; d'abord, elle ne put se tenir de consulter sa sœur, et c'était assez de sentir ce personnage dans la coulisse pour mettre Shelley hors de lui ; ensuite, elle passa à l'offensive, se mit à répandre sur Mary et son père un flot de médisances. Elle accusait le libraire d'avoir fait un honteux marché et livré sa fille en échange de subsides pour sa boutique. Il était aisé de reconnaître dans ces ragots ignobles la fabrique d'Eliza. Enfin, instruite par sa sœur, Harriet prit le conseil d'un avoué. Cette violation de leur pacte (pacte que Shelley avait fait tout seul, et auquel Harriet ne s'était nullement engagée) fit déborder le vase. Le poète y vit une déclaration de guerre. Il y répondit sur-le-champ le 25 et le 26 par ces deux lettres fulminantes :

« Je n'ai été qu'un sot d'attendre de ta part une marque de grandeur ou de générosité, et de m'imaginer que devant l'occasion qui s'offrait de déployer la plus sublime vertu, tu ferais autre chose que de montrer ta mesquinerie et ton mépris égoïste. La pureté de tes principes libéraux, dont tu te vantais quand tu te disais mon élève, n'était qu'un masque. Dans le fond de ton cœur, tu restais l'esclave des plus vils préjugés, prête à t'en prévaloir pour soutenir l'étroitesse et la mondanité de tes idées. Je vois bien que tu es perdue pour moi à jamais. Je désespère de te voir guérir. »

Langage étonnant! Shelley s'exprime comme un prêtre qui parle du salut. C'est un pontife qui foudroie le « siècle », c'est une sentence d'excommunication. Ah! ces principes libéraux! Harriet est retranchée de la communion des saints. Le lendemain, Shelley reprend sur le même thème avec une nuance de mélancolie: si Harriet avait su ne pas méconnaître le bonheur!

« Je souhaite de cesser toute espèce de rapports avec toi, aussi longtemps que tu te régleras sur les nouveaux principes que tu as cru devoir arborer: il fut un temps où tu étais la première à les stigmatiser. Il fut un temps où un égal amour de tout ce que le monde déteste nous unissait. Ce lien, c'est toi qui l'as brisé: tu perds une amitié qui ne sera pas facile à remplacer. Pour les propos déshonorants que tu tiens sur Mary, ils sont aussi bas qu'impuissants. Ces calomnies ne font appel qu'aux préjugés de la portion la plus ignare et la plus méprisable de l'humanité. Tu me fais injure en me rapportant ces ordures... Pour Godwin, tu te trompes ou tu te laisses tromper. Godwin me maudit et me dénigre avec la pire injustice et refuse tout rapport avec moi. Si tu as des preuves de tes dires, et que tu attaches quelque prix à ce qu'il peut me rester d'estime pour toi après ta lâche conduite, fais-moi les tenir sans retard.

« Ah! si tu as encore l'ambition d'être comptée dans l'école de la sagesse et de la vertu, écris-le moi, mais c'est à peine, je l'avoue, si je désire encore entendre parler de toi, tant je désespère d'attendre de ta part un mouvement de courage ou de générosité. Quelle serait ma joie, si je me trompais! »

Harriet à son tour dut perdre patience: c'était trop de s'entendre jeter à la figure la générosité de son mari. Belle générosité! Il est vrai que, comme il arrive le plus souvent, ils ne parlaient pas le même langage; les mêmes mots ne voulaient pas dire pour elle et pour lui les mêmes choses. Elle parlait d'argent et il parlait d'idées. C'était l'incurable divorce entre le monde Westbrook et celui de Shelley. Sur cet article de l'intérêt, le poète n'avait du moins pas de peine à se justifier. Et c'est avec vérité qu'il put écrire, vers le 3 octobre, cette curieuse apologie:

« Tu te méprends, Harriet, tu t'obstines à te méprendre sur mon compte. Je n'ai jamais fait état des sommes qu'il a pu

m'en coûter pour toi, jamais je n'ai compté sur de telles misères pour m'assurer ton cœur. J'avais lieu d'espérer que les bienfaits plus essentiels de ton progrès intellectuel et l'intérêt constant d'une amitié (mal comprise, hélas ! je le vois), ne subiraient pas l'affront d'une interprétation si grossière et si indigne.

« Le ressentiment te rend injuste. Si tu fais si peu de cas de mon amitié, il me reste peu d'espoir de te faire quelque bien en continuant à te voir. J'aurais voulu de tout mon cœur éviter ce qui arrive ; uni par un lien immuable à un être créé pour moi par la nature, je voulais que tu sentisses que je ne cessais pas de m'intéresser à ton bonheur ; j'aurais continué à veiller au développement de ton esprit, j'aurais continué d'être ton guide dans les chemins d'une philosophie véritablement élevée, vers ce noble idéal auquel, si je ne m'étais pas intéressé à toi, il est probable que tu n'aurais jamais aspiré. Si tu repousses ainsi toutes les avances de ma sympathie, si, en retour de mes intentions, tu m'accables de boue et de reproches, quelle apparence d'obtenir un résultat heureux de mes efforts si mal payés.

« J'appartiens à une autre : tu n'es plus ma femme. Peut-être t'ai-je fait du mal, un mal bien innocent et bien involontaire : c'est le jour où je suis entré dans ta vie. Ce tort, quel qu'il soit, il ne dépendait pas de moi de te l'épargner. Si jamais il y a eu quelque accord entre nos esprits et nos idées, pourquoi nous refuser les joies qui pourraient encore en résulter et nous gâter cet avenir par de misérables querelles et de honteuses chicanes ?...

« Recueille-toi, je t'en supplie : ressaisis-toi, rappelle-toi ce que je suis, que ta mémoire se représente mon véritable caractère. Hélas ! ton allusion au règlement de tes affaires me montre assez combien tu es loin de me comprendre. N'aie pas peur que je manque à un véritable devoir.

« P.-S. Je compte sur toi pour ne pas négliger ta santé. Je n'ai pas la moindre appréhension au sujet de tes couches. Sims est un praticien éprouvé et de tout repos. Tes premières couches ont été laborieuses, mais sans danger. On m'assure que dans la suite il n'y a presque jamais de complications. »

Ce nouveau billet marque une nuance de détente. Shelley reste inflexible, mais il cesse d'être cassant : il ne pouvait soutenir une longue violence. Et il est vrai qu'il ne nourrissait



nulle aigreur à l'égard d'Harriet ; il la plaignait sans doute et il eût fait volontiers ce qui était en son pouvoir pour lui épargner de souffrir. Il lui souvenait de l'avoir chérie, de l'avoir tenue dans ses bras ; c'était la mère de la petite Ianthe, elle était appesantie par une nouvelle maternité, esseulée et dolente, et proche de son terme, dans cet état où les femmes ont si grand besoin de tendresse et d'encouragement. Une indisposition qu'elle eut vers la mi-octobre réveilla ces anciens échos dans le cœur de Shelley. Lui-même tomba malade. Leur mutuelle sollicitude les rapprocha un moment.

Enfin, la vie se charge de fournir des sujets d'angoisse plus sérieux que de vains tourments. A peine relevé de maladie, Shelley se vit assailli par ses créanciers. Toutes les dettes qu'il avait faites l'été précédent pour complaire aux idées de luxe d'Harriet et d'Eliza, lui retombaient sur les épaules. La calèche, les chapeaux le harcelaient sous forme de papier timbré. Poursuivi par les huissiers, menacé de prison, il ne sortait plus que la nuit, ne se montrait plus. Il n'avait plus de domicile, n'osait plus donner son adresse ni demeurer deux jours de suite dans le même gîte. Séparé de Mary, sans repos, sans sommeil, c'était un homme traqué qui marchait le long des murs sans oser s'arrêter, dînait avec les maraudeurs, donnait à sa maîtresse de furtifs rendez-vous au coin des rues, dans des auberges borgnes. Un emprunt de cent livres dont il attendait un moment de répit échoua. Et il avait à faire vivre sur sa misère deux jeunes filles ! Il en était à recommander à Harriet qu'elle redoublât d'économie, qu'elle payât par petits acomptes les visites du médecin, fit durer le plus qu'elle pourrait l'argent de sa pension. Enfin, vers le 25 octobre, à toute extrémité, il est contraint une fois de plus de lui demander secours.

« Chère Harriet, mon emprunt ne peut se conclure à temps. Si tu ne peux rien pour moi, c'est la prison, et c'en est fait de notre indépendance. Je ne vois pas de ressource. Il faut me terrer jusqu'au 6, et alors, si tu ne m'envoies rien, la prison.

« Mon sort dépend de toi. Tous mes efforts ont échoué. Je te dis et te redis que c'est la ruine pour toi comme pour moi, si je ne parviens à m'acquitter. Si je vais en prison, toute ma fortune risque d'être vendue pour rien pour apaiser mes créanciers.



« Écris et envoie l'argent aussitôt que tu pourras. Si tu ne peux autrement, envoie par petits paquets. J'ai honte d'insister sur ces matières indéliques, mais il y va de ton avenir aussi bien que du mien; le péril est égal pour nous deux. Vite un mot... envoie un exprès. Tâche de mettre 30 livres dans l'enveloppe. Je suis sûr de te rembourser dans une quinzaine.

« Ces misères m'ont rendu malade. Il n'y a aucun danger, mais je suis tellement à bout que je me tiens à peine debout. Du reste, c'est un détail. Je n'ai pas un ami au monde sur qui compter. Je n'ai essuyé que des refus.

« Une fois en prison, dans un cachot humide, sans une pièce de dix sous, sans un ami, il est clair que c'est la mort. Nous avons tout vendu pour avoir une bouchée de pain. J'ai un ami qui m'offre le vivre et le couvert, mais tu frémiras d'entendre qu'avant de bazarder notre dernier objet vendable, Mary et sa sœur ont pensé mourir de faim. Ma chère Harriet, vite au secours... »

Cet appel de détresse est la dernière des lettres adressées à Harriet. La pauvre fille montra son bon cœur et fit ce qu'elle put. Un mois plus tard, à la fin de novembre, elle mettait tristement au monde son fils Charles, malheureux enfant qui ne devait pas vivre. Dans le cours de l'automne, la mort du grand père de Shelley vint le tirer de la misère et mettre un terme à cette époque lamentable de sa vie. Le poète en profita pour assurer déceamment la condition d'Harriet et des deux enfants qui portaient son nom. La rancune et l'avidité des Westbrook éternisèrent, malgré Harriet, on veut le croire, d'odieuses discussions d'intérêts et de sordides réclamations.

## LE DÉNOUEMENT

Dans l'été de 1816, Shelley et sa maîtresse partirent pour la Savoie. Ils emportaient le dernier espoir que pouvait nourrir la délaissée de voir lui revenir son mari. Peacock ne l'abandonnait pas et s'occupait avec dévouement de ses affaires, mais que pouvait-il pour lui faire oublier son chagrin? Rien ne la distrairait plus; elle demeurait anéantie devant la tristesse de sa destinée. Elle n'avait jamais été heureuse chez son père. Elle y était de plus en plus à plaindre. Le vieux se vengeait sur elle de ses déconvenues, la punissait d'être malheureuse. Dès le

début de janvier 1813, elle écrit à l'amie de Dublin : « Je suis toujours chez papa, et cela m'ennuie fort. Pour combien de temps, je ne sais. Tout tourne contre moi. J'en ai assez de la vie. J'ai si peu de plaisir ici que cela ne vaut guère la peine de vivre... J'ai dix-neuf ans et je descendrais sans regret au tombeau. »

Dans le cours de l'été de 1816, elle disparut de la maison paternelle. Les raisons et les circonstances de sa fuite sont inconnues. Shelley ne douta pas qu'Eliza n'en fût la cause, mais Shelley ne pouvait souffrir Eliza et était porté à lui attribuer tous les maux. Il est possible que le vieux, instruit d'une faute de la malheureuse, l'ait chassée lui-même à la rue. Dieu merci, les détails de cette navrante et banale histoire nous échappent. Le 9 novembre, la pauvre petite écrivait à sa sœur cette lettre désespérée, publiée pour la première fois par Forman dans le *Cornhill Magazine* en 1922 :

« Chère et bien-aimée sœur, quand tu liras cette lettre, je ne serai plus une des vivantes de ce triste monde. Ne pleure pas la perte d'un être qui n'a jamais su être qu'un embarras et un ennui pour tout ce qui m'appartenait. Trop lasse pour me corriger, dégradée aux yeux de tous, à quoi bon trainer d'avantage une misérable existence et une vie empoisonnée par les souvenirs du passé, sans une lueur d'espoir ou de repos pour l'avenir ? La mémoire du bien que j'ai reçu de toi et dont je t'ai si mal remerciée me fait mal. Tu me pardonneras, tu ne veux de mal à personne. Chère créature bénie, si jamais je ne t'eusse quittée, si j'avais été assez sage pour t'écouter toujours ! J'aurais pu vieillir heureuse : ma faiblesse et ma légèreté causent ma ruine. Je n'écris pas à Bysshe [Shelley]. A quoi bon ? J'aurais beau prier, il n'y prendrait pas garde, et pourtant, s'il lisait cette lettre, peut-être m'accorderait-il mon vœu suprême, peut-être consentirait-il à te laisser lanthe pour toujours. Pauvre et charmante enfant ! Avec toi elle sera heureuse, elle ne peut l'être avec lui. Cher Bysshe, laisse-moi t'en conjurer au nom de nos souvenirs de bonheur, accorde ma dernière prière. N'ôte pas cette petite innocente à Eliza, qui a fait pour elle plus que moi et n'a cessé de veiller sur elle avec un soin infatigable. Ne me refuse pas ce que je te demande, à moi qui n'ai jamais rien su te refuser, et si tu ne m'avais pas quittée, j'aurais vécu, mais je te pardonne de bon cœur et

je te souhaite en mourant le bonheur que tu m'as ôté... »

On ne la revit plus. Un mois plus tard on retrouvait son corps dans la Serpentine. Elle était de nouveau enceinte. Elle n'avait pas vingt et un ans.

La nouvelle de ce drame bouleversa Shelley. Il avait revu Harriet au moins deux fois en avril, avant son départ pour Chamonix. Eliza s'était bien gardée de lui faire part de la lettre si alarmante qu'on vient de lire. De Bath, où il venait de rentrer avec Mary, il accourut précipitamment, pour découvrir le secret de cette mort « sombre et hideuse » et pour arracher ses enfants des mains de la fatale Eliza. Il acquit immédiatement la certitude que la vieille fille était le véritable assassin de sa sœur. Il l'en accuse très nettement le 13 décembre dans une lettre affreuse de sécheresse et de dureté qu'il écrit à Mary pour lui rendre compte des événements. On sent que son cœur se contracte devant ces visions de morgue, qu'il est pétrifié d'horreur, et le sentiment de crime ne se devine qu'à la hâte qu'il a de se disculper : « Hookham, Longdill, tout le monde enfin me rend justice; chacun s'accorde à témoigner de la droiture et de la noblesse (*liberality*) de toute ma conduite envers cette malheureuse. Il n'y a qu'une voix pour condamner son abominable famille. »

Ce n'est pas trop de dire, avec M. Leslie Hotson, que cet endroit est une page qu'on voudrait arracher de la vie de Shelley. Il eût mieux valu pour lui s'épargner la lâcheté de ces dénégations aussi vaines que puériles. A qui faisait-il illusion? Sa conscience ne lui reprochait rien, c'est possible : nous sommes tous pécheurs, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il manque quelque chose à l'âme qui n'a pas le sentiment du péché. Rien n'est plus odieux chez les purs que l'orgueil de leur pureté.

La vérité du reste est qu'il a beau se raidir, il n'arriva jamais à se débarrasser, sinon d'un remords, au moins d'une image pénible. « Jamais il ne put oublier, dit son ami Leigh Hunt; pendant de longs mois, il ne parvint pas à surmonter son abattement. » Quel obscur travail s'accomplit dès lors dans ses rêveries et ses méditations? Il ne l'a confié à personne. Mais sa muse fut touchée désormais par l'ombre de l'aile de la mort, et l'idéologue doctrinaire, l'utopiste jacobin de la *Reine Mab* y gagna un accent de mélancolie plus humaine, deviendra

le cœur immense d'où jailliront les thrènes héroïques et funèbres d'*Adonais*.

Coupable, Shelley le fut-il ? Jamais l'idée du mal ne pénétra dans son cœur, et sa plus grande faiblesse fut peut-être cette ignorance et sa confiance naïve en la bonté humaine et dans celle de son âme. Rarement cette erreur fut châtiée par de pires catastrophes. Harriet était-elle prédestinée au suicide ? Il est vrai, et on l'a remarqué maintes fois, qu'elle se déclare souvent fatiguée de la vie ; elle avait menacé de mourir pour se faire épouser et Shelley s'était trouvé dupe de ce chantage. Pour elle, comme pour beaucoup d'enfants, ces dégoûts ne doivent pas être pris au sérieux et ne sont qu'une petite comédie pour se donner de l'importance. Mais dans une tête si faible, l'idée d'abord inoffensive put devenir un poison ; et quand le malheur vint, Harriet ne put survivre à une trahison et à sa propre déchéance.

Étant ce qu'elle était, son roman ne pouvait guère finir autrement qu'il a fait. La fille des Westbrook pouvait bien capter l'oiseau bleu : elle ne pouvait le retenir, il ne pouvait vivre avec elle. Leur union devait se dissoudre comme celle de deux éléments de nature différente. Ils n'étaient pas de même race. Le dénouement était écrit. A-t-on le droit d'en faire un reproche au poète ? Peut-être la vérité lui a-t-elle échappé dans un moment de clairvoyance, lorsqu'il écrivait dans une des lettres que j'ai citées : « Mon tort, si c'en est un, mon tort bien innocent et bien involontaire, c'est le jour où je suis entré dans ta vie. » Ce jour-là, leur malheur à tous deux était fait. Leur malheur, et peut-être le génie du poète : car les destinées de ce couple mal assorti jusqu'au bout restent solidaires. Dans le naufrage où périt l'*Ariel*, et où Shelley trouva la mort, qui sait si la dernière image qui vint flotter devant ses yeux au moment où la vague l'engloutit n'est pas celle de la pauvre enfant qui était morte pour lui quelques années plus tôt de la mort d'Ophélie ?

LOUIS GILLET.

# LE JOURNAL

## DES ÉLECTIONS AUTRICHIENNES

Vienne, 2 novembre.

La petite république, née du traité de Saint-Germain, traverse des jours agités. La chute du ministère Schober, que les droites trouvaient trop peu réactionnaire, a été suivie, à la fin de septembre, par la constitution d'un ministère composé exclusivement de chrétiens sociaux et de deux chefs des *Heimwehren*. Le premier acte du nouveau cabinet a été la dissolution du Parlement et, depuis lors, le bruit d'un coup d'État a circulé à diverses reprises.

Dans les capitales voisines, on se montre inquiet et certains informateurs précisent même que « ce sera » pour aujourd'hui, dimanche 2 novembre. En fait, un grand défilé des *Heimwehren* venues de toutes les régions d'Autriche avait été prévu mais a été ensuite décommandé, afin d'éviter tout risque d'incidents avant les élections. Seuls les éléments « militarisés » de la *Heimwehr* viennoise doivent être passés en revue et les Viennois semblent plutôt sceptiques à l'égard d'un « putsch » éventuel. La nouvelle que les « fascistes » de la réactionnaire ville de Graz marchaient sur Vienne n'en a pas moins été lancée et revient ici par la voie des journaux parisiens, londoniens et berlinois !

Il faut bien dire que les prochaines élections autrichiennes se présentent assez singulièrement, puisque le prince Starhemberg, ministre de l'Intérieur de la République, est le chef fédéral des *Heimwehren* (1). Or, ces organisations patriotiques de défense sociale, fondées pour s'opposer aux tentatives de

(1) Dans chaque « pays » d'Autriche, il existe une organisation de *Heimwehren* : toutes sont groupées dans une fédération ayant à sa tête un directoire.

coups de force des organisations similaires des socialistes, sont en principe illégales et proclament, en outre, leur profond mépris du parlementarisme. Jusqu'à ces tout derniers temps, les Heimwehren s'étaient complètement refusées à se mêler de la politique des partis et conseillaient même à leurs membres de s'abstenir aux élections. C'est au congrès de Kornenbourg, le 18 mai dernier, qu'elles ont adopté un programme tout à fait hostile à la constitution actuelle. Déjà alors, elles luttaient contre M. Schober. Quand les chrétiens-sociaux eurent renversé celui-ci et rompu avec le parti grand-allemand, le nouveau chancelier, M. Vaugoin, s'assura le concours de cette gendarmerie volontaire, pour la formation d'un cabinet de droite qui procéda immédiatement à la dissolution du Parlement.

Les Heimwehren, changeant complètement de tactique, se sont même décidées à présenter des candidats aux élections. Mais, comme l'affirmait encore hier un de leurs organes, si elles veulent pénétrer au Parlement, c'est afin de réaliser leurs desseins anti-parlementaires : l'accession de leurs principaux chefs à de hautes situations politiques ne les a amenées, ni à changer leurs buts, ni à renoncer à aucun de leurs anciens moyens d'action.

Le fait nouveau, c'est que cette troupe a, depuis la constitution du ministère Vaugoin, un caractère quasi officiel. Le matin, une véritable revue est passée à neuf heures sur la Helden Platz, face à l'ancien Palais impérial. Que de souvenirs de grandeur évoquent ce cadre magnifique et tous les monuments environnants ! Les miliciens semblent avoir à cœur de s'en montrer dignes et arrivent, par sections, au pas cadencé. Si le manque d'entraînement rend leurs mouvements un peu raides, ils n'en ont pas moins une allure très martiale. De loin, d'ailleurs, leur élégante vareuse kaki, leur képi orné d'une longue plume de coq, procurent l'illusion que les antiques parades du « burg » ont été reprises.

Les sonneries retentissent : garde à vous ! Le chancelier Vaugoin, Mgr Seipel et le major Fey, commandant des Heimwehren de Basse-Autriche, passent devant le front des troupes et, en même temps, les musiques entonnent le vieil hymne impérial autrichien, repris depuis peu comme hymne national. M. Vaugoin prend la parole et demande un instant de recueil-

lement en l'honneur des morts de la guerre; ici, ce n'est pas une minute de silence, mais la calme et lente audition d'une marche funèbre qui réveille l'émotion de la foule. Aussitôt après, commencent les discours brefs et énergiques dans lesquels le chancelier Vaugoin et le major Fey combattent le marxisme. La proximité du Palais de justice, incendié voilà trois ans par les révolutionnaires, leur permet de dénoncer des méfaits que tous les auditeurs peuvent constater en regardant le bâtiment en reconstruction.

Le public écoute attentivement ces paroles, que diffusent des haut-parleurs placés devant les statues équestres de l'archiduc Charles et du prince Eugène, lorsque des ronflements de moteur se font entendre. Un premier avion porte les couleurs chrétiennes-sociales et lance des proclamations, mais sur les ailes d'un second apparaît cette inscription : *Votez pour Schober*. Aussitôt éclatent les coups de siflet et des exclamations : « Pfui ! » Schober n'est-il pas l'ami des juifs, celui qui a pactisé avec les socialistes ? « Quelle ingratitude ! me glisse à l'oreille mon voisin ; tous ces bourgeois oublient que c'est son énergie à la tête de la police qui les a sauvés du bolchévisme en 1927. »

Au fond, les événements sanglants de ce 15 juillet, qu'on utilise tant pour la propagande électorale, sont loin des préoccupations de la plupart des conservateurs. Bien plus présentes à leur esprit sont les difficultés qui ont éclaté récemment entre M. Schober et les droites, tant à propos du désarmement des Heimwehren que de la réforme électorale ou de la nomination d'un nouveau directeur des chemins de fer fédéraux. La mésintelligence au sujet du titulaire de ce dernier poste a même été la cause officielle de la rupture. Les chrétiens-sociaux exigeaient la nomination de M. Strafella, homme réputé pour son énergie, sur qui ils comptaient pour réorganiser l'administration et pour la purger de ses éléments révolutionnaires. Les socialistes déclaraient que ce serait remettre les chemins de fer aux fascistes et qu'ils considéreraient un tel acte comme une provocation. Le chancelier laissait traîner l'affaire malgré les objurgations des chrétiens-sociaux. Finalement, M. Vaugoin donna sa démission, entraînant la chute du Cabinet et la scission des partis bourgeois.

Les joutes aériennes au-dessus de la Helden Platz ne sont



heureusement pas de longue durée. Après un instant d'interruption, le chancelier peut terminer son discours et le défilé commence. Les compagnies passent, musique en tête et drapeaux déployés, dans un ordre remarquable. Elles parcourent maintenant le Ring entre deux haies de spectateurs qui les acclament.

Lundi, 3 novembre.

Deux journaux hongrois, *Az Est* et *A Reggel*, nous apprennent que la manifestation d'hier avait primitivement pour but de proclamer empereur d'Autriche l'archiduc Otto. Tel aurait été, du moins, le projet du général Ellisen, commandant les Heimwehren de Styrie; projet que des anti-légitimistes partisans de l'Anschluss auraient divulgué et auquel se serait opposé le chancelier Vaugoin.

Cette nouvelle romanesque est naturellement démentie et, d'ailleurs, personne n'attache ici la moindre créance à tous les bruits de ce genre. Il est même curieux de constater qu'une restauration des Habsbourg n'est nulle part moins qu'en Autriche considérée comme possible.

— Aucun d'entre nous ne voudrait d'une monarchie, qui impliquerait une nouvelle union avec la Hongrie, me dit un étudiant, parlant au nom de ses camarades.

— Personne n'y songe, me dit un grand financier, car ce serait s'engager dans une politique d'aventures, dont nous ne voulons pas et où nous serions amenés à être les soldats des intérêts hongrois.

Un ancien officier de marine me déclare, en revanche, que la reconstitution d'un État plus ou moins analogue à l'ancienne Autriche-Hongrie serait la solution la plus heureuse des difficultés dans lesquelles se débat l'Europe centrale. Visiblement, il désire une restauration simultanée des Habsbourg, à Vienne et à Budapest. Il ne croit cependant pas à sa possibilité immédiate.

— Voyez-vous, me dit-il, si plus tard une restauration est tentée, il serait bien imprudent de votre part de vous y opposer; en effet nous n'aimons pas la Prusse et, encore pendant la dernière guerre, l'officier prussien nous a été antipathique. Mais si une union danubienne ne se reconstitue pas, nous serons tôt ou tard obligés de réaliser l'Anschluss.

Pour l'instant, la plupart des Autrichiens travaillent à affermir la situation matérielle et morale de leur petit État, en évitant avec soin de froisser aucun de leurs voisins. Depuis les derniers voyages du chancelier Schober, l'Autriche a des traités d'arbitrage et d'amitié avec eux tous. Or, la restauration des Habsbourg susciterait forcément des difficultés internationales ; c'est pourquoi, ceux-là mêmes qui seraient favorables à cette restauration, ne croient souvent pas à sa possibilité.

Sauf un tout petit groupe de légitimistes, qui présentent deux candidats aux élections, personne ne pose la question du régime au scrutin de dimanche prochain. Seules les affiches socialistes font allusion à une intention des droites de rétablir la monarchie. Quand on parle d'une telle éventualité dans les milieux les plus réactionnaires, les gens vous regardent avec stupéfaction. Si cependant l'archiduc Otto, que l'on dit charmant, était apparu hier au balcon de cette aile toute récente du Palais impérial, que le sort tragique des derniers Habsbourg a empêché d'être jamais habitée, on ne peut savoir quelle aurait été la réaction de la foule.

Mardi, 4 novembre.

C'est aujourd'hui la fête du chancelier Vaugoin et les Heimwehren ont décidé de la lui souhaiter, en faisant défiler le long du Ring une retraite aux flambeaux qui ira l'acclamer au ministère de la Guerre. Aux environs de sept heures du soir, des milliers de torches s'allument et le cortège s'ébranle au son d'une marche. Une des musiques obtient un grand succès : celle dont la grosse caisse est traînée par un délicieux petit alezan. Des manifestants en uniforme forment la tête de la longue colonne, ensuite viennent des civils qui défilent eux aussi en rangs. En dépit d'une pluie persistante, l'affluence est considérable et l'enthousiasme vibrant.

Après la dislocation, des groupes stationnent quelque temps devant le ministère où ils poussent des « heil » en l'honneur de M. Vaugoin. Dans la foule, des jeunes gens vendent des journaux fascistes, le *Starhemberger Jäger* notamment, organe de ce corps d'élite que sont, paraît-il, parmi les Heimwehren, les chasseurs du prince Starhemberg. J'achète un numéro et le vendeur me demande si je ne désire pas la photographie du prince. Le jeune et très énergique ministre de

l'Intérieur y apparaît, en uniforme, coiffé du casque, et portant la jugulaire au menton. Son allure, sa prestance lui valent, paraît-il, un grand prestige : mais la vente de cette photographie, alors qu'il est ministre, indique qu'il se considère comme le ministre de la Heimwehret non du Parlement. Ses premières déclarations ne semblaient d'ailleurs laisser aucun doute sur son intention de gouverner, avec le Parlement, si les élections lui étaient favorables, sans lui dans le cas contraire. Par la suite, des explications atténuèrent ses paroles ; de même quand il déclare que certaines têtes devraient rouler dans le sable. Depuis lors, une extinction de voix a empêché le prince de prononcer de nouveaux discours, mais on lui attribue, avec quelque apparence de raison, des visées dictatoriales, et on se demande s'il est d'accord avec M. Vaugoin et Mgr Seipel, qui l'ont fait entrer dans le ministère.

Certains pensent que Mgr Seipel a voulu laisser la popularité du prince s'user au gouvernement. Quoi qu'il en soit, le ministère a adopté actuellement, pour unique mot d'ordre, la lutte contre le marxisme. Aujourd'hui, il a décidé de désarmer la *Schutzbund* socialiste, organisation de combat plus ou moins militarisée, qui pourrait devenir une force de guerre civile. Bien qu'elle soit moins dangereuse, depuis qu'elle n'a plus de complicités dans l'armée, elle reste néanmoins capable de susciter de graves désordres. On annonce ce soir que plus de 4 000 fusils, 26 mitrailleuses, des grenades, des dépôts de munitions ont été découverts. Mais les perquisitions, dit-on, avaient été connues d'avance et les socialistes possèdent encore d'autres armes. Les milieux de gauche affectent de considérer que cette tentative de désarmement unilatéral est faite pour pouvoir procéder, sans crainte de troubles, à un coup d'État.

Mercredi, 5 novembre.

La campagne électorale prend de plus en plus d'animation. Dans les principales rues on distribue des tracts et des camions de propagande parcourent les différents quartiers de la ville, portant des inscriptions qui recommandent telle ou telle liste. Ces camions sont ornés d'une ou deux grandes affiches illustrées, destinées à frapper les yeux de l'électeur. Pour les anti-marxistes, la vision du Palais de justice en flammes est l'argument le plus fort. Les socialistes cherchent à faire oublier

l'événement et veulent rassurer les petits commerçants et plus généralement les petits bourgeois, dont les loys sur les loyers ont fait leurs partisans. Ce soir la Schutzbund organise aussi une grande retraite aux flambeaux devant l'Hôtel de ville. La manifestation, peut-être moins disciplinée que celle des Heimwehren, est cependant très ordonnée.

Quelle est la cause de cette sagesse, égale des deux côtés? Les droites, qui occupent le pouvoir, n'ont pas besoin d'étaler leur force, tandis que les gauches sentent qu'elles seraient battues d'avance sur ce terrain. Il faut dire, en effet, que les Heimwehren, souvent commandées par d'anciens officiers de l'armée impériale, inspirent le respect. Surtout, la police, forte de 10 000 hommes, est remarquable, et la nouvelle armée est, au dire de tous, très entraînée et très disciplinée, depuis sa réorganisation par M. Vaugoin. Aussi les socialistes poursuivent-ils la lutte d'une manière entièrement différente de celle d'autrefois.

Leurs efforts tendent à rallier à leur drapeau les éléments pangermanistes en se montrant partisans de l'Anschluss. Seuls avec les nationaux-socialistes, ils ont fait soutenir leur propagande par de nombreux orateurs d'outre-Rhin. Le soir, à l'Hôtel de ville, l'ancien chancelier Muller prend la parole et harangue la foule. L'autre jour, c'était M. Loebe, président du Reichstag, qui venait à Vienne. Il y déclarait, à vrai dire, que s'il voulait l'Anschluss avec une Autriche démocratique, il s'y refusait avec l'Autriche de Starhemberg.

Tous les Autrichiens sont certainement très fiers d'appartenir à la race et à la culture allemandes : cela ne veut pas dire que tous soient d'accord pour s'unir avec un Reich, dont ils sont depuis longtemps séparés. La conception de la vie est si différente aux bords de la Sprée et sur les rives toutes *gemütlich* du Danubé. Par ailleurs, en dehors des complications internationales, une union avec l'Allemagne impliquerait bien des difficultés commerciales. Pour s'en convaincre, il suffit de constater que les négociations menées entre Vienne et Berlin, pour la conclusion d'un traité de commerce, traînent depuis près de trois ans..

Jeudi, 6 novembre.

A propos de l'Anschluss, il faut rendre justice aux chrétiens-sociaux, qui, à l'instigation de Mgr Seipel, n'ont pas

voulu aborder les sujets de politique extérieure au cours de la campagne électorale. Sans doute était-ce là mesure prudente pour détourner les soupçons que la formation d'un cabinet d'extrême-droite avait fait naître chez certaines Puissances. Les discours prononcés par les orateurs du bloc chrétien social et heimatwehr sont purement consacrés à la lutte contre le marxisme.

Le chancelier Vaugoin doit parler successivement aujourd'hui dans cinq salles différentes. Nous entrons au hasard dans l'une d'elles; le coup d'œil y est pittoresque. Le long des murs sont disposés des banderoles et des drapeaux aux couleurs nationales et provinciales. Autour de la tribune, une garde d'honneur, avec son drapeau, composée d'une escouade de membres de la Heimwehr viennoise, en uniforme et casqués. Ce sont des hommes des troupes d'assaut, et leurs camarades, qui assurent dans la salle le service d'ordre, sont aussi en uniforme, portant seulement l'élégant képi à plume autrichien. Beaucoup d'entre eux ont accroché une cravache le long de leur culotte, mais ils n'auront nul besoin de s'en servir, dans un milieu aussi favorablement disposé.

Pendant la réunion, je peux observer à loisir quelques membres de cette organisation, qui doit sauvegarder l'ordre, selon les uns, bouleverser l'État selon les autres. Il y a certainement ici un grand nombre de vieux officiers et beaucoup de tout jeunes gens. Les premiers, dont certains sont couverts de décorations, ont parfois une situation fort précaire qui les oblige à s'adonner à quelque occupation opposée à leurs goûts. Ils sont heureux de jouer un rôle dans le redressement de l'esprit patriotique et de mettre leur expérience au service d'une association quasi militaire. Les seconds appartiennent à cette génération de l'après-guerre que les désordres de cette période ont révoltée et poussée vers la réaction. En outre, me dit un sceptique, ces jeunes gens, qui ne font pas de service militaire, sont très satisfaits d'avoir l'occasion de porter l'uniforme. A côté d'eux, on note la présence de gens appartenant à tous les milieux sociaux.

Tous sont animés d'une foi commune. Quelle est cette foi? Sans doute, l'adhésion d'un grand nombre est-elle due à la nécessité d'en finir avec ce que l'on appelle ici l'austro-bolchévisme. Mais aujourd'hui, où la défense sociale est suffisamment

assurée par les agents de l'autorité, il est difficile de croire que ce soit encore ce seul but qui crée l'enthousiasme. De même les membres des Heimwehren sont unanimes à éprouver un sentiment de regret quand ils songent à la grandeur passée de leur pays. Reste à savoir s'ils envisagent tous de la même manière l'avenir meilleur qu'ils lui souhaitent. Sans doute, sont-ils tous partisans de l'établissement d'un gouvernement plus ou moins dictatorial et c'est, semble-t-il, le seul but qu'ils poursuivent immédiatement. Mais beaucoup ne l'envisagent que comme une étape vers la réalisation de visées plus lointaines. A l'égard de celles-ci, les tendances des Heimwehren semblent très diverses. A côté d'éléments pangermanistes, elles comptent des légitimistes, à côté de catholiques affiliés au parti chrétien-social, des athées qui ont peu de sympathies pour ce parti. C'est pourquoi, depuis que les Heimwehren sont sorties de leur rôle de garde nationale pour entrer dans l'arène politique, elles ont déjà connu bien des difficultés internes. A diverses reprises leurs dirigeants ont eu, dit-on, beaucoup de peine à éviter des scissions.

Le prince Starhemberg, tout récemment élu, à une voix de majorité, chef fédéral, est une figure tout à fait romantique de l'Europe contemporaine. Appartenant à une des plus grandes familles de l'ancien empire et possesseur d'une immense fortune, il a mené une vie très aventureuse et a fait preuve d'une extrême générosité, n'hésitant pas, par exemple, à abandonner aux bûcherons une grande partie du produit des coupes de ses forêts styriennes. En même temps, il a été intimement mêlé aux mouvements réactionnaires bavarois et a participé, tant au coup d'État de von Kapp qu'à un coup de main en Haute-Silésie. Depuis plusieurs années, il consacre son activité aux Heimwehren où il fut longtemps considéré comme un partisan de Hitler, avec lequel il était très lié. L'est-il encore? Les nationaux-socialistes ont fondé en Autriche leur propre organisation, qui obtient un certain succès parmi la jeunesse des écoles. Aujourd'hui ils présentent, dans toutes les circonscriptions, des listes de candidats qui n'auront d'autre résultat que de faire tort à celles des Heimwehren. Qu'en pense le prince Starhemberg, qui représente une fraction extrémiste? Qu'en pensent ses troupes et où veut-il les conduire? telles sont les questions que chacun se pose. Or, à cet égard, le prince



est très prudent et ses discours les plus violents ne sortent pas du cadre de la lutte anti-marxiste.

Vendredi, 7 novembre

La campagne électorale est ici pleine de pittoresque; non seulement, on emploie beaucoup l'image, mais encore on utilise les animaux et quels animaux! Deux chameaux sont promenés à travers les rues de Vienne où ils figurent les électeurs socialistes. Voilà au moins une publicité peu banale!

— Elle ne nous choque pas, me dit un socialiste; nous ne refusons pas d'accepter pour emblème cet animal travailleur, sobre et prévoyant. Allez plutôt visiter les maisons construites par la municipalité et vous verrez ce que nous avons réalisé en matière de logements.

Je suis ce conseil et je vais visiter une des grandes maisons construites par la municipalité. Dans une réunion chrétienne sociale, j'avais entendu donner cet argument : « Le peuple a besoin de maisons, il n'a pas besoin de casernes. » Sans doute, les immeubles construits par la municipalité sont-ils d'immenses bâtiments, solidement bâtis, dont on a dit qu'ils étaient appelés à servir de forteresses rouges, en cas de guerre civile. On ne peut, toutefois, nier que des appartements bien aérés, très propres et relativement spacieux y aient été aménagés pour des prix très modérés. Comme les logements ainsi mis à la disposition des classes populaires, étaient au nombre de 30 000 en 1928 et que 30 000 autres seront terminés d'ici 1932, on peut dire qu'un grand progrès aura été réalisé à Vienne en ce qui concerne les habitations ouvrières. L'œuvre accomplie était nécessaire depuis que la capitale avait été envahie, pendant la guerre, par les réfugiés galiciens, dont beaucoup n'étaient pas retournés chez eux, après les hostilités.

En revanche, les anti-marxistes affirment que seuls sont logés, dans ces maisons municipales, des membres du parti ou des syndicats socialistes. Les locataires, dont les enfants ne fréquentent pas les associations rouges des *Kinderfreunde* ne tarderaient pas, dit-on, à être expulsés sous un prétexte quelconque. Ce n'est cependant pas le plus sérieux reproché qu'on puisse adresser à la politique immobilière de la ville. Celle-ci pêche surtout par ses conséquences financières. Les maisons sont construites, sans regarder à la dépense, parce



que le déficit est couvert par des impôts spéciaux établis sur les loyers et sur le luxe. Or, Vienne a toujours vécu, en grande partie, de ses industries et de son commerce de luxe. Ceux-ci sont excessivement gênés aujourd'hui par les impôts dont on les accable pour subvenir aux besoins de la politique sociale. Les affaires vont mal, le chômage s'étend, et, finalement, les classes populaires paient ainsi la dépense.

On cite cet exemple typique d'une famille princière, possédant l'un des plus beaux palais de Vienne et ne l'habitant plus pour échapper aux innombrables taxes vexatoires qu'on voulait lui imposer.

Samedi, 8 novembre.

Tous les partis profitent de cette dernière journée de propagande pour faire un gros effort. M. Schober, qui rentre d'une tournée à travers tout le pays, arrive à trois heures et demie à la West-Bahnhof. Une grande réception lui est préparée ; une foule nombreuse l'attend, des musiques et des acclamations le saluent à son arrivée. Le prestige de l'ancien chancelier donne de la force au bloc des partis qu'il a réunis et qui, sans l'appui de sa personnalité, n'auraient pas grande chance de succès. Leurs programmes tendent à rallier ces classes moyennes qui espèrent ramener la prospérité par l'affermissement de l'ordre bourgeois. Parmi eux, le parti grand-allemand se distingue surtout par son pangermanisme, la *landbund* par son caractère agraire.

Une grande manifestation des chrétiens-sociaux et des Heimwehren a de nouveau lieu ce soir sur la Helden Platz, où le film *Lumière sur l'Autriche* est projeté en plein air devant le chancelier. C'est un film de propagande, admirablement réalisé pour rappeler aux spectateurs tous les méfaits du socialisme et tous les bienfaits des gouvernements de droite. Les pires horreurs révolutionnaires de ces dernières années y ont été reconstituées et nous assistons aussi bien aux scènes sauvages de l'assaut du Palais de justice qu'au sacrilège commis par ces enfants des écoles municipales qui lapidèrent un crucifix ! A la fin de la présentation apparaissent, au contraire, les réalisations obtenues dans les provinces par les chrétiens-sociaux. Dernière image : la révolte des Tyroliens contre Napoléon en 1809. Conclusion : de même que le petit Tyrol a

délivré l'Europe du conquérant, la petite Autriche a la mission de la délivrer du bolchévisme.

Dimanche, 9 novembre.

La journée des élections s'annonce aussi terne et grise que les journées précédentes ont été animées. Les rues présentent l'aspect silencieux des jours de fête ; devant les salles de vote quelques jeunes gens distribuent des tracts aux électeurs et électrices. Aucun incident, aucune discussion.

Le soir, à neuf heures, quelques feuilles spéciales commencent à paraître et donnent les premiers résultats de quelques localités.

Au milieu de la nuit, on apprend que toute l'agitation de ces derniers jours aboutira, en gros, au gain d'un siège par les socialistes, à la perte de deux par les partis du bloc Schober. Quant aux chrétiens-sociaux, ils perdent sept sièges, mais, comme les alliés de la Heimwehr en gagnent huit, la droite ne perd rien : elle s'est simplement divisée. Les nationaux-socialistes n'obtiennent pas un seul mandat.

C'est dire que la situation parlementaire se retrouve la même qu'avant la dissolution : une majorité anti-marxiste, mais insuffisante pour pouvoir modifier la constitution et qui exige l'accord du groupe Schober et des chrétiens-sociaux.

Mercredi, 12 novembre.

L'anniversaire de la République est célébré aujourd'hui ; les manifestants défilent devant l'Hôtel de ville. Parmi tous ces partisans du régime, qui suivent les drapeaux rouges et arborent l'égilantine, la proportion des bourgeois est étonnante. Vienne, comme l'ont montré les élections, est restée en grande majorité socialiste, tandis que les campagnes sont de plus en plus conservatrices.

La situation ne s'est guère modifiée, officiellement du moins, depuis dimanche. Les chefs de partis se reposent des fatigues de la campagne électorale et s'abstiennent de se prononcer. Peut-être négocient-ils pendant ce temps. Le public a grande confiance dans l'habileté de Mgr Seipel pour découvrir quelque combinaison capable de reconstituer le bloc bourgeois, opération indispensable à la constitution d'un gouvernement parlementaire.

L'ancien chancelier Schober veut bien nous recevoir quelques instants ; il ne semble pas inquiet, quant à l'éventualité d'un coup d'État. Il nous répète que le pays a besoin de tranquillité et qu'il faut respecter l'ordre constitutionnel. Il est encore trop tôt, dit-il, pour juger de la solution qui interviendra, puisqu'avec le système électoral compliqué de l'Autriche, un certain nombre de députés ne sont pas encore sûrs d'être élus. Néanmoins, d'un ton calme et assuré, qui inspire la confiance, M. Schober affirme sa conviction qu'un accord parlementaire est possible entre tous les partis bourgeois. Jamais, me répète-t-il, je ne m'allierai aux socialistes. A une question relative au désarmement des Heimwehren, il me répond qu'il est toujours attaché à la même formule : « seules l'armée, la gendarmerie et la police doivent posséder des armes. » Mais quand je lui demande s'il ne craint pas qu'un tel programme le sépare des droites, il me répond une fois de plus qu'il croit à une pacification des esprits.

C'est dans ce sens aussi que le Président de la République, M. Miklas, prononce son discours qui est diffusé par la radio. La question est seulement de savoir dans quelle mesure les partis se montreront conciliants. Le bloc Schober acceptera-t-il que le prince Starhemberg garde le ministère de l'Intérieur, et, au cas contraire, le ministre consentira-t-il à démissionner ? M. Vaugoin, lui-même, qui s'est beaucoup compromis dans la lutte contre M. Schober, envisagerait-il l'éventualité d'un coup d'État ? Sans lui, qui dispose complètement de l'armée, les Heimwehren ne peuvent rien. Beaucoup de gens estiment qu'il aura d'autant moins de raisons d'être poussé à une solution extrême que ses amis et lui pourront rester en majorité dans le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, l'Autriche, dont la vie économique s'est beaucoup consolidée depuis quelques années, a besoin de calme pour achever sa reconstitution. Elle a eu la prudence de garantir sa tranquillité extérieure, en se refusant jusqu'à présent à entrer dans ce bloc des mécontents qu'on tente de constituer en Europe. Espérons qu'elle saura trouver bientôt un gouvernement durable, qui l'assurera de la paix intérieure.

ANDRÉ NICOLAS.

---

# LA VIE

## DANS LES

### GRANDES PROFONDEURS DE L'Océan

Il n'y a pas encore un siècle, les appareils hydrographiques n'étaient utilisables que dans les eaux littorales des mers, et l'on croyait que les océans inexplorés recouvraient des abîmes insondables où l'eau, soumise à d'effroyables pressions, était épaisse et presque solide. De ces idées préconçues naissaient des légendes où les poètes représentaient les pauvres naufragés flottant éternellement entre deux eaux sans jamais trouver le repos.

Les naturalistes estimaient aussi que, dans de telles conditions, aucun être ne peut vivre dans les grandes profondeurs marines, qu'ils concevaient comme un désert immense, obscur et impénétrable.

Les perfectionnements apportés aux instruments de sondage construits pour immerger les premiers câbles électriques sous-marins, fournirent des notions nouvelles sur la physique de la mer et donnèrent une première approximation du relief et de la nature du sol océanique. On apprit ainsi que l'eau abyssale ne diffère pas sensiblement de celle de la surface, et l'on acquit enfin la certitude de l'existence d'animaux vivant normalement à plusieurs milliers de mètres de profondeur.

Les premières observations de ces êtres mystérieux, réduites à quelques cas accidentels, semblèrent si invraisemblables que les naturalistes, croyant à des erreurs, n'y attachèrent d'abord aucune importance. Il fallut de nouvelles découvertes, de

(1) Lecture faite le 25 octobre à la séance des Cinq Académies.

plus en plus précises, pendant de nombreuses années, pour que l'on se décidât à entreprendre des explorations méthodiques et des croisières spéciales destinées à élucider les problèmes qui se posaient dans toutes les branches des sciences. C'est ainsi que furent établies les bases d'une science nouvelle, l'océanographie, destinée à grouper en un corps de doctrine les connaissances diverses relatives à la mer, et à montrer qu'elles sont sous la dépendance les unes des autres. Les innombrables découvertes faites depuis lors dans tous les pays par les physiiciens et les naturalistes ont dévoilé quel champ immense l'océanographie ouvre à leur activité.

Les recherches des naturalistes ont eu pour résultat, non seulement de faire connaître une quantité d'êtres nouveaux, aux formes insoupçonnées, qui peuplent actuellement ce que l'on croyait un désert, mais aussi de nous renseigner sur les faunes marines des temps géologiques dont les restes constituent des amas de fossiles, aujourd'hui émergés dans tous les pays du globe. Nous commençons aussi à savoir ce qu'est la vie des êtres marins, à connaître les causes physiques de leurs réactions ; nous avons appris comment les mouvements et la composition chimique des eaux, leur profondeur, leur transparence, leur éclaircissement, leur température, déterminent la formation des faunes, la distribution géographique et les migrations des animaux à travers les océans. Ces notions nouvelles ont eu des répercussions considérables sur les industries de la mer, plus spécialement sur la grande pêche, puisqu'elles permettent de prévoir le lieu, l'époque, les causes et l'étendue des déplacements des poissons qui en constituent la matière première.

L'imperfection de la nature humaine ne permet pas l'observation directe des phénomènes qui se passent au fond des mers. C'est tout au plus si les premiers mètres de la surface nous sont accessibles ; aussi a-t-il fallu recourir à des moyens indirects et inventer d'ingénieux instruments qui prolongent jusqu'au fond des mers nos organes insuffisants. Ils ont, malgré leur perfection, le grave défaut de ne fournir que des observations restreintes ; il a fallu les répéter un grand nombre de fois, sur des points très dispersés, pendant de longues années, avant de songer à tirer quelques règles générales de cette énorme accumulation de documents. Et c'est

ainsi que si, dans son élaboration, la science de la mer peut paraître aride tant qu'elle se borne à l'enregistrement de faits particuliers, elle devient d'un passionnant intérêt lorsque quelques-unes de ses lois, s'en dégageant lumineuses, ouvrent à l'intelligence des horizons insoupçonnés. Mais ce n'est point sans peines, sans difficultés vaincues, sans dangers bravés et surmontés, sans pertes douloureuses, que l'océanographie a conquis sa juste place dans les sciences.

### LE PAYSAGE ABYSSAL

Les êtres qui vivent dans les eaux profondes des océans y trouvent des conditions d'existence bien différentes de celles où évoluent leurs congénères de la surface.

Dans les eaux littorales et les mers peu profondes, les animaux et les plantes pullulent. L'agitation des vagues, des marées, des courants, la lumière du soleil, la nature variée du sol, l'apport des eaux douces continentales, l'influence des saisons, le vent, la pluie, la diversité des climats déterminent des conditions d'existence très dissemblables; des faunes et des flores variées se constituent, dont les éléments diffèrent par leurs adaptations à ces divers milieux. C'est ainsi que, dans les mers tropicales, les animaux ont des couleurs brillantes, des formes exubérantes, contrastant avec les êtres ternes et fragiles des mers polaires.

A mesure que la profondeur augmente, l'action des vagues, des marées et des courants cesse de se faire sentir, et les animaux n'ayant plus à lutter contre leurs forces, suppriment les organes qui les protégeaient. L'influence des saisons disparaît aussi, et en un point donné des eaux profondes, la température ne change jamais.

La lumière solaire se décompose au contact de l'eau; ses divers éléments colorés s'éteignent progressivement, en commençant par les radiations rouges, et bientôt il n'en reste plus assez pour que les plantes puissent vivre; elles disparaissent donc rapidement; vers deux cents mètres de profondeur on ne trouve plus aucune de ces algues magnifiques aux couleurs vives, aux découpures élégantes, qui s'épanouissent dans les eaux du littoral.

Les rochers du rivage disparaissent eux aussi sous l'action

dissolvante des eaux agitées qui les pulvérisent; à mesure que la profondeur augmente, le sol se couvre de sable, puis d'une poussière de plus en plus fine, d'abord grise dans le voisinage des continents, plus loin d'une vase jaunâtre et enfin rouge; ses grains sont minuscules, puisqu'il en faut 20000 pour remplir un millimètre cube. Ce tapis uniformément mou résulte de l'accumulation des débris de la côte, des poussières que les fleuves, les vents, les volcans apportent des continents et des résidus solides des êtres flottants qui tombent incessamment de la surface avec une lenteur extrême. C'est à peine si les siècles peuvent servir d'unité pour mesurer l'accroissement en épaisseur du sol abyssal.

La température des eaux baisse de la surface vers le fond; dans les grandes profondeurs, le sol est recouvert d'une épaisse couche d'eau, étendue d'un pôle à l'autre, dont la température est voisine de la glace fondante. Mais cette masse d'eau froide n'est pas immobile; elle glisse avec une extrême lenteur des pôles vers l'équateur où cet apport incessant vient compenser par le fond l'eau qui, à la surface, échauffée par le soleil tropical, s'écoule en déterminant les grands courants océaniques tels que le célèbre Gulf-Stream. Tous les êtres qui constituent la faune des grandes profondeurs vivent donc dans des eaux froides ayant leur origine dans les océans polaires.

On peut se demander quel aspect un paysage abyssal présenterait à l'homme si quelque jour il inventait un appareil capable de l'y introduire et de l'éclairer. Il est probable qu'il n'exciterait pas son admiration. L'obscurité, le silence et le calme presque absolus qui règnent sur cette plaine immense, couverte uniformément de boue, sans aucun relief appréciable, sans végétation, où les animaux se raréfient dans l'eau de plus en plus froide, ne pourraient donner à cet observateur qu'une impression de monotonie et de tristesse sépulcrales.

#### LA FAUNE AUX GRANDES PROFONDEURS

Et cependant une faune abondante vit et prospère dans ce milieu jusque vers 3000 mètres de profondeur; puis elle s'appauvrit et disparaît seulement dans les étendues restreintes où la profondeur atteint et dépasse 7000 mètres.

La disparition des végétaux, qui pullulent dans les eaux



littorales, entraîne celle de tous les animaux herbivores; il ne reste bientôt que des carnivores, mêlés à d'autres êtres qui se sont adaptés à un autre genre d'alimentation. La faune marine change donc brusquement de caractère vers 200 mètres de profondeur; les chasseurs y dominent; comme partout ils cherchent à capturer des proies vivantes; mais il est d'autres animaux qui se contentent de saisir au passage les cadavres et les débris, le plus souvent microscopiques, tombant de la surface; ce sont les restes des êtres flottants qui peuplent les eaux éclairées et constituent ce que les naturalistes appellent le plancton. Certains de ces animaux possèdent des engins naturels, d'un extraordinaire perfectionnement, pour capter cette pluie alimentaire. D'autres, incapables de saisir des proies vivantes ou même des débris, se nourrissent tout autrement; ce sont les limivores, ou mangeurs de boue. Ils rampent lentement sur le sol, avalant incessamment la vase devant eux, et en retirant pendant son passage à travers leur corps, la faible partie de matière alimentaire que cette maigre nourriture peut contenir. Une dernière catégorie d'animaux n'a pour tout aliment que la minime quantité d'albumine en dissolution dans l'eau de mer.

La diminution progressive de la nourriture, à mesure que la profondeur augmente, suffirait à elle seule à expliquer la raréfaction puis la disparition des animaux vers 7 000 mètres. De récents sondages ont dépassé 10 600 mètres; nous ne savons pas encore si des êtres vivants ont été capturés dans ces régions exceptionnellement profondes du Pacifique équatorial.

#### D'OU VIENT LA LUMIÈRE

Vers 1 000 mètres, les radiations solaires violettes, les dernières que puissent percevoir nos yeux imparfaits, disparaissent absorbées par l'épaisse couche d'eau, et il ne reste plus du spectre que les radiations ultra-violettes qui semblent descendre au delà de 2 000 mètres. L'œil humain y est insensible, mais ce n'est pas une raison pour affirmer que certains animaux, dont les yeux sont au moins aussi perfectionnés que les nôtres, ne sont pas capables de les percevoir; pour eux, la nuit abyssale ne serait pas encore absolue. Mais ces radiations ultimes finissent elles aussi par être absorbées; il ne reste plus rien alors de la

lumière solaire. Malgré sa totale disparition, l'obscurité est-elle complète ? S'il en était ainsi, comment expliquer que des poissons, des crustacés, des pieuvres, vivant à plusieurs milliers de mètres, au delà de la limite des dernières lueurs solaires, ont des yeux non seulement aussi perfectionnés, mais souvent plus grands que ceux de leurs congénères de la surface éclairée ? Qu'en feraient-ils, s'ils ne pouvaient rien distinguer dans ce noir immense ? Ils devraient avoir disparu. On sait en effet, depuis Lamarck, que tout organe que des circonstances nouvelles empêchent de fonctionner, est destiné à s'atrophier et, après quelques générations, à disparaître. On ne devrait donc récolter dans les abîmes océaniques que des êtres aveugles. On en trouve, en effet, quelques-uns, mais pas plus que dans les eaux de surface. L'immense majorité possède des yeux parfaitement constitués. Il faut donc en conclure qu'il existe dans les grands fonds des sources de lumière autres que celle du soleil.

Ce problème est aujourd'hui résolu. Nous savons qu'une foule d'êtres marins abyssaux jouissent du pouvoir d'émettre de la lumière. Ce sont eux-mêmes qui éclairent leur immense domaine et qui produisent un des phénomènes de la nature les plus intéressants, les plus généraux et les plus inattendus.

Les premiers naturalistes qui assistèrent à la remontée, pendant la nuit, d'un chalut rempli d'animaux vivants capturés dans les grandes profondeurs, firent des descriptions lyriques du merveilleux spectacle de tous ces êtres lançant des éclairs multicolores. De nombreuses observations ont montré depuis que cette propriété photogène est très répandue, et l'on a même lieu de croire que la vase qui tapisse le sol sous-marin est imprégnée de microbes qui l'illuminent. On peut les isoler, les cultiver et les faire briller dans les laboratoires ainsi qu'ils doivent le faire sur la vase océanique.

En certains points du désert abyssal s'élèvent des oasis dont les arbustes sont constitués par des animaux, véritables taillis sous-marins dont chaque arbre est couvert d'une brillante écorce où s'épanouissent des fleurs étincelantes de feux multicolores. Forêts étranges où circulent de grands crabes aux yeux d'escaraboules, où nagent des poissons aux formes bizarres, aux cuirasses bronzées ou argentées percées d'innombrables fanaux, où rampent des pieuvres aux feux changeants. Dans le calme des eaux obscures se balancent des méduses transparentes et

lumineuses, des siphonophores aux guirlandes illuminées de lueurs bleues et mauves, de grandes crevettes rouges rehaussées de perles vertes étincelantes. En dehors de ces merveilleux oasis, la faune est infiniment moins riche et moins brillante; peu à peu, à mesure que le sol s'enfonce sous les eaux, l'illumination s'atténue, puis s'éteint, et quand les derniers animaux ont disparu, la nuit reprend l'intégralité de son empire.

Il est impossible de donner une description, même sommaire, des appareils qui produisent cette lumière animale. Les uns sont très simples, les autres très compliqués; ils se réduisent tous à la sécrétion d'un ferment qui, par son contact avec l'eau de mer, devient immédiatement lumineux. Mais souvent devant cette source de lumière se place un système compliqué de miroirs, de lentilles, d'écrans teintés qui en modifient la couleur, la direction, l'intensité.

L'animal peut éteindre ses fanaux ou les allumer à volonté, s'éclairer ou se dissimuler dans la nuit; ils lui servent encore d'appât pour la chasse, et aussi de signaux pour se reconnaître avec ses congénères dans l'obscurité.

#### ORIGINE DES ÊTRES ABYSSAUX

On a cru longtemps que les énormes pressions de l'eau dans les grandes profondeurs étaient incompatibles avec la vie. Des expériences nombreuses ont montré que les liquides intérieurs des animaux se mettent rapidement en équilibre à travers leur peau avec l'eau ambiante; la pression n'est plus alors qu'un facteur secondaire dans la vie des animaux abyssaux et ne limite en rien leur descente dans les grandes profondeurs, pourvu qu'elle s'effectue lentement.

Les faunes marines couvrent sur le sol marin de très grands espaces, car elles n'y rencontrent pas d'autre obstacle à leur extension que des différences de température ou de profondeur. C'est ainsi que l'on trouve des animaux qui, sur de très larges étendues, occupent un niveau déterminé, qu'ils ne franchissent pas. D'autres, moins exigeants, sont répartis sur les pentes abyssales à des profondeurs plus variées.

Ces faits ont conduit les naturalistes à se demander quelle est l'origine de la faune qui peuple actuellement les grandes profondeurs des océans.

Il arrive souvent dans les sciences naturelles que des théories générales sont émises prématurément, alors qu'elles n'ont pour base que des faits encore rares et souvent mal observés; elles laissent trop de place aux hypothèses et presque toujours des faits nouveaux montrent que, si elles valent pour un cas particulier, elles sont inopérantes pour beaucoup d'autres. Il serait imprudent, même actuellement, où nous sommes en possession d'un grand nombre de documents précis, de chercher à tout expliquer par quelques théorèmes.

Pour le moment, voici ce qui semble le moins incertain sur l'origine de la faune abyssale. On peut penser que ces êtres ont été créés d'emblée à la place où on les recueille, sans qu'ils aient aucun rapport avec ceux des autres régions des mers. S'il en a été ainsi, la question est tranchée d'avance et il est inutile de chercher d'autres explications; mais c'est là une vue purement métaphysique qui ne satisfait pas les naturalistes. On a supposé que les animaux abyssaux sont les premiers apparus et ont peuplé le littoral par la montée de leurs descendants vers les eaux superficielles. Mais cette théorie a dû être abandonnée comme étant contraire à de nombreux faits dûment constatés; cependant il est possible que dans les mers polaires divers animaux, rencontrant dans les eaux froides de la surface des conditions d'existence analogues à celles qu'ils trouvaient dans de plus grandes profondeurs, aient pu monter et s'établir dans les eaux côtières.

Pour la plupart des auteurs modernes, c'est la faune des eaux littorales éclairées qui a donné naissance à celle des mers profondes; le peuplement s'est produit dans la direction de la pesanteur, certains êtres s'établissant peu profondément, d'autres, moins nombreux, descendant plus bas, les derniers, devenus rares, s'adaptant progressivement à une existence nouvelle dans les régions abyssales.

Il faut ici faire remarquer qu'un grand groupe zoologique, les crinoïdes, particulièrement bien étudiés en Amérique, semble avoir pris naissance dans la partie de l'Océan Pacifique peu profonde comprise entre l'Indochine, Bornéo, Sumatra, et avoir peuplé de proche en proche toutes les mers du monde; les uns, en petit nombre, sont restés dans les eaux superficielles, les autres se sont installés dans des couches plus basses, atteignant peu à peu, en suivant les eaux froides abyssales

les mers polaires. Ce qui est vrai pour les crinoïdes l'est probablement aussi pour d'autres familles d'animaux.

Les engins de pêche employés au cours des premières croisières rapportèrent quelques êtres aux formes archaïques. Il n'en fallut pas davantage pour faire naître l'idée que les animaux abyssaux sont les descendants directs et inchangés de ceux qui peuplaient les mers des âges géologiques les plus reculés ; il faudrait dans cette hypothèse considérer la faune abyssale actuelle comme une relique de la faune primitive qui se serait maintenue intacte à travers les vicissitudes du globe, n'ayant eu aucune raison de se modifier dans ce milieu marin immuable et conservateur. On s'attendait à voir sortir des dragues des ammonites, des trilobites et d'autres êtres depuis longtemps disparus. Il n'en a rien été et la géologie nous a appris que la fixité moderne des océans profonds n'est qu'une illusion ; ils ont été, comme les autres parties de l'écorce du globe, plus d'une fois bouleversés.

Les multiples découvertes d'êtres nouveaux qui, ramenés des eaux profondes, ont si largement enrichi la zoologie, n'ont entraîné aucune modification importante de ses cadres ; il a suffi de les élargir sans les transformer pour y intercaler les nouveaux venus. Ceci montre que la faune des eaux superficielles est bien celle qui a fourni les animaux abyssaux ; une petite partie seulement s'en est lentement détachée, émigrant dans des eaux de plus en plus profondes, s'y adaptant de plus en plus rarement, et finissant par s'arrêter devant la difficulté croissante de s'alimenter et de se reproduire.

Mais il est prématuré, et il serait imprudent, de considérer dès maintenant comme définitivement établies les conceptions actuelles sur l'origine des êtres abyssaux. Ce qui est exploré du fond des océans est peu de chose par rapport à ce qui reste encore inconnu ; il faut donc s'attendre à des découvertes qui viendront modifier ou renverser ces théories. Ce ne serait pas la première fois d'ailleurs que pareil accident arriverait à de célèbres conceptions biologiques qui semblaient, à leurs débuts, établies sur des bases immuables, mais qui n'ont pas survécu à la lumière des faits nouveaux.

LOUIS JOUBIN.

---

APRÈS LA CONFÉRENCE IMPÉRIALE BRITANNIQUE

## L'ANGLETERRE ET SES DOMINIONS

La X<sup>e</sup> Conférence impériale britannique vient de se tenir à Londres. Les huit États qui constituent l'Empire y étaient représentés et jamais leur représentation n'avait été aussi brillante. La délégation de la métropole, qui a repris le nom de Royaume-Uni, avait à sa tête M. MacDonald, qu'entouraient quelques-uns des membres de son Cabinet. A la séance d'ouverture, il a échangé avec les premiers ministres des Dominions les congratulations et les vœux accoutumés. Ils se sont souhaité mutuellement un heureux règlement des problèmes si difficiles que la Conférence allait étudier. La question principale qui vient à l'ordre du jour est vitale en effet pour les Anglais : c'est le régime des échanges commerciaux entre les divers pays qui font partie de la communauté britannique.

Voilà bien longtemps déjà qu'elle se pose, et l'on peut dire qu'elle a été soulevée dès que l'idée de l'Empire s'est fait jour, naissant tout naturellement de l'évolution qui a transformé les colonies en Dominions. Quand, il y a six ans, nous avons parlé de l'Exposition de l'Empire britannique, et rendu compte aux lecteurs de la *Revue* de cette belle manifestation coloniale, digne en tous points de la grandeur et de la richesse de l'Empire, nous n'avions pas manqué de rappeler la question. La Grande-Bretagne comptait alors beaucoup de chômeurs, 1200 000. Son industrie et son commerce se heurtaient à des difficultés sérieuses et l'on espérait y remédier par le développement de ces échanges.

Depuis, la situation n'a cessé de s'aggraver : le nombre des



chômeurs dépasse aujourd'hui deux millions, chiffre qui, en 1924, aurait paru invraisemblable, et l'on discute, plus vivement que jamais, de ce régime commercial. Faut-il sacrifier le commerce étranger au commerce interimpérial, abdiquer la vieille doctrine du libre échange, orgueil et force de l'Angleterre victorienne, et se rallier au protectionnisme, tant honni par les libéraux?

A dire vrai, pourquoi ne pas changer d'orientation? Ce fameux libre échange, que l'on est porté à l'étranger, et même en Angleterre, à regarder comme un trait essentiel de la politique commerciale britannique, ne fut qu'un accident au cours de la vie économique de la Grande-Bretagne. C'est au contraire sur le protectionnisme le plus outré que l'Angleterre a jadis établi les bases de sa fortune. Jamais aucun pays, croyons-nous, n'a appliqué aussi strictement une loi aussi brutale en faveur de l'industrie et du commerce nationaux, que l'Acte de navigation. Or, il est resté en vigueur durant près de deux siècles.

Mais un beau jour, l'invention de la machine à vapeur a renversé la situation. Bloc de houille et de fer, l'Angleterre devint rapidement le premier pays industriel du monde. Ses filatures et ses tissages avaient besoin de coton, et comme elle n'en produisait pas, elle devait en importer au plus bas prix, par conséquent libre de toute taxe. De plus, ayant délibérément sacrifié l'agriculture à l'industrie, il lui fallait aussi acheter dans les mêmes conditions les denrées de toute sorte nécessaires pour alimenter sa population. Enfin, l'industrie anglaise ne pouvait pas se passer des marchés étrangers pour écouler les articles qu'elle fabriquait à si bon compte; elle avait donc tout intérêt à ce que les autres pays pratiquassent la même doctrine.

C'est ce qui explique la propagande passionnée que les Anglais ont faite durant tout le *xix<sup>e</sup>* siècle auprès des autres peuples, pour les convaincre qu'ils n'avaient pas de plus sûr moyen d'assurer leur propre prospérité que d'adopter ce libre échange, qui convenait si bien à l'Angleterre et dont Cobden et ses disciples s'étaient faits les prophètes.

Cependant, peu à peu, les conditions ont changé. Les autres pays, à leur tour, s'étaient lancés dans la grande industrie, si bien que l'Angleterre perdait son avance. Ce fut pour les



Anglais une stupéfaction lorsqu'ils trouvèrent sur certains marchés étrangers, dont ils ne doutaient pas de posséder le monopole, les articles *made in Germany*, et que ceux-ci vinrent leur faire concurrence jusque dans les magasins et boutiques du Royaume-Uni. Cette stupéfaction se mua en indignation, puis tourna à la panique. Si les Allemands, dirent-ils, arrivent à fabriquer meilleur marché que nous, les industriels les plus avisés du monde, ce ne peut-être que parce qu'ils profitent de conditions plus favorables. Il faut donc rétablir l'équilibre rompu, et pour cela, protéger nos industries. Mais à cette époque, celles-ci étaient encore si prospères, malgré quelques difficultés naissantes, que les théoriciens du libre échange n'eurent pas grand mal à réfuter leurs adversaires. Les élections de 1906 firent triompher une fois de plus les idées libérales.

Il en fut ainsi jusqu'à la guerre. Mais elle créa un état d'esprit nouveau et les partisans du libre échange durent battre en retraite devant des arguments qui paraissaient alors irrésistibles : exigences de la défense nationale et nécessité de protéger les industries, que les Anglais appellent, d'un terme singulièrement élastique, « industries-clefs ». Pour sauver la face, on ne parla pas de tarifs protecteurs. Il fut question seulement de « sauvegarder » ces industries indispensables, et de prendre des mesures spéciales pour annuler les avantages que certains pays tiraient de leur change déprécié. Malgré la résistance des libéraux, les conservateurs, appuyés par les industriels, l'emportèrent. Pas pour longtemps : en 1924, ils furent battus. Toutefois, les protectionnistes conservèrent à peu près le terrain gagné. Chaque élection nouvelle ramène la question sur le tapis, chaque parti s'en tenant à la doctrine qu'il a adoptée. Les travaillistes s'accordent sur ce point avec les libéraux, parce qu'ils sont obligés de combattre toute taxe qui aurait pour effet de relever le coût de la vie.

\* \* \*

Cependant, la crise économique ne cessait de s'aggraver. La riche Angleterre, dont le territoire n'a pas été touché par la guerre, souffre beaucoup plus que la France, saignée à blanc et forcée de réparer elle-même ses dévastations puisque l'ennemi n'a pas tenu ses engagements. Paradoxe seulement en

apparence, car il serait aisé de montrer que l'Angleterre souffre surtout de son retard à s'adapter à des conditions entièrement nouvelles, nées de la guerre, mais qui auraient pu se produire aussi bien sans elle. Troublés dans leur quiétude commerciale presque séculaire, désorientés, inquiets, les Anglais cherchent de tous côtés les moyens capables d'aider les industries nationales. Parmi ces moyens, beaucoup mettent au premier rang le développement des échanges à l'intérieur de l'Empire, et, par une conséquence immédiate, une barrière suffisante contre les marchandises étrangères.

A la tête de ce mouvement se trouvent non seulement les industriels, directement intéressés, mais nombre de banquiers et de négociants de la cité de Londres, de grands organismes tels que la Fédération des industries britanniques, la plupart des Chambres de commerce, même celle de Manchester qui renie ainsi son passé.

Toujours est-il que cet état d'esprit répond parfaitement à celui des Dominions eux-mêmes. Leur prospérité est gravement atteinte. La baisse de la laine et du blé ruine les fermiers d'Australie. Ceux du Canada voient se gâter dans les élévateurs de leurs coopératives des millions de quintaux de grain qu'ils ne peuvent pas vendre. Mais les nations qui font partie de la communauté britannique entendent ne consentir aucun sacrifice qu'il ne soit payé de retour. Elles le firent bien voir dès que, dans sa première séance plénière, la Conférence aborda la question essentielle de l'ordre du jour, c'est-à-dire le régime commercial.

Ce fut M. J.-H. Thomas, ministre des Dominions, qui prit la parole au nom du Gouvernement britannique. Il expliqua la situation en insistant sur sa gravité, bien gêné pour poser le problème nettement, car il n'ignorait pas les idées arrêtées des Dominions, que leurs représentants proclamaient depuis plusieurs mois. Assez disposé lui-même à leur faire des concessions, il savait que la plupart de ses collègues du ministère travailliste demeuraient intransigeants sur la doctrine du parti. Il se borna donc à dire que la Conférence devait étudier les mesures à prendre pour développer, au profit de l'Empire tout entier, le volume des affaires entre l'Angleterre et les Dominions.

Ces paroles n'étaient pas compromettantes. Elles ont pro-

voqué une vive riposte de la part des Dominions. Depuis 1926 en effet, c'est en égaux qu'ils siègent aux côtés du Royaume-Uni. La IX<sup>e</sup> conférence a réalisé cette réforme capitale dans le statut de l'Empire, en décidant que ses diverses parties seraient autonomes et librement associées comme membres de la communauté des nations britanniques, reliées simplement par une allégeance commune à la Couronne.

C'est donc sur un pied d'égalité parfaite que le délégué du Canada répondit le premier au ministre britannique. M. D. Richard Bennett, fort de l'autorité que lui donnent les récentes élections canadiennes, annonça sans détour que son pays plaçait avant tout ses intérêts propres : « Canada d'abord ». Mais il était bien convaincu que tous les membres de la communauté auraient avantage à se faire des concessions réciproques. Que la Grande-Bretagne assure chez elle au blé canadien un marché élargi, elle trouvera le Canada tout disposé à faire de même en faveur des marchandises britanniques et impériales. Quant au libre échange impérial, « il n'est ni désirable, ni même possible ; la préférence impériale nous suffit et nous pouvons en tirer tous les avantages du libre échange ».

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud ont fait des déclarations analogues, en invoquant aussi la réciprocité.

Ces propositions ont rencontré beaucoup de faveur auprès d'une partie de l'opinion britannique. De grands organismes économiques ont invité le Gouvernement à s'engager dans la voie que le Canada lui indiquait. Mais ce qu'il y eut de remarquable, ce fut la manière dont M. Stanley Baldwin saisit cette occasion de faire une déclaration au nom de son parti : il annonça que les conservateurs inscrivaient à leur programme le principe de la préférence impériale, telle que le contenaient les propositions des Dominions. Ils prenaient ainsi position, tandis que les travaillistes restent prisonniers de leur doctrine, et que la crainte de déplaire à leurs électeurs en provoquant la hausse de la vie, leur rend assez difficile d'accepter cette mise en demeure. Sur ce terrain ils ont trouvé des alliés du côté des libéraux, qui s'indignent de voir les Dominions demander à la Grande-Bretagne d'établir en leur faveur tout un système de tarifs, alors qu'eux-mêmes ne songent qu'à fermer leurs portes aux importations anglaises.

A dire vrai, on comprend les hésitations de M. MacDonald.

Ces concessions que les Dominions demandent à la métropole, auraient des répercussions étendues et profondes et réagiraient sur les relations de la Grande-Bretagne avec les autres pays. Le Canada voudrait être assuré de la préférence pour la fourniture du blé. Demande bien naturelle, car le Royaume-Uni achète aux Dominions la moitié à peine de sa consommation. Mais si le Canada obtient cette faveur, que dira l'Argentine? La mission que lord d'Abernon a conduite dans ce pays, précisément pour activer les échanges commerciaux, a abouti à des engagements fermes de la part des deux Gouvernements : ils se promettent de s'ouvrir mutuellement des crédits importants, sous la réserve de les employer à l'achat de matériel de chemin de fer et de machines d'un côté, de céréales et de produits agricoles de l'autre. D'une manière générale, il semble que les concessions mutuelles seraient plus avantageuses pour les Dominions que pour la Grande-Bretagne.

Quant aux seules idées que le Gouvernement travailliste ait apportées à la Conférence : achats en masse par l'État, système des coefficients, contrôle des importations de céréales et de matières premières, ces mesures ne seraient qu'un protectionnisme déguisé et, à coup sûr, un progrès nouveau vers le socialisme d'État.

En tout cas, les conservateurs accablent de leur ironie travaillistes et libéraux qui s'obstinent dans leur fétichisme à l'égard de la « vieille idole » et menacent d'étouffer la vie impériale dans « l'étreinte glaciale du vieux libéralisme doctrinaire ».

Cette Conférence s'est terminée en laissant l'opinion sur une impression d'incertitude assez pénible. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'elle a condamné formellement le libre échange impérial, que le parti de l'Empire unifié, dissident du parti conservateur, avait inscrit à son programme. Malgré l'influence que leur donnent leurs journaux, lord Rothermere et lord Beaverbrook échouent comme jadis avait échoué Joë Chamberlain.

Elle recommande la préférence impériale : vieille idée, que, depuis un demi-siècle, on a souvent agitée sans grand succès. Réussira-t-elle mieux cette fois, ou plutôt, gagnera-t-elle du terrain ? Car cette préférence existe déjà dans certains cas. Son application généralisée soulèvera de nombreuses difficultés

d'ordre technique et sentimental. Elle heurte l'attachement traditionnel au passé; elle fait craindre une hausse de la vie. Sa mise au point sera extrêmement délicate, comme celle de tout tarif douanier.

Les industriels, les négociants, les banquiers, partisans du système, sont certes très représentatifs, mais ils sont loin de faire le nombre et ne comptent guère dans un scrutin. Le gros des électeurs, que la doctrine libérale a imprégnés depuis trois ou quatre générations, est certainement hostile à tout droit sur les denrées alimentaires et rien ne dit qu'ils ne voteraient pas en masse, comme ils l'ont déjà fait, pour le maintien du système traditionnel,

N'est-ce pas eux qui auraient raison, et en suivant leur instinct, ne serviraient-ils pas l'intérêt général? Pourquoi sacrifier les relations si profitables, qui existent depuis si longtemps avec les pays étrangers, à celles qui pourraient se développer avec les Dominions? D'après un Livre bleu, publié au mois de mars dernier sur le ravitaillement de la Grande-Bretagne, elle tire du dehors 60 pour 100 de ses approvisionnements, dont 21 pour 100 seulement viennent des Dominions et des colonies. Un autre document, qui n'est pas suspect puisqu'il émane du Comité impérial lui-même, nous apprend que, dans le commerce total de l'Empire, les échanges entre ses diverses parties ne comptent que pour un quart. Le jour paraît bien éloigné où la proportion pourra se renverser, ou même l'équilibre s'établir. Lord Melchett, ardent défenseur de l'unité économique impériale, est trop loyal pour ne pas reconnaître que les ressources de l'Empire, si abondantes soient-elles, ne lui donnent pas l'indépendance à l'égard des autres pays. Il manque de pétrole, d'engrais, de soufre, de mercure, d'antimoine. S'il produit de la laine en excédent, les usines du Lancashire sont pour les deux tiers tributaires du coton américain. Il importe aussi le lin, le chanvre, la soie. Riche en caoutchouc, il est pauvre en huiles végétales. Il possède beaucoup de matières premières en excédent, mais n'a pas toutes celles qu'il lui faudrait.

Quant aux échanges, nous avons vu ce qu'il en était. Cela n'empêche pas les partisans de l'unité impériale d'invoquer les statistiques pour montrer que le Canadien et l'Australien sont pour les usines britanniques de bien meilleurs clients que

le Roumain, le Serbe ou le Chinois. Nul ne le conteste, mais on fait dire aux chiffres ce que l'on veut, suivant la manière de les présenter. Ce qui fausse l'argument, c'est que les habitants de race blanche de l'Empire britannique qui, pris individuellement, font d'excellents acheteurs, ne sont qu'un nombre infime à côté des autres et, par conséquent, ne représentent qu'un chiffre d'affaires très peu important. Il serait donc dangereux de mécontenter à cause d'eux ces clients étrangers qui ont la force du nombre et dont la puissance d'achat ne fera que croître avec le temps.

\* \* \*

S'il fallait caractériser cette X<sup>e</sup> Conférence, on pourrait dire qu'à la différence de celle de 1926, qui s'était occupée surtout de questions politiques, juridiques et constitutionnelles, elle a consacré le meilleur de son activité aux problèmes économiques. Leur solution, nous l'avons constaté, est particulièrement difficile en raison de la diversité, quelquefois de l'opposition des intérêts en jeu. Il est probable que l'on s'aiguillera vers un moyen terme, qui puisse satisfaire les Dominions sans sacrifier l'Angleterre. Mais de toute façon, la métropole sera forcée de compter avec les autres parties de l'Empire. Quand elle s'est en quelque sorte tournée vers ses enfants pour leur demander de l'assister dans sa gêne présente, ils ont répondu qu'ils sont tout prêts, à la condition que cette assistance n'entrave pas leur vie propre et qu'ils y trouvent leur profit.

Cette dépendance plus étroite entraînera une conséquence qui ne peut pas nous laisser indifférents : à mesure que les Dominions prennent dans l'Empire une plus grande place, ils exercent une influence plus active sur la politique étrangère de l'Angleterre. Or ils sont trop loin de l'Europe, matériellement et moralement, pour toujours bien comprendre ses affaires; en tout cas, elles ne les intéressent guère. Mais l'Angleterre ne peut pas devenir étrangère à l'Europe. Pour rester dans le domaine économique, que fera-t-elle, si la Pologne, la Tchécoslovaquie, les pays danubiens et balkaniques, essentiellement agricoles, poursuivent leur rapprochement, et groupés en face des pays industriels de l'Europe occidentale, leur proposent un accord sur l'échange mutuel de leurs productions



respectives ? L'Angleterre ne pourrait pas participer à un pareil accord sans trahir les intérêts de ses Dominions, spécialisés eux aussi comme producteurs agricoles. Et pourtant, comment renoncer à la clientèle de ces pays ? On en revient toujours au même point. C'est ce qu'a si bien dit M. René Pinon, dans sa chronique du 13 octobre : « Les Dominions prétendent empêcher l'Europe de s'organiser en dehors d'eux, mais ils ne veulent pas davantage qu'elle s'organise avec eux. » L'Angleterre le sait bien, et c'est pourquoi elle se montre si hostile à l'idée de la fédération européenne.

Nous comprenons donc les hésitations du Gouvernement travailliste. Comme à celui qui lui succédera, il lui reste la ressource de s'en rapporter aux électeurs. Mais sont-ils assez bien renseignés pour prendre une décision de cette importance, qui engagera si fortement l'avenir ? En vue d'éclairer l'opinion, la création d'un secrétariat permanent, généralement demandée, serait une bonne chose. Elle ne devrait pas soulever de difficultés. Celles-ci commenceront, dès qu'il s'agira de resserrer la coopération au moyen de tarifs douaniers qui, en Angleterre plus que partout ailleurs, seront toujours un ferment de discorde.

Ces difficultés ne veulent pas dire que serait menacée la solidité de l'Empire, ou plutôt, puisque c'est le terme officiel, de la communauté britannique. Les liens qui unissent ses diverses parties sont lâches, mais résistants. L'unification de ces parties n'est ni désirable, ni peut-être même logiquement possible par suite de leur extrême diversité. Mais entre l'indépendance et l'unité parfaite, il y a tous les degrés de l'union. Les Britanniques du Royaume-Uni et ceux des Dominions le savent bien, et c'est pourquoi, au fond, ils ne s'inquiètent pas davantage de l'avenir politique ou économique de leur communauté.

ANTOINE DE TARLÉ.



---

## SOUVAROV ET LA FRANCE

Le 24 novembre, 1730 naissait un enfant qui devait devenir une des plus grandes gloires militaires de la Russie, le feld-maréchal Souvarov, comte de Rymnik, prince Italiiski, généralissime des armées russes. Cet anniversaire permet aux Russes qui se souviennent du grand passé de leur patrie, de se recueillir en le célébrant. Mais il n'est pas sans intérêt pour nous, Français, d'y penser également, car c'est Souvarov qui a présidé en 1799 au premier contact guerrier entre la Russie et la France, contact qui fut des plus rudes. Les événements qui se déroulèrent alors, ont laissé aux Russes comme aux Français assez de gloire pour nous rendre tous également fiers. Ils ont fait naître entre les militaires des deux nations une estime réciproque qui s'est confirmée pendant les guerres napoléoniennes; à cette estime, la campagne de Crimée vint depuis ajouter une sympathie dont les épreuves communes de la guerre mondiale ont fait une véritable fraternité d'armes. On n'oublie pas en France la collaboration chevaleresque du généralissime russe de 1914, le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch, lançant deux armées russes en Prusse orientale où leur pression fut telle, malgré leur échec final, que deux corps d'armée prussiens ont été rappelés de France, et ont manqué à nos adversaires au moment de la bataille de la Marne.

Il appartient à des Russes d'exposer l'ensemble de la vie de Souvarov. Je ne parlerai ici que des circonstances de nature à faire comprendre les conditions des luttes de l'armée russe contre la nôtre à cette époque.

Trop occupée par les affaires de Pologne, Catherine II n'avait pas pris part à la première coalition contre la Révo-

lution  
Après  
ment  
Louis  
Russ  
avait  
Russ  
aux  
Révo  
dans  
aux  
son

ress  
poss  
la p  
non  
mai  
du  
blin  
mo  
mo  
me

l'é  
Su  
la  
Sa  
pa

Pa  
ar  
ch  
re  
co  
n  
e  
é  
v

lution française. Mais elle comptait intervenir tôt ou tard. Après sa mort, cette tendance se trouva renforcée à l'avènement de Paul I<sup>er</sup>. Le prétendant au trône de France, le futur Louis XVIII, recevait à Mittau l'hospitalité russe, et c'est en Russie qu'après la paix de Campo-Formio, l'armée de Condé avait également été très généreusement recueillie. Aussi la Russie adhéra-t-elle à la 2<sup>e</sup> coalition, montée en 1798 grâce aux subsides de l'Angleterre, comme à une croisade contre la Révolution. Paul I<sup>er</sup> enverra une armée russe en Italie, sa flotte dans la Méditerranée, une autre armée en Suisse, un corps auxiliaire avec les Anglais en Hollande, et Souvarov, avant son départ pour l'Italie, ira saluer Louis XVIII à Mittau.

Cette croisade pourtant n'était pas entièrement désintéressée. L'Angleterre voulait avant tout abaisser sa seule rivale possible sur mer. L'Autriche, qui avait sans scrupule accepté à la paix de Campo-Formio de s'annexer Venise, comptait bien non seulement conserver cette acquisition et reprendre Milan, mais conserver le plus possible des conquêtes à faire en Italie du Nord. Quant à Paul I<sup>er</sup>, certes il voulait sincèrement rétablir l'ancien ordre de choses. Mais il espérait aussi trouver le moyen d'acquérir un point d'appui naval en Méditerranée, motif qui avait déjà été à la base de sa décision de se proclamer le protecteur de l'Ordre de Malte.

Les succès de la Révolution française avaient provoqué l'établissement de régimes démocratiques en Hollande, en Suisse, à Gênes, la création de la République cisalpine. Puis la maison de Savoie avait dû quitter Turin et se réfugier en Sardaigne; la République romaine était née; la République parthénopéenne avait été proclamée à Naples.

Les partisans de ces régimes nouveaux étaient nombreux. Parmi eux se trouvaient même bien des membres des anciennes aristocraties qui avaient aidé à la création du nouvel état de choses, et y resteront fidèles pendant notre infortune temporaire. Partout les chefs français penseront à insérer dans les capitulations des places des clauses garantissant la sécurité de nos partisans. Souvent ceux-ci partiront avec nos troupes; il y eut ainsi un véritable exode quand l'armée de Macdonald évacua Naples.

La venue et les succès des Alliés en Italie et en Suisse vont y déclencher une réaction qui déterminera dans certaines

provinces des insurrections allant parfois jusqu'à une guerre civile ouverte en marge de la guerre étrangère. Mais comme toujours en pareil cas les masses populaires oscilleront d'un camp à l'autre selon les chances apparentes de succès, et aussi selon le mécontentement suscité par les réquisitions des armées opposées.

Des troupes régulières italiennes et suisses se trouvaient des deux côtés : soit d'anciennes troupes ayant pris parti, soit de nouvelles levées. L'armée piémontaise était ainsi coupée en deux. Très peu d'officiers et de soldats cisalpins quittèrent les rangs français, malgré des pertes très élevées. Il y avait des demi-brigades helvétiques dans l'armée de Masséna, une légion suisse de Bachmann chez Korsakov.

Les Russes rencontrèrent en face d'eux, en Italie, les Polonais des légions de Dombrowski devenues partie intégrante de l'armée française. L'armée de Condé combattit en Suisse sous les ordres de Korsakov, et elle y fut très éprouvée. Toutes ces circonstances concouraient à donner à la lutte un caractère violent. Et pourtant on vit dans les deux camps des actes d'humanité et de générosité également honorables.

En 1799, Souvarov avait soixante-neuf ans. Il joignait beaucoup de bon sens naturel à une instruction militaire et générale étendue. Ses nombreuses blessures et actions d'éclat attestaient une grande bravoure personnelle. Sans besoin de luxe, sobre, dur à soi-même, il possédait une rare endurance physique et payait d'exemple en partageant les fatigues et les dangers de ses soldats. Il les aimait sans les gêner et savait leur parler. Sa carrière avait eu des débuts modestes qui lui avaient appris à obéir. Puis étaient venus de grands commandements souvent autant politiques que militaires, exigeant beaucoup d'initiative. Quarante années de guerre contre des adversaires de tout genre lui avaient donné une expérience peu commune ; il y avait acquis l'amour des troupes en même temps qu'une absolue confiance en soi-même. Sa volonté était inflexible, ses exigences au combat et pour les marches considérables. Aussi obtenait-il une étonnante rapidité de mouvement pour concentrer ses forces, arracher la victoire ou exploiter implacablement le succès.

Avec cela il soignait l'instruction de ses troupes, les dres-

sait réellement au combat, faisait personnellement des reconnaissances minutieuses. Les affaires conduites par lui étaient bien préparées : avant le fameux assaut d'Ismail, il en avait fait exécuter des répétitions. Dans une guerre contre des ennemis parfois demi barbares, il avait conduit durement batailles et assauts, sans appréhender de perdre du monde et en infligeant à l'adversaire des pertes terribles : la bataille de Rymnik, les assauts d'Ismail et de Praga sont restés célèbres à ce point de vue. Mais il savait montrer après le combat de l'humanité envers blessés et prisonniers.

D'un caractère entier, ses rapports avec ses voisins n'étaient pas toujours faciles. Pourtant il avait été uni par une intime amitié avec son collègue autrichien des guerres de Turquie, le duc de Saxe-Cobourg, et sa collaboration à ces campagnes avait laissé à la cour de Vienne d'excellents souvenirs. Après la bataille de Rymnik, il avait été fait comte de l'Empire en même temps que comte russe. Il aura en 1799, en Italie, des relations très confiantes avec son chef d'état-major autrichien Chasteler.

Inaccessible à l'intérêt, il préférait les récompenses honorifiques. Comblé d'honneurs, il était resté simple, tout en étant très imbu de sa valeur et très représentatif quand il convenait. Profondément russe, il était animé d'un patriotisme orgueilleux et exclusif auquel s'incorporait un vif sentiment religieux. Ce n'était pas son moindre facteur d'influence sur le soldat et l'officier.

Il avait eu une véritable adoration pour Catherine II, envers qui il s'était montré sans peine courtisan habile. Mais il n'était pas toujours maître de son esprit caustique, et d'acribes critiques du caporalisme et des fantaisies militaires de l'empereur Paul I<sup>er</sup> lui avaient valu deux ans d'un exil qui durait encore au moment où se forma la deuxième coalition.

C'est le prestige dont il jouissait auprès du gouvernement et du commandement autrichiens qui le fit demander par François II comme général en chef des armées russe et autrichienne destinées à opérer en Italie, en même temps que le titre de feld-maréchal autrichien lui était conféré. Il va trouver dans les Français des adversaires dignes de lui.

Les Autrichiens avaient eu déjà des succès en Italie avant qu'il y arrivât le 14 avril. Tout de suite il donna aux opéra-

tions une impulsion nouvelle et énergique, en même temps que par des proclamations il appelait les populations à rétablir l'ancien régime. Dès le 27 avril, une victoire remportée sur Moreau à Cassano lui permit d'entrer rapidement à Milan et à Turin et dans beaucoup d'autres villes, si bien que l'arrivée de Macdonald avec l'armée française revenant de Naples le trouva dispersé dans toute l'Italie du nord.

Sans hésiter, Souvarov leva plusieurs sièges, concentra ses forces par des marches rapides qui étonnèrent également Autrichiens et Français, et engagea contre Macdonald la bataille de la Trebbia qui dura trois jours, les 17, 18 et 19 juin. La lutte y fut très dure. Presque tous les généraux français, y compris Macdonald, furent blessés, et les alliés vainqueurs se trouvèrent trop épuisés pour poursuivre. Dans son rapport adressé à Vienne, Souvarov disait : « Les ennemis ont fait de merveilleux efforts de bravoure. »

Le sort de la campagne en Italie fut décidé par la bataille de Novi le 15 août. L'acharnement fut extraordinaire et les pertes très lourdes des deux côtés. Le général en chef français Joubert fut tué. Les Français vaincus, dont Moreau avait repris le commandement, firent cependant assez bonne contenance pour emmener avec eux 2 000 prisonniers et presque tous leurs blessés. Souvarov laissa voir son émotion en parcourant le soir le terrain de l'action et déclara n'en avoir jamais livré d'aussi terrible.

La récompense de sa victoire fut le titre de prince, conféré à la fois par le Tsar et par le roi de Sardaigne.

Le trait caractéristique de ces batailles avait été des attaques à la baïonnette renouvelées par les deux partis, ce qui explique les pertes élevées des vainqueurs comme des vaincus.

Mais les exigences de Souvarov choquaient les habitudes méthodiques des généraux autrichiens. Il avait eu quelquefois pour eux des paroles blessantes et malheureuses. Une grave mésentente politique se joignait à ces causes de mécontentement. Les Autrichiens prenaient possession des villes au nom de leur maître et leur gouvernement avait refusé de laisser le roi de Sardaigne rentrer dans sa capitale délivrée. Il en résultait des conflits violents avec Souvarov qui voulait de bonne foi, comme le Tsar, rétablir l'ancien état de choses.

Pour rester seule en Italie et y avoir les mains libres, l'Au-

triche fit donc adopter à la fin de juillet un nouveau plan par l'Angleterre. Une armée russe sous les ordres de Korsakov, déjà arrivée en Allemagne, devait relever en Suisse l'armée autrichienne de l'archiduc Charles qui irait opérer sur le Rhin ; Souvarov amènerait l'armée russe d'Italie en Suisse et y prendrait le commandement. C'était une grave ingérence de la politique dans la conduite de la guerre. Ces mouvements étaient compliqués, difficiles à coordonner. En outre, les Russes n'étaient nullement préparés à la guerre de montagne ; ils n'étaient ni organisés, ni équipés à cet effet.

Jusqu'à la venue de Souvarov en Suisse, il va se produire sur ce théâtre d'opérations un véritable interrègne de commandement, et, circonstance aggravante, il y arrivera à l'extrême gauche des alliés, mal renseigné sur la situation générale et sans communications rapides possibles. Il n'en aura que plus de mérite à se tirer d'une série de situations critiques, parfois presque désespérées.

Les mouvements à exécuter lui furent notifiés seulement à la fin d'août, au moment de l'entrée en Suisse de l'armée Korsakov. L'archiduc Charles y resta encore deux semaines avec celui-ci sans que les alliés profitassent de leur supériorité numérique momentanée pour battre Masséna, et il partit au milieu d'août pour l'Allemagne avec le gros de ses forces.

L'état-major autrichien avait calculé que Souvarov pourrait attaquer le Gothard le 19 septembre et déboucher à Schwytz le 26. Mais un retard fatal de plusieurs jours fut causé par l'absence des mulets qu'avaient promis les Autrichiens. Il fallut démonter une partie de la cavalerie et des Cosaques pour porter les bagages, et envoyer les impedimenta par le Splügen. La neige tombait déjà sur les montagnes. Le temps va être très pénible pendant toute l'opération et le ravitaillement sur place se trouvera presque impossible.

Environ 30 000 Autrichiens, sous le commandement de Hotze, étaient provisoirement restés en Suisse pour tenir ou conquérir le terrain entre le Gothard et l'armée de Korsakov occupant la région de Zurich, et faciliter le débouché de Souvarov en tombant dans le flanc des troupes françaises qui essaieraient de l'arrêter. Le terrain les forçait à opérer en nombreuses colonnes séparées par des montagnes infranchissables.



Une seule d'entre elles, 3000 hommes sans artillerie, rejoindra Souvarov dans la vallée de la Reuss. Toutes les autres furent battues et repoussées, Hotze lui-même tué le 25 sur la Linth. En même temps, les 25 et 26 septembre, Masséna battait complètement Korsakov à Zurich et le rejetait partie vers l'est, partie vers le nord.

Or Souvarov n'avait pu se mettre en route que le 21, et les combats pour le Gothard commencèrent seulement le 24.

Le 25 et le 26, les Russes forcèrent le passage dans la vallée de la Reuss par l'enlèvement légendaire du Pont du Diable et du Trou d'Uri. Il avait déjà fallu pour obtenir ce résultat des efforts quasi surhumains. Les récits russes disent qu'on se battait dans le « royaume de l'épouvante ». Arrivée à Altorf, l'armée russe se trouva arrêtée devant le lac de Lucerne sur lequel elle n'avait pas de bateaux.

Souvarov se rejeta à droite par le Schœchenthal et le Kinzig-Pass sur Schwytz. Là, impossible de déboucher devant les troupes de Masséna. Lecourbe talonnait à l'ouest l'arrière-garde russe; à l'est, la vallée descendant du col de Prægel vers Glaris était tenue par Molitor qui avait, au préalable, rejeté les Autrichiens vers l'est.

Du 27 au 29, les Russes piétinent dans la vallée de Schwytz et les cols voisins couverts de neige. Les troupes étaient épuisées de fatigue, de froid et de faim. C'est alors que Souvarov apprend la mort de Hotze et la défaite de Korsakov. La situation semblait désespérée.

On eut grand peine à le décider à se replier en s'ouvrant, les armes à la main, le passage sur Glaris. Il ne céda que devant le devoir de sauver le grand-duc Constantin qui se trouvait auprès de lui, et sous la pression unanime de ses généraux.

Son avant-garde parvint à refouler Molitor sur Glaris où elle entra le 30 septembre. Le prince Bagration tenta en vain le 1<sup>er</sup> octobre par des combats acharnés autour de Næfels d'ouvrir un passage vers le nord; ce village, pris et repris six fois, resta en définitive aux mains des Français. La route du nord était barrée.

Une seule voie restait ouverte : le Sernfthal et le mauvais sentier de Panix conduisant vers Ilanz, dans la haute vallée du Rhin. La neige y était profonde et molle; un vent violent rendait le froid plus cruel encore. Le mouvement commencé le



2 octobre fut très lent à cause des difficultés du terrain. La queue des colonnes arriva seulement le 8 à Panix et le 10 à Ilanz. Bagration avait fait l'arrière-garde où il acquit une réputation légendaire qu'on ne peut comparer qu'à celle de notre maréchal Ney dans la retraite de Russie.

Pendant ces journées critiques, Souvarov avait souvent marché à pied au milieu des soldats pour les encourager. On connaît la légende. Ceux-ci murmurant, il ordonna qu'on creusât pour lui une fosse et leur cria : « Allez dire en Russie que vous avez abandonné ici votre général en chef. » Il faut songer qu'il avait alors soixante-neuf ans, qu'il souffrait de vieilles blessures, de son orgueil meurtri, d'une mortelle inquiétude pour la gloire des armées russes et pour le Grand-Duc. Pourtant, tous les récits sont unanimes à le montrer toujours impassible, jamais las d'exiger de lui et des autres des efforts surhumains.

« Cette marche à travers les Hautes-Alpes, a dit le général prussien Clausevitz dans son histoire de la campagne de 1799, avait duré trois semaines, au milieu de combats, de privations et d'efforts continuels. Elle avait coûté le tiers des hommes, presque tous les chevaux, toute l'artillerie emportée de Varèse. Souvarov et ses soldats l'ont accomplie comme l'éclair, à travers une région extraordinaire dont eux-mêmes n'ont gardé après coup que des impressions fabuleuses et des souvenirs confus. Cette marche leur faisait l'effet de la course d'un torrent furieux qui aurait brisé toutes les digues préparées par l'ennemi. Chaque obstacle vaincu leur paraissait une victoire sur celui-ci. Ils avaient franchi ces montagnes extraordinaires sur des sentiers où jamais une armée n'avait passé et où, sans doute, il n'en passera plus. Quand, après des fatigues surhumaines, ils tombèrent dans la vallée de Muotta comme un gibier forcé et que l'armée ennemie accourut pour les écraser, pensant qu'ils étaient à bout de force et de courage, ils s'étaient jetés sur elle comme l'ours qu'on attaque dans son repaire, l'avaient bousculée et repoussée en désordre. Aussi, quand Souvarov regarde sa sortie de cette situation critique comme une grande victoire, nous ne devons pas voir dans cette opinion la hablerie ordinaire par laquelle on cherche à effacer l'impression des défaites. Si, au point de vue matériel, les résultats de cette

marche étaient plutôt ceux d'une défaite que d'une victoire, au point de vue moral, c'est le contraire qui était vrai. »

Cette traversée des Alpes est en vérité un exploit non dépassé d'énergie et d'endurance portées à la limite des forces humaines. L'héroïsme avait été semblable des deux parts. Russes et Français se séparaient également pleins d'estime les uns pour les autres.

Déjà en Italie, Souvarov et ses généraux, si rudes sur le champ de bataille, avaient rendu justice à la valeur de nos troupes et soigné nos blessés. Après la bataille de Novi, le prince Bagration avait traité de la manière la plus flatteuse nos généraux Grouchy, Pérignon et Colli faits prisonniers. En Suisse, les blessés et les malades laissés en arrière par l'arrière-garde russe furent de même fraternellement recueillis et soignés comme les nôtres. Nos prisonniers furent traités avec tous les égards possibles : le grand-duc Constantin lui-même venait les voir et leur distribuer des secours.

Les pertes subies dans cette terrible retraite par l'armée russe avaient porté le dernier coup à l'alliance entre l'Autriche et la Russie. Au premier moment, l'inflexible Souvarov avait pensé à reprendre l'offensive après avoir fait sa jonction avec Korsakov. Mais les troupes étaient épuisées. Il fallut les ramener au nord du lac de Constance, puis en Bavière. Le 2 décembre, Souvarov recevait l'ordre de rentrer en Russie. Froidement reçu par Paul I<sup>er</sup> à Saint-Petersbourg, il tomba malade des suites des fatigues subies et y mourut le 18 mai 1800.

Par ses rares qualités militaires, en particulier par son courage personnel et son inlassable énergie, Souvarov s'était acquis de son vivant une réputation exceptionnelle. Celle-ci n'a fait que croître après sa mort. Pour l'armée russe et toute la Russie, il incarne un type de héros à la fois légendaire et réel, et son nom y restera immortel parce qu'il rappelle un passé de grandeur et de gloire. C'est avec un juste orgueil qu'il sera toujours proscrit par tous les vrais Russes comme un cri de fierté, de ralliement et d'espoir.

GÉNÉRAL A. NIESSEL.

---

# OU EN EST L'ALLEMAGNE?

---

## III <sup>(1)</sup>

### PROBLÈMES DE L'EST

*Breslau, novembre.*

Je retrouve en Silésie les symptômes généraux de la crise politique et économique dont souffre toute l'Allemagne. Mais je veux, en outre, y observer autre chose. Parmi les aspirations et les prétentions allemandes, que j'énumérais dans un précédent article, l'une des plus ardentes est assurément celle qui tend à la revision des frontières de l'Est. Les motifs sur lesquels s'appuie cette revendication, les griefs élevés contre la frontière qu'a fixée le traité de paix, où pourrais-je mieux les entendre que dans cette province de l'Est, où les conséquences du remaniement territorial ont été ressenties plus immédiatement que partout ailleurs?

Il est vrai que j'aurais pu retourner à Dantzig et à Königsberg, que j'étais allé voir peu de temps après la guerre. Je n'y aurais guère recueilli que des expressions de haine et de colère. À défaut d'une objectivité parfaite, que je n'ai pas l'illusion de rencontrer à Breslau ni ailleurs, du moins trouverai-je ici une atmosphère relativement calme et des opinions qui vail-  
lent la peine d'être enregistrées. On me permettra de rappeler, encore une fois, que le seul objet de mon enquête est de comprendre, puis de rapporter, comme je l'ai compris, le point de vue allemand, et que la méthode suivie au cours de cette enquête consiste à laisser mes interlocuteurs exposer eux-

(1) Voyez la *Revue* des 1<sup>er</sup> et 15 novembre.

mêmes leurs arguments. A ces arguments, qui laissent volontairement de côté tous autres aspects de la question, il n'est personne en France qui ne sache la réponse à faire, et on en trouve ici même la réfutation la plus précise et la plus claire dans chacune des chroniques de M. René Pinon. Pour ma part je suis allé en Allemagne afin d'entendre ce qu'on dit en Allemagne. Peut-être n'était-il pas sans intérêt de saisir sur le vif le parti pris, — plan concerté devenu un réflexe de la mentalité allemande, — qui consiste à mettre toutes les difficultés, toutes les misères actuelles, réelles ou factices, sur le compte des traités et d'eux seuls. C'est ce qui se dégage, comme on va le voir, des propos que j'ai recueillis.

Une première promenade à travers la vieille ville épiscopale et universitaire ne m'a pas révélé de grands changements. Ici, comme à Berlin, le nombre des maisons à louer et des boutiques vides est considérable. Les grands magasins sont peu fréquentés, les grands restaurants encore moins. L'aspect des Halles centrales donne l'idée d'un ravitaillement médiocre. Cependant, la nuit tombée, l'impression est toute différente : une profusion d'enseignes lumineuses colossales éclaire de mille feux les rues encombrées de promeneurs. La ville est pleine de mouvement et de gaieté. Car, si la Silésie a perdu une partie de sa population, il y a toujours six cent mille habitants à Breslau, dont quatre mille étudiants.

Accueilli avec courtoisie, même avec empressement, par quelques-uns des hommes les mieux placés pour connaître les conditions particulières de la province, je demande qu'on veuille bien m'expliquer d'abord la nature et l'étendue des dommages que le nouveau traité des frontières orientales aurait causés à la Silésie. Un industriel me répond :

— Les statistiques nous apprennent que la superficie de notre province, qui était de 40 000 kilomètres carrés, n'est plus aujourd'hui que de 36 000 ; et que sa population se trouve réduite de cinq millions un quart à quatre millions quatre cent mille : nous avons donc perdu 4 000 kilomètres carrés et près de 970 000 habitants. Mais ces chiffres n'expriment qu'une faible partie du changement survenu. Ce qui, pour nous, est au moins aussi grave, c'est que le nouveau statut territorial a privé la Silésie de son *hinterland* national, des débouchés dont elle a besoin pour écouler sa production.

« Par sa position géographique, comme par sa structure économique, la Silésie a toujours formé un petit monde à part. Elle a enrichi successivement la Pologne, la Bohême, l'Autriche, la Prusse et l'Empire allemand, sans jamais tirer d'aucun des États auxquels elle fut rattachée l'équivalent de ce qu'elle leur apportait. C'est lorsque toutes les routes de l'est lui ont été largement ouvertes, qu'elle a connu sa plus grande prospérité. Aujourd'hui, ces routes lui sont fermées.

« Les marchés que la Silésie a perdus, et qui étaient tout voisins d'elle, lui étaient également utiles pour absorber ses produits agricoles et industriels, et pour assurer son ravitaillement en matières premières. L'industrie de Breslau et de la Basse-Silésie reposait en grande partie sur les matières premières et les produits semi-fabriqués que la Haute-Silésie lui fournissait : charbon, fer, zinc, etc... Produisant plus de blé et plus de seigle que sa population n'en peut consommer, elle envoyait le surplus en Posnanie et en Prusse occidentale, et tirait elle-même de ces provinces une partie de son ravitaillement. Les moulins silésiens, capables de traiter quatre et cinq fois plus de céréales que n'en consomme le pays, expédiaient leurs farines jusque dans les Balkans.

— Ce qu'elle a perdu à l'est, ai-je demandé, la Silésie ne peut-elle pas le regagner à l'ouest ? Le Reich ne lui offre-t-il pas pour ses produits des marchés importants ?

— Voilà le point vif de la question. Je vous disais tout à l'heure que la Silésie avait toujours formé un petit monde à part. Sa production s'en ressent : elle est depuis longtemps spécialisée et répond aux besoins d'une clientèle particulière, la classe paysanne. Prenez pour exemple notre industrie textile. Ce qu'on fabrique à Breslau, ce sont surtout des tissus pour les vêtements traditionnels du paysan de l'est. Jamais nos produits n'ont été achetés par les Allemands de l'ouest et du centre, dont les goûts sont absolument différents. En revanche, ils étaient demandés en Prusse orientale, en Posnanie et en Haute-Silésie. Et voici le plus grand malheur du textile silésien : les paysans de ces provinces sont restés fidèles aux habitudes d'autrefois, mais ils ne peuvent plus être nos clients. Les Silésiens qui sont demeurés allemands ont pris, depuis la guerre, des goûts nouveaux, que notre fabrication ne satisfait point. Privée de ses débouchés naturels à l'est, incapable de

s'en ouvrir d'autres à l'ouest, la Silésie industrielle est aujourd'hui complètement isolée.

Un grand commerçant, à qui j'avais posé la même question, m'a fait un curieux tableau de l'activité des marchands silésiens à travers l'Orient européen et même asiatique.

— Le marché de la Silésie? Au temps des routes de caravane, il s'étendait, vers le nord, jusqu'à Vladivostock; vers le sud, jusqu'à la mer Noire, à la Caspienne et à la Perse. J'ai entendu moi-même, voyageant en Russie, appeler « articles de Breslau » les objets d'or et d'argent; et notre petite ville de Meseritz a donné à un certain tissu, en usage dans l'Asie orientale, le nom qu'il porte encore aujourd'hui. Plus tard, le rail a suivi, à peu de chose près, la direction marquée par les grandes voies de pénétration commerciale. Breslau, qui était un nœud de routes, est devenu une plaque tournante de chemins de fer, entre le Nord et le Sud, entre l'Occident et l'Orient. Pour l'utilisation des voies de navigation, sa position sur l'Oder n'était pas moins avantageuse. A peu de frais, sans rupture de charge, nos marchandises s'en allaient, à travers la Russie, jusqu'en Extrême-Orient; à travers les Balkans, jusqu'à Constantinople. Breslau et Vienne étaient les deux centres où s'approvisionnaient tous les bazars orientaux.

« Qu'en est-il aujourd'hui? Au nord-est, nous trouvons d'abord le couloir polonais. Plus loin, ce sont les petits États séparés de la Russie, dont chacun a ses douanes, ses tarifs, ses prétentions particulières, et qui tous jouissent jusqu'à présent d'une administration si mal organisée qu'il est pratiquement impossible de faire des affaires avec eux. Au sud-est, nous trouvons à notre porte les frontières de Pologne et de Tchecoslovaquie; plus loin, celles de l'Autriche, de la Hongrie, de la Roumanie et des États balkaniques.

« Le nouveau statut politique de l'Europe n'a pas seulement multiplié les frontières et les barrières douanières: il a encore entraîné un bouleversement complet des grandes voies de communication. La seule frontière polono-allemande, avec l'établissement du couloir, a coupé treize lignes de chemins de fer et vingt-sept grandes chaussées. Toute une politique ferroviaire tend, par le tracé des lignes, par les tarifs, par les horaires, à isoler certains pays du reste du monde. Breslau, Vienne et Budapest sont écartés du grand trafic transeuropéen.



Le directeur d'une grande banque m'a parlé des relations entre la Silésie et la Pologne.

— Les deux parties éprouvent également le désir de les rendre meilleures, parce qu'elles y ont un égal intérêt. Nous avons à Breslau une Chambre de commerce germano-polonaise, et nos industriels, nos commerçants vont aussi fréquemment en Pologne pour leurs affaires que les Polonais viennent en Silésie pour les leurs. Mais les obstacles à une entente solide et rationnelle sont considérables. Obstacles politiques d'abord. Que de fois, assis à une même table, mes correspondants polonais et moi, nous avons dit : « Voici ce qu'il faut faire. » Et puis, l'un de nous observait : « Jamais nos gouvernements n'y consentiront ! »

« A supposer que l'atmosphère politique s'éclaircisse, restent les conditions économiques, qui ne peuvent guère se modifier. La Pologne prétend écouler chez nous les produits de son agriculture : aussitôt nos agriculteurs protestent et réclament des droits de protection. L'Allemagne prétend exporter en Pologne les produits de son industrie : alors, les industriels polonais crient holà ! Plus qu'aucune autre, leur production, qui est chère et encore imparfaite, a besoin d'être protégée contre la concurrence étrangère. Entre les économies des deux pays il y a un antagonisme, pour ainsi dire naturel, qui ne sera pas facile à résoudre.

« Et nous touchons ici à un autre problème. La nouvelle frontière a coupé en deux le bassin minier de Haute-Silésie. Depuis lors, chacune des deux exploitations, l'allemande et la polonaise, jette annuellement sur le marché autant de charbon qu'en produisait naguère le bassin tout entier. Il en va de même pour beaucoup d'autres produits, et dans beaucoup d'autres pays. Tout État nouvellement créé veut, autant que possible, se suffire à lui-même ; il commence par invoquer les nécessités de sa défense nationale ; puis il se crée d'autres besoins. On fabrique cher, on fabrique mal, mais on fabrique ; et quand on a fabriqué, il faut vendre. C'est ainsi que l'Europe centrale a vu croître démesurément sa production, au moment même où sa capacité de consommation devenait moindre.

« Nous sommes trop directement touchés par cette crise de surproduction pour ne pas suivre avec le plus grand intérêt l'effort que viennent d'entreprendre les États balkaniques en



vue d'en atténuer les inconvénients. Jusqu'à présent, ils ne se sont occupés que de la production agricole. Mais ils seront bien amenés à tenir compte de la production industrielle. Peut-être aurons-nous alors un embryon d'entente économique, fondée sur ce principe qu'un État surtout industriel doit trouver ses principaux débouchés dans les pays surtout agricoles, et inversement. S'il n'y avait en présence que des économistes et des hommes d'affaires, l'entente serait bientôt conclue. Mais il y a la politique, qui, partout, de plus en plus, se met en travers de l'économie. Après l'expérience de ces dernières années, j'incline à penser que toutes les ententes conclues de pays à pays entre banquiers, entre industriels, entre producteurs agricoles, n'aboutiront pas à grand chose, tant que les gouvernements ne les auront pas, non seulement reconnues, mais consacrées et vivifiées par des accords politiques.

Il me restait à entendre les doléances des agriculteurs. Elles peuvent se résumer en trois points : avilissement des prix, manque de capitaux, manque de main-d'œuvre. L'avilissement des prix est un phénomène mondial. Pour ce qui est des capitaux, avant la guerre, on venait chercher de l'argent à Breslau ; aujourd'hui, Breslau doit aller en chercher ailleurs. Et l'argent, en Allemagne, n'est pas facile à trouver. Une partie des fonds de secours destinés à l'est par le gouvernement du Reich (*Osthilfe*) ira à la Silésie ; mais cela ne suffira pas, dit-on, à rétablir une situation trop gravement compromise.

Le manque de main-d'œuvre est dû, pour une part, au mouvement qui, durant les années d'intense production industrielle, a poussé en masse les paysans vers les villes ; pour l'autre part, au vide creusé par l'absence des ouvriers polonais. Ceux-ci acceptaient des conditions de salaire et de vie dont l'ouvrier allemand ne veut pas se contenter. En Allemagne comme chez nous, le paysan, qui a passé par l'usine et goûté à la vie citadine, ne retourne plus aux champs. Mais voici bien autre chose : l'ouvrier allemand qualifié, spécialisé dans une branche, ne consent pas à changer d'atelier, pour peu que ce changement lui semble équivaloir à une déchéance. Il y avait à Breslau, avant la guerre, une importante fabrique de locomotives et de wagons. Par suite d'un accord passé avec la maison Krupp, les ateliers de Breslau ne fabriquent plus aujourd'hui que des wagons. Les ouvriers qui faisaient la loco-

motive, plutôt que d'accepter le travail qu'on leur offrait dans la fabrique de wagons, sont allés grossir le nombre des chômeurs.

Dans ce pays strictement hiérarchisé, l'ouvrier agricole, étant à peu près au plus bas de l'échelle, se recrute malaisément. Aussi les propriétaires sont-ils contraints de recourir, du moins pour les gros travaux, à la main-d'œuvre polonaise. Aux termes de la loi actuellement en vigueur, le Polonais n'est autorisé à venir travailler en Prusse que pour une saison (*saisonarbeiter*). En fait, beaucoup d'entre eux restent dans le pays et encombrant ainsi un marché du travail dont les conditions sont très défavorables. C'est pour parer à cet inconvénient que, dans un récent projet, le gouvernement prussien prend le parti d'interdire l'emploi de toute main-d'œuvre étrangère dans les exploitations agricoles. Il espère, d'autre part, fixer ou ramener à la terre le paysan allemand, en faisant de lui un petit propriétaire; enfin l'exploitation des grands domaines serait assurée, à la saison d'été, par les corvées ou journées de travail, auxquelles les nouveaux petits propriétaires seraient légalement astreints.

Avant même d'être entré en vigueur, ce système est très critiqué: on n'en attend même pas, généralement, une atténuation sensible du malaise agricole. Cependant l'on constate dans toutes les provinces de l'est le même déséquilibre entre une agriculture qui manque d'ouvriers et une industrie qui en a trop. Et tandis que la terre, faute de travail, reste improductive, des centaines de milliers de chômeurs en sont réduits, faute d'emploi, à vivre, d'ailleurs assez mal, aux frais de la communauté.

... Pour tout dire d'un mot, je n'ai trouvé à Breslau que des mécontents. Ce mécontentement a pour cause essentielle le malaise économique qui pèse également sur l'agriculteur, sur l'industriel et le commerçant, sur le capitaliste et sur l'ouvrier. Qu'il réagisse sur l'atmosphère politique de la province, c'est à peu près inévitable. Tous les partis, en Silésie, ont dû plus ou moins élaborer leur programme en fonction des problèmes de l'est. C'est ainsi que le Centre, plus raisonnable en d'autres contrées de l'Allemagne, fait preuve en Silésie d'un zèle antipolonais dont la violence déconcerte et indispose les catholiques des autres pays.

Le national-socialisme, bien que combattu par le clergé, a

fait à Breslau de nombreux adeptes. Il s'y entend comme il peut avec le nationalisme conservateur et dynastique des hobereaux silésiens, qui tiennent encore le haut du pavé. L'autre jour, à Breslau, la municipalité donnait une fête en l'honneur de l'aviateur von Gronau. Tout à coup, une porte s'ouvrit, et l'on vit entrer l'ex-Kronprinz d'Allemagne, sa femme et leur fils Hubertus. Applaudissements, ovations, hymne prussien, discours ému du premier bourgmestre, qui salue avec respect « leurs très honorées Altesses impériales ». Cette manifestation a fait quelque scandale à Berlin ; elle a paru toute naturelle à Breslau, et n'a d'ailleurs pas grande importance.

### DANS L'ÉTAT LIBRE DE SAXE

*Dresde, novembre.*

L'après-midi du 9 novembre, anniversaire du jour où fut proclamée la République allemande. Une bise aigre, une vraie tramontane balaie la place de l'Opéra, où sont déjà rassemblées quelques centaines de *Reichsbanner*. D'autres arrivent, débouchant du pont ou traversant les jardins qui entourent le Palais. Chaque organisation, chaque quartier a sa musique et son drapeau, et presque tous les drapeaux sont rouges, parce que les promoteurs de la fête sont les social-démocrates. A vingt mètres de là, devant l'hôtel Bellevue, trois forts camions garnis de *Schupos* qui soufflent dans leurs doigts pour les réchauffer. Des gardes à cheval patrouillent autour de la place, tournant dans les deux sens, comme pour un carrousel. D'autres cavaliers sont massés derrière l'Opéra. On craint que les nazis ne se livrent à quelque tumultueuse fantaisie.

Cependant un chœur d'hommes exécute avec vigueur les hymnes prescrits. Le président du *Landtag*, M. Kurt Weckel, prononce un discours. Après quoi, les deux ou trois mille spectateurs, petits bourgeois, ouvriers endimanchés, jeunes filles en blouse bleue, enfants trainés dans des petites voitures, le tout paré d'œillets rouges et d'insignes en cuivre doré, s'écoule lentement, sans désordre, presque sans bruit. Comme elles vous déconcertent, ces foules sans rumeur et sans joie !... Voilà comment, dans l'État libre de Saxe, on a célébré cette année la fête de la République.

Ici la politique active se résume en une lutte acharnée entre social-démocrates et national-socialistes. Aux élections pour la présidence du *Landtag*, le candidat nazi, M. Kunz, a obtenu 34 voix ; le candidat socialiste, M. Weckel, en a eu 35 ; 14 suffrages sont allés au populiste et 12 au communiste. Au second tour, les populistes se sont abstenus, les communistes ont voté comme au premier, et MM. Kunz et Weckel ont gardé leurs positions. Le socialiste a été élu président, à une voix de majorité.

— Le succès des national-socialistes aux dernières élections pour le Reichstag a paru beaucoup moins surprenant en Saxe que partout ailleurs en Allemagne, me disait un notable de Dresde. Ici, nous avons pu mesurer, le 22 juin, lors du renouvellement de la Diète saxonne, les résultats extraordinaires de la propagande raciste. En moins de treize mois, les partisans de Hitler, en Saxe, s'étaient multipliés par trois ! Ils avaient atteint le nombre de 240 000. Certes, leurs débuts à Berlin n'ont pas été heureux. Mais je ne crois pas pour autant à l'échec du mouvement. Ah ! si le gouvernement du Reich parvenait à faire voter son programme, à l'appliquer, et à obtenir les bons effets qu'il en attend, alors les nazis perdraient du terrain, chez nous comme ailleurs. Mais nous n'en sommes pas là, malheureusement...

« Vous n'imaginez pas l'attrait que la propagande hitlérienne exerce sur notre jeunesse, même la plus bourgeoise et la plus cultivée. S'il existait en Allemagne un communisme vraiment allemand, comme est allemande la social-démocratie, beaucoup de mécontents iraient au communisme. Mais nos communistes ne sont pas seulement internationaux, ils sont anti-nationaux, ils luttent pour les Soviêts contre l'Allemagne. C'est assez pour qu'un grand nombre d'électeurs, même hostiles au Gouvernement et au régime, se détournent du communisme. Alors ils vont à Hitler.

Un ancien fonctionnaire ajoutait :

— Vous vous êtes mépris en France sur l'esprit et les intentions de Hitler. Le mouvement hitlérien est fondé sur une certaine conception de l'État et de la patrie. Mais il n'est ni réactionnaire, ni même conservateur. Hitler a déclaré la guerre au marxisme ; mais il lutte également contre le capitalisme, et c'est pourquoi une partie du peuple est avec lui.

Vous dites : il n'a pas de programme. C'est vrai : il n'en a pas encore ; mais il a des idées, ce qui est bien mieux. Je connais l'homme. Croyez-moi, c'est quelqu'un. Son mouvement est profond, et il correspond à quelques-unes des aspirations essentielles de la nation allemande.

J'ai fait ici deux expériences intéressantes. Voici la première. Un soir, à la Haute École technique (*Technische Hochschule*), le professeur Raab donne une conférence publique sur ce sujet assez austère : le programme financier du gouvernement. On m'a prié d'y assister. La grande salle de l'École est remplie, non seulement d'étudiants, mais de bourgeois, de petits commerçants, d'artisans des deux sexes. Un millier d'auditeurs attentifs, appliqués ; beaucoup prennent des notes. Pendant deux heures, sans interruption, l'orateur expose, très clairement, d'abord la situation financière et économique de l'Allemagne, puis les remèdes proposés par le ministre Brüning. Je suis frappé de sa façon nettement tendancieuse d'expliquer tous les malheurs de l'économie allemande par le plan Young et le traité de Versailles ; mais elle n'est pas pour me surprendre. Ce que je retiens, c'est l'attention soutenue, persévérante, d'un auditoire ainsi composé, en face d'un sujet aussi dépourvu d'agrément. La conférence terminée, on fait passer au professeur Raab un certain nombre de questions écrites, objections ou demandes d'éclaircissement ; il en donne lecture et y répond. Un des auditeurs prend la parole pour préciser la question qu'il a posée. Un millier d'hommes, de femmes et de jeunes gens ont préféré soit au repos du foyer, soit aux joies de la brasserie ou du cinéma, la satisfaction de savoir comment le gouvernement allait s'y prendre pour réduire en même temps les dépenses publiques et le coût de la vie.

Ma seconde expérience est une visite à l'Office du Travail (*Arbeitsamt*) de « Dresde et environs ». On a divisé le territoire du Reich en un certain nombre de régions, dont chacune dépend de l'un de ces offices. Celui de Dresde est installé dans un bâtiment spacieux et commode, qui date de 1926. Il réunit trois groupes de services : secours aux chômeurs, bureaux de placement, orientation professionnelle.

Au moment où j'arrive, vers dix heures du matin, les portes sont assiégées et le hall encombré de visiteurs inquiets

et silencieux. Tous ne sont pas des ouvriers : chaque classe sociale a ses chômeurs, et je lis sur une porte : « Professions libérales ». Le premier soin de l'homme, de la femme ou de l'enfant qui a perdu sa place est de venir ici se déclarer. J'assiste à un interrogatoire : on cherche d'abord à connaître le motif du licenciement ou du renvoi ; puis viennent les questions sur la situation de famille, le métier ou la profession, les aptitudes. D'ici quelques heures, le nouveau chômeur aura sa fiche établie et classée. Dans quelques jours, après enquête, il pourra toucher l'indemnité de secours correspondant à sa situation. Le montant de cette indemnité varie selon l'état du chômeur, le nombre de versements faits à l'assurance, les charges de famille, etc. Il peut atteindre, au maximum, 75 pour 100 du salaire de base.

Un ascenseur me conduit au troisième étage. J'entre dans une salle de classe où une vingtaine d'écolières écrivent sous la dictée rapide d'une jeune maîtresse.

— Des chômeuses ?

— Mais oui ! puisque chacune de ces petites avait une place et l'a perdue. En attendant qu'elles en aient trouvé une autre, nous veillons, non seulement à ce qu'elles n'oublient rien de ce qu'elles savent, mais aussi à ce qu'elles apprennent ce qu'elles ne savent pas encore. On enseigne à celles-ci la sténographie. Vous verrez dans la salle voisine une classe de machine à écrire, avec démonstration sur les appareils perfectionnés qui sont en usage dans nos maisons de commerce.

Je passe aux bureaux de placement ; il y en a un pour chaque branche : textile, métallurgie, bâtiment, fabriques de cigarettes, ouvriers d'usine, employés de commerce, ouvriers agricoles. D'immenses fichiers rassemblent les offres et les demandes d'emploi, celles-là plutôt rares, celles-ci chaque jour plus nombreuses. Un bureau très fréquenté s'occupe du personnel des hôtels et restaurants. Ici chaque demande est accompagnée de quelques certificats et d'une photographie : « Autrefois, m'explique le préposé, beaucoup d'offres d'emploi nous arrivaient d'Angleterre et des colonies anglaises, d'Italie, de France, de l'Amérique du Sud. Mais depuis la guerre, la haine des Allemands qui sévit à l'étranger a rendu ce placement plus difficile. » Il a dit cela d'un ton froid, parfaitement objectif, comme s'il s'était agi des Patagons !



Un autre bureau procure des engagements aux artistes de cirque et de music-hall : ici les murs sont couverts d'affiches et de photos pittoresques. Un autre enfin est affecté aux professions libérales, et c'est celui dont la clientèle me semble le plus pitoyable. J'entends : « grades universitaires ? connaissance des langues ? bonne écriture ? » et je me retire, n'osant écouter les réponses.

Voici l'orientation professionnelle. Encore l'aspect d'une école. Dans cette salle on éprouve, par des exercices fort ingénieux, l'aptitude à calculer parmi le bruit et la distraction d'une vingtaine d'aspirantes au métier de vendeuse. Dans cette autre, on mesure la mémoire visuelle d'apprentis dessinateurs. Partout des tableaux, des graphiques enregistrent loyalement les résultats, bons ou mauvais, obtenus grâce à ces méthodes compliquées et imparfaites. Plus loin, des spécialistes procèdent à l'examen individuel. Un gamin de douze ou treize ans se présente, un cartable sous le bras. « Et toi, que veux-tu faire ? — Je veux être cordonnier. — Pourquoi ? — Je ne sais pas. » L'enfant tire bravement de son cartable ses cahiers d'école et quelques dessins coloriés, pas trop maladroits, qu'il a faits à la maison. Le spécialiste consulte ses fiches : aucun cordonnier à Dresde, n'a besoin d'apprenti. L'enfant attendra, ou changera d'idée.

— Tous nos efforts, me dit le fonctionnaire qui veut bien me servir de guide, tendent à ce qu'il n'y ait, dans notre ressort, aucune force perdue. Une fausse orientation, c'est une perte de temps pour l'intéressé, et c'est une perte de travail pour la communauté. Le seul fait d'avoir réuni dans un même bâtiment ces trois services : *Arbeitloserversorgung* (secours aux chômeurs), *Vermittlung* (bureau de placement) et *Berufsberatung* (orientation professionnelle), représente une économie considérable de temps et d'argent. Dès qu'une place est vide, elle est occupée et par une personne capable de la remplir. Mais, hélas ! le nombre des places diminue chaque jour, et chaque jour augmente le nombre des chômeurs. À Dresde, sur six habitants il y a un sans-travail. L'industrie saxonne, qui travaille beaucoup pour l'exportation, s'est cruellement ressentie de la crise mondiale de sous-consommation. L'élévation croissante des tarifs douaniers est pour elle un autre obstacle. Il n'est pas jusqu'à la vogue du phonographe et de la radio qui



n'ait porté un coup fatal à l'une de nos industries les plus florissantes : la fabrication des pianos. En 1925, l'industrie des pianos occupait à Dresde 1 250 ouvriers ; en 1929, ce chiffre est tombé à 377. Je ne vous dis rien des causes plus générales : arrêt du bâtiment et des industries connexes, par suite du régime d'économie imposé aux États et aux communes ; rationalisation et fusion des banques et des grandes entreprises, etc.

« Toute l'Allemagne souffre du chômage. Mais la Saxe, qui est l'un des États les plus fortement industrialisés, supporte plus que sa part du fardeau commun. Alors que sa population forme un treizième de celle du Reich, le nombre de ses chômeurs représentait, au mois d'août 1929, un septième du total des chômeurs allemands. Depuis lors, cette proportion est encore dépassée. Ces chiffres terribles, nous les avons toujours présents. Ils stimulent nos efforts, réveillent notre ardeur que parfois le médiocre résultat décourage. Cette seule pensée, qu'il y a aujourd'hui 3 millions et demi d'Allemands, qu'il y en aura cet hiver plus de 4 millions qui savent travailler, qui veulent travailler, et dont les forces, les aptitudes, l'expérience professionnelle sont complètement perdues pour le pays : ne serait-ce pas, pour tout Allemand, une pensée mortelle, si tout Allemand ne sentait en lui-même et dans sa race cette volonté de vivre et de grandir, que les plus dures épreuves n'ont jamais brisée ?

Quelques jours après cette visite, je lisais dans les journaux de Dresde l'appel suivant : « Organisez des cuisines populaires et des salles d'asile. — Donnez à la jeunesse sans travail une tâche et les moyens de s'occuper et de s'instruire. — Apportez un peu de joie au foyer des vieillards et des indigents. — Soutenez vos œuvres de secours par votre argent et par votre peine. — Soyez nos collaborateurs volontaires : aidez-nous à recueillir, aidez-nous à distribuer. » L'appel était signé par le gouvernement de la Saxe, les autorités ecclésiastiques des deux confessions, les grandes associations d'industriels et de commerçants, les unions agricoles et les syndicats ouvriers...

MAURICE PERNOT.

(A suivre.)

---

# REVUE MUSICALE

---

Camille Bellaigue. — Concerts symphoniques.  
M. Richard Strauss à l'Opéra.

L'automne qui s'achève m'apporte un grand honneur et me laisse un profond chagrin. Ceux qui depuis tant d'années lisaient ici les commentaires de Camille Bellaigue sur la musique de tous les temps y trouvaient un des plus délicats plaisirs de la pensée. Et j'étais de ce nombre : chaque fois que son nom paraissait au sommaire, j'allais droit aux pages qu'il avait écrites, comme à un rendez-vous avec un maître aimable et sûr, toujours de bon conseil. Cette richesse de savoir et d'intelligence, cette finesse du goût et du sentiment, cette vivacité d'humeur et cette politesse exquise qui dit tout avec grâce, je sais mieux que personne qu'il en possédait le secret, par privilège. Nous l'avons perdu avec lui, et cette maxime, qu'il est des hommes qu'on ne remplace pas, c'est à mon tour aujourd'hui de sentir à quel point elle peut traduire, sans fausse modestie, l'irréfutable vérité d'un fait d'expérience.

Ce que fut l'homme, on l'a montré, à cette même place, en parfaite sincérité, et je puis, avec tous ceux qui l'ont connu, certifier la ressemblance de ce beau portrait (1). Comme de le lire, c'était délice de l'entendre. De l'entendre parler, avec ce luxe de nuances et cette élégance accomplie qui à ses propos variés donnaient toujours un style personnel, comme d'écouter le piano, qui sous ses doigts prenait une âme. Il me souvient d'un jour, lointain déjà, où il me fut donné de comparer son jeu à celui d'un pianiste illustre, aujourd'hui disparu, lui aussi. Ils interprétaient de concert, sur deux

(1) Voir l'article de M. Louis Gillet dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> novembre.

instruments, une œuvre de Mozart. Bellaigue n'est plus là pour protester contre une comparaison dont je n'ai jamais osé lui asséner le compliment, tant elle était à son avantage. La virtuosité, de part et d'autre, était égale, pour les traits brillants qui ne sont pas, en cette musique, ornements, mais parure : il faut à sa beauté ces perles, ces atours. Aussi ne doit-elle pas y avoir l'air endimanché. Je ne l'ai jamais mieux compris qu'en ce dialogue où Bellaigue, à son second piano, donnait la réplique. Sans élever la voix, il imposait la phrase par un accent si sûr, un mouvement si direct et un discours si clair, qu'on l'entendait aussitôt comme le langage du cœur.

Sensible à toutes les émotions humaines, passant de la confiante allégresse au regret accablé, la musique de Mozart garde jusqu'à ses moments de désespoir le relief de ce bonheur inaliénable qui est le bonheur de l'expression. Mais comment s'en pénétrer, si on n'a su mettre à l'abri pour toujours, loin des soucis terrestres, comme un pur trésor, l'amour de l'art ?

Je crois le voir sourire, pour me répondre doucement : « Je ne suis qu'un amateur. » A quoi je pouvais répliquer que cette qualité justement faisait de lui un véritable artiste. Le mot est pris, souvent en mauvaise part, de nos jours, et il faut avouer que plus d'un amateur mérite, par sa fatuité, la raillerie des connaisseurs. Mais les tragiques grecs étaient des amateurs, puisqu'il leur fallait, pour vivre, d'autres ressources que l'indemnité qui leur était attribuée, quand ils remportaient le prix au concours. Amateurs aussi, les poètes chinois, pour qui c'était un déshonneur de vendre leurs ouvrages : ils en faisaient hommage à l'empereur, présent à leurs amis, et laissaient à leurs enfants ou leurs disciples le soin de les recueillir. En Europe, les conditions plus dures de l'existence ont dès le moyen âge obligé l'artiste à entrer au service d'un seigneur, d'un prince, d'un roi, plus tard d'un financier. Mais aujourd'hui, il doit plaire au public, qui est de tous les maîtres le plus avare, despotique et capricieux. Dans les sociétés modernes, le loisir est de moins en moins toléré. Ceux qui étudient sérieusement un art sont presque toujours contraints ou conduits à en faire métier. C'est une nécessité de notre temps. Ce n'est pas un progrès. Il faut beaucoup de courage à un artiste de profession pour sauvegarder l'indépendance de son caractère. Mais ce qui lui manquera toujours, c'est la complète liberté d'esprit. Bellaigue, après son premier prix au Conservatoire, pouvait entreprendre une belle carrière de virtuose. Combien ses camarades ont pu envier non ses biens de fortune,

mais le sort qui lui permettait de jouer la musique qui lui plaisait, et comme il lui plaisait !

Celle qui lui déplaisait, il ne s'y arrêta que pour lui dire son fait sans détour, s'il avait dû l'entendre, et n'y plus revenir. Comme il avait raison ! Il n'est pas d'art où les sympathies soient plus ardentes, ni les antipathies plus prononcées. Ce n'est pas que la musique échappe à l'analyse. Mais elle échappe à la discussion. Un poème, un tableau, y donne prise au moins par le sujet traité, fût-ce l'ombre d'un rêve, l'objet représenté, même un jeu de lumière : on en peut affirmer ou nier la vraisemblance, avec preuves à l'appui. Mais qu'est-ce que la vérité, en musique, sinon une harmonie interne qu'on doit sentir, et non pas démontrer ? Si elle manque son effet, tout s'écroule à la fois. Il n'est pas un bon musicien qui n'ait parfois envie de se boucher les oreilles. Les maîtres comme Wagner, Berlioz, Weber, Schumann, plus près de nous Saint-Saëns et Debussy, nous ont donné l'exemple, chacun retranché dans le domaine de sa prédilection, et sans le moindre ménagement, hors des frontières, pour l'ennemi. Comprendre la musique, c'est comprendre celle qu'on aime, en lui restant fidèle, dans une intimité plus étroite de jour en jour. Courir de l'une à l'autre, c'est mériter le sort de don Juan. Car don Juan, tel du moins que Mozart le présente, même avant sa descente aux enfers, n'est sur terre qu'un pauvre homme, qui échoue en toutes ses entreprises, victime de son étourderie.

Mais que dire du malheureux obligé, à son corps défendant, d'être don Juan malgré lui ? C'est la torture de notre temps. Je ne parle ici que de musique. Les hommes de mon âge s'habituent difficilement aux mœurs nouvelles où c'est elle qui vient à nous, sans attendre un appel. Je reconnais que le phonographe et la téléphonie sans fil rendent service à la campagne où, sans ces inventions, personne jamais n'entendrait une note de musique. Mais en ville, c'est une calamité. A toute heure du jour vous êtes à la merci des haut-parleurs du voisinage qui vous assiègent de leur rumeur. S'ils n'ont rien à vous proposer que les échos du jazz ou du café-concert, il est possible encore de chasser les importuns. Mais à un de vos airs favoris, l'attention s'ouvre malgré vous. Impossible de le faire taire ; il insiste comme un mendiant. Qu'il est changé, sous ses baillons ! Rien n'est plus pénible en ce monde, que l'humiliation de ce qu'on aime. Elle fait craindre le pire des maux, qui est de ne plus aimer. Et le craindre, c'est l'avouer déjà.



Mais voilà que piqués d'émulation, et comme pour tenir tête à l'agresseur, les concerts à Paris se multiplient. De la rentrée d'octobre aux vacances de Pâques, chaque dimanche, dans l'après-midi, six orchestres s'accordent, entre la tour Saint-Jacques et la plaine Monceau ; trois des six se font entendre aussi le samedi, un autre le jeudi soir.

Le temps est loin, où trois concerts du dimanche se partageaient un public fidèle, qui savait où trouver ses auteurs préférés : Mozart, Beethoven, Mendelssohn et Saint-Saëns, au Conservatoire ; Wagner chez Lamoureux ; Berlioz sous la direction fougueuse de Colonne, au Châtelet. Sous ces augustes patronages, les musiciens plus jeunes ou moins connus prenaient leur place naturelle, selon l'âge et le goût. Fidèle à son titre et à sa tradition, la première de ces associations cherchait dans les publications anciennes des pièces rares comme la *Messe* de Bach ou le *Manfred* de Schumann ; même elle n'attendait pas la mort de César Franck pour donner, en 1889, sa *Symphonie* ; il ne restait plus au vieux maître que deux ans à vivre et ce fut une de ses dernières joies. Colonne, qui aimait les émotions fortes, avait joué, dès la première année de son entreprise, en 1873, la *Redemption* du même auteur, souvent remise depuis lors à son programme ainsi que les autres œuvres de Franck. C'est lui aussi qui a fait connaître au public parisien, sans grand succès, les symphonies de Brahms et même, par un dernier effort, la *Damoiselle élue* de Claude Debussy, dont il devinait les grâces, sans les pouvoir saisir. Après lui, M. Gabriel Pierné fut aussitôt d'intelligence avec le *Prélude à l'après-midi d'un faune* et *Iberia*. Succédant à Lamoureux, Camille Chevillard réservait le plus généreux accueil aux *Nocturnes* et à la *Mer*, dont Debussy lui confia la première exécution, aux symphonies de MM. Vincent d'Indy et Paul Dukas, aux poèmes symphoniques de Liszt et surtout à ceux des musiciens russes, Rimski-Korsakov, Borodine et Balakirev, où il fut sans rival pour l'éclat et la vigueur.

C'était alors un pèlerinage, moins éloigné que celui de Bayreuth, non moins dévot, que d'aller jusqu'au cirque des Champs-Élysées pour y entendre, par les soins attentifs de Lamoureux, la *Mort d'Yseult* ou l'*Enchantement du Vendredi-Saint*. On s'y préparait par une retraite de lecture et de méditation ; plus d'un portait la partition au concert, pour n'en pas perdre une note. C'est bien ainsi que

Wagner voulait être écouté. Tel est, jusqu'à nos jours, le régime prescrit aux fidèles, dans le théâtre d'isolement qu'il a fait bâtir pour eux à Bayreuth. Il est vrai que la scène jalouse prive la salle de lumière et y rend impossible de suivre ni paroles ni musique sur le texte imprimé. Ce n'est pas nécessaire, puisqu'on a employé la journée à se rafraîchir la mémoire, dans le désœuvrement de cette station climaterique dont le drame de Wagner fait l'hygiène. Ceux qui veulent y accomplir une bonne saison récitent le poème, sinon la partition, les yeux fermés.

A l'exception du *Vaisseau fantôme*, toujours errant pour aborder parfois à l'Opéra-Comique, les grands ouvrages de Wagner sont entrés l'un après l'autre, depuis la fin du dernier siècle, au répertoire de l'Opéra. Le dernier fut *Parsifal*, réservé à Bayreuth par le testament de Wagner, donné sur cette scène le jour même où la législation allemande sur le domaine public rendait cette clause caduque; c'était le 1<sup>er</sup> janvier de l'année 1914. Après l'interdit de la guerre et des deux ans qui ont suivi, la *Valkyrie* reparut la première, le 5 janvier 1921, devant une salle en délire. Les colosses, ses frères, ont suivi, en triomphal cortège. Le public depuis lors s'empresse, et les acclame, fervent au point d'exiger le huis-clos, pour n'être pas distrait de leur contemplation, et c'est là qu'on peut voir encore, aux amphithéâtres supérieurs, partitions ouvertes et fronts penchés.

Aux concerts cependant, les morceaux d'anthologie tirés de ces drames tiennent plus de place aujourd'hui qu'à l'époque où on ne pouvait encore les entendre au théâtre. Un programme qui n'en contient aucun est exceptionnel. Le samedi 8 novembre, une de nos associations symphoniques offrait une fois de plus l'ouverture du *Tannhauser*, une autre les *Chants de la forge*, dans *Siegfried*, les *Adieux de Wotan* et l'*Enchantement du Vendredi-Saint*, pendant que la troisième, sous le prétexte de « festival », composait de pareils fragments tout son concert, repris le lendemain.

Beethoven est moins en faveur. On ne joue que de temps à autre une de ses symphonies célèbres, et s'il occupe tout un concert, c'est sous la direction d'un chef étranger, venu d'Allemagne ou de Hollande, qui peut dans l'un et l'autre cas se dire compatriote du grand musicien. Est-ce une raison pour qu'il entende mieux sa musique? On en peut douter, car cette musique est aussi peu nationale que possible. Mais les pays germaniques ont de bons chefs d'orchestre et une tradition différente de la nôtre, qu'il est intéressant de connaître. Ce qui nous surprend d'ordinaire, mais peut aussi nous instruire, en



leur interprétation, c'est la simplicité. Tel est le cas, notamment, pour M. Wilhelm Mengelberg, qui nous a fait entendre, le 6 novembre, la troisième ouverture de *Léonore*, la deuxième et la cinquième *Symphonie*. En France, on cherche davantage la variété du mouvement, le pittoresque du coloris : pour tout dire en un mot, on est plus romantique. Beethoven est romantique de cœur, classique de pensée. Dégager sa pensée, en montrer l'ordre et la puissance, ce n'est pas diminuer l'émotion, mais la grandir parce qu'elle s'élève, et guidée par la raison partage sa victoire, qui à l'une et l'autre soumet le genre humain. Déjà nous en avons eu la preuve l'an passé, quand les chanteurs de Hollande, sous la conduite de leur chef, étaient venus à l'Opéra, pour donner ce drame de *Léonore* ou *Fidelio*, froidement accueilli jusque là en France, malgré plusieurs tentatives. Ce fut, cette fois, un succès d'enthousiasme, parce que la musique parlait son langage le plus pur, et sans s'arrêter au détail de l'action, entraînait l'auditoire au flot harmonieux, toujours plus large et fort, d'une symphonie vocale et dramatique.

\*  
\*  
\*

L'événement, en ce début de saison, fut le retour à Paris de M. Richard Strauss que nous n'avions pas vu depuis la guerre. Il venait diriger un concert de ses œuvres, puis deux représentations, à l'Opéra, du *Chevalier à la rose* et de cette même *Salomé* qu'il nous amenait en 1907, à son premier voyage, toute fraîche et toute fière, en plein triomphe.

Le mot n'est pas trop fort, et j'en trouve la preuve en un livre technique, fort judicieux d'ailleurs, sur *l'Évolution de l'orchestre moderne*, qui fut publié à New-York en 1908. L'auteur y rappelle que *Salomé*, représentée d'abord à Dresde, sur la fin de 1905, et bientôt dans le monde entier, « a partout produit un effet dont rien ne peut donner l'idée, dans l'histoire de la scène lyrique, sinon les représentations de *Tristan et Yseult* à Munich en 1865 ».

Nietzsche, prophète de malheur et ami désappointé, avait dit vrai : jouant sans le vouloir le rôle de Wotan à la fin de la *Valkyrie*, Wagner avait mis la musique en léthargie ; pour l'éveiller, il fallait un héros, qui se faisait attendre.

En France, dans les vingt dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, les meilleurs de nos musiciens restaient aux prises avec les idées philosophiques, les motifs conducteurs et la pâte orchestrale qui devait enrober le tout, mais leur collait aux doigts, Wagner seul ayant su



la pétrir sans bavures. En Allemagne, c'était pis encore : on n'osait même l'imiter. Richard Strauss est bien loin de ressembler à Claude Debussy, ni par le caractère ou le goût, ni surtout par les œuvres. Ils étaient cependant destinés l'un et l'autre, par des voies différentes, à la même mission de délivrance.

Tous deux ont dû lutter pour l'accomplir. Au début de ce siècle encore, Richard Strauss était suspect, en son pays, aux maîtres de l'opinion. Hugo Riemann, savant professeur, et Félix Weingartner, célèbre chef d'orchestre, sont d'accord pour lui reprocher son modernisme, qu'ils ne croient pas sincère. Le premier en sa volumineuse *Histoire de la musique après Beethoven*, l'autre en un vil pamphlet sur la *Symphonie après Beethoven*, l'accusent de « s'être converti », ou d'avoir « fait peau neuve ». A quelle date ? En 1885, quand il avait vingt ans.

Richard Strauss a été, en effet, un musicien précoce. Par un sort beaucoup plus commun en Allemagne que partout ailleurs, la musique a bercé, puis nourri son enfance. Son père, artiste de profession, tenait l'emploi de premier cor à l'orchestre royal de Munich. Dès quatre ans, le petit Richard jouait du piano. A six ans, il composait une polka. Il avait quinze ans, quand trois de ses mélodies furent chantées en un concert ; l'année suivante, Benno Walther, chef d'orchestre à l'opéra de Munich, faisait exécuter en public un quatuor à cordes de sa composition, et le célèbre Hermann Levi dirigeait sa première symphonie. Hans de Bulow, de qui on sait l'amitié pour Wagner, dont une trahison conjugale n'avait pas diminué le zèle, s'intéresse au jeune musicien et l'appelle, en 1885, à Meiningen, auprès de lui, avec le titre de « directeur de la musique ». C'est là que Richard Strauss a fait la connaissance d'un neveu par alliance de Wagner, Alexandre Ritter, compositeur sans grand succès, mais excellent musicien, dont l'influence sur lui fut décisive. « Avant de l'avoir vu, dit Strauss, j'avais été élevé dans une discipline strictement classique ; je m'étais nourri exclusivement de Haydn, Mozart et Beethoven, et je venais de passer par Mendelssohn, Chopin, Schumann et Brahms. C'est à Ritter seul que je dois d'avoir compris Liszt et Wagner ; c'est lui qui m'a montré l'importance, dans l'histoire de l'art, des écrits et des œuvres de ces deux maîtres. C'est lui qui, par des années de leçons et d'affectueux conseils, a fait de moi un musicien de l'avenir, et m'a mis sur le chemin où je puis maintenant m'avancer indépendant et seul. C'est encore lui qui m'a initié aux pensées de Schopenhauer. »

Tel est l'aveu du coupable : son crime est hors de doute. C'est d'avoir trahi l'espérance de ceux qui, n'ayant accepté Wagner qu'à contre-cœur, voulaient qu'après sa mort il n'en fût plus question, et comptaient justement sur Richard Strauss pour remettre la musique sur le bon vieux chemin de la symphonie classique, où s'étaient obstinés Brahms et Bruckner, où s'attardait encore Gustave Mahler. Mais Mahler, par l'ampleur démesurée des proportions et la violence du coloris, alarmait ses prudents amis : n'était-il pas contaminé lui-même de fureur wagnérienne ? Richard Strauss, par bonheur, ignorait ce délire. C'est à lui qu'il appartiendrait de donner l'exemple de la sagesse. C'était là, comme on s'en aperçut bientôt, une lourde erreur. Plutôt que de la reconnaître, on accusa celui qui infligeait ce démenti, ainsi qu'il est d'usage en pareil cas, de mauvaise foi.

Parmi les œuvres dont il vient de diriger l'exécution, il en est une que nous entendions pour la première fois et qui mérite, bien qu'il n'en soit pas le seul auteur, un intérêt particulier : c'est la *Suite* de François Couperin, dont il a fait une suite d'orchestre. Comme plusieurs des grands artistes de son pays, il a toujours été séduit par la clarté latine ; les premiers symptômes d'un style personnel apparaissent en cette symphonie qui fit scandale en 1886, et dont le titre, en français, serait *Impressions d'Italie*. Il n'est pas moins Allemand pour cela ; on peut même dire que cette nostalgie des climats ensoleillés est un trait du caractère national. Goethe et Wagner en sont d'illustres exemples. Mais il aime aussi, ce qui est plus rare en Allemagne, la musique française. A sa manière, évidemment. Ce n'est pas son droit, c'est son devoir d'artiste, de ne jamais forcer son talent, ni le mettre à la gêne. Ce qui lui a plu, dans l'époque de Louis XIV, c'est la verve burlesque d'un Lully, dont il s'est très heureusement inspiré, en la poussant jusqu'à la charge, pour la partition dont il a emprunté le sujet au *Bourgeois gentilhomme*. Quand pour la première fois il est venu à Paris, c'est M. Gustave Charpentier qui l'a intéressé, plutôt que Debussy. On m'a conté qu'assistant à une représentation de *Louise*, il en savourait en gourmet l'orchestration, claquant de la langue aux endroits appétissants. Car ce musicien, dont souvent la pensée est si âpre et si dure, a aussi des moments où il redevient un bon compagnon, d'humeur joyeuse et familière, digne fils d'une mère qui portait le nom, parfumé au houblon, mousseux comme une chope bien servie, de Pschorr. Mais la meilleure bière, pour lui, c'est une musique bruisante et capiteuse.

Couperin, modèle de délicatesse en profondeur, maître de concision qui sait tracer en raccourci un portrait du plus vigoureux relief, et au détour d'une mélodie, à la rencontre d'un accord, soudain percer le cœur du plus merveilleux émoi : qu'allait-il devenir, sous le grossissement de l'orchestre et la violence d'un coloris étranger ? Il est resté reconnaissable ; l'honneur en revient autant à la solidité interne de cette musique si fragile en apparence, qu'à la pénétrante intelligence qui, en ayant saisi le sens, a pu ensuite l'illustrer sans contrainte. L'orchestre, à dessein réduit, ajoute pourtant au clavecin des instruments aussi modernes en cet emploi que la harpe ou le célesta, et leur doit les plus charmants effets, dont certains rappellent, par leur transparence irisée, les accords dont s'accompagne, dans *le Chevalier à la rose*, l'offrande du joyau, gage des fiançailles. Couperin n'est plus seul ; Richard Strauss qui l'écoute l'entoure de ce commentaire à la fois libre et docile, où passent, pour s'évanouir aussitôt, des figures de songe ou de chimère, et ce sont là des images pour orchestre, dans le goût de Richard Strauss, sur la musique de Couperin.

Les autres compositions de Strauss, qui furent données à son concert, datent de cette époque, antérieure à *Salomé*, où la gloire lui vint de ses poèmes symphoniques. La plus ancienne, je crois, est la *Burlesque*, pour piano et orchestre, très classique encore de forme, mais d'un éclat dans la sonorité et d'un emportement de rythme sans exemple en ce temps-là. M. Alfred Blumen, au piano, fut l'interprète qu'il fallait, en sa netteté infailible, à ce concerto passionné. *Don Juan* date de 1889, *Mort et transfiguration* de l'année suivante, *Zarathoustra* de 1895. Ce don Juan est celui du poète romantique Lenau, un don Juan qui se souvient de Byron et ne cherche pas seulement, comme celui de Mozart, son plaisir, mais tout le plaisir dont est capable l'homme, et que peut contenir l'univers ; il en reconnaît le néant, et meurt dans un désespoir de damné. *Zarathoustra* prend pour devises quelques phrases du célèbre livre de Nietzsche, et pour thème la recherche, toujours vaine, de la vérité. *Mort et transfiguration* est inspiré par un poème de l'ancien ami de Strauss, Alexandre Ritter : un homme à son heure dernière se souvient de sa vie, consumée en luttes stériles, qu'il voudrait poursuivre cependant, incapable de renoncer à l'espoir, sans la mort qui enfin apaise ses tourments. Strauss a dit que Ritter lui avait fait connaître Schopenhauer. Ses leçons n'ont pas été perdues. *Till Eulenspiegel (l'espiègle)* et *don Quichotte*, plus tard ses comédies

lyriques, *le Chevalier à la rose* et *Défense d'aimer*, montrent le goût de Strauss pour la farce. Mais en tous ses autres poèmes symphoniques, il apparaît comme un musicien philosophe. Ne nous en moquons point. Cette métaphysique dont nos musiciens de France, l'ayant simplement empruntée à Wagner, étaient à la même époque si embarrassés, il en fait l'objet de son étude et de sa méditation; elle est la nourriture de son esprit, la foi de sa religion, et le principe de sa morale. Il lui doit la triste ardeur de son *Don Juan*, la grandeur désolée de son *Zarathoustra*, et les accents sublimes de *Mort et transfiguration*, qui, entre ses poèmes symphoniques, est sans doute le chef-d'œuvre.

Quand il nous fut donné de l'approcher, nous fûmes surpris de son air triste et las que n'expliquaient pas assez les rudes combats qu'il avait dû soutenir, puisqu'ils s'étaient terminés, depuis plusieurs années déjà, par une victoire complète, et que la renommée lui souriait alors autant que la fortune. D'une courtoisie parfaite, il répondait toujours avec politesse, mais prenait rarement la parole, et hors des moments d'oubli où parfois reparaissait sa bonhomie native, il demeurait taciturne et distrait, à tel point que beaucoup, trompés par sa haute stature, cambrée et guindée à la mode de son pays, prenaient pour dédain ce qui n'était qu'ennui. Qu'il y ait de l'orgueil en lui, on n'en peut douter et il est le premier à en convenir, jusqu'à citer, en un de ses poèmes, parmi les œuvres du héros, un recueil de morceaux choisis dans les siennes. Mais un orgueil si franc est allègre, joyeux, sans rien de morose. L'amertume dont son esprit était rongé devait prendre sa source en une conviction plus profonde, celle de la philosophie pessimiste dont il était l'adepte sincère. La nature humaine est mauvaise; l'existence est un mal. Tous les plaisirs de la vie ne seront-ils pas empoisonnés par ces idées?

Il ne semble pas qu'elles l'aient quitté depuis lors. Ce sont elles aussi qui l'ont guidé vers des drames aussi affreux que la *Salomé* d'Oscar Wilde ou l'*Elektra* de Hofmannsthal. Je sais bien qu'Oscar Wilde n'avait voulu écrire qu'une fantaisie littéraire, qui était en même temps pour lui un exercice de français. Mais Strauss a pris au sérieux l'histoire épouvantable de l'amoureuse sanguinaire qui, folle de dépit, veut baiser sur les lèvres une tête tranchée. Sa musique en témoigne, brutale et fulgurante, chargée comme un ciel bas, avec de soudaines trouées de lumière prophétique qui font le jour plus faux encore, et bientôt se referment sur l'orage des sens en furie.

Tel je l'avais connu, tel je l'ai retrouvé, l'autre soir, à l'Opéra, assis au pupitre du chef d'où il se levait parfois pour susciter un départ de cuivres ou de contrebasses, blanchi, mais non courbé par l'âge, toujours ferme et d'aplomb, plus que jamais impassible et s'inclinant, tourné d'une pièce vers la salle, en réponse aux acclamations, sans l'ombre d'un sourire. Comme on l'avait déjà remarqué à son concert, son geste pour conduire est devenu plus sobre, concentré, réduit à des indications à peine perceptibles, d'autant mieux suivies.

Sa musique y gagne, parce que les détails moins marqués laissent mieux saisir l'ordre et le mouvement, qui en sont les plus grandes beautés. Il a toujours prétendu que l'argument de ses poèmes symphoniques n'en était que l'appui, et non pas l'armature. On croyait à une boutade, et c'est la vérité. On peut écouter *Zarathoustra* ou *Mort et transfiguration* sans reconnaître en l'un le thème de la science ou celui du doute éternel, en l'autre les souvenirs de l'enfance ni les râles de l'agonie : le conflit n'est pas moins pathétique entre les idées musicales qui, tour à tour, se provoquent, s'affrontent, se confondent. De même, dans *Salomé*, les traits de violence ou d'ironie, qui jadis se détachaient, ne brisent plus la ligne, et je ne suis même plus choqué, comme alors, par ce qu'il peut y avoir d'un peu conventionnel dans les chants du prophète, parce qu'ils restent à leur place, au second plan, sans autre objet que de mettre en valeur, par une touche claire, la noirceur d'alentour : peu m'importe de les savoir authentiques ou apocryphes, puisque l'effet en est admirable. L'œuvre doit être exécutée comme elle fut tracée, d'un dessin large et sûr. Je ne puis dire que je l'aime, trop éloigné de son pessimisme. Mais je l'admire comme un tableau de maître, dont la perspective est savante, le coloris magnifique, l'accent juste et fort.

LOUIS LALOY.

---

# LES ACADEMIES DE PROVINCE

## AU TRAVAIL

C'est un plaisir délicat que celui de suivre attentivement les travaux des sociétés savantes et littéraires de notre pays. Cette relation avec les esprits les plus cultivés n'apporte pas seulement des vues et des documents originaux d'une extrême variété, elle atteste encore l'existence, dans toutes nos provinces, de nombreux hommes qui allient une passion profonde de la recherche à une noble mesure de l'expression. On sent revivre ici cette courtoisie de la vieille France, qui est le respect des autres et de soi, qui embellit la vie, et qui, dans nos provinces, où la lutte est moins âpre que dans l'enfer parisien, est admirablement conservée comme une des essences de la race.

C'est ainsi que l'ancienne Académie royale d'Orléans, devenue la « Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts », nous montre, dans sa longue histoire, sagement reconstituée par son président, le docteur Fauchon, cette pérennité du culte de l'esprit dans nos provinces. A Orléans, comme en beaucoup de villes de France, et surtout dans le Midi, héritier plus direct de la culture latine, la fondation d'une importante société littéraire, celle dite de Saint-Aignan, en 1613, précéda l'illustre création du cardinal de Richelieu, l'Académie française. Cette société fut suivie de quelques autres, qui aboutirent, en 1781, à la fondation de l'Académie royale d'Orléans.

C'est l'histoire complète de cette Académie que le docteur Fauchon, en consciencieux érudit doublé d'un écrivain de race, reconstitue en 168 pages d'un important volume. Il en énumère les travaux, comme ceux de la création d'un Jardin des plantes et d'un cabinet d'histoire naturelle, et montre quelle collaboration importante apportaient ces sociétés au progrès des sciences comme à la con-



servation des belles-lettres. A l'aide de documents authentiques, et notamment des archives municipales et départementales, l'auteur a identifié très précisément tous les présidents et membres de cette Académie, qui compta des personnages historiques, et qui s'honore encore aujourd'hui d'inscrire parmi ses membres d'honneur deux membres de l'Institut de France, MM. Georges Goyau et Alfred Merlin. Ainsi nous sont restituées, dans leurs œuvres, ces familles spirituelles\* qui ont tant contribué à l'éclat de l'intelligence française. Parmi les noms célèbres de cette Académie, qui compte presque tous ceux des grandes familles orléanaises, il en est un qui est particulièrement cher à tous les Français, à tous les hommes; c'est celui de l'abbé Étienne-François Deschamps de Champloiseau, qui rendit la parole aux jeunes sourds, important en France une méthode espagnole, la méthode d'imitation labiale, celle de la parole même, qui devait remplacer la méthode par signes de l'admirable abbé de l'Épée. Comme ce dernier, l'abbé Deschamps de Champloiseau laissa sa fortune dans cette œuvre généreuse, et quand il mourut, à quarante-six ans, en 1791, il était complètement ruiné.

M. Armand Bouvier, dans ce bulletin, reconstitue avec beaucoup d'originalité et de verve l'année 1827 à Paris, l'année de Navarin, de l'indépendance de la Grèce, du romantisme triomphant, du premier chemin de fer français, celui de Saint-Étienne, de l'anglomanie, déjà vivace, de Brillat-Savarin, du *Barbier* de Rossini, et de beaucoup d'autres choses, grandes et petites, que l'auteur retrace avec une science très vivante.

Dans les mêmes *Mémoires*, M. Paul Fossé étudie la fondation des « Mutuelles-incendies » en Champagne, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce fut l'évêque de Langres, en 1759, qui imagina et réalisa des quêtes générales dans son diocèse pour constituer un fonds de secours et un fonds de réserve, avec exclusion au droit de secours des paroisses qui négligeaient de donner aux quêtes. C'était le principe du versement obligatoire. Les résultats de cette organisation furent si remarquables que l'évêque de Troyes l'imita, puis en 1776 l'évêque de Châlons, Mgr de Juigné, qui devait devenir archevêque de Paris. En 1779, le duc de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, transporte cette organisation dans son riche diocèse, et en consacre les excédents aux risques d'accidents, puis aux risques de grêle. L'assurance devient en même temps préventive. Toute cette magnifique organisation sombra dans la Révolution. Toutefois, les principes étaient établis; et, dès la Restauration, on vit naître, en



France, de nombreuses Mutuelles incendies. Et voilà encore qui confirme encore la continuité de notre histoire.

Les *Mémoires* de l'Académie nationale de Caen contiennent une remarquable étude de M. A. Galland sur le général Dumouriez, le vainqueur de Valmy, pendant ses séjours à Cherbourg, où il manifesta largement sa passion de l'intrigue. M. A. Rostand nous fait connaître le journal de voyage d'un diplomate de Basse-Normandie, Pierre d'Anneville, qui, de 1706 à 1713, servit le roi de France comme diplomate à Gènes. Il eut ainsi l'occasion, non seulement de traverser la France, mais encore de parcourir l'Italie, et nous donne sur les mœurs, les arts et les affaires de ces deux pays des notes fort intéressantes par leur netteté et la conscience de leur auteur.

M. H. Prentout, le savant historien de Normandie, nous entretenait, dans ces mêmes *Mémoires*, des « Établissements » de la commune de Rouen, à la suite d'une communication de M. Valin. M. H. Prentout nous donne ensuite l'histoire du duc de Normandie Richard II, dont le long règne (996-1027) consolida dans ce pays la monarchie normande, en comprimant les révoltes des vains, l'indépendance des vikings, l'hostilité des voisins, et en réformant l'Église, grâce au concours de Guillaume de Dijon.

M. Marcel Baudot, l'érudit archiviste de l'Eure, publie une série d'importants documents sur la représentation du Tiers-Etat aux États provinciaux de Normandie. Les historiens pensaient jusqu'ici, à défaut de documents, que les votants à l'élection des députés du Tiers étaient désignés, surtout pour les campagnes, par les officiers du duc. Or M. Baudot vient de retrouver, dans les archives de l'Eure, une série de mandements aux sergents ducaux leur enjoignant, pour les États provinciaux de 1600, à Rouen, « d'assigner tous les trésoriers des paroisses de leur charge » à se réunir « pour faire élection d'un député du Tiers-Etat ». Ces trésoriers des paroisses étaient eux-mêmes élus par tous les habitants des paroisses sans distinction. On se trouve donc en présence d'une élection à deux degrés largement démocratique.

Enfin M. Paul Yvon étudie trois poèmes de Coleridge, qui forment presque toute la production achevée de ce poète charmant.

L'Académie de Bordeaux, secondée par la Société des Archives de la Gironde et la Société des Bibliophiles de Guyenne, a émis le

vœu ardent, reproduit d'ailleurs par toute la grande presse, que les manuscrits de Montesquieu encore au château de la Brède fussent confiés à sa garde ou donnés aux archives locales, près des *Essais* de Montaigne, deux des plus grandes gloires littéraires de la Gironde. Il est très désirable en effet que nos grandes régions ne soient pas dépouillées des plus beaux fruits, hommes et œuvres, qu'elles ont portés.

C'est ce que pense aussi l'active Académie de Montauban, qui va fêter dans quelques jours avec un éclat particulier le deuxième centenaire de sa création et son fondateur Lefranc de Poppignan, poète fameux et magistrat de grande lignée. Le président de cette Compagnie, le Dr Bourchenin, l'un des pionniers du régionalisme et l'un des meilleurs érudits du Montalbanais, a tenu à ce qu'une plaque commémorative fût posée sur la maison natale du poète qui fut un noble animateur et un grand philanthrope.

A la Société des Sciences de Semur, M. Vittenet étudie avec sa grande compétence le magnifique *Christ aux cinq plaies*, du cimetière de Semur, où il fut transporté au siècle dernier, et qui paraît dater de la fin du xv<sup>e</sup> siècle. M. Nodot trace l'histoire d'une célébrité semuroise, le savant Gueneau de Montbéliard, qui fut le collaborateur de son illustre compatriote Buffon pour les oiseaux et les insectes de son admirable *Histoire naturelle*. M. J. Toutain étudie, avec sa clarté habituelle, des monnaies romaines qui viennent d'être découvertes à Alèsia; puis les ruines de l'antique basilique algérienne de Sainte-Salsa de Tipasa, cité romaine située à environ 68 kilomètres à l'ouest d'Alger, et qui fut l'une des métropoles de l'Afrique chrétienne.

Les Annales de l'Académie des Jeux Florimontains, en cette Savoie où les Sociétés littéraires et savantes abondent, maintiennent avec ardeur, aux portes du pays d'oc, avec le culte des belles-lettres, celui de la langue d'oïl. Cette Académie, qu'anime de son ardeur l'abbé Berthier, s'est placée sous le double patronage de la belle et pieuse Béatrice de Savoie, comtesse de Provence, et de saint François de Sales. Les œuvres des dernières Annales sont trop nombreuses pour que nous tentions de les analyser. Il nous suffira de dire qu'elles maintiennent, des Alpes au Rhône, l'amour du beau langage et des nobles pensées.

C.-M. SAVARIT.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

En ces dernières semaines, d'importantes consultations électorales ont apporté d'utiles indications sur les tendances nouvelles qui modifient peu à peu la physionomie politique de plusieurs grands pays. Essayons d'en dégager les enseignements.

Les États-Unis avaient à renouveler, le 4 novembre, la moitié du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants. Le résultat est nettement défavorable à la politique du Président Hoover. Lors des dernières élections pour la Présidence, les sympathies populaires penchaient plutôt vers Al. Smith, le candidat démocrate; c'est par raison, afin d'éviter les aventures et d'assurer la fortune des États-Unis, que les électeurs votèrent pour M. Hoover. Économiste, homme d'affaires, administrateur, ne promettait-il pas que, sous sa présidence, la prospérité se développerait dans des proportions inconnues jusqu'ici? C'est tout le contraire qui s'est produit. Le krach de Wall-Street, le cyclone qui balaya la Bourse de New-York et qui, en quelques heures, réduisit de plusieurs milliards de dollars la fortune apparente des Américains n'était lui-même que la conséquence et le signe d'une crise économique de surproduction et de sous-consommation dont les États-Unis, comme le reste du monde et avec lui, souffrent encore. Il était humain que les électeurs fissent supporter à leur élu et à ses amis les conséquences de désagréments dont il ne sont sans doute responsables que dans une faible mesure. Que M. Hoover ne fût-il plus circonspect dans ses promesses de candidat!

Au Sénat, les deux partis sont à égalité. Les républicains gardent 48 sièges, les démocrates arrivent à 47 et il y a un représentant des « fermiers-travailleurs » qui vote en général avec les démocrates. En outre, les républicains ont à redouter, dans leurs rangs, la défec-

tion de quelques « impurs » qui restent fidèles au parti dans les questions importantes, mais qui se plaisent à créer des difficultés à l'administration dont ils portent les couleurs. A la Chambre des représentants, les républicains sont en minorité avec 216 sièges, les démocrates en ont 217 ; il y a un « fermier-travilliste » et un « douteux ». Certaines élections caractéristiques achèvent de donner au scrutin sa physionomie. M. Franklin Roosevelt, démocrate « humide », est réélu à une très forte majorité gouverneur de l'Etat de New-York ; ce succès le désigne d'ores et déjà pour être le candidat de son parti, dans deux ans, à la Maison blanche et, à moins d'un revirement imprévisible, depuis longtemps le parti démocrate n'aura pas eu de meilleures chances. On prévoit déjà que M. Roosevelt aurait pour adversaire républicain non plus M. Hoover, mais M. Dwight Morrow, ancien ambassadeur au Mexique, associé de la banque Morgan et beau-père du colonel Lindbergh, qui vient d'entrer brillamment au Sénat.

La « plate-forme » électorale a été, plus encore que le malaise économique, le régime des boissons alcooliques. Humides et secs se sont combattus avec une âpreté, une ferveur quasi mystique, qu'il est difficile à un Européen d'imaginer. Ainsi que l'avait prédit le grand cardinal Gibbons, la vie américaine est prisonnière de la loi de prohibition ; elle se mêle à tout pour tout fausser, jusqu'aux mœurs des familles et au jeu de la politique. La loi qui a pour conséquence la nécessité sociale de la contrebande et du banditisme organisés comme une profession honorée, porte en elle sa condamnation. Les élections de 1930 présagent de prochains adoucissements à la prohibition. Le temps de la sécheresse est fini ; l'hypocrisie puritaine éprouve un échec retentissant. La difficulté sera de revenir à une raisonnable humidité. Que vont devenir les innombrables personnes qui vivent de la contrebande sous toutes ses formes ou de la répression ? Ce chômage d'un nouveau genre pèsera longtemps sur la vie américaine.

Ce serait d'ailleurs une erreur d'attendre pour demain des changements radicaux. D'abord, les nouveaux élus n'entrent en fonctions que le 4 mars et ne siégeront qu'à la session du Congrès de décembre 1931. Ensuite, l'autorité du Président et de l'administration est, de par la Constitution, indépendante du pouvoir législatif. Surtout n'escomptons pas une modification de la politique des États-Unis à l'égard de l'Europe ; les deux partis sont d'accord pour exiger le paiement des dettes. On ne saurait, en cette délicate

matière, prévoir à longue échéance; la situation pourrait se trouver modifiée le jour où l'Allemagne et ses créanciers se présenteraient ensemble et en parfait accord à l'audience de Washington. En tout cas, une administration démocrate, si elle peut réserver certaines surprises, ne les apportera que dans plus de deux ans. C'est seulement peut-être en matière de tarifs douaniers que des modifications plus prochaines seraient à prévoir. Pour le moment, la Chambre et le Sénat, partagés en deux fractions égales, et les progrès de l'opposition à l'administration Hoover ne simplifient pas la situation politique déjà difficile des États-Unis.

Nos lecteurs trouveront, dans ce numéro, un article où M. André Nicolas retrace la physionomie électorale de l'Autriche. Le scrutin du 9 novembre a été une déception pour les hommes politiques qui avaient imprudemment renversé le cabinet Schober pour le remplacer par un ministère chrétien-social où M. Vaugoin était chancelier et où le jeune chef des *Heimwehren*, le prince Starhemberg, détenait le portefeuille de l'Intérieur. Confier la défense de l'ordre et de la légalité au chef de la faction la plus turbulente, c'est une tactique qui réussit quelquefois, comme de faire un garde-chasse avec un braconnier, et qui, en l'espèce, a abouti, au moins provisoirement, à canaliser les entreprises des *Heimwehren* contre le gouvernement parlementaire. La raison d'être de ce mariage de raison, c'était la lutte contre la social-démocratie qui a fait de la ville de Vienne son fief et où elle se livre à des expériences intéressantes, mais ruineuses, d'urbanisme.

Le danger socialiste, pour l'économie autrichienne, est manifeste; mais, pour le moment, la victoire de la nouvelle coalition des chrétiens-sociaux avec les *Heimwehren* aurait pu entraîner de sérieuses complications, s'il est vrai, comme on l'a affirmé, que la défaite des socialistes aurait été le signal de la restauration du trône des Habsbourg à Vienne. Le jeune archiduc Otto vient d'atteindre, le 20 novembre, en Belgique où il réside avec sa mère l'impératrice Zita, sa majorité avec sa dix-huitième année. Que de tels rêves aient pu prendre corps dans les espérances d'une dynastie en exil, rien de plus naturel; mais de là à une réalisation, il y a bien d'autres obstacles que la résistance de la social-démocratie autrichienne. Une restauration des Habsbourg serait plus aisément acceptée à Budapest qu'à Vienne où les légitimistes ne paraissent ni très nombreux, ni très actifs. Les États de la Petite Entente font d'ailleurs bonne garde et se chargeraient d'empêcher un événement qui, dans l'état

actuel de l'Europe, risquerait de mettre le feu aux poudres et alimenterait la campagne pour la revision des traités. Le chef de la maison de Habsbourg a communiqué à la presse une note dans laquelle il est précisé que la fête du 20 novembre aurait un caractère strictement privé et familial; publiée quinze jours plus tôt, cette notification aurait apaisé de légitimes inquiétudes et dissipé des préventions que nous voulons croire sans fondement.

Quoi qu'il en soit, la coalition n'a pas obtenu le succès qu'elle espérait. Les chrétiens sociaux, unis aux *Heimwehren*, perdent sept sièges (66), les socialistes en gagnent un (72); le *Heimatblock*, c'est-à-dire les *Heimwehren* indépendants, ceux qui ont refusé de se laisser apprivoiser par M. Vaugoin et Mgr Seipel, en obtiennent huit. Enfin, l'ancien chancelier Schober qui, dans une campagne rapide et vigoureuse, a formé un bloc de deux petits partis, conquiert dix-neuf mandats et devient l'arbitre de la situation. On ne saurait oublier qu'il a sauvé Vienne de l'anarchie en 1927 et qu'il a la poigne assez ferme pour la garantir d'un coup de force hitlérien dont le retour en Autriche du major allemand Pabst, amnistié par M. Vaugoin, semblait présager l'imminence. Une crise ministérielle, tout au moins un remaniement du cabinet Vaugoin, paraît inévitable. Le prince Starhemberg et ses amis ne resteront pas dans le Cabinet; ils annoncent l'intention de rentrer dans l'opposition et de reprendre leur programme antimarxiste et antiparlementaire. Leur agitation ne paraît pas très dangereuse; un seul membre du *Heimatblock* a été directement élu dans sa circonscription; les sept autres, parmi lesquels les deux ministres, Starhemberg et Steidle, ne doivent d'entrer au Parlement qu'à l'attribution des restes; en tout, ils n'ont obtenu que 200 000 voix sur 3 600 000 électeurs. Les nationaux-socialistes à la mode allemande, comme les communistes, n'obtiennent aucun siège. Les chrétiens-sociaux, en reconstituant leur groupe parlementaire, ont affirmé qu'ils répudient toutes méthodes tendant à modifier par la force la constitution. D'autre part, il ne semble guère possible de gouverner sans le concours de M. Schober et de ses amis. La tranquillité et la prospérité de l'Autriche sont indispensables à la sécurité de l'Europe; on voudrait espérer, sans trop y compter, que l'entente des partis d'ordre va lui donner enfin cette stabilité politique qui est la condition première d'une saine économie nationale.

En Allemagne, des élections municipales ont eu lieu le 16 novembre en Bade et en Mecklembourg. Le même jour, l'État libre

de Dantzig a renouvelé son Conseil. Après les élections du 14 septembre et le succès des nationaux-socialistes, certaines apparences avaient pu faire croire que la force ascensionnelle du mouvement hitlérien avait atteint son apogée; et il est bien vrai que les dirigeants, les hommes politiques, ont compris le danger et cherché à freiner; mais, dans les masses, l'impulsion nationaliste reste très puissante. En Bade, pays modéré où domine l'influence du Centre et, en particulier, celle de M. Wirth, les hitlériens remportent des succès sans précédent : 14 sièges à Fribourg, 28 à Carlsruhe, 21 à Kehl, 12 à Constance. Le Centre maintient ses positions, les social-démocrates sont en recul et les communistes en avance. En Mecklembourg, la tendance est la même. A la Diète de l'État libre de Dantzig, les hitlériens gagnent 11 sièges, les communistes 4, tandis que les socialistes en perdent 7. De telles indications sont éloquentes et portent en elles-mêmes leur enseignement. La politique imprudente et injuste que les partis modérés ont suivie en excitant le nationalisme allemand et en l'alimentant de calomnies contre la France, porte maintenant ses fruits empoisonnés : l'Allemagne aura plus à en souffrir que nous-mêmes.

En Pologne, la consultation du suffrage universel, le 16 novembre, pour le renouvellement des 444 membres de la Diète, emprunte aux circonstances une exceptionnelle importance. Depuis le coup de force de mai 1926, le maréchal Pilsudski, quel que soit son titre officiel, est le véritable maître de l'État; rien d'important ne se fait sans son avis et son assentiment. Dédaigneux de l'éclat extérieur du pouvoir, très jaloux de ses réalités, ardemment patriote, mais à sa mode et selon ses propres conceptions, le maréchal Pilsudski se considère comme une sorte de tuteur de la Pologne ressuscitée; la tâche qu'il se donne n'est pas d'exercer constamment la direction, mais de la redresser en cas de déviation. Il regarde les Polonais, — il nous le disait à nous-même, en avril 1929, à Wilno, — comme un peuple admirablement doué, un peuple d'artistes, mais à qui manquent souvent la persévérance et la ténacité. Il faut donc les encadrer par de solides institutions qui ne permettent pas les fantaisies individuelles, avec une autorité forte qui assure la continuité de la direction et la persistance de l'effort. Le maréchal n'est pas l'ennemi de tout système représentatif; il admet que le pays doit être consulté; mais à côté du contrôle parlementaire, il faut un pouvoir exécutif fort, qui ait le dernier mot et qui, dans la grande tâche de la Pologne à reconstituer, ne soit pas arrêté à chaque



instant par le formalisme parlementaire. Comment convient-il d'équilibrer les deux pouvoirs, de laisser subsister des assemblées délibérantes élues au suffrage universel sans paralyser l'autorité exécutive? C'est un problème dont le maréchal cherche la solution sans paraître jusqu'ici l'avoir découverte.

Il comprend pourtant la nécessité d'aboutir; l'âge vient pour lui; l'opinion publique, qui lui fait volontiers crédit, s'impatiente et lui demande où il va et quelles institutions il laissera derrière lui. Jusqu'ici ses amis alléguaient, pour expliquer ses hésitations, l'impossibilité de gouverner avec le Sejm issu des élections de 1928 où le bloc gouvernemental, nouvellement formé derrière le maréchal, ne comptait que 122 sièges. Il fallait donc, pour qu'il devint possible de réaliser une réforme constitutionnelle sanctionnée par la représentation nationale, des élections nouvelles et une majorité disciplinée. Pour l'obtenir, le maréchal jugea d'abord nécessaire de prendre lui-même en main la direction de la politique intérieure et les responsabilités. Le ministère Slawek, où il ne détenait que le portefeuille de la Guerre, était composé d'hommes ayant toute sa confiance; jugeant le moment venu, en juillet dernier, il lui fit donner sa démission et assumait lui-même la présidence du Conseil. Un décret du président de la République prononça la dissolution du Parlement et convoqua les électeurs le 16 novembre pour le Sejm, le 23 pour le Sénat. Le décret était accompagné d'un message expliquant que la réforme de la Constitution ne pouvait être réalisée par le Parlement de 1928.

La campagne électorale fut très agitée. Elle commença par un de ces articles truculents et malodorants par lesquels le maréchal estime de temps en temps nécessaire de frapper l'imagination des paysans polonais afin de leur faire comprendre les dangers et les tares du système parlementaire, tel que l'établit la Constitution de mars 1921 et que le pratiquent les partis de gauche. L'inconvénient est que ces violences de langage sont lues aussi à l'étranger et exploitées contre le bon renom de la civilisation polonaise. Dès lors que le gouvernement s'en tenait aux moyens légaux et constitutionnels et renonçait à promulguer d'autorité une constitution nouvelle, il n'avait qu'une issue : obtenir à tout prix la majorité dans les Chambres. Pour atteindre ce résultat tous les moyens lui ont paru bons. Le système électoral en vigueur est, selon lui, absurde et rien de bon n'en peut sortir; il faut donc le contraindre. Les principaux chefs des groupes d'opposition ont été arrêtés, sous

diverses inculpations, enfermés à la citadelle de Brzesc et soumis, comme des criminels d'État, à un régime très dur. M. Witos, ancien président du Conseil, chef du parti paysan, M. Kiernik, populiste, MM. Lieberman et Barlicki, socialistes, M. Dembski, démocrate-chrétien, et environ une cinquantaine d'hommes politiques de l'opposition ont été arrêtés. L'un d'eux a subi jadis de longues années de prison, sous les Russes, pour patriotisme polonais. Enfin l'homme qui a le plus contribué à faire revivre et triompher en Silésie le polonisme, M. Korfanty, a été, lui aussi, mis sous les verrous. Certains chefs du parti ukrainien de Galicie ont subi le même sort. La raison alléguée était un complot contre la sûreté de l'État. Le moment des élections approchant, des listes entières ont été supprimées d'autorité sous prétexte que les signatures des candidats n'étaient pas authentiques. Bref, rien n'a été négligé pour assurer le succès de la liste patronnée par le maréchal; elle est composée d'hommes provenant de tous les partis qui souvent n'ont de commun entre eux que la confiance en un chef et la foi en un gouvernement réformateur et fort.

Ces procédés violents, dont les inconvénients n'ont pas besoin d'être soulignés, ont eu du moins un double effet heureux: D'abord ils ont amené une fusion de la plupart des partis d'opposition qui se sont groupés en un bloc allant du centre à la gauche socialiste, sous les auspices de M. Daszynski, socialiste. Ensuite et surtout ils ont obtenu le résultat cherché: la liste gouvernementale emporte 248 sièges sur 444. Le bloc de gauche (*centrolew*) n'a plus que 85 mandats au lieu de 131; l'opposition de droite se renforce avec 72 mandats au lieu de 31. Parmi les partis de droite, les nationaux-démocrates (parti de MM. Trompczynski, Dmowski, Seyda, etc.) gagnent 27 sièges. Les communistes ont 4 représentants. Les minorités nationales ne retrouvent plus que 35 mandats au lieu de 70. Les Allemands, en particulier, sont en recul très net: 5 sièges. Les Ukrainiens et Blancs-russes ont 21 mandats et les diverses listes juives 9. Les résultats des élections sénatoriales ne sont pas encore parvenus à l'heure où nous écrivons: les proportions seront certainement les mêmes.

Le gouvernement du maréchal Pilsudski est-il maintenant le maître de donner à la Pologne la constitution de son choix? Non, d'après l'arithmétique, puisqu'il faut, d'après le statut de 1921, les deux tiers des voix pour modifier les lois constitutionnelles. Oui, en fait, car, après le grand succès du 16 novembre qui lui

donne une majorité absolue de 52 voix, il est moralement le maître et il peut compter sur l'appoint de plusieurs petites fractions. L'approbation du pays ne lui manquera pas s'il donne, au dehors, le sentiment d'une forte cohésion nationale et si, au dedans, il fait aboutir une réforme sage et modérée de la constitution. C'est là que les amis et les ennemis du maréchal l'attendent; c'est là même, dirons-nous, que les amis et les ennemis de la Pologne attendent son gouvernement. La Constitution de 1921, impraticable dans un État nouvellement constitué, n'a guère de défenseurs convaincus. Si le ministère de demain commence par ouvrir les portes des prisons politiques, s'il apporte des vues nettes et bien adaptées au tempérament national, on oubliera vite les moyens dont il s'est servi et il groupera derrière lui toutes les forces d'une nation qui ne demande qu'à vivre et à travailler. S'il n'aboutit pas rapidement et continue, par des moyens arbitraires et sous des voiles transparents, une dictature larvée et inféconde, il achèvera de compromettre une popularité déjà discutée. L'heure de donner sa mesure a sonné pour le maréchal Pilsudski. S'il échouait, il devrait craindre que, devant la médiocrité des résultats, l'avenir lui demandât un compte sévère de l'illégalité des moyens. Tous les amis de la Pologne souhaitent qu'il réussisse, et promptement.

La poussée nationaliste, dont le programme de Hitler n'est que l'exagération poussée jusqu'à l'extravagance, entraîne, avec plus ou moins d'intensité, en Allemagne, tous les partis et toutes les classes; elle est l'aboutissement de mille petits courants qui, sur tous les points, tendent à emporter les digues que les traités, sanction de l'agression de 1914, opposent à un nouveau débordement du germanisme. Cette propagande subtile s'insinue partout sous le couvert des aspirations si légitimes à la paix; on en trouve des échos jusque chez certains hommes politiques français. En Allemagne, elle rayonne de l'unanimité de la nation. Il était temps que des paroles françaises autorisées vinssent remettre les choses au point. Tout ce qui était nécessaire a été dit, tant par les interpellateurs que par le ministre des Affaires étrangères et le président du Conseil. On doit seulement regretter que les éloquents et chaleureux appels de M. André Tardieu aux groupes de gauche n'aient pas été entendus et que le Parlement, faisant trêve aux passions des partis, n'ait pas unanimement soutenu une politique que, dans ses grandes lignes, une très forte majorité a toujours approuvée.

Le premier, M. Franklin-Bouillon, dont on attendait un réquisi-

toire violent, fit un exposé éloquent, clair et objectif de la politique allemande; il montre les prétentions nationalistes s'exagérant au fur et à mesure des concessions que la France et ses alliés, animés d'un ardent désir de conciliation, crurent généreux et utile de consentir. Il dépeignit l'Allemagne unanime dans sa volonté de reviser, c'est-à-dire de détruire les traités, unanime à se libérer des paiements Young; il insista sur l'impossibilité de faire fond ni sur sa signature, ni sur sa parole. Il était nécessaire que de telles paroles fussent prononcées à la tribune de la Chambre, car il importe de ne pas laisser au pays des illusions qui pourraient devenir cruelles. Les conceptions allemandes apparaissent si éloignées des nôtres que, si utile qu'il puisse paraître de travailler avec ténacité à la conciliation, il n'est pas prouvé que le succès sera au bout de l'effort. M. Franklin-Bouillon n'a pas préconisé un autre système politique pour remplacer celui qu'il critiquait, car, dans l'état actuel de l'opinion en Italie et en Angleterre, aucun autre ne s'offre à nous; mais il a adjuré le gouvernement de le pratiquer avec toute la fermeté et les mesures de sécurité indispensables.

M. Ernest Pezet, mandaté par le groupe des démocrates-populaires, est un nouveau venu dans la politique parlementaire; il a prononcé un discours réfléchi, sage et fort qui a été justement applaudi sur presque tous les bancs. Nous en retiendrons deux points. L'Allemagne, en s'engageant, pour complaire à l'opinion nationaliste, dans une campagne pour la revision des traités, ne peut aboutir qu'à une impasse dangereuse pour elle, dangereuse pour la paix, « où elle se heurtera à la dure réalité ». Les Allemands se plaisent à opposer ce qu'ils appellent leur dynamisme au statisme juridique qu'ils nous attribuent. Mais, leur dit M. Pezet, « pourquoi ce dynamisme n'est-il pas tourné vers l'avenir, pourquoi n'est-il pas sainement et hardiment constructif, hautement moderne et humain, au lieu d'être mystique, déconcertant et, à vrai dire, régressif?... Que l'Allemagne s'oriente sincèrement vers une collaboration pratique franco-allemande et vers l'organisation européenne, l'Europe en sera toute transformée et bien des difficultés réputées insurmontables s'aplaniront. » De cet avenir, M. Pezet ne veut pas désespérer. Toutes les précautions que la France prendra pour sa sécurité, il les approuve, mais il demande une politique d'action et d'organisation qui déplace les plans où l'Europe piétine : « Si l'Allemagne ne peut pas ou ne veut pas s'articuler de bonne grâce à une Europe pacifique, il faut travailler sans trêve pour que l'organisation économique de l'Europe

en vue de la paix et de ses bienfaits devienne vite assez forte pour l'y entraîner; » On ne saurait mieux dire, ni assigner à la politique française un programme plus pratique et plus efficace.

Après les interpellations de M. Scapini et de M. Louis Marin, la Chambre entendit le ministre des Affaires étrangères. Sans contester les déceptions que la politique, et surtout le langage de la presse et des hommes politiques allemands, ont apportées à ses espérances, il s'éleva avec force, aux applaudissements de tous les partis, contre « ce vent de panique que l'on essaye de souffler sur notre peuple ». Il ne renonce pas à « sa politique d'organisation de la paix en Europe et dans le monde. C'est en se faisant le champion d'une telle politique que la France apparaît, au regard du monde, avec sa physionomie véritable ». Si les circonstances sont difficiles, ce n'est pas une raison pour changer de politique, mais c'est une raison « de prendre toutes les précautions nécessaires et d'organiser les frontières pour la défense ».

M. André Tardieu, tout en affirmant la complète solidarité du cabinet avec le ministre des Affaires étrangères, apporta à son discours certains compléments utiles et cet accent de fermeté qui manque parfois à l'éloquence trop parlementaire de M. Briand. Le président du Conseil a insisté sur la continuité de la politique française, il en a retracé les phases et, en regard, il a montré « les Allemands remettant en question leur signature, qu'elle ait été donnée à Versailles ou, en pleine liberté, à Locarno. La paix est une création continue, a dit M. Poincaré. Pour les différents partis allemands, on a l'impression qu'elle est une revision continue. » Le mot mérite de faire fortune; il définit à merveille ce que les Allemands appellent, non sans pédantisme, leur « dynamisme ». L'Europe, pour travailler et porter remède à la crise économique, a besoin de certitude et de sécurité; on n'a pas le droit de remettre continuellement en cause les frontières. M. Tardieu, en racontant la genèse de l'article 19 du pacte si volontiers et si mal à propos invoqué par les Allemands, en a éclairé le vrai sens. Son texte ne saurait évidemment concerner les frontières; une frontière « inapplicable » n'a pas de sens; « une frontière est appliquée et c'est le temps de paix, ou elle ne l'est pas et c'est le temps de guerre. »

Les maux dont pâtissent toutes les nations, c'est un sophisme intéressé que de les attribuer aux traités de paix; ils sont la conséquence de la guerre. « Et si l'on s'imagine que la reprise du couloir polonais ou celle d'Eupen supprimerait le trouble dont souffrent le

monde et l'Allemagne dans le monde, c'est le comble de la puérité... Le jour où l'on poserait avec quelques chances de succès, sur la table des conférences internationales, un programme de revision, quelques mois plus tard ce serait la guerre et, comme l'a dit M. Briand, la révolution. Si c'est cela que l'on veut, nous, nous ne le voulons pas... Remettre en question tous les huit jours ce que l'on vient de signer, c'est un mauvais système. Je le dis avec le respect que j'ai pour le peuple allemand, avec la connaissance de ce que sa culture a apporté à la civilisation; je le dis parce qu'un des avantages du régime démocratique c'est qu'on puisse, de peuple à peuple, se parler franchement. »

Sur la question du désarmement, actuellement discutée à la Commission préparatoire pour la limitation des armements, le président du Conseil n'est pas moins net. La thèse allemande, soutenue à Genève par le comte Bernstorff, reprise par toute la presse, rééditée le 20 novembre par M. Curtius, c'est que, si le traité impose à l'Allemagne de désarmer, il lui donne, en échange, le droit d'exiger le désarmement des autres États dans les mêmes proportions. « L'Allemagne invoque un contrat bilatéral, dit M. Tardieu: il n'y en a pas. » Le désarmement de l'Allemagne n'est facultatif ni dans son principe ni dans ses modalités; il est déterminé avec précision par les articles 160 à 180 du traité de Versailles. L'article 8 du pacte de la Société des nations n'est conçu ni dans les mêmes termes ni dans le même esprit; il ne parle pas de désarmement, à plus forte raison n'en précise-t-il ni la proportion ni les modalités; il constate que « le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune ». Entre les deux textes, entre le caractère des obligations respectives qui en résultent, les différences sont essentielles. La France, depuis la guerre, — M. Tardieu l'a rappelé opportunément, — a fait beaucoup de chemin dans la voie de la réduction des armements. Ses crédits militaires sont inférieurs aux trois quarts des crédits de 1914; la durée du service n'est plus que d'un an; les effectifs sont diminués de 400 000 hommes. Nous avons 183 000 hommes de moins que l'Italie et 195 000 de moins que la Grande-Bretagne. Ce sont des faits et des chiffres patents, que M. Curtius s'est vainement efforcé de contester.

Le dernier alinéa de l'article 8 du pacte stipule que les « membres de la Société s'engagent à échanger, de la manière la plus franche et



la plus complète, leurs renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires, navals et aériens et à la condition de celles de leurs industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre ». L'Allemagne oserait-elle jurer qu'elle a déferé à cette invitation? La Commission préparatoire fait, à Genève, le travail qui lui incombe, ce travail pour lequel M. Curtius affiche un singulier dédain; l'Angleterre et la France s'y sont heureusement trouvées d'accord pour préconiser des solutions raisonnables. Les récentes élections allemandes ne sont pas un encouragement à marcher trop vite dans la voie du désarmement.

Les arguments de droit par lesquels le ministre des Affaires étrangères du Reich a essayé de répondre à M. Briand et à M. Tardieu s'accordent si mal avec les textes que M. Curtius a invoqué « les nécessités vitales ». Nécessité vitale, l'allégement du plan Young; nécessité vitale, la revision des frontières orientales. Les Allemands parlent toujours comme s'ils exerçaient sur l'Europe cette hégémonie à laquelle la presse italienne nous accuse d'aspirer; ils oublient que les « nécessités vitales » d'un peuple ont pour limite les « nécessités vitales » des autres nations et spécialement de ses voisines. Qui donc départagera ces « nécessités » opposées, sinon les traités et la Société des nations chargée de les appliquer? Si nous essayions de donner satisfaction à ces « nécessités vitales » qu'invoque M. Curtius, demain il nous parlerait des « déceptions » du peuple allemand et invoquerait de nouvelles « nécessités » plus vitales encore. Il faudra bien que ces intérêts antagonistes finissent par s'équilibrer et s'articuler. M. Pezet, M. Briand et M. Tardieu ont raison de dire que, plus les difficultés se multiplient, plus il convient de s'acharner à une mutuelle compréhension. Mais des signes trop nombreux nous avertissent que l'état des esprits, en Allemagne, rendrait vaine et dangereuse toute nouvelle concession. La politique française ne change pas, elle se recueille. Attendons que s'apaise la crise économique dont souffrent tous les peuples; travaillons à en atténuer les effets. Attendons et disons avec Byron : « Un meilleur printemps nous donnera peut-être des fruits moins amers. »

RENÉ PINON.



eurs  
à la  
sées  
ré à  
e, la  
e un  
ment  
Les  
nt à

aires  
rdieu  
« les  
ung ;  
ands  
hégé-  
; ils  
imile  
e ses  
sinon  
er ? Si  
ales »  
ions »  
plus  
issent  
eu ont  
nvient  
s trop  
magne.  
litique  
aise la  
s à en  
eilleur